Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/n30viedespeuples08pari

ome VIII. — N° 30 10 Octobre 1922

LA VIE DES PEUPLES

WITHDRAWN FROM VICTORIA UNIVERSITY LIBRARY

SOMMAIRE

L'auteur de « J'accuse »..	*La campagne «innocentiste» en Allemagne*	209
Aurélien SAUVAGEOT .	*August Strindberg*	293
August STRINDBERG ..	*Maison de poupée*	298
James BECK	*La Cour suprême des Etats-Unis*	319
Edouard GUYOT	*La crise de l'Entente*	337
Charles-Marie GARNIER	*Arthur Griffith, théoricien du Sinn-Fein*	345
René LAURET	*Les conditions de la vie en Allemagne* ...	364

Vie littéraire	385	A travers les Journaux	426
Vie politique	406	A travers les Revues	426

duction et reproduction interdites

Prix : 5 francs

SOMMAIRE DES CHRONIQUES

Vie économique — Pages

René Lauret : *Les conditions de la vie en Allemagne* 364

Vie littéraire

Claude Berton : *Les étapes d'un grand esprit* 385
Jules Legras : *Les lettres russes* 400

Vie politique

R. L. : *En Allemagne* 406
Emile Delage : *En Autriche*..... 416
Y. A. Bodry : *Russie d'émigration et Russie des Soviets* 421

A travers Journaux et Revues — Pages

Questions internationales 425
La France vue de l'étranger 428
Grande-Bretagne 439
Irlande 443
Allemagne 444
Autriche ..... 45[illegible]
Tchécoslovaquie ..... 45[illegible]
Le Saint-Siège ..... 45[illegible]
Italie ..... 45[illegible]
Espagne ..... 46[illegible]
Portugal ..... 46[illegible]
Esthonie ..... 46[illegible]
Russie ..... 46[illegible]
Asie ..... 47[illegible]
Afrique 481
Etats-Unis ..... 48[illegible]

LA VIE DES PEUPLES

Revue de la Pensée et de l'Activité françaises et étrangères

Paraît le 10 de chaque mois en un volume in-8° d'au moins 192 pages

Fondateur : A. DE LAPRADELLE

PRIÈRE D'ADRESSER TOUT CE QUI CONCERNE

La Rédaction de la Revue : 2, Rue Lecourbe, Paris (XV^e^) — Tél. Ségur 84-40

L'Administration de la Revue : A la Librairie Guillon, 5, Place de la Sorbonne, Paris (V^e^)

Secrétaire Général : Jean Bonnerot.

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

	Un an	Six mois
France	50 fr.	.... 30 fr.
Etranger	70 fr.	.... 40 fr.

P
Fr. L. 1.
V

La Revue de Genève

Directeur : Robert de Traz

Internationale, mais non internationaliste, la " REVUE DE GENÈVE " est un organe de liaison. Elle groupe des écrivains représentatifs de chaque nation, afin qu'ils s'expliquent. Revue de civilisation comparée, elle donne chaque mois, grâce à des collaborateurs de tous pays, l'image vivante et contemporaine d'un monde où personne ne peut plus s'isoler.

La " REVUE DE GENÈVE " publie des œuvres de Maurice Barrès, Georges Duhamel, Elie Faure, Edmond Jaloux, Daniel Halévy, Camille Mauclair, André Suarès, Albert Thibaudet, Hellens, B. Croce, G. Ferrero, Vilfredo Pareto, G. Prezzolini, Bennett, Joseph Conrad, J. Joyce, George Moore, Shaw, N. Murray Butler, John Erskine, Ch. Macfarland, F. W. Forster, Freud, Thomas Mann, Rathenau, Redlich, Keyserling, A. Kouprine, Milioukov, Remisov, Alexis Tolstoï, Branting, Lange, Nansen, J. Bojer, Per Hellstrœm, Lagerkvist, Masaryk, Bénès, A. Apponyi, I. de Voïnovitch, Markovitch, Unamuno, Madariaga, etc., etc.

	Un an	Six mois	Prix du numéro
	—	—	—
France et Belgique (argent français).....	54	28	5 »»

Pour tous renseignements s'adresser à la S. A. des Editions « Sonor », 46, rue du Stand, Genève.

- - LIBRAIRIE STOCK - -

DELAMAIN BOUTELLEAU & Cie — PARIS

155, rue Saint-Honoré (Place du Théâtre-Français) Chèque postal 29.360

LA PLUS GRANDE, LA MIEUX ORGANISÉE ET LA MIEUX SITUÉE DES LIBRAIRIES DE PARIS

Tous renseignements et commodités

TOUS LES LIVRES -- OUVRAGES RARES
RELIURES
SERVICE D'EXPÉDITIONS RAPIDES

Province et étranger

En se recommandant de la VIE DES PEUPLES
demander le service gratuit du

BULLETIN PÉRIODIQUE DE LA LIBRAIRIE STOCK

qui renseigne impartialement le plus souvent par ANALYSES, sur la production trimestrielle de la librairie française.

EDITIONS STOCK

7, rue du Vieux-Colombier. — PARIS

DERNIÈRES NOUVEAUTÉS

Collection « LES DOCUMENTS DU TEMPS »

J. M. Keynès : *Nouvelles considérations sur les Conséquences de la Paix*, (un volume, **6.75**). — Maxime Gorki : *Ecrits de Révolution*, (un volume, **6.75**).

Dans la « BIBLIOTHÈQUE COSMOPOLITE »

St. Ed. White : *Terres de Silence*, 8e édition, (1 vol. **5.75**). — Tolstoï : *Guerre et Paix*, seule traduction littérale et intégrale d'après les manuscrits originaux, (6 vol. ch. 400 pages à **5.75**, le vol.). — O. Wilde : *La Maison de la Courtisane*, (1 vol., **5.75**). — *Théâtre*, (3 vol., **5.75**, le vol.,) etc... En préparation : Tourgueneff, *Roudine*. — Andersen, *Contes*, traduction nouvelle.

ROMANS

Marguerite Comert : *Mes Images*, (1 vol., **5.75**).— Pelx Northcliffe. - *L'Epithalame* : roman par Jacques Chardonne, (2 vol. ens., **11.50**).

Collection « LES CONTEMPORAINS »

Œuvres et Portraits au XXe siècle. — Chaque petit volume, du prix de **1 franc**, contient une œuvre significative, une notice et un portrait. — André Salmon : *Prikaz*. — Max Jacob : *Le Cornet à Dés*. — Elie Faure : *Les Constructeurs*. — François de Curel : *Le Solitaire de la Lune*. — Prochainement : Œuvres de MM. Cocteau et Giraudoux.

THEATRE

Erieux. — *Théâtre Complet* T. III : *Les Trois Filles de M. Dupont ; Résultat des Courses*, (1 fort vol., **9 francs**). — Edmond Sée : *Un Ami de Jeunesse*.

COLLECTION NOUVELLE DE LA FRANCE DRAMATIQUE

Mademoiselle Pascal, de Martial Piéchaud, **1.50**. — *La Dame de Bronze et le Monsieur de Cristal*, d'Henri Duvernois, **1 franc**. — *Aimer*, de Paul Géraldy, **1.50**. — *Le Débat de Nicolazic*, mystère d'Henry Ghéon, **1.50**. — *Beethoven*, de René Fauchois, **1.75**. — *L'Heure du Berger*, d'Edouard Bourdet, **1.50**. — *Pierre Dupont*, de Lucien Descaves, **1 franc**, etc...

LA CAMPAGNE « INNOCENTISTE » EN ALLEMAGNE[1]

M. Richard Grelling, l'auteur célèbre du fameux J'accuse, *a écrit, sous forme de monographies, une véritable encyclopédie de toutes les questions qui ont trait aux origines et aux responsabilités de la guerre. De ce vaste travail, où se trouvent impitoyablement démasqués les ruses et les mensonges de la propagande allemande attachée à innocenter et à réhabiliter le régime impérial, la publication s'impose en ce moment plus que jamais.* La Vie des Peuples *est heureuse de pouvoir donner aujourd'hui la plus récente des études de M. Grelling.*

A la fin d'avril et au commencement de mai, sous les regards de l'Allemagne toute tendue d'une curiosité passionnée et de l'étranger attentif, s'est déroulé devant le tribunal des échevins de Munich, un procès dont l'un des avocats du parti « innocentiste » a marqué le sens et la portée en termes grandiloquents, mais caractéristiques de la mentalité des milieux intellectuels de l'Allemagne.

« Ce procès ne se déroule pas dans un espace isolé. Ses vagues déferlent bien au delà de Munich. Il deviendra le flot tumultueux qui bouleverse la situation jusque dans ses dernières profondeurs, qui renverse toute la réalité. Son résultat, qu'il faudrait inscrire en lettres d'airain sur un mur visible bien au loin, le voici : le document Schoen, tronqué, a été l'une des bases du traité de Versailles; le procès a montré que cette base était un faux; une brèche est donc ouverte dans les assises du traité ».

1. Tous droits, spécialement de traduction, réservés à l'auteur. *Copyright by Richard Grelling*, 1922.

La coïncidence, involontaire ou voulue, de ce procès avec la Conférence internationale de Gênes ajoutait à son importance. Tandis qu'à la Conférence, immense clearing house institué pour établir la compensation de tous les actifs et passifs matériels et moraux de la guerre, les représentants de l'Allemagne, ministres parlementaires entourés d'un état-major de dignitaires de l'ère wilhelmienne, déclaraient, du ton de la plus profonde conviction, leur volonté de paix et se proclamaient adeptes du nouvel ordre pacifique de l'Europe, en Allemagne des centaines de têtes, des milliers de plumes travaillaient, par une astucieuse campagne de mensonges, à enraciner de nouveau l'erreur dans l'esprit du malheureux peuple, que des années et des années durant ses dirigeants déchus ont trompé et nourri de mensonges; à le convaincre que ces dirigeants ne portent point la responsabilité de la guerre, ou du moins pas plus que l'ennemi; que le traité de paix est une chaîne d'esclavage rivée, contre toute justice, autour du corps du pauvre peuple allemand; que l'Allemagne, n'ayant pas commis de faute, ne peut être tenue d'obligations au titre de la faute commise; et que le droit ne peut être restauré dans le monde que par l'abrogation du traité de Versailles.

Gênes et Munich procèdent de la même équivoque, de la même duplicité. A Gênes, on prend part aux négociations pour la conclusion d'un accord général européen avec la Russie, mais en même temps, dans des conciliabules secrets avec les Russes, on prépare une convention particulière, et un beau matin, tout triomphants, on lance en défi au monde la surprise d'un traité qui donne à l'Allemagne la priorité commerciale sur tous ses concurrents. De même, c'est le moment précis où siège la Conférence de la paix européenne qu'en Allemagne des intellectuels de premier plan, des professeurs d'Université, des officiers généraux et de hauts fonctionnaires, des publicistes de toutes les nuances bourgeoises jusqu'aux soi-disant démocrates, choisissent pour entreprendre une attaque concentrique contre le traité de Versailles, au risque d'étouffer le chétif bourgeon de paix qui pour-

rait naître à Gênes, au risque de faire de nouveau surgir, par un enchaînement nécessaire, la menace des catastrophes de la guerre.

Les meneurs du procès de Munich ont agi en pleine connaissance de cause. Ils veulent, ils le déclarent, « renverser toute la réalité », abroger le traité de Versailles, décharger l'Allemagne de toute réparation. Ils veulent plus encore; ils veulent, cela a été vingt fois, cinquante fois, dit aux audiences de Munich, restaurer l'« honneur » de l'Allemagne, rendre à l'Allemagne son ancienne situation dans le monde, la laver de toute accusation et de tout crime, pour lui permettre, purifiée et rajeunie, de reprendre, par des voies anciennes, sa course à la gloire et à la prospérité.

I.

La propagande innocentiste

Que cette campagne pour innocenter Guillaume et ses séides n'ait pas pour objet seulement l'abrogation du traité de Versailles et la suppression des réparations, mais aussi la restauration des dynasties allemandes renversées en novembre 1918, le fait éclate aux yeux des moins avertis. Montée avec le génie d'organisation propre à l'Allemagne, cette propagande est alimentée matériellement et moralement par les deux partis de droite — les populistes allemands, marque Stinnes, et les nationaux allemands, marque Helfferich — qui ont tous deux dans leur programme le rétablissement de la monarchie. A eux deux, ils représentent politiquement la haute finance, la grande industrie et la grande propriété, principales bailleuses de fonds de la campagne « innocentiste » qui coûte des sommes énormes.

On ne peut point, à l'étranger, se faire une idée exacte de l'étendue et de l'activité de cette propagande. Même ceux des Allemands qui en sont les adversaires et les victimes n'arrivent pas à débrouiller tous les fils qui unissent les nombreux groupements créés pour « éclairer » le peuple alle-

mand : « Office central de recherches sur la culpabilité », « Comité pour éclaircir la responsabilité de la guerre », « Front national unique », « Ligue allemande Fichte » à Hambourg, « Ligue souabe » en Wurtemberg, « Ligue pour la défense de la culture allemande », qui promène à travers les grandes et les petites villes d'Allemagne sa mensongère et provocatrice « exposition d'illustration des clauses et conséquences du traité de Versailles; « Institut d'affaires étrangères », dont l'idée a été lancée en 1921 par le prince Max de Bade dans une brochure intitulée *L'Offensive morale*, et dont les deux piliers sont le général comte Montgelas et l'ancien ministre des affaires étrangères Simons. L'offensive morale du prince Max se propose.

« d'établir devant l'opinion universelle et en particulier devant celle des pays ennemis, la démonstration convaincante que l'Entente est associée à la responsabilité de la guerre, et de faire apparaître l'énormité de sa part de responsabilité dans la conduite de la guerre, avec ses atteintes au droit et ses cruautés inutiles, et dans la destruction de la civilisation européenne ».

Pendant que les anciens généraux de Guillaume s'usent les doigts à écrire des livres, des brochures, des articles, où l'on voit les agneaux — Guillaume, Bethmann-Hollweg et Moltke; François-Joseph, Berchtold et Conrad von Hoetzendorf, — livrés aux loups dévorants, — Poincaré, Delcassé, Sazonov, Izvolski, Suchomlinov, — les officiers et les soldats de la Reichswehr se groupent en ligues, « Association nationale des officiers allemands », « Union d'empire des officiers », « Société des soldats d'esprit national », qui prient le gouvernement allemand de défendre à Gênes « les droits indiscutables du peuple allemand », de rejeter la responsabilité dont le traité de paix a contraint l'Allemagne de se charger, et, en combattant le mensonge de la culpabilité, d'extirper la racine de tous les maux et de toute la misère du peuple allemand. La Reichswehr ne demande-t-elle pas ainsi exactement ce que, depuis l'armistice, tous les propagandistes civils de l'innocence ont demandé à tous les gouvernements de l'Allema-

gne, et en ont dans une certaine mesure obtenu? Dès qu'il est apparu, peu de semaines après l'armistice, que le gouvernement socialiste majoritaire, après l'exclusion des indépendants, ne ferait pas sérieusement le procès des auteurs de la guerre, à qui les majoritaires avaient, durant quatre années, accordé tous les crédits militaires demandés, le mensonge, auquel la défaite avait imposé un court silence, a repris courage, et on l'a entendu de nouveau crier bien haut : « L'Allemagne n'est pas coupable de la guerre, du moins pas plus coupable que ses ennemis; et elle n'a pas été vaincue par l'ennemi, mais abattue par la révolution à coups de poignard dans le dos ».

Cette campagne commença dès les négociations d'armistice, durant l'hiver 1918-1919; elle s'accentua pendant les pourparlers de paix, au printemps 1919, presque pire que pendant la guerre : car nombre de chefs intellectuels de la nation, qui, au cours de la guerre impérialiste, s'étaient plus ou moins ouvertement mis du côté de l'accusation contre Guillaume et ses complices, se rangèrent désormais dans l'autre camp et firent chorus avec les défenseurs de l'ancien régime. Les archives de Berlin et de Vienne commencèrent à s'ouvrir. Kurt Eisner publia ses documents bavarois qui ont formé le centre du procès de Munich. A Vienne, on chargea des gens sûrs de réunir les pièces officielles sur l'origine de la guerre, pour contrôler le *Livre rouge* publié par Berchtold en 1915. A la Wilhelmstrasse, on plaça à côté du sous-secrétaire d'Etat David, socialiste majoritaire, et tenant professionnel de la culpabilité de l'Entente, le socialiste indépendant Karl Kautsky, afin que le peuple allemand pût enfin apprendre comment ses affaires avaient été si longtemps menées et comment il avait été conduit à l'abîme.

Un des experts du procès de Munich, le professeur Caro, a eu l'impudence de traiter d' « ordure » le groupe de républicains allemands, qui, durant la guerre, s'était formé en Suisse autour de l'auteur de *J'accuse*. Si ces professeurs allemands pouvaient soupçonner ce qu'il a fallu à ce groupe d'esprit de sacrifice et de courage civique pour entreprendre

sa lutte inégale, s'il y avait en eux, qui pour la plupart se posent en démocrates, la moindre étincelle de l'esprit vraiment démocratique qui animait leurs grands devanciers de la première moitié du siècle passé, les Arndt, les Fichte, les Gervinus, les Dahlmann, ils éprouveraient au moins du respect pour la valeur morale de l'acte accompli par ces martyrs de la Révolution et de la République allemande, même s'ils ne partagent pas leurs idées: car ces hommes ont été des prophètes et des annonciateurs.

Sous la nouvelle République, ce n'est plus aux caisses officielles que s'alimente la mensongère propagande « innocentiste », mais aux coffres-forts inépuisables des grands profiteurs de la guerre, devenus d'encore plus grands profiteurs de la paix. En même temps que la presse reptilienne, officieux et organes de droite, une grande partie de la presse soi-disant démocratique bourgeoise passa sous la domination du plus récent des ploutocrates, Hugo Stinnes, et fut mise par lui au service de l' « innocentisme ». L'achat des journaux fut public, et est facile à prouver : il suffit de citer la *Deutsche Allgemeine Zeilung* et les *Münchener Neueste Nachrichten*. Il est naturellement moins aisé de démontrer authentiquement que les innombrables organisations de combat contre le « mensonge de la culpabilité » mangent au même ratelier. Mais de la toile d'araignée, on conclut à l'existence de l'araignée. D'ailleurs, ici, on connaît l'araignée: c'est la « Commission de travail des unions allemandes[1] », qui, au-dessus des partis, groupe toutes ces organisations sous la présidence du baron de Lersner, dont on sait comment il a représenté le gouvernement de la République allemande à la commission d'armistice, puis à la commission de la paix à Versailles et à Paris, et qui, comme de juste, a figuré au procès de Munich en qualité de témoin et d'expert « innocentiste ». Les journaux nous ont appris qu'au début d'avril il avait fièrement proclamé à Stuttgart qu'à sa « Commission de travail » étaient affiliées « quatre cents organisations

1. *Arbeitsausschuss deutscher Verbände.*

de toute nuance, politiques, économiques, culturelles, avec des millions de membres ». Les associations de femmes et de jeunes gens se distinguent spécialement. Le « Comité des femmes allemandes pour lutter contre le mensonge de la culpabilité », qui s'est formé récemment et comprend les noms les plus connus du mouvement féministe, réunit six associations de femmes avec des milliers de membres, et inonde le public de ses brochures « innocentistes ». Il va de soi que la jeunesse, spécialement la jeunesse universitaire, ne manque pas de se trouver dans les rangs des innocentistes; car c'est précisément dans les Universités que les doctes spécialistes de la question de culpabilité répandent, avec un zèle infatigable, la théorie du « mensonge de la culpabilité », c'est précisément la jeunesse universitaire que l'on sature du poison intellectuel nationaliste, bien plus encore que sous le régime impérial. Avant 1914, on n'avait jamais, dans les Universités allemandes, vu se produire contre les professeurs suspects de pacifisme les manifestations violentes d'étudiants qu'on voit aujourd'hui. Avec ce nationalisme systématiquement entretenu vont la main dans la main l'antisémitisme, le monarchisme, l'aspiration au retour des « temps glorieux » de l'Allemagne. Le rappel même de ces temps glorieux n'implique-t-il donc pas le plus sanglant des reproches contre les anciens maîtres qui ont sacrifié à leur ambition et à leur témérité la prospérité du pays et des millions de jeunes vies? Les pires assassinats politiques des trois dernières années ont été commis en masse par des étudiants allemands organisés en « volontaires temporaires » pour protéger, croyaient-ils, l'ordre public contre le danger rouge, mais en vérité au service de la contre-révolution militaire et de la cause monarchiste.

La maladie intellectuelle inoculée longtemps avant la guerre et plus fortement encore pendant la guerre n'a pas seulement contaminé les juges, les prêtres et les maîtres de la jeunesse de l'Allemagne d'aujourd'hui, mais elle a déjà atteint la jeune génération qui occupera plus tard ces emplois importants et qui, à moins d'une cure radicale, la transmettra

aux générations suivantes. Le germe de tous les maux présents et futurs, de toutes les catastrophes intérieures et extérieures qui en résulteront nécessairement, est dans l'idée que le traité de paix a imposé à l'Allemagne la plus dure des injustices, dont la responsabilité incombe d'un côté aux anciens adversaires de la guerre, de l'autre à la République pour avoir signé l'aveu de la culpabilité et le traité. De là le mot d'ordre : lutte à l'intérieur et à l'extérieur jusqu'à ce que cette injustice ait disparu !

Ce dangereux mouvement de révision qui, au bout du compte, aboutit à un mouvement de revanche, a été plus ou moins soutenu et encouragé par tous les gouvernements de la République, à la seule exception — jusqu'à hier — du ministère actuel de M. Wirth. Les notes et les discours de M. de Brockdorff-Rantzau durant les négociations de la paix ont affirmé sans cesse que l'Allemagne avait mené une guerre défensive; une commission de quatre « Allemands indépendants », (c'est ainsi que les nommait M. de Brockdorff-Rantzau), les professeurs Delbrück, Weber, Mendelssohn, Bartholdy et le général comte Montgelas, a, pour répondre à un mémoire sur les responsabilités de la guerre, rédigé par une Commission alliée (mémoire qui d'ailleurs n'a pas été remis officiellement aux Allemands et n'est pas connu jusqu'ici dans son texte intégral), établi et fait remettre aux gouvernements alliés un mémoire qui conclut : « Aujourd'hui encore où la force militaire de l'Allemagne est anéantie à jamais, nous considérons cette guerre défensive comme inévitable ». Les quatre « Allemands indépendants » désavouaient donc le chef de la délégation allemande, qui acceptait l'idée d'une responsabilité partagée. Même le gouvernement de Berlin de l'époque trouva qu'ils exagéraient, et — c'est l'un d'eux, M. Delbrück, qui l'a révélé au procès de Munich — ils eurent quelques difficultés à faire accepter leur plaidoyer par les autorités allemandes et à le faire remettre à la partie adverse. L'un des trois professeurs est mort. Un autre, auquel le gouvernement allemand a confié entre temps l'honorable mission d'écrire l'histoire des origines de la guerre au cours du dernier demi-siècle, pour qu'elle soit une « Bible du paci-

fisme » destinée à instruire et à édifier le peuple allemand, (l'expression est d'un de ses collaborateurs entendu à Munich), M. Mendelssohn-Bartholdy, s'est retiré de la controverse sur l'histoire des treize jours critiques. Mais les deux autres signataires du mémoire, le professeur Delbrück et le général Montgelas, les chefs les plus extrêmes de la campagne « innocentiste », sont aujourd'hui à la tête du mouvement et ont fait à Munich à titre d'experts, les dépositions décisives. Leur exemple révèle toute la méthode des « innocentistes ».

II.

Le procès de Munich.

Sur quoi portait le procès de Munich?

Quinze jours après la révolution de Berlin, le 23 novembre 1918, Kurt Eisner, chef de la révolution de Munich et alors président du conseil de Bavière, publia dans l'officielle *Correspondance Hoffmann* quelques documents trouvés dans les papiers de la légation de Bavière à Berlin et du ministère des affaires étrangères de Munich, et propres à ouvrir au peuple allemand, si longtemps tenu dans l'illusion, les yeux sur les machinations belliqueuses de ses anciens maîtres. C'était un rapport du 18 juillet 1914 du chargé d'affaires bavarois à Berlin, Hans de Schoen, au comte Hertling, président du conseil; la notation de deux conversations téléphoniques de la légation de Berlin avec le ministère des affaires étrangères de Munich, du 31 juillet, et un rapport du 4 août du comte Lerchenfeld, ministre de Bavière à Berlin, au comte Hertling. Eisner, vieux journaliste, savait par expérience que plus un article est long, moins on le lit; il avait aussi à compter avec le peu de place dont disposaient les journaux et agences alors surchargés de nouvelles; aussi publia-t-il certaines parties des documents, qu'il tenait pour moins importantes que le reste, non point intégralement,

mais en résumé et souligna-t-il quelques points de la publication, qu'il regardait comme particulièrement importants pour éclairer le peuple allemand. Nulle part, il importe de le retenir, le texte des passages publiés n'a été altéré. Comme journaliste, Eisner peut avoir eu raison de ne pas reproduire textuellement ses documents; mais comme politique dirigeant, comme président du conseil de la seconde par l'importance des Républiques allemandes, comme l'homme qui avait renversé par la révolution des dynasties criminelles, il aurait mieux fait de produire ses révélations sensationnelles dans le texte original, et d'éviter tout soupçon d'imiter la méthode qu'il reprochait avec raison aux maîtres déchus de l'Allemagne et à leur gouvernement.

Cette question de forme est d'ailleurs secondaire au regard de l'importance qu'avaient les documents, surtout à un moment où les révélations étaient encore si rares. M. de Schoen, le 18 juillet, donc cinq jours avant la remise de l'ultimatum à Belgrade, annonçait au président du conseil la démarche qui allait être faite par le gouvernement autrichien, et disait que, d'après les indications du sous-secrétaire d'Etat Zimmermann et d'autres initiés, cette démarche serait intentionnellement ajournée jusqu'au départ de Pétersbourg de MM. Poincaré et Viviani, pour ne pas faciliter aux puissances de la Double Alliance une entente en vue d'une contre-action éventuelle. Il lui disait que, pour endormir les gouvernements de l'Entente, Vienne se donnait « l'apparence d'intentions pacifiques » en laissant partir en congé, en même temps, le ministre de la guerre et le chef d'état-major général, et que, sur la presse et la Bourse aussi, on avait agi « non sans succès ». Il indiquait quelques points importants de la note autrichienne, qu'il tenait de Zimmermann, et ajoutait : « Il est évident que la Serbie ne peut pas accepter de pareilles exigences, qui sont incompatibles avec sa dignité d'Etat indépendant : la conséquence sera donc la guerre». Puis vient cette phrase extrêmement importante : « Ici on est parfaitement d'accord pour que l'Autriche profite de l'heure favorable, même au risque de plus grandes complications ». Mais en aura-t-on

vraiment le courage à Vienne? M. de Jagow et M. Zimmermann en doutent encore. M. Zimmermann croit que l'heure du destin est venue pour l'Autriche, et espère que les hommes d'Etat de Vienne ne la laisseront pas échapper par « irrésolution et manque d'esprit de suite ». « C'est pour cette raison que, sur une demande de Vienne, on a ici déclaré sans hésitation que nous sommes d'accord avec toute attitude à laquelle on se décidera là-bas, même au risque d'une guerre avec la Russie ». On a donné au comte Hoyos, porteur d'une lettre autographe de François-Joseph et d'un mémorandum du gouvernement de Vienne, un « blanc-seing » (c'est le nom que lui donne M. de Schoen), qui signifie « un engagement absolu de l'Allemagne pour la monarchie danubienne », et dépasse de si loin toute attente qu'il sera « presque désagréable » aux gens de Vienne, toujours inquiets et irrésolus. Et ce n'est pas seulement une couverture sans condition que l'on assure à l'allié autrichien, mais même on le pousse à commencer aussi vite et énergiquement que possible son action contre la Serbie « afin de ne pas laisser au gouvernement serbe le temps de pouvoir, sous une pression russo-française possible, offrir de lui-même satisfaction ». — Si la Russie et la France avaient eu la moindre idée ou le moindre désir de guerre européenne, cette crainte du gouvernement de Berlin n'aurait-elle pas été sans fondement? N'en dit-elle donc pas plus que des volumes entiers, et ne suffit-elle pas seule à réfuter tous les mensonges d'alors et d'aujourd'hui sur la volonté agressive des dirigeants français et russes?

Ce témoignage en faveur de l'esprit pacifique de la France et de la Russie est encore complété par la déclaration expresse de Zimmermann : « Aussi bien l'Angleterre que la France, qui en ce moment ne désirent pas la guerre, agiront sur la Russie dans ce sens pacifique », et par son opinion que « le Russe sans doute menace facilement de l'épée, mais ne la tire pas volontiers au moment décisif » pour d'autres. Comme dernier point caractéristique du rapport de Schoen, Eisner met en vedette le fait que le conseiller de l'ambassade allemande, Fritz Stolberg, a, « il y a quelques jours déjà », traité au

Ballplatz la question d'une compensation à l'Italie par la cession du Trentin méridional.

Voici maintenant les points qui ont été laissés de côté dans la publication d'Eisner.

1° L'intention du gouvernement allemand de tenter de localiser le conflit austro-serbe par « une action diplomatique auprès des grandes puissances ».

2° Les chances de cette tentative de localisation, dont le succès dépendrait essentiellement de savoir « si l'Autriche se contentera d'infliger une correction à la Serbie, ou exigera aussi une indemnité territoriale ». Dans le premier cas, on réussirait à localiser la guerre, dans l'autre, des complications seraient inévitables. M. de Schoen rapporte l'opinion de la Wilhelmstrasse sur ces chances, mais il était lui-même moins optimiste, comme il l'a reconnu, le 2 août 1919, dans une déclaration à la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

3° L'attitude probable de la Russie. — La Russie pourrait, « et c'est ce qu'il y a de favorable dans la situation actuelle », abandonner les Serbes lanceurs de bombes, et « rester inactive... en particulier aussi longtemps que l'Autriche ne mettra pas en question l'indépendance nationale de la Serbie ». Ce que serait devenue cette indépendance nationale, si la Serbie avait accepté toutes les conditions de l'ultimatum, il était facile de l'apercevoir. Donc l'abstention de la Russie devenait impossible, une fois lancé l'ultimatum dont le contenu fut connu de tous à partir du 24 juillet 1914. Et que doit-on alors penser et dire lorsqu'on connaît les véritables buts de « l'expédition punitive autrichienne », tels que nous les ont révélés les procès-verbaux des conseils des ministres austro-hongrois du 7, du 19 et du 31 juillet, démembrement complet du royaume de Serbie, partage de la plus grande partie de son territoire entre ses voisins, Bulgarie, Roumanie, Grèce, Albanie, domination politique et militaire de l'Autriche-Hongrie sur ce qui en resterait, déchéance de la dynastie Karageorgevitch? Voilà ce qu'on faisait de l'indépendance nationale de la Serbie, dont le respect était, dans l'idée de Berlin, la condition même de la non-intervention de la Russie.

4° L'attitude probable de l'Angleterre, qui resterait spectatrice d'une « expédition punitive », mais « ne permettrait pas la destruction du pays ».

5° L'attitude probable de l'Italie dans une guerre austro-serbe. — L'Italie répondrait « au partage de la Serbie ou même à la simple annexion du mont Lovcen, qui domine les Bouches de Cattaro » par une demande de compensations en vertu du traité de la Triple Alliance. On pourrait, pensait M. Zimmermann, lui fermer la bouche en lui permettant d'occuper Valona. Mais si l'on voulait la « gagner de façon durable », il serait bon que « l'Autriche, en cas d'appréciable extension de son territoire, se résolût à lui céder le Trentin méridional ». Devant le tribunal de Munich, on a cherché à représenter ces offres précoces de compensation à l'Italie comme innocente exécution des obligations de l'article 7 du traité de la Triple Alliance. En réalité, cette chasse aux alliés, ouverte des semaines avant la déclaration de la guerre, était-ce autre chose que la préparation diplomatique et militaire du conflit européen?

6° L'attitude probable de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Grèce et du Monténégro. — Les passages négligés par Eisner expliquent en détail les modifications territoriales et politiques qu'entraînerait nécessairement dans tout le Balkan une action militaire de l'Autriche contre la Serbie. La Bulgarie voudrait reconquérir le territoire perdu à la paix de Bucarest, la Roumanie y résisterait, et son consentement éventuel devrait être acheté par des agrandissements territoriaux. La Grèce devrait obtenir la permission de s'étendre en Epire, le Monténégro dans l'Albanie du Nord. La conséquence d'une guerre austro-serbe serait donc une « vaste transformation de la carte des Balkans », le réveil de tous les appétits à grand peine apaisés par les traités de 1913, le réveil aussi, par suite, des oppositions, de la jalousie, des luttes de prestige entre les grandes puissances, et ainsi la réapparition du danger à peine conjuré d'une conflagration européenne.

III

La localisation du conflit austro-serbe etait-elle possible?

Toutes ces graves conséquences d'une attaque de la Serbie par l'Autriche-Hongrie se trouvent indiquées, non pas il est vrai expressément, mais entre les lignes, dans le rapport de M. de Schoen, et précisément dans les passages qu'Eisner a négligé de publier. Spécialement, le dernier point indiqué ci-dessus marque avec éclat l'impossibilité d'une localisation du conflit, à supposer même que la Wilhelmstrasse en ait eu sérieusement la pensée. Mais à quiconque a la moindre idée de l'histoire des Balkans dans le dernier tiers de siècle, l'idée même paraît d'une absurdité si évidente qu'elle ne comporte que deux explications : ou une ignorance inouïe doublée d'un incroyable manque d'instinct politique, ou la mauvaise foi qui prétexte des intentions qu'elle-même sait irréalisables. Il est probable qu'ici les deux se rencontraient également. Peut-être tel ou tel des gens de la Wilhelmstrasse a-t-il cru très vaguement à la possibilité de recommencer la manœuvre de 1908-1909 et 1912-1913[1], avec d'autant plus de succès que cette fois intervenait un élément sentimental, l'assassinat de l'archiduc et de sa femme, et que l'on pouvait faire appel au sentiment monarchique du tsar. Mais il y a peu de vraisemblance qu'il y ait eu tant d'optimisme. Si un jeune et modeste conseiller de légation, tel que M. de Schoen, ne partageait pas l'espoir de voir le conflit rester localisé, comment admettre qu'empereur, chancelier, secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat y aient sérieusement cru? M. de Schoen lui-même, on l'a vu, dit que la Wilhelmstrasse ne croyait à la localisation que sous certaines conditions : mais ces

1. On connaît la pression exercée par l'Allemagne à Pétersbourg le 23 mars 1909, et on sait, notamment par le mémoire du prince Lichnowsky, que dans l'hiver critique 1912-1913 c'est encore sous la pression constante de l'Allemagne qu'il a été fait droit aux exigences incessantes de l'Autriche, si témérairement égoïstes et si extravagantes qu'elles fussent.

conditions avaient déjà disparu lorsqu'il écrivait son rapport du 18 juillet, et même, on le sait maintenant, dès avant l'assassinat de l'archiduc : car le mémorandum de Berchtold, achevé avant le 28 juin, jour de l'assassinat, parle, tout comme la lettre de François-Joseph remise à Potsdam le 5 juillet, d'une transformation totale de la situation dans les Balkans, d'un regroupement des puissances balkaniques à l'exclusion de la Serbie et y compris la Turquie, de la création d'une nouvelle Ligue balkanique « sous le patronage de la Triple Alliance ». Guillaume et Bethmann, qui ont reçu le 5 et le 6 juillet la lettre et le mémorandum, non seulement se déclarent complètement d'accord avec l'Autriche-Hongrie, non seulement promettent d'observer jusqu'au bout la fidélité à l'alliance, quoi qu'il puisse résulter de l'action de l'Autriche contre la Serbie, mais ils recommandent même d'agir au plus vite et sans aucune réserve, de façon que « le moment actuel, si favorable pour nous, ne passe pas inutilisé ». Les dépêches du comte Szögyény des 5 et 6 juillet sont formelles là-dessus[1].

Lorsque la délégation américaine à Versaille eut publié le rapport sensationnel de Szögyény à Berchtold du 27 juillet, les « innocentistes » firent des efforts désespérés pour ruiner ce témoignage gênant de l'infamie et de la duplicité allemandes, en affirmant que l'ambassadeur était affaibli par l'âge et que donc ses rapports ne méritaient pas foi. C'est les quatre « indépendants » de Versailles qui inventèrent cette misérable excuse, parce qu'ils ne pouvaient autrement échapper à la force de ce document écrasant. M. Delbrück a dit à Munich que c'est à lui spécialement qu'incomba l'honorable mission de déterminer quel était en 1914 l'état mental de l'ambassadeur, qui est mort depuis ; et comme preuve à l'appui de l'affaiblissement sénile, il cite le jugement d'un « journaliste » quelconque. Voilà ce que les professeurs « innocentistes » appellent méthode scientifique ! Il invoque en

1. *Documents autrichiens*, I, 67.
2. *Documents autrichiens*, II, 68.

outre un télégramme rectificatif envoyé par Szögyény[1], comme il est fréquent et inévitable dans la correspondance télégraphique diplomatique. Par bonheur, nous possédons dans les recueils de documents allemand et autrichien la preuve que non seulement, durant les négociations de 1914, les rapports de Szögyény n'ont jamais été tenus pour entachés d'inexactitude ou de faiblesse sénile, mais qu'au contraire leur fidélité a été expressément reconnue. Les entretiens capitaux de Potsdam et Berlin, des 5 et 6 juillet, ont été rapportés au Ballplatz par la double voie Szögyény-Berchtold et Bethmann-Tschirschky[2]. Or, le 7 juillet, a lieu à Vienne, sur la base de ces entretiens, une conférence entre Tschirschky d'une part, Berchtold, Stürgkh, Tisza et Hoyos de l'autre; et Berchtold fait savoir à Berlin que le compte rendu de ces entretiens donné par Szögyény s'accorde exactement avec le télégramme du chancelier à Tschirschky[3]. La valeur et la véracité de l'ambassadeur ont de plus été reconnues par Guillaume dans sa lettre du 14 juillet à François-Joseph, où il appelle Szögyény « ton ambassadeur éprouvé, que j'estime sincèrement ». Voilà donc un homme qui, le 6 et le 14 juillet, était encore un modèle de présence d'esprit, d'intelligence et de correction, et qui, quinze jours plus tard, le 27 juillet, lorsqu'il transmettait à Vienne les pensées secrètes de Jagow telles qu'il les tenait de la bouche même du ministre, serait devenu un vieillard sénile, un « vieux gâteux » sans cervelle et sans raison?

Plus clairement encore que la correspondance du commencement de juillet entre les deux empereurs, les procès-verbaux des conseils des ministres autrichiens des 7, 19 et 31 juillet montrent que les conditions dont la Wilhelmstrasse faisait dépendre la possibilité d'une localisation étaient en contradiction avec les tendances de l'Autriche-Hongrie contre le petit Etat voisin. Il ne s'agissait pas d'une simple « correction à la Serbie, d'une expédition punitive pour le crime de

1. *Documents allemands* III, 31, 33.

Sarajevo » — auquel, notons-le bien, d'après le rapport de Wiesner[1], le gouvernement serbe n'avait eu aucune part — mais d'un règlement de comptes définitif avec elle. Le gouvernement allemand, on le sait, a, pendant tous ces jours critiques, invoqué dans toutes les capitales européennes, comme principal motif en faveur d'une localisation, le fait que, l'Autriche ayant déclaré d'avance son « désintéressement territorial », il n'y avait pas de raison d'arrêter son bras. Mais on voit, par les procès-verbaux dont nous parlons[2], que cette déclaration de désintéressement territorial était une véritable manœuvre frauduleuse combinée entre Vienne et Berlin. Pour la monarchie elle-même, dont on craignait d'augmenter la population slave, on ne revendiquait, il est vrai, que des « rectifications de frontières stratégiques », sans d'ailleurs en préciser l'étendue; mais le gros du butin territorial devait échoir à la Grèce, à la Bulgarie, à la Roumanie et à l'Albanie. Vienne et Berlin sont d'accord sur la formule qu'on fera miroiter aux yeux des autres puissances : la monarchie n'a pas l'intention d'annexer des territoires serbes. Mais on n'ajoute pas que l'action militaire de l'Autriche-Hongrie doit donner aux Etats balkaniques voisins la plus grande partie du territoire serbe, qu'ainsi toute la situation balkanique sera bouleversée, la Russie privée de toute influence dans les Balkans et la suprématie autrichienne fermement établie sur la péninsule. Car le dire, c'eût été s'interdire de soutenir le mensonge de la localisation.

Donc, si largement qu'on fasse aux directeurs de la politique allemande crédit de sottise et d'aveuglement, le plus qu'on puisse admettre est qu'ils aient au fond de l'âme entrevu une chance infime de localisation; mais il est impossible de croire sérieusement qu'ils l'aient tenue pour réalisable. Si même, dans les premières semaines de juillet, jusqu'à la remise de l'ultimatum, Berlin et Vienne avaient pu nourrir l'illusion que la Russie laisserait faire sans résistance, comme

1. *Documents autrichiens*, I, 17.
2. *Documents autrichiens*, I, 8, 26; III. 79.

en 1909, elles ne pouvaient plus la conserver après que, le 25 juillet, et avant même la publication de la réponse serbe à l'Autriche, le gouvernement russe avait déclaré officiellement qu'il suivait le développement du conflit austro-serbe avec la plus grande attention, et ne pouvait pas y rester « indifférent ». Pour s'exprimer en langage diplomatique, cet avertissement n'en était pas moins net, et il était appuyé par les déclarations répétées et fermes de Sazonov aux ambassadeurs allemand et autrichien. Donc, à partir du 25 juillet, on ne peut plus admettre que les gouvernements de Berlin et de Vienne aient eu même une lueur d'espoir sur ce point. Quant aux militaires, ils ne l'ont eue à aucun moment. Car, chez les civils, ou du moins chez certains d'entre eux, le désir d'éviter la guerre européenne a pu faire naître l'idée que la localisation du conflit était possible; mais les militaires, n'en ayant pas le désir, n'en avaient pas non plus l'idée.

IV

Moltke, le fauteur de la guerre, et ses apologistes.

Moltke et Conrad von Hötzendorf ne craignaient pas la guerre européenne. Ils la souhaitaient, au contraire, et tout ce qu'ils déploraient était qu'elle n'eût pas été provoquée plus tôt, dans des occasions particulièrement favorables. La correspondance des deux chefs d'état-major en 1909, que viennent de nous faire connaître les mémoires de Conrad, est à ce point de vue extraordinairement instructive. Leur regret que la guerre n'ait pas éclaté en 1909 s'y exprime ouvertement. « Malgré tout », conclut Moltke, « regardons l'avenir avec confiance », une confiance qui n'a pas été trompée en 1914.

Les rapports diplomatiques bavarois de Berlin démontrent abondamment que Moltke a voulu la guerre, et y a poussé. Par profession, il était « préventiviste », c'est-à-dire adepte

d'une théorie qui ne surprend point chez les militaires, celle qu'il faut, au moment où on possède les chances les plus favorables, faire éclater une guerre qui doit nécessairement éclater un jour (car toute guerre possible est, pour les militaristes, inévitable). En 1914 encore, Moltke tenait les chances de l'Allemagne et l'Autriche pour si favorables qu'il considérait comme un bonheur que l'assassinat de Sarajevo « eût fait sauter la mine préparée par les trois puissances[1] à un moment où la Russie n'était pas prête et où l'armée française se trouvait dans une période de transformation »; car l'Allemagne, à son avis, aurait eu de la peine à soutenir la guerre que l'on avait préparée et dont on était convenu contre elle pour l'année 1917[2]. Plusieurs mois avant l'assassinat de l'archiduc, il avait dit « que le moment était militairement le plus favorable qui pût se rencontrer de longtemps, à cause de la supériorité d'armement de l'artillerie et de l'infanterie allemandes et de l'insuffisante instruction des troupes françaises[3] ». Qu'on se rappelle aussi que l'ultimatum à la Belgique a été rédigé par le chef d'état-major général allemand dès le 26 juillet, avant que l'on connût à Berlin la réponse de la Serbie, avant le retour de l'empereur, et que l'on se souvienne de toutes les machinations de la camarilla militaire pour paralyser les tentatives d'ailleurs si timides, molles et contradictoires du chancelier. L'homme de l'état-major à la Wilhelmstrasse était le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann, à qui il incombait de déchirer le matin la fragile toile que le chancelier avait tissée dans la nuit, — surtout dans la nuit du 29 au 30 juillet — et, par d'habiles contre-manœuvres, de rendre inopérantes les faibles tentatives de médiation que Bethmann entreprenait auprès de Berchtold. N'est-elle pas caractéristique, la manœuvre du 30 juillet, où l'on fait publier par une édition

1. La Triple-Entente.
2. *Documents allemands* IV, 157. Lettre personnelle de Lerchenfeld à Hertling, 5 août 1914.
3. *Documents allemands* IV, 154. Lettre personnelle de Lerchenfeld à Hertling, 31 juillet 1914.

spéciale de journal l'ordre de mobilisation générale, pour attirer les Russes dans le piège et pouvoir les accuser ensuite d'avoir pris l'initiative de l'acte irréparable? Jamais les conseillers militaires de l'empereur n'ont désiré la localisation du conflit austro-serbe ou cherché à l'obtenir; ils ont au contraire tout fait pour que du conflit local sortît nécessairement et vite une guerre européenne. Car, en vrais militaires, ils ne voyaient que ceci : « Les chances de victoire nous sont favorables, allons-y ».

Les preuves qu'ils voulaient la guerre et l'ont machinée sont si frappantes et si convaincantes que les experts du procès de Munich, spécialement le général Montgelas, se sont sentis obligés de répondre à l'accusation qui, depuis la publication de *J'accuse*, a sans relâche été portée contre ces criminels. De même que dans le dernier *Livre blanc* de 1921, M. de Montgelas, à Munich, s'est de nouveau efforcé, en se fondant sur sa connaissance personnelle de l'homme et des événements, de faire de son ancien chef Moltke le plus innocent des anges de la paix. Les documents officiels démontrent le contraire; mais le général a cherché à en détruire l'autorité en déclarant du ton de la plus profonde conviction : « Un chef d'état-major général qui, la guerre une fois déclarée, n'affirme pas sa confiance dans la victoire, est bon à envoyer au diable ». Cependant la lettre de Lerchenfeld du 31 juillet ne rapporte-t-elle pas que Moltke a donné ses assurances de victoire « depuis des mois déjà »? et le général Montgelas n'a-t-il pas lui-même naguère, sur la foi de ses observations personnelles pendant les deux années où il était le subordonné direct de Moltke, exprimé la conviction que la guerre de 1914 a été « une guerre préventive sciemment et intentionnellement provoquée par l'Allemagne », décidée le 5 juillet et « devenue, dès septembre 1914, guerre de conquête »? J'ai déjà eu plus d'une fois l'occasion de rappeler au général l'acte d'accusation extrêmement violent qu'en 1918, en Suisse, il a écrit contre les maîtres de l'Allemagne de 1914, et qu'il m'a remis pour ma démonstration[1]. Aujourd'hui, il apporte à soutenir

1. Voir plus loin, *Un mot au général comte de Montgelas.*

l'innocence de l'Allemagne le même zèle et la même documentation que jusqu'en 1918 il apportait à soutenir sa culpabilité. Quand, à Munich, l'avocat de la défense lui a objecté cette insoluble contradiction, il a répondu que la poursuite et l'approfondissement de ses études et la découverte de documents l'avaient amené à une nouvelle conviction. C'est ce qu'il avait commencé à dire, en novembre 1919, lorsque j'écrivis contre lui à Zurich une série d'articles, et j'ai prouvé alors que le mémoire des « quatre indépendants de Versailles » se fondait, dans tous les points essentiels, sur des moyens de preuves que M. de Montgelas et tous ceux qui faisaient les mêmes recherches que lui connaissaient déjà dans l'été de 1918, qu'en particulier les trois fameuses « notes de pression » envoyées à Vienne par Bethmann, l'un des arguments principaux des « quatre indépendants », avaient déjà été publiées par le gouvernement allemand en 1915, 1916 et 1917. Quant à ce qui a paru après le mémoire de Versailles, et surtout dans les collections de documents allemande et autrichienne de 1919, loin d'infirmer les accusations antérieures de M. de Montgelas, cela ne pouvait que les confirmer ; et M. de Montgelas veut-il supprimer la pierre angulaire de ces accusations d'antan, les « observations personnelles » qu'il avait pu faire depuis 1912 dans les milieux militaires dirigeants, et qui l'ont conduit à la thèse de la guerre préventive?

Le témoignage de M. Delbrück n'est pas moins écrasant pour Moltke que celui de M. de Montgelas. Dans sa brochure *L'empereur a-t-il voulu la guerre*[1]? il raconte, sans y chercher malice, que, « dès le 29 juillet, Moltke, au conseil de la couronne de Potsdam, a demandé, en raison de la mobilisation partielle russe, l'envoi de l'ultimatum à la Russie, non point qu'il souhaitât la guerre, mais parce qu'il la voyait inévitable et considérait qu'une action immédiate était le seul moyen de salut ». Tous les apôtres de l'innocence, à leur tête Delbrück et Montgelas, nous ont raconté que c'est la mobilisation générale russe qui a été la vraie cause de la guerre et a obligé

1. *Wollte der Kaiser den Krieg?* (p. 16).

l'Allemagne à agir, et tous les experts à Munich ont de nouveau soutenu cette théorie. Qu'en reste-t-il après cette constatation de M. Delbrück[1] ?

Dans sa brochure contre Kautsky[2], M. Delbrück fait une autre révélation qui charge lourdement Moltke. Il raconte que « quand le conflit austro-russe devint plus aigu, le chef d'etat-major insista à Berlin pour qu'on mobilisât, ce qui aurait été la guerre immédiate »; Bethmann s'y opposa, et l'empereur décida en sa faveur. Il s'agit évidemment des mêmes faits que Delbrück raconte dans sa polémique avec Headllam. Cette intervention de l'empereur, nous en découvrons le sens exact par les événements du lendemain 30 juillet, et notamment par le rapport qu'au conseil des ministres prussiens de ce jour le chancelier fit à ses collègues[3]. La mobilisation, que Moltke demandait immédiate, était simplement ajournée. Il fallait tout d'abord laisser se terminer l'action engagée à Vienne, car on ne pouvait pas « poursuivre à la fois des actions politiques et militaires ». L'action politique, c'est ici la proposition de médiation de Grey[4], transmise par Bethmann à Vienne la nuit précédente, et soumise par lui « avec urgence et instance à la considération » du Ballplatz[5]. Le 30 juillet au soir[6], Guillaume, lui aussi, avait, de manière extrêmement tiède, transmis télégraphiquement à Francois-Joseph, ce qu'on appelle la « proposition de Belgrade[7] » en lui demandant de « décider ». Comparez le ton et le contenu

1. Remarquons en passant que M. Delbrück s'est, dans l'édition allemande de sa brochure, rendu coupable d'une grave altération de son texte original qui était en anglais. Dans ce texte, il citait les mémoires de Tirpitz, où l'amiral nie avoir désiré la guerre, comme on l'en accuse, en déclarant qu'il n'avait pas foi en la victoire, et que personne ne provoque une guerre s'il n'espère y vaincre. Je crois que Tirpitz, en ce qui le concerne, dit la vérité. Mais ce n'est pas Tirpitz, c'est Guillaume et Bethmann que M. Delbrück veut innocenter; aussi a-t-il falsifié son texte anglais en faisant dire à Tirpitz que c'étaient l'empereur et le chancelier qui, n'espérant pas en la victoire, ne pouvaient pas avoir provoqué la guerre.
2. Page 21.
3. *Documents allemands*, n° 456.
4. *Livre bleu*, 88.
5. *Documents allemands*, n° 395.
6. *Documents allemands*, n° 437.
7. La proposition de laisser l'Autriche-Hongrie occuper Belgrade à titre de garantie en vue des négociations à poursuivre.

du télégramme de Guillaume avec ceux du télégramme par lequel le roi d'Angleterre recommandait chaudement et instamment la proposition Grey[1], et dites si Guillaume s'appliquait vraiment et sérieusement à faire adopter cette proposition, ou si, au contraire, tout comme son secrétaire d'Etat Jagow l'avait confié à Szögyény, il ne voulait pas simplement « faire l'empressé », pour pouvoir dire plus tard qu'il avait tout tenté en vue d'une solution pacifique. Si, le 30 juillet, donc avant qu'il ne fût question d'une mobilisation générale russe, l'empereur et son chancelier avaient sérieusement voulu une entente sur la base de la proposition Grey, ni Guillaume n'aurait télégraphié à François-Joseph en ces termes d'une tiédeur ambiguë, ni Bethmann n'aurait fait à ses collègues un rapport de ton si résigné. Dans la nuit du 29 au 30, le chancelier, de son propre chef, essaye encore de faire opposition à la volonté absolue de guerre du parti militaire, manifestée au conseil de Potsdam du 29 juillet, en obtenant l'adhésion de Vienne à la formule Grey. Mais l'échec de sa tentative, d'ailleurs trop timide, apparaît dès le matin du 30 juillet, et son exposé au conseil des ministres montre qu'il s'abandonne.

Il reconnaît que la « Russie ne veut pas de guerre », qu'elle est pacifique, que jusqu'ici « elle n'a pas mobilisé contre l'Allemagne »; après quoi il dit à ses collègues que « du côté militaire on a manifesté de désir de proclamer le danger de guerre menaçant », qui « signifie la mobilisation, et celle-ci dans les conditions données — mobilisation sur les deux fronts — la guerre », et qu'il a obtenu que cette proclamation n'ait pas lieu avant que « sa démarche à Vienne n'ait abouti à un refus ». Il tenait donc ce refus pour certain, se consolant à la pensée d'avoir, à la dernière heure, fait ce qu'il pouvait pour maintenir la paix, oubliant la terrible responsabilité dont il s'était chargé dès le début de juillet par le blanc-seing donné à l'Autriche, sentant sur lui la pression du parti militaire comme une « pierre qui roule », lancée sur sa tête par une force majeure, par « la puissance des éléments ».

1. *Documents allemands*, n° 452.

Ainsi :

1° Le chancelier peut, — en admettant l'hypothèse la plus favorable pour lui, et d'une si folle ignorance que témoigne cette idée — avoir eu, au début du conflit austro-serbe, un infime espoir de le localiser.

2° Pour le cas où cet espoir ne se réaliserait pas, il a, comme il le dit clairement dans son mémoire du 3 août 1914, sciemment envisagé la guerre avec la Russie, et, par conséquent, la guerre européenne.

3° Le parti militaire allemand n'a jamais ni voulu ni cherché la localisation du conflit, et a au contraire travaillé par tous les moyens à l'élargir en guerre européenne.

4° Le parti militaire a, dès le 29 juillet, au conseil de la couronne à Potsdam, et avant qu'il ne fût question de mobilisation générale russe, cherché à faire proclamer la menace de danger de guerre, qui, selon la conception militariste prussienne, équivalait à la guerre, et a, dès ce moment, en faisant adresser un ultimatum à la Russie pour sa simple mobilisation partielle, cherché à faire éclater immédiatement la guerre.

5° Le chancelier, après quelques timides tentatives, constamment contrariées par les militaires, pour aboutir à un règlement pacifique, s'est soumis à la résolution des généraux qui voulaient la guerre.

L'empereur Guillaume lui-même ne paraît pas avoir eu grande confiance dans la localisation du conflit, puisqu'en marge de la dépêche du 24 juillet où son ambassadeur à Paris, le baron de Schoen, rapportait que le gouvernement français espérait « que le conflit resterait localisé » et avait l'intention d'agir en ce sens pour le maintien de la paix européenne, il écrivait : « Sornettes ! »[1].

1. *Quatsch. — Documents allemands*, n° 154.

V.

Ce que Berlin et Vienne entendaient par la « localisation » du conflit.

Pour Berlin et pour Vienne, « localisation du conflit » signifiait tout autre chose que pour Paris, Londres et Pétersbourg. On entendait par là que l'Autriche, sous la protection du gantelet de fer de Guillaume, pût dicter sa loi aux Balkans et à l'Europe, tandis que, dans les capitales des alliés, on voulait par le moyen d'une entente européenne, limiter l'incendie à son foyer primitif. La première conception aboutissait à laisser carte blanche à l'Autriche, l'autre à européaniser les négociations, en vue d'arriver à un compromis acceptable pour tous et propre à empêcher des complications européennes.

Les professeurs « innocentistes » de Munich accusent Eisner d'avoir commis un crime infâme en omettant dans la publication du rapport Schoen tout ce qui a trait aux tentatives allemandes de localisation. Même s'il avait agi ainsi par intention, et non pas seulement contraint par le manque de place, loin de faire tort aux criminels de 1914, il leur aurait rendu le plus grand service, en négligeant les détails d'un plan dont l'idée fondamentale était si folle que nul homme raisonnable n'y pouvait voir autre chose qu'une feinte.

L'ambassadeur allemand à Londres, le prince Lichnowsky, ne cessait de représenter à Berlin les dangers de l'illusion de la localisation[1]. De Paris, M. de Schoen rapportait ce mot caractéristique de M. Bienvenu-Martin, ministre par intérim des affaires étrangères : le meilleur moyen d'éviter une guerre générale est de ne pas faire éclater de guerre locale. Parmi tous les ambassadeurs allemands, le seul comte de Pourtalès paraît avoir soutenu, avec une apparente conviction, l'idée de la localisation : il se peut qu'ayant, dans les conflits balkaniques antérieurs, bluffé avec succès contre la Russie, il ait cru réussir cette fois encore par les mêmes moyens. Remarquons que les thèses qu'il développe à Sazonov dans tous leurs entretiens — le désintéressement territorial pro-

1. 26 et 27 juillet. *Documents allemands*, n° 236, 266.

clamé par l'Autriche-Hongrie donne toute satisfaction à la Russie, qui n'a plus qu'à s'abstenir de toute démarche diplomatique et de toute mesure militaire, et le conflit doit être ainsi localisé — reproduisent les idées de la note circulaire de Bethmann à ses ambassadeurs à Pétersbourg, Paris et Londres[1]. Or cette note est du 21 juillet, antérieure de deux jours à la remise de l'ultimatum à la Serbie.

VI.

Berlin n'a pas ignoré l'ultimatum de Vienne a la Serbie

Cette note circulaire de Bethmann, après avoir exposé les rapports de l'Autriche avec la Serbie et les résultats de l'enquête sur l'assassinat de Sarajevo, déclare : « Dans ces conditions, l'attitude et les demandes du gouvernement austro-hongrois ne peuvent être regardées que comme justes et modérées ». D'où il résulte, sans équivoque possible, que tout le contenu de l'ultimatum était déjà connu à Berlin le 21 juillet, donc 48 heures avant sa remise. Quant à son texte même, c'est le 22 juillet entre 7 et 8 heures du soir, que Jagow et Bethmann en eurent connaissance à la fois par la remise qu'en fit Szögyény et par une lettre de Tschirschky.

Pour se faire un mérite de sa doctrine de la localisation, il faudrait que l'Allemagne pût prouver qu'elle n'avait point collaboré à l'ultimatum et ne l'avait point connu avant sa remise, qu'elle était donc, dans le « conflit local » entre l'Autriche et la Serbie, aussi désintéressée et aussi ignorante que les autres puissances, et par conséquent fondée à leur demander la même abstention qu'elle pratiquerait elle-même. Or tous les documents démontrent le contraire, et quel plus fort démenti à ce mensonge allemand que le cri presque désespéré de Tisza : « Ce n'est pas à l'Allemagne à juger si c'est maintenant ou non que nous devons marcher contre la

1. *Documents allemands*, 100.
2. Livres de guerre de Jagow, page 190, et de Bethmann, I, 139.

Serbie[1] »? Déjà, dans *J'accuse*, j'avais montré, au moyen de la note circulaire de Bethmann, reproduite dans le premier *Livre blanc* de 1914, et de l'entretien de Hertling avec M. Allizé, ministre de France à Munich[2], que la Wilhelmstrasse avait nécessairement connu l'ultimatum au plus tard le 23 juillet, jour de sa remise. Aujourd'hui, en comparant le *Livre blanc* de 1914 et le recueil de documents de 1919, on peut constater que la note circulaire était du 21 juillet et non du 23, et que, par un faux, elle a été dans les *Livres blancs* allemands, y compris celui de 1915, postdatée de deux jours. Les faussaires n'ont pas vu leur maladresse de prendre, au lieu de la date du 24, celle du 23, qui supposait que l'Allemagne avait connu l'ultimatum au moins vingt-quatre heures avant tout le monde. Mais en fait, c'est deux jours et peut-être trois jours avant tout le monde que la Wilhelmstrasse a eu communication du texte de l'ultimatum, dont elle connaissait le contenu essentiel depuis des semaines.

L'entretien avec Hertling, rapporté par M. Allizé, était. évidemment très gênant pour le tissu de mensonges de Berlin. Aussi, à peine publié le *Livre jaune* de la fin de 1914, le ministre de Bavière à Berlin, M. de Lerchenfeld, fut invité par la Wilhelmstrasse à se procurer un démenti du comte Hertling. La lettre écrite le 9 décembre par Lerchenfeld à Hertling a été produite au procès de Munich par l'avocat du plaignant, dans une copie dont Lerchenfeld lui-même a reconnu l'exactitude : et cette révélation est l'un des rares résultats positifs du procès. Où en est l'original? Faisait-il partie des trois documents que le conseiller d'État de Lössl a, au début de la révolution, pris de sa propre autorité dans les archives pour les détruire, de même qu'il a fait, comme il l'a avoué lui-même devant le tribunal du rapport de Schoen du 18 juillet 1914, qui est la pièce essentielle contre Eisner? Le texte que l'on connaît aujourd'hui de ce rapport[3] est

1. *Documents autrichiens*, I, 8.
2. *Livre jaune*, n° 21.
3. *Documents allemands*, IV, 126.

une copie de la minute qui se trouve dans les archives de la légation de Bavière à Berlin, et a servi à Eisner pour sa publication du 23 novembre 1918. Lössl a déclaré devant le tribunal qu'il n'avait pas agi ainsi pour détruire des documents à la charge de l'Allemagne, mais seulement pour ôter à la révolution matière à troubler les esprits et à attaquer injustement certaines personnes. C'est une explication sur laquelle il ne vaut pas de s'arrêter. Mais deux questions se posent :

1° Si le rapport de Schoen, dans son intégralité, c'est-à-dire sans les coupures faites par Eisner, décharge les dirigeants de 1914 aussi complètement que le prétendent les experts de Munich, pourquoi M. de Lössl l'a-t-il précisément rangé parmi les trois documents qu'il voulait détruire? Car, si l'on en croit les experts, il aurait fait disparaître ainsi un témoignage non point à charge, mais à décharge.

2° Pourquoi a-t-on ouvert une instruction contre le plaignant du procès de Munich, Fechenbach, ancien secrétaire d'Eisner, pour avoir emporté chez lui, en vue de les étudier ou de les mieux garder, certains documents officiels qui y ont été plus tard retrouvés, alors qu'on a rien entrepris contre le conseiller d'Etat de Lössl qui a, de propos délibéré, détruit des documents officiels?

La lettre du comte Lerchenfeld à Hertling du 9 décembre complète précieusement le rapport Schoen du 18 juillet et tous les autres documents jusqu'ici connus. En termes secs et nets, elle démontre que cette prétendue ignorance de l'ultimatum, base du château de cartes de la « localisation » était un mensonge.

« Le ministère des affaires étrangères », dit Lerchenfeld « a toujours soutenu, en face de tous les Etats et de l'opinion publique, que l'ultimatum autrichien était inconnu de lui avant sa remise à Belgrade. Ce système qui est important pour la position de l'Empire en présence de ses ennemis actuels, serait renversé par la déclaration de Votre Excellence à M. Allizé, si celle-ci n'était pas démentie.

... Il faut naturellement rester sur ces positions, et par conséquent en tout cas contester que Votre Excellence ait connu le contenu de l'ultimatum avant sa remise...

Vis-à-vis de l'étranger, il faut, comme déjà dit, en tout cas tout contester...

... Veuillez n'attribuer ces propositions qu'à ma bonne intention de voir cette affaire définitivement liquidée de façon aussi heureuse que possible... »

Le comte Hertling comprit tout de suite la suggestion que son ministre à Berlin lui faisait à l'instigation de la Wilhelmstrasse : deux jours plus tard, il déclara que naturellement l'assertion du *Livre jaune* était erronée, et que, le 23 juillet, il ne connaissait pas l'ultimatum même dans ses grandes lignes, et donc bien moins encore dans son texte. Le 13 décembre 1914, la *Bayerische Staatszeitung* publiait un démenti officiel du rapport Allizé, et l'affirmation que le comte Hertling n'avait eu connaissance des exigences autrichiennes que par la publication de l'ultimatum, le 24 juillet.

Grâce à ce démenti, on a pu continuer à tromper sur ce point le peuple allemand pendant toute la durée de la guerre et, en grande partie, jusqu'aujourd'hui. Bethmann et Jagow, évidemment après s'être mis d'accord, ont tous les deux motivé leur non-intervention dans l'affaire de l'ultimatum en déclarant qu'ils en avaient reçu le texte, à leur sens « excessivement raide et trop exigeant », trop tard pour pouvoir intervenir encore à Vienne. Communication à Berlin le 22 juillet au soir, remise projetée à Belgrade le 23 juillet au matin, c'est de nouveau un mensonge éclatant. Ils savaient très exactement quand serait remis l'ultimatum ; ils avaient même, par des recherches spéciales sur le moment où M. Poincaré quitterait Cronstadt et des conseils télégraphiquement donnés en conséquence à Vienne, obtenu que ce ne fût pas avant 6 heures du soir le 23 juillet ; on en a quantité de preuves officielles dans le recueil des documents allemands. Il leur restait donc vingt-quatre heures pour agir à Vienne dans le sens d'un adoucissement du texte. Même si l'on en croyait leur mensonge sur l'heure primitivement choisie, il leur serait resté encore douze heures pour protester téléphoniquement ou télégraphiquement. S'ils ne l'ont pas fait, c'est qu'ils

étaient eux-mêmes les instigateurs et les auteurs de l'action de l'Autriche.

Ce point délicat de la date à laquelle a été connu l'ultimatum semble avoir été, à Munich, passé par tous les experts sous un silence qui est éloquent. Au lieu de discuter cette question capitale, on a, suivant une tactique de diversion chère aux « innocentistes », pris la tangente, et longuement disserté sur le fait que, d'après les documents français et anglais, certaines grandes lignes de l'ultimatum étaient déjà connues à Paris et à Londres vers le moment de la rédaction du rapport Schoen. Sans nul doute, quelque chose en avait filtré, mais les gouvernements de l'Entente ne connaissaient que des bruits, et le gouvernement de Berlin les faits authentiques. Et c'est Berlin aussi qui le premier, et seul tout d'abord, a eu en mains le texte officiel de l'ultimatum, et qui seul, comme allié, avait le moyen d'intervenir efficacement.

Autre point remarquable. Les milieux officiels de Munich ignorent tout d'abord la lettre originale de Lerchenfeld à Hertling du 9 décembre; mais dès qu'elle est produite en copie par l'avocat de l'accusation, on découvre dans les archives des affaires étrangères de Munich la réponse de Hertling du 11 décembre. Donc la lettre de Lerchenfeld, document à charge, a disparu, mais la réponse de Hertling, document à décharge, se retrouve, après avoir dormi huit ans dans les archives, juste au moment où le parti « innocentiste » en a besoin pour le procès.

En août 1917, le sous-secrétaire d'Etat Bussche, auquel nous devons des renseignements précieux sur les conférences que l'empereur eut, le matin du 6 juillet, avant son départ pour Kiel, avec des militaires et des marins hauts placés, demande au sous-secrétaire d'Etat Zimmermann, qui entre temps a quitté son poste, ce qu'il faut croire de l'affirmation d'un journal américain d'après lequel la Wilhelmstrasse aurait connu l'ultimatum autrichien pas mal de temps avant sa remise à Belgrade. Zimmermann répond qu'on avait « reçu l'ultimatum serbe environ douze heures avant sa remise. Par contre je

ne me souviens absolument pas d'avoir raconté pareille histoire à un diplomate américain. On peut donc démentir; mais est-il opportun de le faire, puisque nous ne pourrons pas toujours cacher le fait que nous l'avons connu[1] ? » Donc on ment d'abord sur la différence de temps (puisque nous savons qu'il s'agit de vingt-quatre heures et non pas de douze), après quoi on consent à un nouveau mensonge, en admettant tout au plus qu'il vaudrait mieux pour des raisons d'opportunité s'abstenir de le commettre.

Voilà les gens qui osent faire d'Eisner un criminel, voilà les gens qui trouvent encore des défenseurs et des louangeurs sur le sol de l'Allemagne, dans les amphithéâtres des Universités allemandes, dans des centaines de journaux, dans des milliers de réunions, dans le prétoire, dans l'école, dans les villes et dans les villages ! Cette campagne « innocentiste » en elle-même et la manière dont elle est conduite, non contre nos anciens ennemis, non contre le traité de Versailles, mais contre la vérité, c'est un nouveau crime qui s'ajoute aux autres, le crime des mêmes classes et des mêmes hommes auxquels l'Allemagne doit sa ruine.

VII.

L'absolue volonté de guerre du parti militaire et la soumission du gouvernement civil.

Quand les professeurs « innocentistes » déclarent que l'idée de la localisation apparaît clairement dans le document Schoen intégral, tandis qu'on ne peut pas l'apercevoir dans l'abrégé d'Eisner, ils allèguent une éclatante contre-vérité. Le texte d'Eisner n'affirme pas que les maîtres de l'Allemagne aient voulu en tout cas la guerre européenne. Le gouvernement militaire occulte qui, à partir du 25 juillet, devient de plus en plus le vrai gouvernement, a certes d'emblée voulu la guerre européenne, mais le gouvernement civil, nous l'avons vu, s'il voulait en tout cas la guerre austro-

1. *Documents allemands*, IV, p. 171.

serbe, ne voulait qu'à titre éventuel, pour le cas d'une intervention russe, la guerre européenne. Le rapport Schoen ne parle pas des militaires; fondé sur des informations reçues de civils (le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann, le fonctionnaire chargé des affaires de la Triple Alliance et le conseiller de l'ambassade d'Autriche), il précise les idées de ces civils : en posant des conditions d'ultimatum inacceptables, ils voulaient sciemment et intentionnellement provoquer la guerre austro-serbe; ils connaissaient exactement et ils prévoyaient le « danger de complications » qui en résulterait, spécialement « le danger d'une guerre avec la Russie », mais ils acceptaient de sang-froid ce risque, qui équivalait à celui d'une guerre européenne. Ce qu'Eisner a voulu prouver, c'est simplement que les dirigeants allemands de 1914 sont responsables par « dol éventuel » de la guerre européenne : or cela ressort du rapport Schoen sous ses deux formes, abrégée ou intégrale, et déjà le premier *Livre blanc* allemand de 1914 reconnaissait ce « dol éventuel », comme cela a été démontré il y a sept ans dans *J'accuse.*

A cela les « innocentistes » ne répondent pas. Ils veulent ignorer cet argument, car tout leur raisonnement tend à prouver que les maîtres de l'Allemagne n'ont pas voulu la guerre européenne, mais ils n'examinent pas la question de savoir s'ils ne l'ont pas voulue éventuellement. Ils crient victoire lorsqu'ils s'imaginent avoir prouvé que Bethmann ne voulait que la guerre austro-serbe, et qu'il a seulement risqué la guerre européenne. Mais de l'avoir sciemment risquée, n'est-ce pas un crime qui à lui seul justifie le verdict de culpabilité?

Tous les mémoires de guerre qui ont paru jusqu'ici nous montrent le chancelier tel que je l'ai toujours caractérisé : incapable et sans volonté. Lorsqu'il adresse à son collègue Berchtold des exhortations ou des avertissements, son argumentation n'est qu'un jeu de bascule : si l'une de ses phrases semble considérer la nécessité d'éviter une guerre européenne, la suivante remarque qu'il importe « de mettre la Russie dans son tort ». Maintenir la paix et se procurer

un alibi « devant l'histoire », ces deux motifs s'entrecroisent constamment dans ce qu'il écrit, de telle façon que le destinataire de ses correspondances ne devait presque jamais pouvoir discerner s'il désirait vraiment la paix ou seulement une position morale aussi favorable que possible pour le cas de guerre.

Quand, le 28 juillet au soir[1], il transmet à Vienne cette idée de Guillaume : l'Autriche, après l'humble réponse de la Serbie, pourrait peut-être se contenter d'une occupation de Belgrade ou d'autres points jusqu'à ce que toutes ses demandes aient été acceptées, il ne dit pas d'une façon claire et décidée : voilà la base sur laquelle nous, le gouvernement allemand, nous demandons qu'on s'entende pacifiquement en écartant toute complication; au contraire, il s'excuse auprès des Autrichiens d'oser éveiller l'apparence « que nous souhaitions de retenir l'Autriche », et explique qu'il ne voudrait pas aux yeux du peuple allemand être exposé à l'odieux d'avoir causé une guerre universelle. « Il n'est pas possible de commencer et de soutenir sur cette base une guerre victorieuse sur trois fronts. Il est de nécessité absolue que la responsabilité de l'extension éventuelle du conflit à ceux qui n'y sont pas directement intéressés retombe en tout cas sur la Russie. » Il assure qu'il ne veut pas de guerre universelle, mais il désire, « si celle-ci ne peut en fin de compte pas être évitée », rendre pour nous « aussi bonnes que possible les conditions où nous aurons à la soutenir ». Lorsque, le 30 juillet[2], il fait rapport à l'empereur sur la transmission à Vienne du « projet de Belgrade » de sir Edward Grey et sur l'invitation qu'il a adressée à Berchtold de se prononcer sur cette suggestion, il justifie cette invitation en disant que « cet épisode peut être terminé d'une manière ou d'une autre ». Toute déclaration de Vienne ne ferait « qu'augmenter la faute de la Russie et l'établir publiquement devant le monde entier ».

1. *Documents allemands*, n° 323.
2. *Documents allemands*, n° 407.

De même, quand, le 30 juillet[1], il recommande à l'empereur le texte qu'il a proposé pour le télégramme au tsar, il dit que ce « télégramme sera un document particulièrement important pour l'histoire ». On trouverait de ces exemples à la douzaine.

Bethmann-Hollweg n'a jamais, aux moments les plus difficiles, les plus capitaux de l'histoire de l'Allemagne, été capable de dire oui ou non; il n'a jamais su dire que : d'une part, de l'autre — peut-être, et peut-être non — ou bien..., ou bien. Sa faiblesse en faisait le jouet des militaires qui, eux, savaient où ils voulaient aller. A partir du 30 juillet, il n'y a plus d'effort sérieux du chancelier pour localiser le conflit, les militaires sont les maîtres de l'heure.

Si donc on admet qu'en dépit de l'absurdité de cette idée Bethmann, Jagow et Zimmermann, au début du conflit, entrevoyaient pour la localisation du conflit une faible espérance de réalisation, il est prouvé que, pour le cas où la localisation serait impraticable,ils allaient sciemment et intentionnellement à la guerre européenne. Par quoi il est démontré que la publication d'Eisner n'a pas été un faux, mais simplement l'exacte reproduction de la vérité.

VIII.

Eisner n'avait pas besoin de commettre de faux pour prouver la culpabilité de l'Allemagne.

Si même Eisner avait été capable d'un faux, quel besoin avait-il de le commettre? Les archives de son ministère lui offraient par monceaux d'autres documents non moins accablants, qu'il ne dépendait que de lui de publier.

Le recueil des documents allemands contient dans son tome IV, 36 pièces bavaroises de la période qui a précédé immédiatement la guerre. Aucune partie de ses quatre volumes n'est plus riche en révélations sensationnelles sur les mobiles secrets des bellicistes berlinois que les 33 pages où sont re-

1. *Documents allemands*, n° 408.

produits les rapports de la légation bavaroise de Berlin. Il s'y est ajouté récemment 83 rapports des légations bavaroises de Berlin, Vienne, Rome, Paris et Pétersbourg, qui remplissent 80 pages du recueil publié par M. Dirr, archiviste et député à la Diète de Bavière, l'un des experts du procès de Munich. Quelques citations prises dans ces deux recueils suffisent à prouver qu'Eisner n'avait pas besoin de se mettre à faire des faux pour démasquer comme ils le méritaient les criminels responsables de la guerre.

Voici quelques échantillons des preuves dont regorgent les documents allemands.

1. — Le 23 juillet, Schoen écrit à Hertling qu'il a appris « tard hier soir » que la remise de l'ultimatum à Belgrade aura lieu « dès ce soir ». Ainsi il savait, le 22 au soir, que l'ultimatum serait remis le lendemain soir, tandis que les Jagow et les Bethmann prétendent n'avoir connu l'ultimatum que le soir du 22, et n'avoir plus rien pu entreprendre parce qu'il devait être remis à Belgrade dès le lendemain matin. Le comble du mensonge est la déclaration que, le 27 novembre 1918, à la suite de la publication d'Eisner, Bethmann a communiquée à la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, [et où il répète qu'il n'a pas « connu le texte de l'ultimatum avant qu'il ne fût envoyé » et qu'il l'a, lorsqu'il en a eu connaissance, tenu pour « trop raide[1] ». La publication des documents allemands et autrichiens, l'aveu de Zimmermann du 11 août 1917, les livres de Bethmann et de Jagow, parus en 1919, permettent aujourd'hui d'apprécier l'impudence de ce démenti. Mais Bethmann n'a même pas cette bonne mémoire qui est, selon Swift, la qualité essentielle du bon menteur : en 1919, écrivant son livre, il oublie sa déclaration de novembre 1918 dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, et par là se dément lui-même.

2. — Dès le 25 juillet, donc avant que ne fût connue la réponse serbe, M. de Schoen parle de la possibilité d'une mobili-

1. Dirr, page 54.

sation allemande, qui comme on le sait, d'après la théorie de l'état-major, signifiait la guerre[1].

3. — Dès le 26 juillet[2], Schoen parle du « rejet des demandes autrichiennes par la Serbie », qui n'a pas eu lieu « sans que la Russie s'en mêlât ». Or on sait que Guillaume a, deux jours plus tard, qualifié la note serbe « la capitulation la plus humiliante », après laquelle ne se justifiait même pas la rupture des relations diplomatiques, bien moins encore une déclaration de guerre; et l'on sait que cette concession de la Serbie ne s'est pas faite sans que « la Russie s'en mêlât ».

4. — Le 27 juillet[3] Schoen raconte que la Russie

« essayera d'abord par des moyens diplomatiques d'éviter à la Serbie le pire. La situation ne deviendra critique, comme M. de Stumm me le disait aujourd'hui, qu'au moment où l'armée austro-hongroise entrera en Serbie... L'attitude de la presse française prouve que la France fera tout pour détourner la Russie d'une conduite belliqueuse ».

La déclaration de M. de Stumm, directeur politique, sur les conséquences nécessaires d'une invasion de la Serbie est particulièrement remarquable, quand on songe qu'en dépit de la « capitulation la plus humiliante », Berlin a permis que la guerre fût déclarée le jour suivant, Belgrade bombardée et la Serbie envahie : on a donc sciemment créé la situation critique que l'on prévoyait avec toutes ses conséquences.

5. — Le 28 juillet[4], Lerchenfeld, qui a repris la direction de la légation, écrit que l'on considère à Berlin la proposition de conférence de Grey comme tout à fait inopportune, que l'on compte fermement que Vienne la rejettera, que l'on « craint de voir diminuer l'enthousiasme » provoqué en Autriche-Hongrie et en Allemagne par l'attitude résolue de la monarchie, qu'il n'est pas douteux qu'aucune des grandes puissances ne veut une guerre européenne. — Eisner avait-il

1. *Documents allemands*, IV, 133.
2. *Documents allemands*, IV, 135.
3. *Documents allemands*, IV, 133.
4. *Documents allemands*, IV, 139.

plus à faire que de publier ces documents sans nulle coupure pour prouver la criminelle volonté de guerre de l'un des camps, et l'instant désir de paix de l'autre ?

6. — Dès le 29 juillet, le secrétaire d'Etat Delbrück priait le bourgmestre de Berlin « de prendre des mesures en vue de l'approvisionnement de Berlin à toute éventualité ». Les autorités impériales, disait-il, approvisionnaient en grains les « zônes de concentration et les forteresses », mais toutes ces mesures devaient être tenues aussi secrètes que possible pour ne pas donner à l'étranger l'impression « que l'Allemagne pousse à la guerre », et les Etats confédérés devaient agir avec les mêmes précautions « aussi longtemps que la question guerre ou paix n'est pas décidée ». Ces paroles, relatées dans le rapport de Lerchenfeld du 29 juillet[1], sont capitales : car le 29 juillet, alors que l'on ne connaissait pas encore la mobilisation partielle russe, on commençait le ravitaillement, mais en le tenant secret aussi longtemps que « la décision ne serait pas prise ». Donc c'est Berlin qui décide de la guerre et de la paix, ce n'est ni une menace de l'étranger, ni une attaque dont il n'est point encore question à ce moment. Voilà comment se présente, vue des coulisses de la Wilhelmstrasse, la « guerre défensive ».

7. — Le 29 juillet encore, Lerchenfeld, après avoir constaté que les concessions mêmes de la Serbie rendent difficile à la Russie de l'abandonner, écrit[2] qu'à Berlin « on ne demande pas la guerre, mais on s'est fait à l'idée de l'avoir », que le but de la politique allemande est « que l'allié autrichien sorte de l'affaire avec un gain de prestige, mais que la paix du monde soit préservée ». C'est le moment où elles sont écrites qui fait la valeur de ces remarques : on ne sait encore rien de la mobilisation russe, et cependant on s'est déjà à Berlin fait « à l'idée » de la guerre ; et l'on veut sans doute conserver la paix du monde, mais seulement si l'allié autrichien sort de l'affaire avec un gain de prestige, c'est-à-dire si la Russie

1. *Documents allemands*, IV, 141.
2. *Documents allemands*, IV, 141.

se met à plat ventre, abandonne sa place historique dans les Balkans, et y laisse la suprématie à la Triple Alliance

8. — Dans un télégramme de la nuit du 29 juillet [1], Lerchenfeld donne, semble-t-il, le résumé des discussions du conseil de Potsdam, avec l'insistance de Moltke pour l'ultimatum à la Russie et le succès partiel de Bethmann — ajournement des mesures décidées en principe.

9. — Le 30 juillet, à propos de la proposition de médiation anglo-allemande que Bethmann a transmise à Vienne, Lerchenfeld [2] note que le chancelier « ne renonce pas à tout espoir », bien que la mobilisation russe rende beaucoup plus difficile son action médiatrice.

10. — Le 30 juillet, long entretien du chancelier avec le ministre de Bavière [3]. Bethmann confesse que le motif de ses démarches médiatrices à Vienne est « qu'il importe de mettre la Russie dans son tort ». Malgré tout, il craint de voir éclater une guerre « qu'aucun Etat ne souhaite ». L'état de danger de guerre ne sera pas proclamé « avant qu'on ait reçu la réponse de l'Autriche ». — Donc, même si Vienne refuse simplement parce que tel est son plaisir, l'Allemagne mobilisera et provoquera la guerre.

11. — Communication téléphonique avec Munich le 31 juillet à 11 heures un quart du matin, — donc 25 minutes avant réception du télégramme de Pourtalès au sujet de la mobilisation russe [4] —, confirmée par télégramme :

« Si l'Autriche se ralliait à la proposition de médiation allemande et anglaise, on le télégraphierait directement au tsar par-dessus la tête de Sazonov, et en même temps on lui adresserait un ultimatum demandant l'arrêt des armements. L'Angleterre travaille avec nous, et il n'est pas impossible qu'au dernier moment elle n'arrête l'action. La situation reste critique, car l'attitude de la Russie à l'égard de la proposition de médiation est douteuse. L'état-major général ici insiste pour une décision ».

1. *Documents allemands*, IV, 143.
2. *Documents allemands*, IV, 143.
3. *Documents allemands* IV, 144
4. *Documents allemands* IV, 147

Donc l'état-major allemand ne veut plus attendre. Dès la veille au soir, 30 juillet, 7 heures 40, Moltke a télégraphiquement invité son camarade Conrad von Hötzendorf à mettre en marche la mobilisation générale autrichienne. Si les documents militaires allemands ne nous étaient pas systématiquement cachés depuis des années (et sans doute, entre temps, tout ce qu'ils contenaient de suspect en a été enlevé), nous aurions certainement, jointe à cette invitation, l'annonce faite par Moltke à Conrad de la mobilisation générale allemande. Dans l'état présent des choses, nous n'y pouvons conclure que d'une façon indirecte mais avec pleine sûreté, sur la foi des documents civils allemands et autrichiens[1].

La mobilisation générale autrichienne a été — les documents le prouvent — ordonnée par François-Joseph dans la nuit du 30 au 31 juillet, donc quelques heures à peine après la signature par le tsar de l'oukase correspondant. Mais depuis des années les « innocentistes » allemands commettent ici un faux en substituant à l'heure où l'ordre de mobilisation a été signé celle où il est arrivé aux organes compétents. Si l'on attache à ces calculs de minute une importance que pour ma part je leur dénie — car ce n'est que manœuvres à masquer les faits essentiels —, il faut au moins comparer ce qui est comparable, et prendre dans chaque pays l'heure de la signature de l'ordre de mobilisation.

Mais revenons au rapport Lerchenfeld. Moltke et son état-major ne veulent et ne peuvent plus attendre. La proposition de médiation anglo-allemande est encore pendante à Vienne, où, comme on le sait aujourd'hui, elle sera rejetée au conseil des ministres du 31 juillet, nettement, mais dans une forme volontairement voilée. Qu'elle eût été acceptée, nous avons maintenant la preuve qu'un ultimatum aurait quand même été adressé à Pétersbourg, au tsar, personnellement, pour lui demander de cesser les armements. Qu'est-ce

1. *Documents autrichiens*, n° 34 et 50. — *Documents allemands*, n° 498 et 825.

à dire ? L'Autriche aurait maintenu sa mobilisation générale proclamée le même jour, l'Allemagne aurait pu déclarer l'état de danger de guerre, que la mobilisation devait suivre immédiatement ; mais la Russie eût dû mettre bas les armes ou s'attendre à une déclaration de guerre de l'Allemagne ; et cette prétention inouïe devait être élevée dans la forme la plus raide possible, par une sommation personnelle au tsar : la conséquence inévitable, voulue, n'était-elle pas la guerre?

12. — S'il fallait encore une preuve que l'état-major allemand a de propos délibéré et avec préméditation provoqué la guerre, on la trouverait dans l'avant-dernier rapport de Lerchenfeld, du 31 juillet[1].

Le premier alinéa de ce rapport traite du fameux incident de l'édition spéciale du *Lokalanzeiger* annonçant la mobilisation générale allemande, et constate que la nouvelle qui en a été donnée à Pétersbourg par l'ambassadeur russe « a mis les dés en mouvement[2] ». Voilà la preuve que la mobilisation russe n'avait pas un caractère agressif (ce que Berlin savait d'ailleurs par toutes les nouvelles reçues de Pétersbourg), mais n'était qu'une parade à la mobilisation allemande.

Le second alinéa montre bien que, si Vienne avait accepté la proposition de médiation de Grey, ce n'aurait été, dans l'esprit de Berlin, qu'en vue de procurer un alibi aux puissances centrales. Lerchenfeld dit en effet textuellement : « On regrette ici que l'empereur François-Joseph ait rejeté les propositions de médiation, car la Russie se serait trouvée encore plus mise dans son tort ».

Mais le point décisif est le troisième alinéa :

« Malgré tout, on est ici d'avis qu'après la mobilisation partielle de la Russie la guerre universelle ne pouvait plus être évitée. L'empereur Nicolas n'aurait pas été assez fort pour ordonner la démobilisation

1. *Documents allemands*, IV, 149.
2. J'ai, dans la *Revue de Paris*, du 1er mars 1922, démontré qu'en effet c'était cette manœuvre qui avait exercé l'influence décisive, sur la résolution du tsar de mobiliser.

sans avoir obtenu de l'Autriche-Hongrie une satisfaction qui, dans l'état des choses, ne pouvait pas être obtenue ».

Peut-il y avoir une preuve plus évidente que, même sans la mobilisation générale russe, — qui, soi-disant, et tous les experts de Munich l'ont encore affirmé, a été la vraie cause de la guerre, — l'état-major allemand aurait provoqué le conflit? Si le tsar et ses conseillers n'avaient pas été poussés à la mobilisation générale par une suite de circonstances impérieuses, que ce n'est pas ici le lieu d'énumérer, l'Allemagne aurait exploité même la simple mobilisation partielle contre l'Autriche comme un motif de guerre. Pourtalès n'a-t-il pas, sur les instructions de Bethmann, posé dès le 29 juillet au soir à Sazonov cette espèce d'ultimatum : si la Russie ne suspend pas ses mesures militaires (qui jusque là ne consistaient qu'en une mobilisation partielle contre l'Autriche), l'Allemagne mobilisera, et alors « la guerre européenne ne pourra plus être évitée[1] ». Quant à la satisfaction que Nicolas II aurait voulue de l'Autriche, nous savons aujourd'hui, par les documents, qu'il se serait contenté de minimes concessions sur certains points de l'ultimatum qui portaient atteinte à la souveraineté de la Serbie, et l'ambassadeur autrichien Szapary parle, le 31 juillet au soir[2], d'une « divergence » entre les vues des deux côtés qui « dans le fond n'en est pas une ». Adopter l'un quelconque des projets anglo-russes de médiation[3], c'était assurer dans le plus bref délai l'accord de Pétersbourg et de Vienne, et par conséquent la démobilisation des deux côtés — si cette solution pacifique n'avait pas été contre le gré des fauteurs de guerre de Berlin.

13. — De la lettre particulière de Lerchenfeld à Hertling[4] de ce même 31 juillet, nous avons déjà cité une charge extrêmement lourde contre Moltke, ses déclarations, bien antérieures à l'attentat de Sarajevo, sur l'opportunité d'y « aller[5] ». Les

1. *Documents allemands*, nos 342 et 378.
2. *Documents autrichiens*, III, 97.
3. Conférence, recours à La Haye « projet de Belgrade » formules d'entente de Sazonov des 30 et 31 juillet.
4. *Documents allemands*, IV, 150.
5. Voir ci-dessus, page 227.

paroles de lui que rapporte Lerchenfeld semblent être à peu près contemporaines de celles qu'il prononça le 1er juin 1914 à Baden-Baden, dans une conversation avec le baron Eckardstein où, parlant de la situation politique et militaire, il se montra extrêmement optimiste, disant textuellement : « Et si à la fin cela doit déborder, nous sommes prêts ; plus tôt ce sera, mieux cela vaudra pour nous[1] ». Eckardstein essaya de le mettre en garde contre le risque vraisemblable d'avoir l'Italie et l'Angleterre contre soi ; mais Moltke écarta cet avertissement avec la supériorité de « celui qui sait ». En disant « qu'on aurait pu à Vienne accepter la proposition austro-allemande », Lerchenfeld fournit d'ailleurs aussi un argument contre le cabinet de Vienne, mais qui du même coup porte contre Berlin : car Berlin n'avait-il pas le moyen d'imposer à Vienne cette acceptation?

Outre des observations psychologiques intéressantes et précieuses sur « le changement d'état d'âme » de l'empereur, qui est « maintenant très grave et très calme », cette lettre de Lerchenfeld contient encore des renseignements sur l'emploi militaire des fils de Guillaume et sur l'organisation du quartier général en deux échelons, le second pour les « souverains confédérés qui voudront faire la guerre ». Or tout cela est du 31 juillet, donc antérieur aux ultimatums à Pétersbourg et à Paris.

14. — Du rapport de Lerchenfeld du 2 août[2], dont on a déjà trouvé plus haut des passages, il faut encore retenir ici ceci : « On voulait laisser à la France, et avant tout à l'Angleterre, le rôle de l'agresseur... On n'a pas encore remis les passeports parce que l'on veut attendre de nouvelles agressions ». C'est la tactique dont la dépêche d'Ems est le plus bel exemple, et dont les documents allemands offrent un très grand nombre de preuves.

M. de Montgelas a une préférence pour cette partie de l'histoire des origines de la guerre, qui est militaire, et par

1. Eckardstein, *Lebenserinnerungen*, III, 184.
2. *Documents allemands* IV, 153.

suite plus difficilement contrôlables pour les civils. A Munich, il a de nouveau étalé l'affirmation que les Français ont commis, avant la déclaration de guerre, plus de deux fois plus de violations de frontières que les Allemands. Mais il est remarquable que les Allemands n'aient jamais pu fournir une preuve de ces accusations — noms et nombre de soldats français tués, blessés ou faits prisonniers dans ces raids — tandis que les Français ont pu prouver quantité d'attaques allemandes sur terre et dans l'air[1]. Le général reprend l'histoire de la bombe de Nuremberg, oubliant qu'elle a été démentie diplomatiquement le 2 août dans un rapport de M. Treutler, ministre de Prusse à Munich, au chancelier[2], et le 3 août dans la *Kölnische Zeitung*. Par le rapport Treutler, la Wilhelmstrasse savait au plus tard le 3 août au matin que cette histoire de bombe était un mensonge; elle l'a cependant mise dans la déclaration de guerre. De même, on a fait grand bruit de l'aviateur français descendu près de Wesel: où est-il, quel est son nom, a-t-il été tué, ou blessé, ou seulement fait prisonnier? Quelle que soit celle des prétendues violations de frontières commises par les Français où l'on s'attache, partout on ne trouve que le vide ou un point d'interrogation.

15. — Le rapport du 4 août[3] sert aux « innocentistes » de Munich à accuser Eisner de faux, non pour en avoir omis quelques parties, mais pour avoir souligné l'adjectif dans les mots « guerre offensive contre la France » : il voulait ainsi, disent-ils, suggérer l'idée d'une guerre offensive là où il s'agissait d'une « guerre défensive inévitable ». Mais souligner n'est-il pas en pareil cas le procédé ordinaire de la presse, et le gouvernement allemand lui-même n'en a-t-il pas usé et abusé, notamment dans son fameux recueil de documents belges? Eisner n'avait-il pas le droit de publier ses documents accusateurs dans la même forme où les Bethmann et autres avaient, quatre années durant, publié leurs documents défensifs?

1. Voir René Puaux, *Le mensonge du 3 août.*
2. *Documents allemands*, n° 758.
3. *Documents allemands*, IV, 155.

16. — Le dernier rapport de Lerchenfeld, du 5 août[1], relate l'opinion de Moltke, citée plus haut[2], sur l'heureuse chance qui a fait éclater en 1914 la mine préparée pour 1917, et ses déclarations que l'Allemagne est sûre de vaincre, qu'il est nécessaire de marcher sur Paris par la Belgique « pour en finir rapidement avec la France », qu'il vaut mieux perdre la neutralité anglaise que de ménager la Belgique. L'idée de guerre préventive chère à Moltke s'y présente en si puissant relief que l'on ne peut que s'étonner de voir Eisner négliger dans sa publication un document qui eût démasqué de façon si efficace les criminels auteurs de la guerre.

17. — A la fin des documents allemands se trouve la notation de deux conversations téléphoniques de Munich à Berlin, 31 juillet, 7 heures 45 du matin et 8 heures du soir. Eisner les a publiées, mais en omettant dans la première la phrase de début, qui était, dit-on, « importante », et en soulignant quelques mots de la seconde. La phrase omise constate qu'on n'a pas reçu la réponse de Vienne « à la démarche commune de l'Angleterre et de l'Allemagne »; elle n'a aucune importance, puisque la suite du texte dit « que dans les milieux autorisés de Berlin on n'attend point un succès de cette démarche, mais qu'on est convaincu au contraire que les efforts assurément sincères de Grey en faveur du maintien de la paix ne pourront pas arrêter le cours des événements ». Il faut faire grande attention à l'heure de cette communication : on ne recevra à Berlin la nouvelle de la mobilisation générale russe que quatre heures plus tard, mais l'on sait déjà que les efforts de Grey échoueront et que le « cours des événements » ne pourra pas être arrêté; c'est donc que l'on est depuis longtemps décidé à la guerre, et ce « cours des événements » porte étrangement l'uniforme prussien avec épaulettes de général et bande framboise au pantalon. Voilà l'aveu convaincant, et c'est pour en détourner l'attention du public que les accusateurs d'Eisner font tant d'affaire

1. *Documents allemands* IV, 157.
2. V. ci-dessus, page 227.

de la phrase insignifiante qu'il a omise. De même pour l'accusation d'avoir souligné cinq mots dans la conversation téléphonique du soir. Celle-ci nous montre la « grande confiance » de l'état-major prussien, sa certitude que « les deux ultimatums en cours seront naturellement rejetés », « que la France pourra être abattue en quatre semaines ». Le Moltke qui nous apparaît dans les rapports et les conversations téléphoniques de Lerchenfeld est exactement le contraire de celui que prétendent nous présenter les Delbrück et les Montgelas ; se tenant pour le vainqueur de demain, il est le fauteur de guerre d'aujourd'hui.

La publication bavaroise de M. Dirr ne se targue pas d'être complète, et l'enragé adversaire du « mensonge de la culpabilité » qu'il s'est montré dans ses écrits et dans son témoignage devant le tribunal de Munich ne peut élever aucune prétention à être tenu pour impartial. Il y a dans son livre quelques points obscurs, qui laissent soupçonner des pratiques semblables à celles que décèlent toutes les publications de la Wilhelmstrasse : par exemple, il supprime dans le mémorandum des quatre « indépendants de Versailles » les remarques sur « l'affaiblissement sénile » de Szögyény, et escamote par suite un des chefs d'accusation les plus forts contre Bethmann et Jagow. Il supprime dans un rapport de M. Förster, du 16 novembre 1918, l'exposé détaillé des « machinations de l'état-major de Berlin, qui ont fait le plus grand tort au nom allemand [1] », et dans un autre [2], la suite d'un passage qui parle « de la politique de bombes et de mines de l'attaché militaire von Bismarck » et demande un prompt changement de personnel à l'ambassade de Berne. Ou encore il coupe court, de façon surprenante, de très intéressantes explications de Bethmann sur la construction de lignes stratégiques « sans approbation parlementaire ». Le fait se place au commencement de juin 1914 [3], et il s'agit de « nouvelles lignes de concentration sur les frontières orientales et occiden-

1. Page 36.
2. Page 49.
3. Page 113.

tales », avec un devis de sept cent millions. Que dirait-on d'une pareille découverte si on avait pu la faire à la charge de la France et de la Russie? Et que peut-il bien y avoir dans les documents que M. Dirr a évité de publier?

Comme son recueil ne fait que confirmer tout ce que l'on peut tirer en abondance des documents allemands, il est inutile de s'y arrêter longuement, et quelques citations suffisent.

1. — « Si la Russie n'accepte pas la localisation du conflit avec la Serbie, le moment présent est meilleur pour régler le compte avec elle que ne pourra être aucun moment ultérieur[1] ».

2. — « On attend la réponse de Belgrade samedi soir, et si, comme on le désire au Ballplatz, elle est négative, six corps d'armée seront mis sur pied de guerre...

« Les représentants de l'Entente ici ignorent encore l'intention du Ballplatz de provoquer la rupture avec la Serbie. L'Anglais est à la campagne, le Russe est parti avant-hier soir par Pétersbourg en congé dans ses terres, et M. Dumaine a encore essayé hier soir de recommander au premier chef de section[2], le baron Macchio, de ne pas trop tendre la corde...

« La publication de la note fera l'effet d'une bombe[3] ».

3. — « Sazonov déclare aujourd'hui à l'ambassadeur d'Allemagne que la Russie ne veut pas de guerre européenne et demande la collaboration de l'Allemagne pour un arrangement[4] ».

4. — De Paris, le 26 juillet, M. de Ritter rapporte l'énorme effet de surprise causé en France par la note autrichienne.

5. — De Saint-Pétersbourg le même jour, M. de Grunelius rapporte les nouvelles affirmations et instances de Sazonov. « Aujourd'hui, M. de Pourtalès, a obtenu de M. Sazonov un communiqué à la presse disant que la note autrichienne n'a pas été soumise et approuvée dans son texte à Berlin avant d'être remise... Les déclarations du ministre de la justice français à l'ambassadeur Schoen marquent aussi la tendance d'éviter la guerre, en admettant que la Serbie ait la bonne volonté de donner satisfaction ».

6. — « Après une conversation avec Szapary, Sazonov tient une entente sur la note de la Serbie pour possible, si Vienne est disposée à des modifications. Sur la proposition de Pourtalès, Sazonov est prêt à

1. Tucher, de Vienne. 18 juillet.
2. Secrétaire général et directeur politique.
3. Tucher, de Vienne, 23 juillet.
4. Grunelius, de Pétersbourg, 26 juillet.

essayer cette voie. Des militaires russes suggèrent au général Chelius que l'empereur d'Allemagne télégraphie au tsar en faisant appel au sentiment monarchique[1] ».

7. — « Le gouvernement austro-hongrois, pour prévenir les tentatives auxquelles il faut s'attendre de la part des puissances de l'Entente en vue de donner encore maintenant aux événements une tournure pacifique, essais de médiation qu'il ne pourrait que rejeter, provoquera la déclaration de guerre à la Serbie, d'autant plus que les hostilités ont déjà été ouvertes aujourd'hui par l'ennemi à Temes-Kubin sur le Danube.

« En ce qui concerne la localisation de la guerre avec la Serbie, on admet que l'Angleterre et la France agissent sur la Russie pour l'empêcher d'intervenir[2] ».

8. — « M. Sazonov a suggéré l'intervention à Vienne des rois d'Angleterre et d'Italie... Le général de Chelius me dit que plusieurs militaires haut placés, connus pour leur esprit monarchique et leurs sentiments sympathiques à l'Allemagne, lui ont exprimé le désir de voir l'empereur Guillaume II télégraphier personnellement au tsar et, en faisant appel à l'idée monarchique, lui demander de collaborer à éviter la guerre.

« Sur les instructions du chancelier, le comte Pourtalès fera connaître aujourd'hui à M. Sazonov que la mobilisation russe menace l'Allemagne et que la continuation des mesures russes aurait pour effet une mobilisation immédiate de l'Allemagne tant contre la Russie que contre la France, ce qui signifierait la guerre[3] ».

9. — « La déclaration de guerre a coupé court aux tentatives des puissances de l'Entente en vue d'une médiation à exercer entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, sur la base de la réponse serbe, avant l'ouverture des hostilités[4] ».

10. — « Sazonov nie de nouveau toute intention guerrière et exprime le vœu d'une entente directe avec Vienne[5] ».

11. — « Le 29, Pourtalès, sur les instructions du chancelier, a informé Sazonov que la mobilisation russe contre l'Autriche aura automatiquement pour conséquence la mobilisation allemande. Sazonov a répété que la Russie n'a pas d'intentions belliqueuses contre l'Allemagne, (le chef d'état-major général russe fait la même déclaration au commandant von Eggeling) et que l'armée russe pourrait rester mobilisée pendans des mois sans qu'il s'ensuivît des mesures directes de guerre[6] ».

12. — M. de Flotow, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Rome « a,

1. Grunelius, de Pétersbourg, 27 juillet.
2. Tucher, de Vienne, 27 juillet.
3. Grunelius, de Pétersbourg, 27 juillet.
4. Trucher de Vienne, 28 juillet.
5. Grunelius, de Pétersbourg, 29 juillet.
6. Grunelius, de Pétersbourg, 30 juillet.

des nouvelles qu'il reçoit, l'impression que ni la France ni la Russie ne sont particulièrement disposées à la guerre[1] ».

13. — Le 31 juillet, M. de Ritter rapporte, de Paris, ces propos de l'ambassadeur de Russie, M. Izvolski. « Il tient la situation pour extrêmement sérieuse. Sur une question de l'ambassadeur d'Allemagne, Sazonov a proposé que l'Autriche promît le maintien de l'indépendance de la Serbie. Cela signifie plus que l'intégrité territoriale. Il y a là un espoir. On ne peut pas laisser recommencer 1909. L'Allemagne a fait alors une lourde faute. L'acceptation sans condition des demandes de l'Autriche à la Serbie signifierait une nouvelle humiliation de la Russie; aussi celle-ci tient-elle à ce que ses désirs soient pris en considération. Une parole de modération de l'Allemagne suffirait à Vienne, il en est sûr. La question posée à Pétersbourg est le premier pas de médiation de l'Allemagne. Jusqu'ici l'Allemagne n'a fait que fortifier l'Autriche dans son attitude. Comme la Russie avant la guerre japonaise, l'Autriche est poussée à la guerre par une *camarilla* ».

« J'ai communiqué à l'ambassadeur d'Autriche la conversation d'Izvolski : la promesse de maintenir l'indépendance de la Serbie empêcherait la guerre, le monde entier attend que l'Autriche déclare jusqu'où elle veut aller. Izvolski est conciliant. Le comte Szécsen a dit qu'il n'avait pas reçu d'instructions[2] ».

14. — Au Ballplatz « on ne parle plus de localisation, mais on supputе simplement les chances de la guerre[3] ».

15. — « Les efforts de l'Angleterre pour empêcher la guerre entre la France et l'Allemagne, même s'ils avaient eu des chances, resteront maintenant sans succès après le bombardement de Nuremberg par des aviateurs français[4] ».

16. — « Jusqu'au dernier moment, et en particulier dans ma dernière conversation politique avec M. Martin[5], le 2 août au soir, j'ai eu l'impression que le gouvernement français voulait à tout prix éviter la guerre... Le 2 août, à 2 heures de l'après-midi, le comte Szécsen me dit encore qu'il était depuis plusieurs jours sans aucune nouvelle de Vienne; par contre il m'assura expressément que le gouvernement autrichien s'était engagé à reconnaître la « souveraineté politique de la Serbie » au sens des remarques qui m'avaient été faites par M. Izvolski, et qu'il avait fait au gouvernement français une communication de cet ordre. Je voulais en informer immédiatement M. Izvolski au moyen d'une lettre particulière, qui contiendrait ma réponse à une lettre de lui me demandant de découvrir l'endroit où séjournait Mme

1. Von der Tann, de Rome, 30 juillet.
2. Ritter, de Paris, 31 juillet.
3. Tucher, de Vienne, 31 juillet.
4. Tucher, de Vienne, 2 août.
5. M. William Martin, ministre plénipotentiaire.

Izvolski, et je l'avais déjà écrite. Mais l'ambassadeur impérial[1] m'a demandé de n'en rien faire, craignant que M. Izvolski ne fît de cette lettre un usage dommageable à la politique allemande[2] ».

On voit que les rapports diplomatiques bavarois qu'Eisner, président du conseil, avait à sa disposition, soit au ministère de Munich, soit dans les archives des légations bavaroises, sont pleins des témoignages les plus graves contre le gouvernement impérial de 1914 et plus encore contre l'état-major. Eisner qui, quelques jours à peine après la révolution de Berlin du 9 novembre, s'aperçut avec effroi que la tempête révolutionnaire n'avait fait que passer sur les cîmes, se proposait — il l'a dit et écrit — de lancer de Munich une bombe pour détruire la contre-révolution qui à Berlin, et spécialement à la Wilhelmstrasse, continuait son œuvre de mensonge. Parmi tant de documents dont beaucoup eussent eu plus de force que ceux qu'il a publiés, pourquoi a-t-il choisi précisément les quatre que nous avons?

Le rapport Schoen du 18 juillet, il l'a pris peut-être justement parce que c'était un des trois que Lössl avait détruits, et que, par conséquent, il semblait que les criminels eux-mêmes le tinssent pour particulièrement à charge. Il voulait d'ailleurs pousser plus loin sa publication, puisque l'introduction officielle aux quatre documents se termine par cette phrase : « Voici tout d'abord quelques détails empruntés aux rapports envoyés de la légation de Berlin par le comte Lerchenfeld ». C'est, presque mot pour mot la formule que les quatre « indépendants de Versailles » ont employée pour citer leurs documents essentiels, les trois « notes de pression » de Bethmann[3]. Si Eisner est un faussaire, ils le sont donc aussi, et comme ils ont, eux, altéré les textes, ils le sont dix fois plus.

La « note de pression » de Bethmann, du 28 juillet au soir[4], est l'exemple typique des procédés de falsification de Berlin. Si on en rapproche un certain nombre d'autres documents signés de Bethmann et de Jagow et l'avertissement secret

1. M. de Schoen.
2. Ritter, de Paris, 4 août.
3. *Livre blanc* de 1919 p. 38.
4. *Documents allemands*, n° 383. Voir ci-dessus.

de Jagow à Berchtold le 27 juillet[1], l'impression de la recherche de l'alibi s'impose avec évidence. Or qu'a fait de cette note Michaelis, le successeur de Bethmann, dans sa publication d'octobre 1917, et qu'en ont fait les quatre « indépendants de Versailles »? Michaelis a supprimé tout ce qui indiquait le souci d'un alibi, c'est-à-dire l'essentiel de la note; il a ensuite falsifié le texte des passages qu'il publiait et l'a adapté à la thèse qu'il voulait prouver. Les quatre « indépendants de Versailles » ont résumé la note en trois lignes, alors que dans le recueil des documents allemands elle remplit une page et demie : « Le 28 juillet », disent-ils, « l'attention de Vienne est attirée sur le caractère conciliant de la réponse serbe, et Vienne est invitée à ne plus se montrer aussi réservée à l'égard des propositions de médiation de l'Allemagne et d'autres ». Comparez ce résumé et le document original[2], la falsification consciente et volontaire éclate. On croit en éviter l'apparence en ne citant rien entre guillemets; ce n'est qu'une falsification de plus. Michaelis a falsifié le document de Bethmann, et les « Versaillais » ont falsifié le faux de Michaelis.

L'examen des deux autres « notes de pression » envoyées par Bethmann à Vienne dans la nuit du 29 au 30 juillet[3] conduirait au même résultat. Et c'est d'Eisner qu'on fait un traître, tandis que les menteurs et les faussaires systématiques de la Wilhelmstrasse, qui sont en même temps les responsables de la guerre, sont couverts d'éloges et de couronnes de lauriers!

IX.

Le procès de Munich et le traité de Versailles.

Eisner, nous l'avons vu, n'avait ni l'intention ni le besoin de commettre des faux pour charger les anciens maîtres de l'Allemagne. Mais ses révélations ont-elles eu pour effet de

1. *Documents autrichiens* II, 68.
2. *Documents allemands*, n° 323.
3. *Documents allemands* 395, et 396.

les faire apparaître aux yeux du monde, et spécialement des anciens ennemis, comme coupable du crime qu'aux dires des « innocentistes » ils n'auraient pas commis?

Même les rares témoins et experts du procès de Munich qui n'incriminaient pas les intentions d'Eisner l'ont soutenu, et ils ont attribué à la manière dont il avait ainsi inexactement présenté les faits une influence plus ou moins décisive sur les idées des anciens ennemis, et par conséquent sur le traité de paix. Le jugement du tribunal, qui naturellement tient pour prouvée l'intention dolosive d'Eisner, s'exprime là-dessus en ces termes :

« Nos adversaires se sont emparés avec joie de cette publication, non point pour faire une paix de réconciliation des peuples, mais pour appuyer d'un témoignage allemand la sentence portée par l'article 231 du traité de paix qui déclare l'Allemagne auteur de la guerre, sentence à laquelle l'Allemagne a souscrit non par conviction, mais sous la pression de sa situation alors désespérée, sentence qui doit justifier les charges insupportables imposées à l'Allemagne ».

Le tribunal a donc admis dans toute son étendue la thèse des « innocentistes », c'est-à-dire que l'article 231 se fonde sur un faux, et par conséquent est caduc. La constatation et l'aveu de la culpabilité tombant, toutes les obligations qui en ont été déduites tomberaient également. Comme l'article 231 est la base de l'introduction de la partie VIII du traité, qui traite des réparations, si l'Allemagne ne porte pas la responsabilité de la guerre, elle n'est donc pas obligée, prétend-on, d'acquitter les réparations fixées dans le traité. Dans sa première lettre ouverte à M. Aulard[1], M. Delbrück a carrément nié « l'obligation morale de réparer les dommages causés à la France par l'invasion allemande »; car, dit-il, la responsabilité dont l'Allemagne s'est chargée en prolongeant la guerre, est compensée par celle « qu'ont encourue ses ennemis et spécialement la France en allumant la guerre ». Or, M. Delbrück est le chef de la campagne « innocentiste », et on le considère dans son pays comme une autorité scienti-

1. *Berliner Tageblatt*, 17 février 1922.

fique, comme un ami de la vérité et comme un homme intègre.

L'article 231 se borne à constater que l'Allemagne et ses alliés ont, par leur agression », imposé la guerre à leurs ennemis et sont responsables, « pour les avoir causés », de tous les dommages et pertes subies par leurs ennemis en conséquence de leurs actes. Il n'y est question ni de « faute exclusive », ni de « préparation systématique à longue échéance de la guerre », ni d'une volonté « immédiate » tendue vers la guerre européenne. Donc pas un mot de tous les points dont les « innocentistes » font constamment l'objet de leurs discussions critiques. Sans doute, dans les négociations de Versailles, dans toutes les notes de Brockdorff-Rantzau, dans le rapport de la commission instituée par les gouvernements alliés, dans le mémoire des quatre « indépendants », dans l'ultimatum du 16 juillet 1919 et la lettre d'envoi de M. Clémenceau du même jour, la question de l'intention immédiate de l'Allemagne de provoquer une guerre européenne est discutée en divers endroits et sous diverses formes. Les explications historiques des deux parties sont en de nombreux points inexactes et contestables. La faute essentielle des exposés de l'Entente est que, pour 1914 comme pour la période antérieure, ils parlent en termes bien trop généraux de « l'Allemagne », sans distinguer entre les personnes, les classes sociales et les courants politiques. Ce que les puissances alliées disent des tendances pernicieuses de l'Allemagne impériale s'applique aux pangermanistes qui, pendant le quart de siècle qui a précédé la guerre, ont travaillé à empoisonner l'âme du peuple allemand ; aux militaristes, qui brûlaient du désir de pouvoir enfin tirer du fourreau leur épée affilée ; aux agrariens et aux *Junker*, qui voulaient restaurer sur les champs de bataille leur situation sociale en train de diminuer et remplir aux dépens des consommateurs allemands leur bourse devenue plate ; à l'industrie lourde qui comptait, du sang de ses compatriotes, apaiser son insatiable soif d'or[1] ; et aussi à l'empereur lui-même, à partir du

1. Voir *Le Crime*, tome II : « Les porte-paroles de l'Allemagne guerrière ».

moment où, sous l'action continuelle de son entourage de militaires et de courtisans, sous la pression des criards et des tranche-montagnes pangermanistes qui avaient leurs postes d'écoute dans tous les châteaux et dans tous les bureaux, sous l'irritante concurrence de son fils porté aux nues par tous les pourfendeurs, il abdiqua son ancienne ambition de demeurer pour l'histoire l'empereur de la paix, et s'habitua à croire ceux qui lui chuchotaient sans cesse que la guerre européenne était « inévitable ». Cette transformation s'est opérée dans les deux années qui ont précédé 1914 : les observations qu'à la fin de novembre 1913 le roi Albert et M. Jules Cambon faisaient sur le changement frappant de la mentalité de Guillaume, et spécialement de son attitude en face de l'éventualité d'une guerre européenne, répondaient complètement aux faits. Dans cette évolution de l'empereur se symbolise l'évolution psychologique plus complexe des différentes classes du peuple allemand pendant les dernières années d'avant la guerre.

M. le baron Beyens, ministre de Belgique à Berlin, en a tracé un tableau très fidèle dans son excellent livre sur *l'Allemagne avant la guerre*. De ce délicat dessin à la plume au grossier croquis au fusain que présentent les documents de l'Entente rédigés à Versailles, la distance est énorme. La hâte, le milieu, l'atmosphère, le souvenir encore brûlant des atrocités des quatre années de guerre, l'horreur pour les auteurs de cette immense catastrophe expliquent assez que cet exposé historique de l'Entente ne soit pas un modèle d'exacte recherche historique. Mais, si les motifs de l'accusation y sont souvent superficiels, défectueux, inexacts, l'accusation elle-même est irréfutable : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie sont coupables d'avoir amené la guerre européenne.

C'est l'un des innombrables tours de faussaires des professeurs « innocentistes » que de ne pas s'en tenir au seul document ici décisif, l'article 231, mais de s'en prendre à telle ou telle phrase des documents préparatoires rédigés par les Alliés, simples matériaux que l'Allemagne n'a pas eu à connaître et dont elle n'a pas eu à signer les conclusions.

Si l'on veut, ce qui est déjà une erreur, considérer l'affaire comme un pur procès civil (et pourtant, comment peut-on négliger purement et simplement le fait que les Alliés sont les vainqueurs et les centraux les vaincus?), il faut tout au moins suivre ici les règles de la procédure civile. Or, en matière de contrats privés, la première de ces règles est qu'un contrat s'interprète d'après son propre texte pour autant qu'il soit clair et sans équivoque, et qu'il n'est permis et prescrit de recourir aux pourparlers d'où il est sorti qu'en cas d'obscurité et d'ambiguité. L'article 231 dit clairement et sans équivoque ce qu'il veut. Son texte n'est même pas incompatible avec l'idée que la guerre a été provoquée « peut-être par précipitation, ou par la pensée erronée qu'on était en état de légitime défense », (même M. Delbrück admet comme possible cette interprétation de l'article), qu'il n'y a donc pas eu volonté de guerre expresse et consciente, mais peut-être simple enchaînement de circonstances funestes. Les mots « pour les avoir causés » constatent qu'objectivement il y a un rapport de cause à effet entre cet événement et ses conséquences, pertes et dommages du parti adverse; ils laissent ouverte la question de savoir si l'événement lui-même — la guerre — a été provoqué par préméditation, par imprudence, ou par la rencontre fortuite de circonstances malheureuses.

Le terme « agression » de l'Allemagne lui-même peut parfaitement s'appliquer au fait de la déclaration de guerre à la Russie et à la France, dont tout le reste s'est ensuivi, et signifier que c'est précisément en prenant l'initiative de déclarer la guerre, donc en contraignant l'adversaire à entrer en guerre de son côté, que l'Allemagne a imposé la guerre à ses adversaires. M. Delbrück, le plus fanatique des « innocentistes » et le plus acharné à donner l'assaut au traité, doit lui-même reconnaître que « la rédaction de cet article ne dit pas expressément que nous ayons dès le début voulu et systématiquement provoqué la guerre[1] ». Cela ne l'empêche pas, en d'autres passages de ses articles ou de ses brochures, et

1. Delbrück, *Deutsch-anglische Schulddiskussion*, 20, note 1.

devant le tribunal de Munich, de sonner la charge contre un aveu de culpabilité dont il détourne le sens. Tous les plaidoyers des experts de Munich ont visé l'accusation et l'aveu « d'intention systématique » et « de faute exclusive ».

Il est bien entendu que l'interprétation restrictive et étroitement littérale de l'article 231 qui vient d'être exposée ne répond pas à la pensée des gouvernements alliés. Je ne l'admets pas davantage. Je tiens les maîtres de l'Allemagne impériale pour convaincus d'avoir systématiquement et seuls voulu la guerre, et l'unique distinction que j'admette est celle des militaires, qui ont avec préméditation cherché à provoquer la guerre européenne, et des civils qui, au début, en ont seulement accepté l'éventualité. Les gouvernements de l'Entente, qui sont, eux aussi, convaincus de l'intention criminelle des puissances centrales, se sont sagement abstenus de mettre à la base du traité un aveu de l'Allemagne sur ce point. Sans doute ont-ils pensé que l'enchaînement objectif des événements pouvait à chaque moment être prouvé par les faits, tandis que les intentions des anciens maîtres des Etats vaincus étaient des faits psychologiques que l'on peut soupçonner, deviner, présenter comme vraisemblables, mais qu'il est impossible de démontrer avec évidence. Dans la première moitié de 1919, on ne savait encore rien des correspondances de Bethmann avec Guillaume et de Berchtold avec François-Joseph, des conseils des ministres de Berlin et de Vienne, des manœuvres et contre-manœuvres de l'état-major et de la chancellerie, des intrigues de Moltke contre le chancelier. Depuis lors, la publication des recueils de documents allemand et autrichien a modifié la situation, et l'on sait maintenant ce qui s'est passé dans les coulisses de la Wilhelmstrasse et du Ballplatz et entre Berlin et Vienne, on a la preuve de la culpabilité intentionnelle dont les documents d'Eisner laissaient faiblement entrevoir la première lueur. Mais il suffit qu'objectivement il soit prouvé que les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie et à la France et l'invasion de la Belgique, avec tout ce qui a suivi, constituent des actes d'agression de l'Alle-

magne, pour que s'écroule toute la charpente de l'édifice « innocentiste ». Car personne ne peut contester que de ces actes d'agression aient résulté pour les adversaires des pertes et des dommages immenses, et qu'ainsi les auteurs de l'agression, ayant causé ces dommages, en doivent réparation.

Cette constatation subsisterait même si les agresseurs pouvaient démontrer que leur guerre était préventive; car la prévention elle-même est une agression, qui ne se distingue de l'agression ordinaire que parce que, à tort ou à raison, elle se donne pour une défense anticipée. L'Allemagne n'a jamais pu prouver qu'elle fût, en juillet 1914, menacée d'une attaque russe et française, au danger de laquelle elle ne pouvait se soustraire que par une déclaration de guerre. Bien loin de là, c'est la preuve contraire qui a été donnée. Même ne l'eût-elle pas été, l'Allemagne aurait commis une « agression » au sens de l'article 231 par le seul fait de ne s'être pas contentée d'imiter simplement les mesures militaires que ses voisins avaient prises, non pour attaquer, mais pour se protéger.

C'est contre des moulins à vent que partent en guerre les professeurs « innocentistes » quand ils veulent s'attaquer ainsi au traité de Versailles.

X.

Le véritable objet de la campagne « innocentiste ».

L'obligation pratique de réparation de l'Allemagne est fixée par l'article 232, résultat d'un compromis entre la thèse du président Wilson, (message au Congrès du 8 janvier 1918), d'après lequel les réparations ne devaient consister qu'en la restauration des territoires occupés, et les vastes prétentions des hommes d'Etat français et anglais, qui voulaient réclamer le remboursement de tous les frais de la guerre. La formule du compromis — renonciation aux frais de guerre, réparation de tous les dommages causés aux personnes et aux propriétés de la population civile, — fut communiqué au gouver-

nement allemand le 5 novembre 1918 par M. Lansing, et acceptée par lui. L'article 232 en est la reproduction littérale.

Mais ici s'impose une remarque essentielle : ce compromis est entièrement indépendant de la question de culpabilité. Dans sa note du 13 mai 1919, où il écrit textuellement : « L'Allemagne a accepté l'obligation de réparer en vertu de la note du secrétaire d'Etat Lansing du 8 novembre 1918, indépendamment de toute question de responsabilité de la guerre », M. de Brockdorff-Rantzau polémique contre l'article 231, mais reconnaît que l'obligation pratique de réparation de l'article 232 en est complètement indépendante, et qu'elle est inattaquable. S'il tient pour devoir d'honneur de contester « la responsabilité exclusive ou principale de l'ancien gouvernement allemand dans cette guerre », il admet sans contestation l'obligation pratique de réparer, comme conséquence des négociations d'armistice avec l'Amérique au début d'octobre 1918.

Donc, même si l'article 231 n'était pas dans le traité, l'obligation de réparer ne serait pas diminuée d'un penny. L'article 231 est tout théorique et n'entraîne aucune charge pour l'Allemagne.

A quoi vise alors pratiquement toute la campagne innocentiste, tous ces cris de douleur sur la paix honteuse, la paix d'étranglement, le « mécanisme de punition inventé avec sadisme » — c'est l'expression employée par l'un des avocats au procès de Munich, — les « chaînes d'esclavage », la « meule » attachée au cou de l'Allemagne[1], « le coup de massue »[2]? Elle vise à blanchir l'empereur et ses serviteurs, à discréditer la République qui a chassé du trône le monarque « innocent », à exciter l'esprit de revanche qui, pour parvenir à ses fins, a besoin d'un nouveau militarisme. Ou du moins, c'est à cela qu'elle aboutit. Là-dessus elle a déjà eu le plus grand succès : car le poison d'un nouvel esprit de guerre et de revanche a été injecté à des millions d'Allemands, et personne ne peut dire qu'elle épidémie morale peut d'ici peu de temps propager le bacille « innocentiste ».

1. Delbrück.
2. Scheidemann.

XI.

Faute exclusive ou faute partagée?

On ne peut traiter toute cette affaire de la culpabilité en pure question juridique; car l'élément moral y joue le rôle essentiel. La conscience universelle ne se contente pas, comme le fait l'article 231 du traité de Versailles, d'établir un lien objectif de cause à effet entre certains événements et leurs conséquences dommageables; elle exige que l'on examine de plus près les intentions et les décisions de certaines personnes ou de certaines classes de personnes dans tel ou tel pays, qui a voulu la guerre, qui s'est efforcé de l'éviter; sous les événements, elle cherche leurs racines morales; elle veut découvrir si c'est une volonté perverse, le manque de raison, un pur hasard qui ont amené les faits décisifs. Bien que les questions de « faute exclusive » et d' « intention systématique » n'aient, on vient de le voir, rien à faire avec le traité de Versailles, c'est elles qu'à Munich les experts et le tribunal ont discutées avec prédilection. Si éloigné du sujet que soit ce terrain, on n'a rien à craindre de les y suivre.

L'état explosible de l'Europe, l'anarchie des peuples, la poussée d'expansion, la fièvre d'armements de tous les grands Etats, toute cette situation dont la guerre est sortie, c'est ce que dans mes livres j'ai appelé le terrain de culture du bacille de la guerre. Mais le bacille lui-même, qui seul a provoqué le mal mortel, c'est exclusivement de Berlin et de Vienne qu'il est venu. Dans la préparation du terrain de culture pour la guerre, toutes les grandes puissances ont leur part de responsabilité, mais inégale, et celle de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie est de beaucoup la plus forte. Depuis des années et des dizaines d'années, tout Européen capable d'une idée politique savait que la politique balkanique de l'Autriche-Hongrie était la menace perpétuelle d'où sortirait une guerre, une catastrophe européenne. L'évidence de ce danger n'a pas empêché les maîtres de la monarchie danubienne de jouer, deux fois dans les cinq dernières années

d'avant la guerre (1908-1909, 1912-1913), sous la protection et avec l'approbation de l'Allemagne, un jeu de hasard qui aurait dès ce moment déchaîné l'incendie de l'Europe, si la Russie, sur le conseil et avec le concours de ses amis, n'avait pas préféré à ses propres désirs la paix de l'Europe. Conscients du danger d'explosion, les gouvernements de l'Entente ont pendant les quinze années qui ont précédé la guerre, cherché les moyens d'éviter le risque d'une inflammation spontanée. Ils ont, à cette fin, proposé l'introduction de l'arbitrage obligatoire dans les conflits internationaux et l'adoption d'une réduction proportionnellement égale pour tous des armements terrestres et maritimes. Les suggestions faites à cet effet par l'Angleterre dans les négociations d'entente germano-anglaises de 1909 à 1912 n'échouèrent que par le refus de Guillaume et de ses conseillers militaires de laisser mettre aucune entrave au développement de la puissance allemande.

C'est les Alliés encore qui, dans les jours critiques de l'été de 1914, se sont inlassablement efforcés de maintenir la paix. Inutile même de lire leurs divers *Livres* ; il suffit d'étudier soigneusement les recueils allemand et autrichien de 1919 pour se convaincre du sérieux et de la loyauté des efforts pacifiques de l'Angleterre, de la Russie et de la France. M. Delbrück lui-même, à Munich, a dû les reconnaître, malgré qu'il en eût : « M. Fechenbach » dit-il « a déclaré qu'en 1914 la Russie ne voulait pas la guerre. C'est parfaitement exact, mais elle la voulait à échéance prévisible. Ainsi le pacifisme de la Russie en 1914 a un autre air qu'on ne croirait ». Le général de Chelius[1] exprimait bien la situation en écrivant, le 30 juillet 1914 « qu'on a mobilisé ici par peur d'événements qui pourraient se produire, sans intention agressive, et qu'on est maintenant effrayé de ce qu'on a fait », et Guillaume annotait en marge : « exact ; c'est ainsi ». Même impression dans la dépêche de l'attaché militaire von Eggeling le 26 juillet[2], et affirmation très nette de la volonté de paix de la Russie par

1. *Documents allemands*, n° 445.
2. *Documents allemands*, n° 242.

Sazonov, dans la nuit du 31 juillet au 1er août, après réception de l'ultimatum [1]. La dépêche d'Eggeling avait déjà amené M. Delbrück, dans sa brochure contre Kautsky [2], à reconnaître la sincérité de la volonté pacifique de la Russie, — le même Delbrück qui, dans un article du 26 juillet 1914, que M. Fechenbach lui a rappelé, faisait de la politique autrichienne un éloge enthousiaste et lui reprochait seulement « de ne pas aller assez loin et de ne pas exiger la mise sous séquestre de la Serbie, le désarmement et le licenciement de l'armée serbe, l'amoindrissement de la Serbie, etc... » Donc : la Russie ne voulait pas la guerre ; Moltke la voulait dès le 20 juillet ; Berlin et Vienne (comme M. Delbrück l'a reconnu plus d'une fois) ont décliné toute médiation ; l'ultimatum était beaucoup trop doux ; l'Allemagne et l'Autriche ont parfaitement discerné le danger de guerre européenne qui résultait de leur attitude. De ces prémisses, on devrait croire que l'esprit le moindrement doué de logique tire la conclusion que le parti militaire allemand a déchaîné une guerre préventive, et que les civils du gouvernement allemand ont au moins accepté l'éventualité de la guerre européenne. Mais M. Delbrück, de toutes ces affirmations qu'il tient pour des arguments en faveur de l'innocence et qui sont en réalité des charges contre l'Allemagne, fait une mixture qu'il agite fortement, et que voit-on, sortir de l'éprouvette ? « la guerre défensive inévitable » (mémoire de Versailles) ou « l'action défensive imposée » (déposition au procès de Munich).

Même si l'on trouvait dans l'état explosible de l'Europe d'avant guerre une circonstance atténuante en faveur des coupables qui ont mis le feu à la mine, l'Allemagne et l'Autriche n'en resteraient pas moins coupables d'avoir provoqué la guerre, et la seule question serait si ces conditions de milieu constituent pour elles des circonstances atténuantes. On devrait répondre par la négative, pour la triple raison :

1° qu'elles sont elles-mêmes, pour la plus grande part, responsables du danger que présentait ce milieu ;

1. *Documents allemands*, n° 356
2. Page 89.

2° qu'elles n'ont opposé de longue date et jusqu'au dernier moment, qu'indifférence ou tactique dilatoire aux efforts faits par leurs adversaires pour écarter le danger d'explosion;

3° que les terribles conséquences de cette attitude sont une circonstance aggravante qui pèse plus que toutes les circonstances atténuantes.

Les dirigeants allemands et autrichiens de 1914 restent donc, sans aucune circonstance atténuante, seuls responsables d'avoir fait éclater la guerre.

Dans une lettre personnelle à Lichnowsky du 18 juillet[1], Jagow écrivait :

« Si la localisation est impossible et si la Russie attaque l'Autriche, c'est le *casus fœderis*. Nous ne pouvons pas sacrifier l'Autriche, car, nous serions alors dans un isolement qu'il ne conviendrait pas précisément de qualifier de fier. Je ne veux pas de guerre préventive, mais si le combat nous est offert, nous ne devons pas nous dérober ».

Or, on sait que la Russie n'a pas attaqué l'Autriche, qu'elle a simplement, comme parade à l'attaque autrichienne contre la Serbie, procédé à une mobilisation partielle contre la monarchie danubienne; et pourtant le gouvernement allemand a considéré le *casus fœderis* comme donné, et, par ses menaces de mobilisation, déchaîné la guerre. Il l'a fait parce que, systématiquement, son état-major voulait la guerre, et avait le 30 juillet conquis la direction incontestée de la politique allemande.

XII.

Les documents Eisner et la culpabilité de l'Allemagne

Les « innocentistes » de Munich ont affirmé que les « faux Eisner » sont l'argument essentiel ou principal à l'appui de la culpabilité de l'Allemagne, et qu'à la minute où ils sont démasqués la culpabilité s'effondre, et avec elle le traité de Versailles.

1. *Documents allemands*, n° 72.

Il n'y a pas un mot de vrai dans cette affirmation. Prétendre que des détails infimes, quelques mots soulignés dans quatre rapports ou notes, ou l'attribution d'un de ces rapports à un ministre plénipotentiaire au lieu d'un conseiller d'ambassade (erreur qu'au reste Eisner a immédiatement rectifiée) aient pu déterminer le jugement d'une question d'importance historique est une absurdité telle qu'on perdrait son temps à la discuter. Pour les passages omis par Eisner, ils ne changent rien au sens des documents ; on le voit aujourd'hui qu'aux textes publiés par lui on peut comparer les originaux. En regard de la masse des preuves contre les dirigeants des puissances centrales qui étaient déjà connues en mars 1919, les quatre documents d'Eisner sont si peu de chose, que, même à n'en tenir aucun compte, la démonstration de la culpabilité reste éclatante. Un juge aussi impartial, aussi bienveillant pour l'Allemagne nouvelle que Keynes, n'a-t-il pas rendu à l'article 231 le témoignage qu'il est bon et bien rédigé[1] ?

Il est tout naturel que la commission de l'Entente chargée de fournir le rapport que l'on sait n'ait pas négligé ces documents d'Eisner ; car ils étaient un intéressant prélude à la publication de tous les documents encore cachés alors dans les archives, ils donnaient un avant-goût de ce qui était conservé dans les armoires secrètes de la Wilhelmstrasse, ouvertes aussitôt après la révolution, puis refermées au public après qu'on eut cherché toutes les chicanes à Kautsky, qui les avait ouvertes. Si on ne l'avait pas troublé dans son travail, si on ne l'avait pas ensuite remplacé par les quatre « indépendants » de Versailles, les Schücking et les Montgelas, toute la collection des documents allemands, avec ses quatre volumes de preuves écrasantes, avec les notes marginales de Guillaume, avec les trente-six rapports originaux bavarois, aurait été dès mai 1919 connue des anciens ennemis. En présence de ces milliers de témoignages à charge contre les

1. Keynes, *Les ronséquences économiques de la paix*, traduction allemande, page 123.

dirigeants allemands et austro-hongrois, et presque tous à décharge pour l'Angleterre, la France et la Russie, se seraient ils le moins du monde souciés de la maigre publication d'Eisner?

Mais ce n'est pas à l'étranger que s'adressent nos « innocentistes »; c'est dans le peuple allemand qu'ils mettent leur espoir. Ce peuple, auquel on a pu avec tant de succès, pendant quatre années, faire prendre la guerre offensive pour une guerre défensive, on pourra aujourd'hui encore — tel est leur calcul — lui faire prendre le verdict de culpabilité de Versailles pour un mensonge historique à dresser les cheveux sur la tête, parce que, parmi les milliers de documents qui prouvent cette culpabilité, il y en a qui ont été abrégés, et où quelques mots ont été soulignés.

Qu'à Versailles, il y a trois ans, la vérité ait été démontrée de façon plus ou moins exacte, plus ou moins abondante, peu importe, puisqu'elle est et reste la vérité. Le fait de l'agression allemande et de l'obligation de réparation qui en découle ne peut pas être effacé par une argumentation du genre de celle-ci : la partie adverse s'est, lors du jugement, appuyée sur des documents falsifiés; ces documents disparaissant, le verdict tombe. Car le bien fondé de ce verdict ne peut être jugé que du point de vue des faits et des preuves que l'on connaît aujourd'hui. Tout le raisonnement des « innocentistes », en tant qu'il se fonde sur l'affirmation d'un prétendu faux d'Eisner, est illogique et absurde. Si même il se rencontrait — ce qui n'est pas — que l'une des preuves de la culpabilité de 1919 fût un faux, ne resterait-il pas les centaines d'autres qui existaient dès ce moment, les milliers d'autres, écrasantes, qui ont été publiées ensuite, après le mois de mai 1919 ? Voilà l'erreur fondamentale de logique qui vicie toute la campagne innocentiste, et elle mérite de retenir tout particulièrement l'attention.

Quelqu'un osera-t-il prétendre que, parmi tous les documents à charge contre l'Allemagne, ces deux rapports bavarois du 18 juillet et du 4 août et ces deux conversations téléphoniques du 31 juillet sont précisément les plus importants, ceux qui ont vraiment emporté la sentence ? Et

quelqu'un osera-t-il soutenir que cette importance et cette force probante qu'on leur attribuerait ainsi, ces quatre documents ne les auraient dues qu'aux abréviations et aux soulignements que l'on dénonce, et qu'en réalité ils étaient, dans leur texte original, d'éclatants témoignages d'innocence?

Admettons, mais sans le concéder, que ces quatre preuves tombent : ne subsiste-t-il pas, pour ne parler que de ceux-ci, 79 autres documents bavarois, 879 documents tirés des archives de la Wilhelmstrasse, 352 documents autrichiens, des centaines de documents dans le *Livre jaune*, le *Livre bleu*, le *Livre orange*, et les *Livres gris* belges?

D'ailleurs, le document principal de la publication d'Eisner, le rapport Schoen du 18 juillet, est antérieur au début de la véritable crise, et ne contient que des prévisions sur la suite probable des événements, et non la relation de cette suite elle-même. Or c'est celle-ci qui importe; c'est elle, et non pas le pronostic plus ou moins sûr d'un conseiller de légation bavarois, qui forme la longue liste des crimes de Guillaume, de Bethmann et de Moltke.

Au regard des faits écrasants qu'apportent les rapports de Lerchenfeld cités plus haut, que pèsent les prévisions de ce petit conseiller de légation? Ce n'est pas sur elles, qui datent du 18 juillet, c'est sur les événements qui se déroulent à partir du 23 juillet que se fonde l'accusation dressée par nous et le jugement inscrit dans le traité de Versailles. Que Schoen n'eût jamais vécu, qu'il n'eût jamais écrit une ligne, le fait que Berlin et Vienne ont allumé la guerre en subsisterait-il moins, et, comme sa conséquence, l'obligation de la nouvelle Allemagne de réparer les dommages causés par ses criminels maîtres d'alors?

XIII

Bethmann, faussaire en gros.

Supposons un moment exact le raisonnement des savants « innocentistes », c'est-à-dire que, si l'une des innombrables

preuves de la culpabilité vient à manquer, toute l'accusation tombe : la réciproque serait nécesssairement vraie, et l'élimination d'une seule des preuves d'innocence devrait suffire à prouver la culpabilité. Le raisonnement, sans aucun doute, est faux : mais ceux qui l'ont tenu contre Eisner — les juges, les défendeurs et les experts de Munich, et les millions d'Allemands qui les suivent — ne peuvent pas refuser d'en accepter cette conséquence logique : si Bethmann et ses défenseurs sont convaincus de faux, leur culpabilité comme responsables de la guerre est démontrée.

Or, les faux de Bethmann sont patents. Il a, à de nombreuses reprises, truqué, tronqué, ou escamoté des documents[1]. Dans la publication allemande manquent des pièces qui ne peuvent pas ne pas avoir existé, par exemple les réponses de Jagow à la suggestion de conférence de sir Edward Grey, à la question de sir Edward Goschen au sujet de la neutralité belge, à la communication par Sverbeiev de la proposition Sazonov du 30 juillet, d'autres encore ; et la manière dont M. de Lössl a fait disparaître l'original du rapport Schoen autorise, sur les destructions commises à la Wilhelmstrasse, tous les soupçons. Mais ces suppressions que l'on devine sont fort peu de chose en regard des escamotages et des altérations dont la publication du recueil officiel permet de faire la preuve. Il y en a tant qu'on ne peut ici les relever toutes : il faut s'en tenir aux principales, celles qui concernent les documents essentiels, et pour le reste, se souvenir du mot de sir Horace Rumbold, le chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin : « Le gouvernement allemand a si fort pour habitude de mentir, qu'involontairement je suis tenté d'accorder foi à toute constatation qu'il conteste[2] ». De cette parole, la comparaison du *Livre blanc* de mai 1915 avec le recueil des documents de 1919 fournit une illustration éclatante.

Suppression d'un membre de phrase essentiel dans la con-

1. Cette question est traitée en détail dans une étude spéciale de l'auteur, qui sera publiée prochainement.
2. *Livre blanc* de 1919, p. 57.

versation Pourtalès-Sazonov du 26 juillet[1]; suppression de la moitié du texte, et de la moitié capitale, dans la conversation Eggeling-Suchomlinov du même jour[2]; suppression de toute la seconde partie de la conversation Pourtalès-Sazonov de la nuit du 29 au 30 juillet, texte particulièrement embarrassant pour les gouvernants de l'Allemagne[3]; suppression du tiers de la conversation Eggeling-Januchkiévitch du 27 juillet (passage où le chef d'état-major général russe insiste sur ce que la mobilisation n'est ordonnée dans aucune des régions qui font face à l'Allemagne)[4]; suppression du soulignement qui donne toute sa valeur au télégramme du tsar à Guillaume du 1er août après-midi[5]; truquage de la date du dernier télégramme de Guillaume au tsar, pour camper en sauveur de la paix à tout prix le souverain qui a déjà fait remettre à Pétersbourg sa déclaration de guerre[6]; suppression d'un alinéa dans la circulaire du 21 juillet du chancelier à ses ambassadeurs, d'ailleurs — ce qui est le plus grave — postdatée de deux jours (elle porte au *Livre blanc* la date du 23) pour masquer le fait que le 21 Berlin connaissait, avant tout le monde, l'ultimatum autrichien, et donner ainsi un air de loyauté à la manœuvre de la « localisation[7] »; falsification, par addition et suppression, du télégramme du 24 juillet où Tschirschky rapporte la conversa-

1. *Livre blanc*, p. 5; *Documents allemands*, n° 219.

2. *Livre blanc*, p. 6; *Documents allemands*, n° 242, Passage où Eggeling manifeste sa confiance dans le pacifisme de la Russie et la sincérité des déclarations de Suchomlinov.

3. *Livre blanc*, p. 7; *Documents allemands*, n° 401. Les phrases supprimées sont celles où Sazonov expose le caractère défensif de la mobilisation russe, et où Pourtalès renouvelle ses déclarations de la veille sur l' « effet automatique » d'une mobilisation même partielle contre l'Autriche-Hongrie.

4. *Livre blanc*, p. 7; *Documents allemands* n° 370.

5. *Livre blanc* 10; *Documents allemands* n° 546. Le tsar avait écrit en anglais, en soulignant « il faut », (*must*) : « *Il faut* qu'avec l'aide de Dieu notre amitié éprouvée réussisse à empêcher l'effusion de sang ». Le soulignement, qui marque l'angoisse et la volonté d'agir, a disparu dans la reproduction allemande.

6. Ce télégramme a été expédié trois heures après la remise de la déclaration de guerre par Pourtalès. Le *Livre blanc*, qui l'imprime à la suite du télégramme du tsar auquel il répond, se borne à dire : « Là-dessus, S. M. l'empereur a répondu... » L'intention de tromper en omettant d'indiquer que dans l'intervalle a été remise la déclaration de guerre est flagrante.

7. *Livre blanc*, p. 24; *Documents allemands*, n° 100.

tion de Berchtold avec le chargé d'affaires de Russie[1]; mutilation du texte et falsification de la date du rapport de Pourtalès sur sa conversation avec Sazonov (25 juillet)[2]; mutilation du rapport de Pourtalès du 26 juillet, sur les conversations de Sazonov avec les ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie[3]; falsification, par addition et suppression, des télégrammes du chancelier aux ambassadeurs à Londres, Paris et Pétersbourg[4]; tronquage du télégramme de Bethmann qui rejette la proposition de conférence faite par Grey[5]; addition frauduleuse à un télégramme du 29 juillet du chancelier à son ambassadeur à Paris[6]; tronquage de la première partie d'un rapport capital envoyé de Pétersbourg par le général Chelius, et suppression de toute la seconde moitié de ce rapport, qui expose la force des sentiments germanophiles en Russie et la conviction du général allemand que la Russie est elle-même effrayée d'avoir dû mobiliser, ce que confirme la note marginale de Guillaume[7]; tronquage du télégramme

1. *Livre blanc*, p. 27; *Documents allemands*, n° 155. Tschirschky écrit que Berchtold a expliqué « à fond » le point de vue austro-hongrois au diplomate russe; la Wilhelmstrasse commet le faux d'ajouter « et amicalement ». Les suppressions ont été faites sans doute pour masquer la divergence de vues entre Berchtold et Guillaume.

2. *Livre blanc*, p. 27; *Documents allemands*, n° 100. Le rapport, extrêmement important, remplit une page et demie d'impression; le *Livre blanc*, qui le date du 24, le résume en quatre lignes et demie. Tout l'exposé de l'attitude de la Russie et de ses raisons, tous les refus brutaux que l'ambassadeur allemand oppose aux propositions de conférence européenne, ont disparu.

3. *Livre blanc*, p. 27; *Documents allemands*, n° 238. Une page d'impression résumée, de nouveau, en quatre lignes et demie; toutes les formules, les propositions, les prières de Sazonov supprimées. Supprimée aussi la phrase finale où Pourtalès donne son impression « que Sazonov a un peu perdu ses nerfs et cherche maintenant des moyens d'en sortir ».

4. *Livre blanc*, p. 29; *Documents allemands* 198, 199, 200. Dans l'original, Bethmann exprime sa confiance dans l'amour de la Russie pour la paix; le nom de la Russie disparaît dans le *Livre blanc*.

5. *Livre blanc*, p. 30; *Documents allemands*, n° 248. Dans le *Livre blanc*, le document est raccourci de moitié, et tous les passages sont supprimés qui montrent que les propositions anglaises tendent à la localisation vraie du conflit, mais qu'à Londres on la tient pour impossible à obtenir par l'exclusion de la Russie et des autres puissances de l'Entente.

6. *Livre blanc*, p. 32; *Documents allemands*, n° 341. Dès le 27 juillet, l'état-major allemand commence à fournir à la Wilhelmstrasse des « preuves » de l'agression que l'on veut imputer à la France quelques jours plus tard. Bethmann annonce à Schœn que « les nouvelles de préparatifs de guerre français se multiplient », et menace déjà de proclamation de l'état de guerre et de mobilisation tout en prenant soin d'ajouter qu'il espère toujours le maintien de la paix. Dans le *Livre blanc*, on a ajouté à la phrase citée les mots « d'heure en heure ».

7. *Livre blanc*, p. 32; *Documents allemands* n° 445. La partie tronquée rapporte des déclarations du prince Troubetzkoy, un des personnages les plus influents de la cour de Russie, sur les raisons de la politique russe, et traduit sa peur extrême de la guerre.

du 31 juillet de Bethmann à son ambassadeur à Rome[1]; falsification de la date de quatre télégrammes échangés entre les deux empereurs et suppression d'un télégramme du tsar, le tout pour mettre l'empereur d'Allemagne en posture de pacifiste, dont le tsar ne fait que suivre les initiatives, le plus grave étant ici la suppression du télégramme du 29 juillet au soir, où le tsar propose de soumettre le conflit à la cour d'arbitrage de la Haye, et que l'on a avec raison nommé le plus important et le plus décisif des documents sur les origines de la guerre[2]; tronquage des ultimatums à la Russie et à la France, par la suppression dans le premier de la dernière phrase qui, faisant mention de la nouvelle du *Lokalanzeiger*, accuse le caractère défensif de la mobilisation russe, et, dans le second, de la fameuse exigence de la remise de Toul et Verdun[3]; falsification de la déclaration de guerre à la Russie, d'où a disparu l'un des termes (« non-réponse ») de l'alternative qui, dans l'original, trahit qu'on n'a même pas su clairement à Berlin sous quel prétexte on déclarait la guerre[4]; falsification de la réponse de M. Viviani à l'ultimatum allemand (suppression des deux tiers du télégramme de Schoen relatant les déclarations de M. Viviani qui prouvent les efforts faits jusqu'au dernier moment par la France en faveur de la paix[5]); tronquage de la réponse de Bethmann à la prétendue offre de garantie par l'Angleterre de la neutralité de la France (suppression des mots : garantie « jusqu'à la fin du conflit, l'Allemagne étant seule juge du moment où il sera terminé »[6]; suppression de l'alinéa final du rapport de Lichnow-

1. *Livre blanc*, p. 33, *Documents allemands* 455. Suppression de la phrase : « Les demandes de la Russie ont été jusqu'ici inacceptables ». Bethmann les avait trouvées acceptables jusqu'à l'intervention de son sous-secrétaire d'Etat Zimmermann, agent de l'état-major. (*Livre orange*, p. 60; 63, *Documents allements*, n° 421.)

2. La première dépêche de Guillaume est antidatée de 3 heures, et une phrase y a été supprimée; la première dépêche du tsar, postdatée de 12; la seconde dépêche du tsar, supprimée dans le *Livre blanc* de 1914, n'apparaît que dans celui de 1915, parce qu'entre temps elle a paru dans la publication russe; la troisième de Guillaume, antidatée de 14 heures et demie, avec suppression des deux phrases du début; la troisième du tsar postdatée de 12 heures.

3. *Livre blanc*, p. 36; *Documents allemands*, n° 490, 491.

4. *Livre blanc*, p. 36; *Documents allemands*, n° 542.

5. *Livre blanc*, p. 37; *Documents allemands* n° 571.

6. *Livre blanc*, p. 46; *Documents allemands* n° 578.

sky sur sa conversation du 1er août avec sir Edward Grey, pour faire disparaître le témoignage de l'ambassadeur en faveur des intentions pacifiques du secrétaire d'Etat (il est significatif, d'ailleurs, que manquent au *Livre blanc* la plupart des nombreux rapports où Lichnowsky montrait la folie de l'idée de la localisation à l'allemande)[1]; falsification des « documents belges » publiés dans la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* des 13 octobre et 5 novembre 1914, pour créer l'apparence d'une entente anglo-belge, contraire à la neutralité de la Belgique[2]; falsifications innombrables dans le mémoire des quatre « indépendants » de Versailles, notamment tronquage du texte de la convention militaire franco-russe du 17 août 1892[3] — la liste n'est-elle pas coquette? Elle est pourtant bien loin d'être complète. Elle s'allongera surtout lorsque des archives russes la recherche scrupuleusement scientifique pourra tirer les documents exacts : car ce qui en est sorti jusqu'ici dans le *Livre noir* trahit les mêmes tendances et les mêmes méthodes que l'on vient de signaler dans les publications allemandes, et a le même objet : innocenter l'Allemagne et charger ses adversaires.

XIV.

La théorie officielle du faux licite.

Il existe à Berlin une « commission parlementaire d'enquête », dont les experts sont en immense majorité des « innocentistes » de marque. Elle a refusé de leur adjoindre l'auteur de *J'accuse* et du *Crime*, pour manque de « valeur scientifique » de ses travaux. Le « directeur » de cette commission, M. Eugène Fischer, a été, à Munich, l'un des grands experts de la défense.

La thèse essentielle de sa déposition a été que la Russie a voulu et intentionnellement provoqué la guerre. On sait ce qu'il en faut penser, et l'on a vu comment, de Pétersbourg,

1. *Livre blanc*, p. 48; *Documents allemands*, n° 596; *Livre bleu*, 123.
2. Voir *Le Crime*, éd. allem. I, p. 417; et *Belgische Aktenstücke*, Lausanne, 1919.
3. Ce mémoire a fait l'objet d'une étude spéciale, qui paraîtra prochainement.

les témoignages allemands et austro-hongrois les plus autorisés en faisaient justice. M. Fischer veut que, le 30 juillet, il ait suffi de deux ou trois jours encore d'insistance anglaise et allemande à Vienne pour sauver la paix; mais la Russie voulait la guerre, et, ce même 30 juillet, le tsar signa l'ordre de mobilisation. « Voilà le nœud du problème de la culpabilité ». Mais n'est-ce pas dans la nuit du 29 au 30 que le tsar propose le recours à la Cour de la Haye (« Idiotie ! » écrit Guillaume en marge de ce télégramme) et annonce l'envoi en mission personnelle du général Tatichtchev? le 30 qu'il offre d'arrêter tous préparatifs militaires, si l'Autriche-Hongrie élimine de son ultimatum les points qui portent atteinte à la souveraineté de la Serbie? On ne répond ni à sa proposition ni à son annonce, et l'on déclare son offre inacceptable pour l'Autriche. Cependant Sazonov, le 31, fait une nouvelle proposition d'entente, que Grey déclare pleine de promesses[1]; de nouveau on ne lui répond pas. Le 1er août encore, il se déclare engagé par cette proposition aussi longtemps que les troupes allemandes n'auront pas franchi la frontière russe[2]. Tout cela n'existe pas pour les « innocentistes » et ils n'aperçoivent même pas qu'ils se mettent en contradiction avec leur chef Delbrück et avec Moltke qui ont reconnu, eux, que la Russie ne voulait pas la guerre en 1914[3].

Prétendre que, le 31 juillet, on était près d'un arrangement pacifique, c'est altérer la vérité de la façon la plus scandaleuse. La décision du conseil des ministres austro-hongrois du 31 juillet a mis fin à toutes les tentatives d'entente. Loin d'en être indigné, Guillaume l'a trouvée parfaitement « compréhensible[4] »; et à Berlin, le coup de téléphone de Lerchenfeld l'atteste, on considérait la proposition Grey comme vouée à l'insuccès, « elle n'arrêterait pas le cours des événements ». La conversation de Szapary avec Sazonov le soir du 31 juillet[5] est de la part de l'Autriche-Hongrie une feinte, de celle

1. *Livre orange*, p. 60, 67, 71. *Livre bleu*, p. 120, 132.
2. *Livre bleu*, p. 133, 139.
3. Voir plus haut p. 227 et 267.
4. *Documents autrichiens*, III, 57.
5. *Documents autrichiens*, III, 75, 97.

de la Russie une démarche pacifique sincère, instante, presque suppliante. Au même moment Chebeko, l'ambassadeur russe à Vienne, fait auprès de Berchtold le pendant de cette démarche; mais Berchtold, dans son rapport journalier, qui a été communiqué textuellement à Berlin, se vante de n'avoir point répondu à la suggestion de Chebeko, et d'avoir donné à l'entretien le tour d'une conversation amicale privée[1]. M. Fischer ne peut pas ignorer, n'ignore pas ces textes. Alors?

Alors — voyez sa théorie du droit au faux. Un homme d'Etat, a-t-il dit à Munich, a le droit, « pour raisons de sûreté nationale et de politique nationale », d'apporter des modifications à des documents « qui autrement pourraient jeter le trouble dans l'esprit du public allemand en ce qui concerne les intentions du gouvernement allemand ou fournir des arguments à l'ennemi. — Les suppressions » ajoute-t-il, « doivent rester dans les limites de la vérité », donc n'altérer ni « le contenu essentiel de la pièce » ni « la réalité objective des faits ». En vertu de cette doctrine, il condamne sévèrement Eisner : mais il ne dit pas que la doctrine elle-même n'est que la défense préventive des innombrables faux de Bethmann, de ses gens et de ses successeurs.

Sur les 879 documents que nous connaissons aujourd'hui par le recueil de 1919, Bethmann en a, dans son premier *Livre blanc*, publié une trentaine, et dans le second dix de plus. Ceux qu'il a dissimulés sont les plus importants. Du peu qu'il a publié, plus de la moitié est tronquée ou falsifiée. C'est qu'à donner au peuple allemand le moyen de savoir la vérité il aurait risqué de le « troubler ».

Mais ce n'est pas la publication seule qui a été « travaillée », ce sont les originaux eux-mêmes ou, plus exactement les copies soi-disant conformes qu'on en faisait. Ces adaptations étaient la spécialité de M. de Jagow. Dans les copies envoyées à Rome, ou à Paris ou à Londres, il supprimait ce qu'il ne voulait pas qu'on sût dans la capitale en question; dans celles qu'on faisait pour l'empereur, il laissait de côté ce

1. *Documents autrichiens*, III, 99.

qu'il savait être en contradiction avec les vues et les intentions du souverain. On a ainsi souvent trois ou quatre versions d'un même rapport, chacune trompant l'un des destinataires, et il se peut que par cette méthode, on ait obtenu de Guillaume des décisions que plus exactement informé il n'eût peut-être pas prises. L'exemple typique est celui du rapport de Lichnowsky du 26 juillet[1], que Bethmann en personne présenta à l'empereur dès son retour le 27. Il en avait supprimé le passage essentiel, l'avertissement prophétique de l'ambassadeur, et ainsi il put noter en marge « présenté à S. M., qui désapprouve le point de vue de Lichnowsky. » Etait-il donc nécessaire aussi, dans l'intérêt de la « sécurité nationale », de ne pas « troubler » l'empereur?

Toutes ces manœuvres ne prouvent pas la culpabilité des dirigeants allemands de 1914 : nous ne suivons pas les « innocentistes » dans leur sophisme, et nous n'avons pas besoin de le faire, car nous avons démontré cette culpabilité directement et positivement de mille manières. Mais elles prouvent leur mauvaise conscience, et qu'ils se savaient coupables. Les « innocentistes » déclarent : « Eisner, en novembre 1914, a fait des faux; donc Guillaume, Bethmann et Moltke n'ont pas été dans l'été de 1914 les auteurs de la guerre ». Toute leur campagne se fonde sur ce non-sens logique : qu'en peut-il alors subsister? Mais si l'on prouve que les gouvernements allemands de la guerre ont, du début, systématiquement commis une masse innombrable de faux pour cacher la vérité au peuple allemand, n'y doit-on pas voir l'aveu par eux-mêmes de leur culpabilité?

XV.

Un mot au général comte de Montgelas.

De toutes les dépositions faites devant le tribunal de Munich, celle du général de Montgelas a soulevé le plus d'enthousiasme dans la presse « innocentiste ». Elle ne contenait rien pourtant qu'on n'eût déjà trouvé sous la plume du général

1. *Documents allemands*, nº 236.

seconde manière, d'après la révolution allemande : énumération des occasions antérieures — Fachoda, Transvaal, conflit russo-japonais — où l'Allemagne n'a pas déchaîné la guerre (tel un assassin qui plaiderait pour se défendre : « J'ai eu plusieurs occasions antérieures de commettre mon crime, et je n'ai pas voulu en profiter ! ») éloge de l'action pacifique — par menace et chantage — de l'Allemagne dans les conflits balkaniques. Il n'a pas dit qu'alors l'Allemagne n'était ni complètement résolue ni prête à la guerre, que l'empereur n'avait pas encore été gagné à cette idée, qu'ainsi un Bülow, un Bethmann, pouvait résister avec succès aux militaires. Mais en 1914 l'armée était prête, et l'empereur décidé.

M. de Montgelas a une méthode à lui, qui est de noyer l'essentiel sous mille détails sans intérêt, de rectifier longuement une date qui n'importe guère, la version admise d'un fait secondaire, pour glisser ensuite sur ce qui l'embarrasse. Il veut qu'à Miramare et à Konopischt les entretiens de Guillaume et de François-Ferdinand aient été tout pacifiques (quel besoin alors, d'avoir à Konopischt le grand amiral Tirpitz?). Si c'est en juillet 1913, comme il le prétend, et non pas seulement en août, comme on l'admet d'ordinaire, que l'Autriche-Hongrie a découvert à l'Italie, son intention d'attaquer la Serbie, cela change-t-il quelque chose au fait que cette démarche a révélé l'existence à Vienne de la volonté de déchaîner cette guerre locale qu'on prévoyait assurément devoir tourner en guerre européenne? Que les pourparlers de juillet 1914 avec l'Italie s'expliquent simplement par l'obligation de satisfaire aux stipulations de l'article 7 du traité de la Triple-Alliance[1], qui le croira, quand un télégramme de Berchtold du 28 juillet[2] relate les démarches de Tschirschky, agissant « sur l'ordre personnel de S. M. l'empereur Guillaume », pour prier « au nom du ciel, vu la gravité de la situation et les dangers menaçants », l'Autriche-Hongrie

1. Sur les compensations dues à l'Italie en cas de modifications politiques dans les Balkans au profit de l'Autriche-Hongrie.
2. *Documents autrichiens*, II, 87.

de s'entendre avec l'Italie? Dans « la lutte avec la Russie, qui pourrait sortir de l'affaire serbe...., toute l'action militaire de l'allié allemand serait mise en question si l'Italie ne reconnaissait pas le *casus fœderis* ». Et Berchtold, donnant ces renseignements à son ambassadeur à Rome, y ajoute ce commentaire : « Il s'agit aujourd'hui d'une grosse partie, dont les difficultés en soi sont grandes, et qui ne peut être jouée que si les puissances de la Triple-Alliance tiennent ferme ensemble ». Osera-t-on prétendre que l'offre du Trentin, que Berlin a suggérée avec toute sorte de précautions, longtemps avant la remise de l'ultimatum, fût la compensation d'occupations autrichiennes en Serbie qui pouvaient même n'être que provisoires? Un pareil sacrifice ne saurait être le prix que d'un service équivalent: et que pouvait être celui-ci, sinon la participation de l'Italie à la guerre aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie?

Quand un fait embarrasse M. de Montgelas, il l'ignore volontairement, ou il recourt à une diversion. La bombe de Nuremberg? mais, puisqu'elle est le dernier motif invoqué par la déclaration de guerre allemande, c'est qu'elle n'y joue que le dernier rôle. — Cependant Berlin savait, vingt-quatre heures avant de se servir de l'incident, qu'il n'avait pas eu lieu[1]? — Sur cela, M. de Montgelas et ses confrères en expertise de Munich préfèrent se taire. Un rapport officiel autrichien du 13 juillet[2] déclare-t-il que le gouvernement serbe n'a en rien été mêlé à l'attentat de Sarajevo? Le général amène aussitôt l'histoire d'un fonctionnaire tchèque, qui sans doute a livré ce rapport à la délégation américaine à Versailles. Mais cela n'a rien à faire avec le contenu du rapport? Certes, —mais qu'importe? C'est la diversion stratégique. Bethmann a-t-il reconnu lui-même que la Russie ne voulait pas la guerre? C'est qu'il n'avait pas prêté assez d'attention aux renseignements de l'état-major, qu'il ignorait la convention militaire franco-russe de 1892, et l'ordre

1. *Documents allemands*, n° 758.
2. *Documents autrichiens*, I, 17.

du tsar portant que la mobilisation signifiait la guerre immédiate contre les puissances centrales En vain objectera-t-on que la convention ne contient rien de ce qu'on prétend lui faire dire, que l'ordre du tsar — je l'ai démontré dans ma brochure sur le procès Suchomlinov, et un collègue de M. de Montgelas à la commission d'enquête, le professeur Hoeniger, l'a déclaré — était un simple ordre de manœuvres, qu'à la déclaration de guerre il n'existait dans l'armée russe que cette prescription : la mobilisation doit être strictement distinguée de l'ouverture des hostilités. M. de Montgelas a beau savoir tout cela, puisque c'est lui qui, en partie, a fourni les documents relatifs à la question pour le *Livre blanc* de 1921 ; cela ne l'empêche pas de reprendre son antienne, et soixante millions d'Allemands de l'admirer, bouche bée, comme le sauveur de l'Allemagne.

Il a la spécialité des révélations tirées des documents militaires, qui n'ont pas pu, « faute de temps », trouver place dans le recueil des *Documents allemands*. Faute de temps, quand on a trouvé celui de publier des volumes sur les origines lointaines de la guerre dans la période de 1871 à 1914 ! Mais M. de Montgelas et ses collègues ont à leur disposition ces documents militaires, et toute une organisation créée pour leur permettre d'en tirer parti, les « archives de l'Empire », dont le nombreux personnel se compose en grande partie d'anciens officiers, et qui fournissent de matériaux les Ligues et Associations fondées pour lutter contre le « mensonge de la culpabilité ». A Munich, M. de Montgelas a de nouveau sorti diverses « découvertes » faites dans ces archives : elles sont peu importantes par elles-mêmes ; mais surtout, on ne pourra les discuter que lorsque tous les documents militaires auront été publiés et soumis à l'examen critique. Encore est-il à craindre que, dans les quatre années écoulées depuis la révolution, on n'ait, au ministère de la guerre et à l'état-major, activement travaillé à la manière de M. de Lössl.

Le second tome du *Livre noir* contiendra, paraît-il, un télégramme de l'attaché militaire russe à Paris (31 juillet au soir) rapportant que le ministre de la guerre français, « d'un ton

solennel et cordial », l'a assuré de la ferme résolution de la France de faire la guerre, et a exprimé l'espoir que la Russie, laissant de côté l'Autriche-Hongrie, tournerait toutes ses forces contre l'Allemagne. Admirons d'abord l'harmonie qui règne entre Moscou et les Théodore Wolff ou les Montgelas : ces adversaires de l'Allemagne impérialiste durant la guerre, subitement convertis en novembre 1918, surtout par opportunisme mal entendu, connaissent, avant qu'elles ne soient publiées, les révélations qui vont venir des archives russes. Faisons ensuite toutes réserves sur l'exactitude du document : elles apparaissent justifiées quand on compare, par exemple, la version que les « innocentistes » allemands ont donnée d'un rapport Izvolski du 5 décembre 1912 et la figure vraie qu'il a dans le *Livre noir*[1]. Mais supposons même le texte exact Ce qui importe — et ce que M. de Montgelas, naturellement, s'est bien gardé de faire à Munich —, c'est de préciser dans quelles circonstances ces mots ont été prononcés. Le 31 juillet au soir, le gouvernement français est déjà en possession de l'ultimatum allemand, au courant de celui qui a été adressé à la Russie ; l'Allemagne a proclamé l'état de danger de guerre, la Russie et l'Autriche-Hongrie ont mobilisé. M. de Schoen, à 7 heures du soir, a prévenu M. Viviani qu'en Allemagne danger de guerre signifie mobilisation, et mobilisation guerre[2]. L'Allemagne vient donc de rendre la guerre inévitable, et l'on ferait à la France un crime d'avoir affirmé à son alliée qu'elle serait fidèle et de lui avoir donné des conseils stratégiques! Mais Guillaume, le même 31 juillet, à 4 heures 40, trois heures avant la remise de l'ultimatum à Paris n'a-t-il donc pas télégraphié à François-Joseph qu'il est résolu, « pour faire son devoir d'allié, à ouvrir immédiatement la guerre contre la France et la Russie », et qu'il conseille à l'Autriche de ne pas se disperser dans une offensive contre la Serbie, mais de tourner le principal de ses forces contre la Russie[3]?

1. Une certaine communication de Pétersbourg, dit Izvolski, « a étonné beaucoup Poincaré et tous les ministres français ». De cet « étonné », les innocentistes ont fait « plongé dans le plus profond désarroi » ; on devine quelles conclusions ils ont tirées de cette « erreur de traduction ». Elle n'est pas la seule.
2. *Documents allemands*, n° 491, 528.
3. *Documents allemands*, n° 503.

Que concluent de ce télégramme les Montgelas et consorts, qu'en disent-ils? Il les gêne : donc ils le passent sous silence, ils l'escamotent.

Le comble de la « méthode Montgelas » est l'affirmation qu'après la réponse serbe à l'ultimatum Berlin a cessé de tenir la guerre contre la Serbie pour nécessaire, et fait pression sur Vienne pour des négociations directes entre le Ballplatz et Pétersbourg. « L'affaire paraissait marcher, quand la mobilisation générale russe mit la pierre en mouvement, sans que Berlin en fût pour rien la cause. » Autant de mots, autant de mensonges[1]. Oui, Guillaume, en apprenant la « capitulation serbe », a jugé que l'Autriche-Hongrie n'avait plus aucune raison de faire la guerre, même de mobiliser et de rappeler son ministre. Mais d'agir en conséquence, ni lui ni son chancelier, ni son chef d'état-major n'a eu l'idée. Le 28, le même jour où Berlin a connaissance de la réponse serbe, Bethmann rejette la proposition de conférence de sir Edward Grey. Le soir il envoie à Vienne son télégramme « pacifiste[2] », si timide, si entortillé, si visiblement fait pour l'alibi et pour la galerie, que Berchtold, encouragé dès la veille par Jagow, ne peut pas ne pas se dire que Berlin veut qu'il marche. Le 29 à midi, c'est la déclaration de guerre à la Serbie, qu'il dépendait de Guillaume d'empêcher, s'il l'avait voulu. Et le jeu, la comédie continue le 29 et le 30. Dans tout cela, la mobilisation générale russe n'est pour rien, puisqu'on ne l'a connue officiellement à Vienne que le matin du 1er août. C'est le 30 juillet, deux jours plus tôt, que disparaît toute chance d'arrangement, que « tombent les dés », comme l'écrit Lerchenfeld à Munich le 31, que « la guerre universelle ne peut plus être empêchée. » La faute en est, selon Lerchenfeld, à la mobilisation russe partielle, et, selon Montgelas, à la mobilisation russe générale. M. de Montgelas, au procès de Munich, a porté aux nues le génie diplomatique du comte Lerchenfeld. Ces messieurs voudraient-ils mettre d'accord leurs affirmations opposées, et le général se mettre d'accord avec lui-même?

1. *Documents allemands*, n° 270, 271.
2. *Documents allemands*, n° 323, voir plus haut, p. 241.

En 1918, il a eu l'obligeance de rédiger des observations complémentaires à mes livres. J'en ai les manuscrits en main, et j'espère les publier. Sur la mobilisation russe, je lis ceci :

« Le motif principal (de la mobilisation générale russe) est sans doute le renouvellement de la menace allemande le 29 au soir, et le rejet de la première formule Sazonov le 30 au matin. Il est aussi difficile d'interrompre une mobilisation partielle qu'une mobilisation générale... On ne peut donc, en temps de crise politique, exiger d'un Etat quelconque qu'en rapportant des mesures de mobilisation prises il se mette en état d'infériorité militaire ».

La sommation allemande à la Russie d'arrêter sa mobilisation a donc été la « cause venue de Berlin ». A M. de Montgelas de résoudre cette contradiction entre ses thèses de 1918 et de 1922.

Et ce n'est pas la seule. Il s'est récemment attaché à l'histoire des conférences de la Haye, et compte démontrer prochainement qu'ici encore l'Allemagne a été victime d'une calomnie de ses ennemis. Ennemis? Ennemi, M de Brockdorff-Rantzau, dont le premier discours reproduit dans le *Livre blanc* de 1919 (7 mai 1919) incrimine les fautes commises par l'Allemagne aux conférences de la Haye? Ennemis, les quatre « indépendants », qui « auraient souhaité de la part de l'Allemagne une autre attitude aux conférences de la Haye ». Et ennemi, M. de Montgelas lui-même, dans les observations complémentaires de qui je lis ces phrases : « Les conférences de La Haye, c'est là sans doute la faute principale de l'Allemagne. On a honte de lire toujours que dès ce moment l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie étaient déjà coalisées contre tous les efforts faits pour assurer la paix sur la base de la liberté et de la démocratie »? Ses études lui ont-elles révélé des faits si nouveaux? Mais voici un témoignage de M. de Schœn, qui ne peut pas lui avoir échappé[1]. En 1907, le tsar, en vue de la seconde conférence de la paix, avait jugé préférable de laisser le cabinet anglais de sir Henry Campbell-Bannerman prendre l'initiative de la proposition de désarme-

1. Schœn, *Erlebtes*, p. 32.

ment. M. de Bülow chargea son ambassadeur à Pétersbourg de suggérer une entente des Trois Empereurs contre cette proposition. M. Izvolski, qui connaissait les désirs de son maître refusa. Sur l'ordre de M. de Bülow, l'ambassadeur allemand s'adressa alors directement au tsar, faisant « instamment appel à son amitié et à la solidarité monarchique. » Le mécontentement qu'Izvolski, tout naturellement, éprouva de ce singulier procédé eut pour effet de le décider encore plus nettement à une entente avec l'Angleterre, tandis que l'Allemagne portait aux yeux du monde l'odieux d'avoir étouffé les faibles espoirs pacifistes. Ainsi les deux pressions de l'Allemagne sur la Russie (1908-9, 1912-13), auxquelles on attribuait jusqu'ici le refroidissement des relations entre les deux puissances, ont eu un précédent. Trois fois le tsar a cédé à la violence allemande : la quatrième, alors qu'on essayait d'humilier la Russie plus profondément encore, peut-on s'étonner ou s'indigner qu'il ait refusé de plier?

Ce n'est pas la découverte de faits nouveaux qui peut expliquer le changement d'attitude de M. de Montgelas entre 1918 et 1919, puisque tous les faits et documents révélés depuis la Révolution n'ont fait qu'aggraver les charges relevées contre l'Allemagne impériale. Il faut donc que ce soit un opportunisme mal compris, qui croit servir sa patrie en masquant la vérité, alors qu'au contraire il lui porte ainsi un immense dommage matériel et moral. L'étendue de ce changement surprenant apparaît à quelques citations, prises parmi bien d'autres dans les « observations complémentaires » de M. de Montgelas.

« On ne peut donc démontrer, au début de la guerre, que l'existence dans les milieux dirigeants allemands du désir de s'approprier des possessions coloniales françaises. Y a-t-il eu d'autres plans secrets? on ne peut pas le prouver, donc pas l'affirmer du point de vue de la stricte recherche scientifique... On peut prouver, par contre, que, par l'effet des succès militaires, le gouvernement de l'Empire se laissa de plus en plus entraîner à l'annexionnisme, jusqu'à commettre en 1918, aux soi-disant traités de paix de Brest-Litovsk et de Bucarest, les actes de violence les plus inouïs que l'histoire ait eu à enregistrer depuis des siècles ».

« L'idée allemande qui impliquait la guerre, l'idée que la mobilisation signifiait la guerre... fut exprimée dès le 26 juillet, et existait certainement depuis le moment où Berlin et Vienne convinrent de la conduite à suivre envers la Serbie. En Allemagne, par contre, hors des milieux dirigeants, l'opinion était différente, et l'on considérait comme en Russie, en France et en Autriche-Hongrie, que la mobilisation ne signifiait pas à elle seule nécessairement la guerre ».

« Par suite de l'immensité du territoire et de la faible densité du réseau ferré, une mobilisation russe ne représentait pas une menace aussi immédiate qu'une mobilisation allemande, française ou anglaise »

« Je formulerais autrement, en conclusion, « Le triple crime de l'Allemagne ». Il consiste à avoir :

1° avant la guerre, cherché la garantie de la paix dans l'emploi d'un moyen périmé et inefficace, l'augmentation continuelle des armements,

2° provoqué sciemment la guerre comme guerre préventive,

3° poursuivi des buts de guerre que ne pouvait accepter aucun adversaire doué du moindre sentiment de l'honneur ».

« Il faut se reporter dans les textes mêmes aux preuves abondantes des tendances impérialistes de l'Allemagne (pour la période d'avant-guerre, Nippold, *Der deutsche Chauvinismus*; pour le temps de guerre, Grumbach, *Das annexionistische Deutschland*) ».

« La guerre préventive, décidée le 5 juillet 1914, est devenue dès septembre 1914 une guerre de conquête ».

« A mon avis, qui se fonde entre autres sur des observations personnelles, on ne peut pas avant l'année 1912 apporter de preuves nettes, capables de justifier une condamnation, que l'Allemagne ait fait une politique de guerre. C'est après les deux guerres balkaniques que semble avoir été prise en haut lieu la décision de la guerre préventive. Indices : la loi militaire de 1913, et le ton des fêtes du centenaire la même année. Preuves incontestables : l'intention d'attaquer la Serbie dans l'été de 1913 (révélation Giolitti) et la rencontre, conversation ou accord du 5 juillet 1914 (mémoire Lichnowsky, lettre et journal Muehlon) ».

« Le 31 juillet, l'Autriche-Hongrie et la Russie ne s'étaient pas entièrement mises d'accord (Chebeko aussi eut une conversation avec Berchtold ce jour-là, *Livre orange*,66), mais elles causaient de nouveau : C'est alors qu'éclatèrent les deux ultimatums allemands à Pétersbourg et à Paris ».

« On doit approuver sans réserve, et les idées[1] sur le militarisme, la nécessité d'une société des nations, la condamnation de vues de conquête impérialiste, et le jugement sévère porté sur la scandaleuse

1. De l'auteur de *J'accuse*.

conduite tenue en Belgique et en Pologne comme sur les phrases hypocrites où l'on proclame la libération de peuples étrangers, qui ne veulent pas du tout être libérés. Le cas des socialistes majoritaires est très justement expliqué : c'est pour avoir cru nécessaire de maintenir le mensonge de la guerre défensive qu'ils ont de plus en plus glissé sur la pente des annexions déguisées, et approuvé toutes les violences commises contre d'autres peuples ».

« En conclusion[1] est posée une question nouvelle, celle de la prolongation de la guerre, qu'à bon droit l'on impute à l'injustice des buts de guerre et des conditions de paix de l'Allemagne ».

« La guerre n'a sûrement pas été défensive; elle n'a pas non plus été d'emblée une guerre de conquête impérialiste: elle a été préventive ».

Le parallèle de ces déclarations avec la déposition ou le réquisitoire, de M. de Montgelas à Munich est instructif, et on reconnaîtra qu'il ne manque pas de piquant.

XVI

La logique de Munich.

A la fin de cette déposition-réquisitoire, l'avocat du plaignant demanda à M. de Montgelas quelle avait été, selon lui, l'influence des prétendus faux d'Eisner sur le traité de Versailles. L'« expert » répondit que, faute de savoir lire les pensées, il ne pouvait pas dire si, au cas où les documents bavarois auraient été publiés intégralement, le traité aurait contenu ce qu'il contient effectivement, mais que sûrement « la lutte contre le mensonge de la culpabilité aurait été rendue infiniment plus facile, si l'on avait eu le document complet[2]. Cette dernière assertion a été celle de tous les experts, et elle a passé dans les motifs du jugement.

Etrange logique ! Tout au contraire, la campagne « innocentiste » devenait extrêmement difficile, et même impossible, si Eisner n'avait pas rendu à Messieurs les « innocentistes », le service de supprimer du texte quelques phrases sans importance et de souligner quelques mots. Ces « faux » sont en effet la seule base du procès en révision que l'on engage contre le

1. *Das Verbrechen*, III, p. 143.
2. Le rapport Schœn.

verdict par lequel a été proclamée la culpabilité de l'Allemagne. Il sont le seul « fait nouveau » qu'on ait invoqué à Munich, et, en vérité, il n'y en a aucun autre. S'il avait été juste et logique, le jugement ne devait pas dire : « Ce faux est un obstacle à la lutte contre l'affirmation de la culpabilité exclusive de l'Allemagne », mais au contraire : « Ce faux est l'un de nos meilleurs moyens dans cette lutte ».

Au reste tout cela est digression ou diversion. La question est et ne peut être que celle ci : « Si l'on avait connu à Versailles le texte exact des documents Eisner, le traité aurait-il été fait autrement qu'il ne l'a été ? » Comme M. de Montgelas, et avec plusieurs autres experts, n'ont pas osé y répondre par l'affirmative, c'est qu'ils reconnaissent que le verdict de la culpabilité de Versailles est fondé sur tant d'autres raisons, et si solides, que l'élimination même des quatre documents argués de faux ne peut pas l'ébranler. Retenons cet aveu tacite : il est l'un des résultats les plus précieux du procès monté à si grand fracas à Munich contre le traité de Versailles ; mais ce n'est pas les adversaires du traité qui ont lieu de s'en féliciter.

XVII

Danger pour l'Allemagne de la campagne « innocentiste» contre le traité de Versailles.

L'issue du procès a été saluée dans toute l'Allemagne — sauf par les socialistes – des mêmes fanfares de triomphe que naguère le procès Suchomlinov ou les « documents belges » ; rapprochement qui devrait inciter les « innocentistes » à une prudence, dont ils sont malheureusement bien loin. De Helfferich à Dernburg, tous les partis bourgeois se sont coalisés pour faire du jugement de Munich un bélier destiné à jeter bas le traité de Versailles et les réparations ; toute la presse bourgeoise, tous les parlementaires bourgeois, des na-

tionaux aux soi-disant démocrates, en passant par les gens de Stinnes et le centre, ont exhorté le gouvernement à l'attaque contre le traité. Pour les monarchistes, c'est le moyen de se débarrasser du même coup de la République, de réhabiliter Guillaume, son fils et leurs séides, de faire faire à l'Allemagne amende honorable pour le 9 novembre 1918, de renouer le fil brisé ce jour là, de restaurer la glorieuse domination des Hohenzollern. L'étonnant est que M. Wirth et ses partisans ne s'aperçoivent pas qu'à s'associer à cette campagne ils servent le dessein des monarchistes.

Le 30 mai, les nationaux, les populistes et les démocrates ont adressé un ultimatum au gouvernement pour le sommer de remettre en discussion entre les nations la question de la culpabilité, et de provoquer ainsi un nouveau règlement du problème des réparations. M. Dernburg, ancien ministre de l'empereur et de la République, qui parlait au nom des démocrates, a proclamé : « Tant que la question de la culpabilité ne sera pas résolue dans notre sens, il n'y aura pas de paix durable ». Sur l'interpellation de la droite et des partis moyens, M. de Lerchenfeld, à Munich, s'est déclaré prêt à demander au gouvernement de l'empire de prendre « une attitude active dans la question de la culpabilité » et d'« exploiter aussi efficacement que possible à l'étranger les résultats du procès ». Le gouvernement de M. Wirth a pris son temps pour répondre à cette invitation, mais la toute récente manifestation du chancelier annonce bien, semble-t-il, l'ouverture de la campagne « innocentiste » active et officielle.— L'agitation pangermaniste, à ses débuts, fut accueillie avec une indulgence dédaigneuse. Retombera-t-on dans la même erreur?

Mais quelle folie, pour l'Allemagne d'aujourd'hui, de venir crier à ses vainqueurs, à qui elle est livrée à merci, dont elle implore chaque jour, chaque heure, l'indulgence et la grâce : « Ce n'est pas nous qui sommes coupables de la guerre; c'est vous ! » Quelle folie pour un Delbrück de contester, dans sa polémique avec M. Aulard, l'obligation de réparation de l'Allemagne, parce que celle-ci est tout au plus coupable d'avoir fait durer la guerre, mais ses adversaires de l'avoir

fait éclater ! A-t-on déjà vu un débiteur apostropher ainsi son créancier : « Ce n'est pas moi qui suis ton débiteur, c'est toi qui es le mien ; mais, je t'en prie, aie la bonté de m'accorder des délais, car je ne puis pas payer tout de suite » ? Comment peut-on demander à un créancier d'être indulgent et conciliant, quand, de la même haleine, on le nomme criminel, bandit, usurier obstiné à faire rentrer de force une créance injuste ?

Encore la comparaison est-elle ici trop favorable à l'Allemagne ; car elle ne tient pas compte de l'aspect moral du conflit, des « impondérables », de la scandaleuse violation de la neutralité belge, des dévastations systématiques et inouïes dont le monde a été, durant quatre années, le témoin épouvanté et indigné. C'est là le fondement moral des réparations, qui, aux yeux de l'univers, resterait inattaquable même si des finasseries procédurières parvenaient à en ébranler la base juridique.

Accomplir ce devoir moral, ce devrait être la seule règle de conduite pour les hommes qui mènent l'Allemagne. Mais les classes dirigeantes de cette malheureuse nation ont été si profondément contaminées par une longue habitude des méthodes de violences de Bismarck et de ses épigones, si infectées jusqu'aux moelles par les quatre années du mensonge de la « guerre défensive », qu'elle semblent incurablement empoisonnées. Le virus ne frappe pas seulement les chefs de l'Allemagne de cécité morale, il les rend aussi inaccessibles à la voix de la raison pratique. Car l'article 234 du traité de Versailles donne à l'Allemagne le moyen d'obtenir un ajustement des réparations, si elles dépassent ses ressources et ses capacités. C'est en partant de cette disposition, et d'elle uniquement, que pourront être adoucies des charges qui n'écrasent pas l'Allemagne seule, mais aussi ses vainqueurs. L'autre voie, celle qui s'en prend à la base juridique des réparations, ne peut conduire l'Allemagne qu'aux abîmes.

Richard GRELLING.
(Auteur de *J'accuse*).

AUGUST STRINDBERG

August Strindberg est le plus grand écrivain de langue suédoise. Depuis cinquante ans son influence n'a cessé de grandir. Néanmoins, Strindberg reste en France un grand inconnu, au moins pour le public. Cela est d'autant plus triste que plus que tout autre illustre Scandinave il avait chéri la France. Paris l'a vu dans ses murs, non pour de courtes visites d'un jour, mais pendant de longues années et à maintes reprises. Il y avait acquis de nombreux amis qui surent apprécier sa personnalité géniale, tout en ignorant son œuvre.

L'année dernière, le théâtre de l'Œuvre donna, sous le titre barbare de : *Danse des morts*, sa *Danse macabre*. Puis M. Lucien Maury a publié dans son excellente *Bibliothèque scandinave* la traduction du premier volume de l'autobiographie de Strindberg : le *Fils de la Servante*[1]. Pourtant, ce livre âpre et passionné a passé pour ainsi dire inaperçu...

Des relations personnelles comme celles que Strindberg a eues en France, nouées au gré du hasard des rencontres, si fécondes soient-elles, ne forment pas une école, encore moins un public. L'œuvre du grand Suédois est donc restée sans écho chez nous. Elle n'a pas même eu à se réjouir des quelques engouements passagers qui nous ont un peu familiarisés avec les noms d'Ibsen et de Björnson.

Et pourtant Strindberg, qui fut peut-être le plus grand révolutionnaire des temps modernes, aurait dû nous séduire par son indomptable bon sens, sa soif inaltérable de justice et d'égalité, son esprit novateur et subversif s'il en fut. Tout

1. Chez Leroux, éditeur.

comme Victor Hugo, on peut dire qu'il reflète son siècle en sa personne et en son œuvre, mais, à l'encontre du poète français, cela n'a jamais été pour suivre à quelques années près les tendances maîtresses de son temps, bien au contraire. Chaque fois qu'une vogue, qu'un engouement s'emparait de ses contemporains, il ne manquait pas de s'insurger contre la mode du jour, et sa révolte puissante ne craignait pas de se laisser aller aux pires déchaînements. Ce n'est pas sans raison qu'on l'a comparé à ces torrents scandinaves roulant lors du dégel leurs glaces amoncelées et qui brisent tout sur leur passage.

Issu de la mésalliance d'un déclassé et d'une fille du peuple, doué d'une intelligence prodigieuse, d'une volonté d'acier, Strindberg eut à souffrir comme personne des préjugés sociaux, des privilèges de castes si puissants dans la Suède d'alors, restée en grande partie féodale. Mais la roche la plus dure est coupée à ras là où la débâcle des glaces a passé. Strindberg n'a pas peu contribué à détruire l'ancienne Suède pour faire place à cette nation nouvelle dont nous admirons aujourd'hui la civilisation avancée. Gagnant son pain à la sueur de son front, il parvint à faire quelques années d'études à l'Université d'Upsal. Il y étudia dans presque toutes les Facultés, pour s'adonner surtout à la médecine. Revenu à Stockholm, il dut faire des remplacements dans des écoles primaires, puis suivit les cours de diction du théâtre royal. Bientôt il se fit journaliste, écrivain, et ne tarda pas à se consacrer entièrement à sa vocation littéraire.

En dépit de quelques succès passagers, le reste de sa longue carrière ne fut qu'une lutte perpétuelle, aussi pénible que celle du début. Aux moments d'exaltation succédaient sans cesse des périodes de crises aiguës marquées de paroxysmes terribles, qui ont laissé dans son œuvre des traces ineffaçables. *La confession d'un fou*, *l'Enfer* font encore aujourd'hui entrevoir le chaos qui, à certains instants de folie et d'hallucination, bouleverse cette tête si vaste et d'ordinaire si lucide. Il est probable que personne, depuis Rousseau, n'a autant souffert de ses propres manies et de ses propres obsessions.

La femme fut son ennemie. Il la retrouve à chaque tournant

de son existence. Chaque fois elle fut l'enchanteresse, à laquelle il dut ses plus belles inspirations, mais chaque fois aussi elle fut la tentatrice, le démon décevant contre lequel il s'insurgea avec une furieuse sauvagerie. Il est regrettable que le public français ignore encore des drames aussi frémissants que *Paternité* et *Mademoiselle Julie*[1], pour ne citer que deux des plus connus.

On conçoit que cette force impétueuse, qui, même lorsqu'elle s'efforçait d'être le plus intérieure, ne manquait jamais de s'échapper en soubresauts d'une violence inouïe, ait éveillé plus d'admiration que de sympathie. Strindberg ne fut jamais un écrivain populaire; il était trop brutal pour transporter les foules, et surtout il n'était ni assez histrion ni assez charlatan pour se les attacher. L'Académie suédoise ne l'admit pas parmi ses membres et le prix Nobel ne lui fut point accordé, alors que l'obscur philosophe allemand Eucken se le voyait attribuer.

Strindberg mourut dans la misère, méconnu de son peuple, qu'il avait cependant tant aimé. La Suède d'aujourd'hui honore son nom et lui reconnaît la première place parmi ses écrivains les plus grands, mais les théâtres de Stockholm ne jouent guère ses pièces et seule une élite lit ses livres. Encore aujourd'hui, son œuvre contient trop de vérités amères, trop d'attaques directes, trop de satires mordantes, pour que la plupart de ses compatriotes puissent le lire sans être choqués.

En Allemagne, par contre, il est devenu l'égal de Tolstoï, d'Ibsen, de Dostoïevski. Ses œuvres y sont traduites presque en entier et son nom figure sur les affiches des théâtres même les plus humbles, dans les villes de province les plus écartées. Londres le fête aussi et surtout les Etats-Unis, où son théâtre est plus apprécié que celui de notre dix-septième siècle.

Son œuvre est trop étendue, elle présente des aspects trop divers pour qu'on puisse la caractériser en quelques lignes. Depuis ses drames révoltés du début, comme *Mäster Olof*, ses romans d'un sauvage réalisme comme *La Chambre Rouge*[2]

1. En suédois *Fadren*.
2. Ce livre a été traduit en français, il y a quelques années sous le titre de : *Bohème suédoise* et est aujourd'hui introuvable.

(Röda Rummet), jusqu'au drame mystique *Sur le chemin de Damas (Till Damaskus)*, il y a toute une évolution humaine et littéraire qui mène des confins du romantisme au seuil de l'expressionisme le plus moderne.

Et combien d'autres œuvres s'intercalent entre ces grands sommets de l'art de Strindberg ! Son autobiographie si chaude de vie, son roman villageois : *Les gens de Hemsö*, ses *Récits de la côte*, ses *Légendes et destinées suédoises*, qui sont autant de chefs-d'œuvre !

La nouvelle intitulée *Maison de poupée* parut en 1884 dans le premier volume d'un recueil de nouvelles qui portaient le titre commun de : *Mariez-vous*. C'est la réponse de Strindberg à la pièce de Henrik Ibsen.

Le succès de cette pièce avait donné comme un aliment nouveau au mouvement féministe depuis longtemps latent dans le Nord et qui venait juste de prendre son premier essor. Partout dans les livres, les journaux, les salons, comme sur le théâtre, on ne jurait que par *Maison de Poupée*. Le bon sens de Strindberg finit par se soulever contre tant d'exagération. La pièce de son émule norvégien lui avait déplu dès le début. Elle lui avait paru tendancieuse, peu vivante, d'un ton trop doctoral, trop « réunion féministe ». Dans son emportement, Strindberg ne s'aperçut pas qu'il se trompait, tout comme le public, et croyait entendre dans la pièce des sons que l'auteur n'y avait jamais mis. Il ne se rendit pas compte que le drame norvégien en question n'était peut-être rien moins que féministe, il ne soupçonna point cette redoutable ironie d'Ibsen, si souvent cachée, tel un invisible venin

Sa riposte fut dure, d'une violence inexorable. Il entreprit de montrer à ses contemporains la réalité du mariage, le véritable aspect des relations entre les sexes. Le mouvement littéraire qui s'était développé dans les années quatre-vingt en Scandinavie et surtout en Norvège avait été hantée par le problème de l'amour. Il y avait apporté des solutions très radicales. Certains auteurs avaient même préconisé ouvertement l'union libre. Les uns comme les autres n'avaient oublié qu'une chose : l'enfant. Strindberg leur rappelle crûment que c'est pourtant

là la fin naturelle du mariage. Par de brutales, mais véridiques descriptions, il montra que les hommes et les femmes ne s'unissaient pas uniquement pour discuter de morale et de philosophie en regardant les étoiles du firmament, mais pour donner naissance à la génération suivante. Il prêcha le mariage humain qu'il opposa au mariage féministe.

Aurélien Sauvageot.

MAISON DE POUPÉE.

Il y avait six ans qu'ils étaient mariés, mais ils étaient encore comme un couple de fiancés. Il était capitaine dans la marine et partait en voyage quelques mois tous les étés. Deux fois il avait fait un voyage au long-cours. Elles étaient d'ailleurs bien utiles, ces petites expéditions. Quand quelque signe de tiédeur avait apparu au cours du repos hivernal, cette petite absence venait rafraîchir leur union. A la première, il écrivit à sa femme de vraies lettres d'amour, et à peine apercevait-il au large un navire qu'il faisait aussitôt signaler qu'il y avait du courrier à lui confier. Lorsqu'enfin il toucha terre, dans l'archipel côtier suédois, il se demanda comment la revoir le plus tôt possible. Mais elle, elle ne se le demanda pas. A Landsort, il reçut un télégramme venu au devant de lui, disant qu'elle irait à sa rencontre à Dalarö. Et, lorsque l'ancre fut jetée devant Jutkolm et qu'il aperçut un petit mouchoir bleu à la véranda de l'auberge, il sut que c'était elle. Cependant il y avait tant à faire à bord que le soir vint avant qu'il pût descendre à terre. Mais lorsqu'il arriva avec la baleinière et que le matelot de corvée vira autour du débarcadère et qu'il la vit sur la jetée toujours aussi jeune, aussi belle, aussi fraîche, alors il lui sembla revivre le début de ses fiançailles. Et lorsqu'ils furent arrivés dans l'auberge, quel petit souper n'avait-elle pas su arranger dans les deux petites chambres qu'elle avait retenues ! Et ils avaient tant de choses à se dire, du voyage, des petits, de l'avenir ! Et le vin pétilla, les baisers crépitèrent, tandis qu'on entendait l'appel qui venait de la rade ; mais cela ne le touchait pas, il n'avait pas à partir avant

une heure du matin. Quoi donc ? Fallait-il qu'il partît ? « Eh, oui, il était obligé de coucher à bord, mais il suffisait d'être là pour le réveil, c'était bien assez ».

— A quelle heure donc le réveil?

— A cinq heures.

— Quoi, si tôt !

« Mais où logera-t-elle donc cette nuit ? »

« Ça, on ne le saura pas ».

Il le devina et voulut voir où elle allait loger. Mais elle se mit devant la porte. Il l'embrassa, la prit dans ses bras comme un enfant et ouvrit la porte.

— Oh ! quel grand lit ! C'est une vraie péniche, où a-t-on donc été le chercher?

Oh ! mon Dieu, comme elle rougissait ! Mais elle avait cru comprendre à sa lettre qu'ils allaient « loger » à l'auberge.

— Eh oui, pour sûr, on y logera, bien qu'il faille être à bord pour cette f... prière du matin, pour ce qu'elle sert d'ailleurs !

— Oh ! en voilà un langage !

— Allons ! nous allons prendre du café, puis faire un petit feu dans l'âtre, car les draps semblent humides ! Et voilà un petit fripon bien intelligent, pour avoir su se procurer un si grand lit. Où l'a-t-on donc déniché?

— On ne l'a pas déniché du tout !

— Non, mais est-ce que je vais le croire? Plutôt, que je le croirais !

— Ce qu'on est bête tout de même !

« On est bête? » Et il la prit par la taille.

— Non, il faut être convenable !

— Convenable, c'est facile à dire !

— Voilà la bonne qui vient apporter du bois !

Quand deux heures sonnèrent et quand les îles et les flots commencèrent à s'embraser dans l'est, ils étaient assis auprès de la fenêtre ouverte. On eût dit qu'il était son amant et elle sa maîtresse. N'en était-il pas ainsi?Et voilà qu'il était obligé de la quitter ! Mais il reviendrait à dix heures pour le déjeuner et ensuite ils iraient faire une partie à voile. Il fit alors le café sur sa lampe portative et ils prirent leur petit-déjeuner au lever du

soleil, au milieu des cris des mouettes. Là-bas, dans la rade, la canonnière était au mouillage, et il apercevait de temps en temps la baïonnette de la sentinelle qui scintillait. Il était pénible de se quitter, mais il faisait si bon de savoir qu'on se retrouverait si tôt après. Il l'embrassa une dernière fois, ceignit son sabre et partit. Lorsqu'il arriva à la jetée et appela : « Hé ! là-bas», elle se cacha derrière les rideaux tout comme si elle avait honte. Mais il lui envoyait des baisers des deux mains jusqu'à ce que les matelots vinssent avec le canot. Un dernier : « Dors bien et rêve de moi ! » et, quand, au milieu de la rade, il se retourna et éleva ses jumelles à ses yeux, il aperçut encore une petite silhouette à la chevelure brune à l'intérieur de la chambre, et le soleil brillait sur la chemise et sur les épaules nues, et elle avait l'air d'une naïade.

Et puis vint le réveil. Les sons du clairon roulèrent longuement entre les îles toutes vertes et s'échappèrent vers l'onde scintillante, puis revinrent derrière les bois de sapins par d'autres chemins. Tout le monde sur le pont récita le « Notre Père ».

Le petit clocher de Dalarö répondit par un faible tintement, car c'était le dimanche matin. D'autres réveils se firent dans la brise matinale et des pavillons battirent au vent, des coups de feu retentirent, de claires toilettes d'été apparurent sur la jetée de la douane, le vapeur avec sa ligne de flottaison rouge arriva d'Utö, les pêcheurs relevèrent leurs filets et l'eau bleue qui frisait sous la brise s'ensoleilla ainsi que les terres verdoyantes.

A dix heures, la baleinière prit la mer et gagna le rivage avec six paires de rames. Et ainsi ils se retrouvèrent. Lorsqu'ils déjeunèrent dans la grande salle du restaurant, les autres clients murmurèrent : « Est-ce bien sa femme? » Il parlait à mi-voix comme un amoureux et elle baissait les yeux et souriait ou bien lui tapait sur les doigts avec sa serviette.

Le bateau était prêt à partir au pied de la jetée et elle dut s'asseoir au gouvernail. Lui s'occupait du foc, mais il ne pouvait pas arracher ses yeux de sa silhouette claire, en toilette d'été, à la poitrine haute et ferme, à la petite mine décidée et

au regard vigoureux, qui se levait contre le vent tandis que la main gantée de chevreau tenait la grande voile. Il ne faisait que bavarder tout le temps et s'embrouillait dans les virages. Il se faisait alors sermonner comme un mousse, et cela l'amusait infiniment.

— Pourquoi n'as-tu pas pris la petite avec toi? lui dit-il pour la taquiner.

— Où penses-tu donc que j'aurais pu la mettre coucher?

— Dans la grande péniche, naturellement !

Elle se mit à rire, et lui trouva trop drôle de la voir rire de cette façon.

— Dis-donc, qu'est-ce que l'hôtelière a dit ce matin? poursuivit-il.

— Qu'avait-elle à dire?

— Est-ce qu'elle a pensé que l'on avait dormi bien tranquillement cette nuit?

— Pourquoi n'aurait-on donc pas dormi tranquillement?

— Oh ! je ne sais pas, mais il y aurait bien pu y avoir des rats qui auraient fait du bruit sur les planches du parquet, ou ç'aurait pu être une vieille lucarne qui aurait grincé. On ne sait jamais ce qui peut inquiéter le doux sommeil d'une vieille fille.

— Si tu ne te tais pas, j'attacherai la voile et je te ferai couler !

Ils atterrirent dans une île et sortirent de quoi dîner d'un petit panier. Ensuite ils tirèrent à la cible avec un revolver. Puis ils placèrent une ligne et firent semblant de pêcher, mais cela ne mordit pas et ils se remirent en route. Ils s'enfuirent dans les criques, où hantaient les eiders, puis dans les chenaux où les brochets s'ébattaient dans les roseaux, puis ils en ressortirent, et lui ne se lassait pas de la regarder, de bavarder avec elle, de l'embrasser quand il pouvait y arriver.

C'est ainsi qu'ils se rencontrèrent à Dalarö six étés durant, et toujours ils restaient aussi jeunes, aussi fous et ils étaient heureux. L'hiver, ils étaient installés à Skeppsholm dans leurs petites cabines. Il armait des navires pour les gosses ou les amusait avec ses récits de Chine et des mers du Sud, et sa femme l'écoutait, forcée de rire de toutes ses folles histoires.

Ils avaient un appartement ravissant, qui ne ressemblait à aucun autre. Il était tout tendu de parasols et d'armures du Japon, de pagodes orientales en miniature, d'arcs et de lances d'Australie, de tambours nègres, de poissons volants desséchés, de cannes à sucre et de pipes à opium. Papa qui commençait à se faire un peu chauve ne se plaisait jamais au dehors. De temps en temps, il jouait au jaquet avec M. l'auditor et de temps en temps, buvait une petite goutte et un grog respectable. Madame prenait part au jeu, au début. Plus tard, lorsqu'ils eurent quatre enfants, elle n'eut plus le temps, mais elle restait volontiers à regarder un instant, et lorsqu'elle s'approchait de la chaise de papa, il la prenait par la taille.

La corvette dut partir pour six mois. Le capitaine était plein d'appréhension. C'est que les enfants poussaient maintenant et que maman avait quelque difficulté à gérer ce département un peu vaste. Le capitaine n'était plus aussi jeune et il n'était plus tout à fait aussi vif qu'autrefois, mais il le fallait, et il partit. A Kronborg il expédia déjà une première lettre ainsi conçue :

Ma petite Louloute aimée !

Vent faible SSE. tournant à l'E. temp. + 10°; 6 verres durant le quart. Je ne peux pas t'écrire ce que je sens à être loin de toi. Quand nous avons levé l'ancre à Kastellholm (à 6 h. 30, par un fort N. E. tournant au N.), on aurait dit qu'on m'avait enfoncé une poutre à travers le thorax ou que l'on m'avait percé les deux oreilles avec un poinçon. On dit que les marins ont le pressentiment des malheurs. Je ne sais pas, mais tant que je n'aurai pas reçu ton premier chiffon de papier, je ne serai pas tranquille. Rien ne m'est arrivé à bord, pour cette simple raison qu'il n'y peut rien arriver. Comment vous portez-vous à la maison? Bob a-t-il déjà ses nouvelles bottines? Comment lui vont-elles? Je suis un mauvais épistolier comme tu sais et je termine ici. Un gros bécot sur cette croix + !

Ton vieux Pall.

P.-S. Tu te chercheras un peu de société, mais peu (féminine, naturellement). Et n'oublie pas de demander à la petite

vieille de Dalarö qu'elle garde sa grande péniche jusqu'à ce que je revienne. (Le vent augmente, nous l'aurons au Nord cette nuit).

Au large de Portsmouth, le capitaine reçut de sa femme la lettre suivante :

Cher vieux Pall.

Ici on se languit après toi, comme tu peux penser. Et ça a été dur, car Alice vient d'avoir une dent. Le docteur a dit que c'était extraordinairement tôt et il paraît que cela veut dire que..... (non, tu ne le sauras pas). Les bottines de Bob lui allaient à merveille et il en est très fier. Tu disais dans ta lettre que je devais rechercher une compagnie féminine. C'est ce que j'ai déjà fait, ou plutôt c'est elle qui est venue me trouver. Elle s'appelle Ottilia Sandegren et a été à l'Ecole normale primaire. Elle est très sérieuse, de telle sorte que Pall n'aura pas besoin d'avoir peur qu'elle égare sa Louloute. Et puis, elle a de la religion. Eh oui, cela ne nous ferait pas de mal d'être un peu plus vigoureux dans notre religion chacun de notre côté. C'est une excellente fille. Je termine pour cette fois, car Ottilia vient me chercher. Elle vient d'arriver et te prie d'accepter le salut d'une inconnue.

Ta Guali qui est à toi.

Le capitaine ne fut pas satisfait de cette lettre-là. Elle était trop courte, et moins enjouée que d'habitude. Ecole normale primaire, religion, sérieux et puis Ottilia, deux fois Otillia et puis ensuite Guali, pourquoi pas Gullan comme autrefois? Hum... Huit jours plus tard, au large de Bordeaux, il reçut une nouvelle lettre accompagnée d'un livre sous bande : « Cher Vilhelm » — Hum, Vilhelm ! ce n'est donc plus Pall maintenant ? — « La vie est une lutte du... » — Quoi, hein, qu'est-ce nous avons à f... avec la vie, nous? — « du commencement à la fin. Calme comme un ruisseau de Chidron... » — Chidron, c'est de la Bible, ça — « ... telle a coulé notre vie. Nous avons passé comme des somnambules sur des précipices sans les voir... » — Ah ! l'Ecole normale, l'Ecole normale ! — « Mais voici que

vient le facteur éthique... » — Ethique, ablatif, hum, hum ! — « et il se fait sentir dans sa plus haute potentialité... » — Potentialité? — « En m'éveillant de ce long sommeil et en me demandant à moi-même si notre union a été ce qu'elle aurait dû être, je suis obligée de reconnaître, à ma confusion et à mon regret, qu'il n'en a pas été ainsi. L'amour est d'origine divine (St. Mathieu, XI, 22 et suiv.). — Le capitaine fut obligé de se lever et de prendre un verre d'eau avec du rhum, avant de poursuivre sa lecture. « Combien le nôtre n'a-t-il pas été terrestre et matériel ! Nos âmes ont-elles vécu dans cette harmonie dont parle Platon (*Phédon*, livre VI, chap. II, §, 9)? Il faut bien répondre que non. Qu'ai-je été pour toi? Ta ménagère — et ô honte — ta maîtresse. Nos âmes se sont-elles comprises? Il nous faut bien répondre que non » — Ah mille millions de diables et d'Ottilias et de toutes ces sacrées écoles normales ! Est-ce qu'elle a été ma bonne? Elle a été ma femme et la mère de mes enfants ! — « Lis ce livre que je t'envoie. Il te donnera réponse à toutes ces questions. Il a exprimé ce qui s'était dissimulé au fond de tous les cœurs de femmes depuis des siècles. Lis-le et dis-moi ensuite si notre mariage a bien été ce qu'il aurait dû être. Ta Guali à toi qui prie à genoux ».

C'était bien là son mauvais pressentiment. Le capitaine était tout à fait hors de lui et il ne pouvait pas arriver à comprendre ce qui avait pris sa femme. C'était encore pis que le piétisme.

Il déchira la bande et lut sur la couverture d'un livre broché : « *Maison de poupée*, par Henrik Ibsen ». Maison de poupée ! Eh bien, et puis après? Son foyer avait été semblable à une gentille maison de poupée et sa petite femme avait été sa petite poupée et il avait été son grand pantin. Ils avaient franchi tout en jouant la chaussée de la vie, au macadam si âpre, et ils avaient été heureux. Que leur manquait-il donc? Quel tort avaient-ils commis? Il allait bien voir, puisque c'était écrit dans ce livre.

En trois heures, il le lut. Mais son entendement en resta coi. Comment cela les concernait-il lui et sa femme? Ne s'étaient-

ils pas aimés? Si ! — Il s'enferma dans sa cabine et relut le livre et il fit des traits rouges et bleus çà et là. Lorsque le matin vint, il se mit à écrire à sa femme :

« Petit ablatif bien intentionné au sujet de la pièce : *Maison de Poupée,* compilé par le vieux Pall à bord du *Vanadis*, dans l'Océan Atlantique, au large de Bordeaux (lat. 45° long. 16°).

§ 1. Elle s'était mariée avec lui parce que lui l'aimait et elle a eu diantrement raison, car si elle avait attendu celui qu'elle aimait, le cas aurait pu se produire qu'il ne l'ait pas aimée, et alors elle aurait été bien obligée de se contenter d'un malotru. Car, que les deux soient follement emballés l'un pour l'autre, cela n'arrive que si rarement !

§ 2. Elle fait un faux. C'est bien bête, mais il ne faut pas qu'elle dise que ce n'était que par amour pour son mari, puisque aussi bien elle ne l'a jamais aimé. Si elle avait dit que c'était pour eux deux et pour les enfants, elle aurait dit vrai. Est-ce assez clair?

§ 3. Le fait qu'après le bal il est épris d'elle prouve seulement qu'il l'aime. Ce n'est pas un défaut à sa charge, mais c'est une faute de le faire voir sur la scène. *Il y a des choses qui se font mais qui ne se disent point*[1], dit un Français, à ce que je crois. Du reste, si l'auteur avait été juste, il aurait présenté également la contre-partie. *La petite chienne veut, mais le grand chien ne veut pas*, dit Ollendorf (cf. la péniche de Dalarö).

§ 4. Quand elle découvre que son mari est un mufle, et c'est en effet ce qu'il est, puisqu'il veut lui pardonner parce que le pot aux roses n'a pas été découvert, quand elle veut alors abandonner ses enfants sous prétexte qu'elle est indigne de les élever, c'est là une coquetterie qui n'est pas très spirituelle. Puisqu'elle est un navet (car on ne peut pas enseigner à l'Ecole normale qu'il est permis de commettre des faux) et que lui est un veau, eh bien ! ils devraient bien aller ensemble désormais. A plus forte raison ne devrait-elle pas abandonner l'éducation de ses enfants à un goujat pareil, et qu'elle méprise.

1. Les passages en italique sont en français dans le texte.

§ 5. Nora a donc encore plus de motifs de rester auprès de ses enfants depuis qu'elle a vu quel animal est son mari.

§ 6. Que son mari ne l'ait pas appréciée à sa véritable valeur auparavant, il n'y pouvait mais, puisque sa vraie valeur, elle ne l'a acquise qu'après le remue-ménage.

§ 7. Nora a été autrefois une fille, c'est ce qu'elle-même ne dénie pas.

§ 8. Toutes garanties existent même pour que désormais les choses se tirent un peu mieux. Il s'est repenti et veut se corriger. Elle aussi. Bon. Tiens, prends ma patte et puis recommençons. Qui se ressemble, s'assemble. C'est un rendu pour un prêté. Tu as été une bête et je me suis conduit comme une brute. Toi, ma petite Nora, tu étais mal élevée, et moi, vieille charogne que je suis, je n'étais pas à meilleure enseigne. Jetons des pommes cuites à la tête de nos éducateurs, mais ne me tape pas sur le crâne. Quoique homme, je suis aussi innocent que toi, peut-être même un peu plus innocent, car moi je me suis marié par amour et toi par intérêt. Soyons amis donc et enseignons ensemble à nos enfants la chère leçon que la vie nous a apprise.

« Est-ce assez clair? All right. — voilà ce que le capitaine Pall a écrit avec ses doigts raides et avec son intelligence lente.

« Et maintenant, ma petite poupée aimée, j'ai donc lu ton livre et dit mon opinion. Mais est-ce que cela nous concerne? Ne nous sommes-nous pas aimés? Ne nous aimons-nous pas encore ? N'avons-nous pas fait l'éducation l'un de l'autre et ne nous sommes-nous pas rabotés les arêtes, car te rappelles-tu? ça n'a pas été tout seul au début. Que sont donc ces bêtises? Envoie-moi faire f... les Ottilia et les Écoles normales. Quel livre idiot m'as-tu donné, c'est comme un chenal mal jalonné où l'on peut chavirer à tout instant. Mais j'ai pris la sonde et j'ai sondé d'après la carte et j'ai trouvé de l'eau trouble. Ma foi, je ne recommencerai pas. Que le malin casse plutôt des noix qui sont noires en dedans quand on les ouvre. Et maintenant je te souhaite paix et bonheur et le retour de ton bon sens. Comment vont mes petits? Tu as oublié la der-

nière fois de m'en parler. C'était sans doute par suite de ta trop grande sollicitude pour les bienheureux mioches de Nora (qui n'existent que dans la pièce). Mon fils pleure-t-il, mon petit polisson joue-t-il, mon rossignol chante-t-il, et ma petite poupée danse-t-elle? Qu'elle le fasse donc toujours, car comme ça le vieux Pall sera content. Et maintenant, Dieu te bénisse et qu'il ne permette pas à des mauvaises pensées de venir se placer entre nous. Je suis si peiné que je ne puis le dire. Et voilà qu'il me faut écrire des articles sur des pièces de théâtre ! Dieu t'ait en sa sainte garde, ainsi que les petits et embrasse-les en plein milieu de la bouche de la part de ton vieux et fidèle Pall ».

Lorsque le capitaine eut expédié cette lettre, il descendit au carré prendre un grog. Il avait le médecin avec lui. « Hé là-bas », lui dit-il, « as-tu senti l'odeur de vieilles culottes noires? Eh, palsembleu! Le diable m'emporte et me hisse en haut du mât de misaine pour m'éventer avec un N. O.-N. venu du fin fond de l'enfer ! » Mais le médecin n'y comprenait goutte. — « Ottilia, Ottilia, je t'en f... ! Elle mériterait sa portion de flobert, celle-là. Faudrait la f... dans la cale et faire tomber la trappe sur elle, et calfater les fentes. Je sais bien moi ce qu'il faut à une vieille pecque. — Mais quoi, qu'est-ce que tu as, vieux Pall? » dit le médecin. — « Platon ! Platon ! Qu'il aille se faire f... Platon. Voilà, quand on est en mer pendant six mois, c'est Platon. On devient Ethique ! Ethique ! Eh ! je parie un clou contre une agrafe que si Ottilia recevait sa nourriture toute chaude, le diable me f..., elle ne parlerait plus de Platon. — Mais de quoi s'agit-il donc? — Oh ! de rien. Ecoute, toi qui es médecin, comment les choses se passent-elles chez les femmes, dis? Hein quoi, n'est-il pas dangereux pour elles de rester longtemps sans être mariées? Ne deviennent-elles pas un peu... loufoques, là, par derrière le cou? Hein? » Le médecin exprima son avis qu'il termina en regrettant que toutes les poules ne puissent être fécondées. Dans la nature, où le coq vivait dans la polygamie, ce qu'il pouvait se permettre dans la plupart des cas, la nourriture se trouvant facilement pour les petits (excepté pour les rapaces), il ne se produisait pas de monstruosités telles

que des poules non mariées. Mais dans la civilisation, c'était une vraie chance que de pouvoir se procurer suffisamment de pain, et c'était là un phénomène ordinaire, d'autant plus qu'il y avait plus de femmes que d'hommes. Il fallait donc être bon à l'égard des vieilles filles, car leur sort était bien à plaindre. — On devrait être bon, c'est facile à dire,mais si elles ne veulent pas être bonnes? Et tout lui échappa, même le fait qu'il venait d'écrire une revue de pièce de théâtre. — Oh ! on écrit tant d'idioties, dit le médecin en replaçant le couvercle sur le carafon de rhum, c'est la science qui décide en dernier lieu des grandes questions. C'est la science !

Lorsque le capitaine, après six mois d'absence et une pénible correspondance avec sa femme, qui avait mal reçu sa critique théâtrale, débarqua finalement à Dalarö, il y fut reçu par sa femme, tous ses enfants, deux bonnes et Ottilia. Sa femme fut tendre, mais pas cordiale. Elle lui tendit le front afin qu'il l'embrassât. Ottilia était longue comme un échalas, et elle s'était coupé les cheveux, de sorte que sa nuque faisait l'effet d'une échalotte. Le souper fut ennuyé et l'on n'y but que du thé. La « péniche » fut bourrée d'enfants et le capitaine n'eut qu'une soupente. Oh quelle différence avec autrefois ! Le vieux Pall avait l'air si vieux, et il était de plus si penaud ! Quel enfer, pensait-il, être marié et ne pas avoir de femme !

Le lendemain, il voulut emmener Madame faire une partie à la voile. Mais Ottilia ne supportait pas la mer.Elle avait été si malade durant le voyage, dans le Baggensfjörd ! Et puis du reste, c'était dimanche. Dimanche? Ah ! nous y voilà ! On sortirait et irait au lieu de cela faire une promenade. On avait en effet tant de choses à se dire. Sans doute, on en avait à se dire. Mais Ottilia ne viendrait pas.

Ils s'en furent bras dessus bras dessous. Mais ils ne parlèrent pas beaucoup, et ce qu'ils se dirent était plutôt des paroles pour cacher des pensées que des pensées exprimées par des paroles. Ils passèrent devant le cimetière des cholériques et prirent le chemin descendant dans le Schweyerdal. Une brise faible s'insinuait parmi les sapins, et, à travers leurs sombres frondaisons, on apercevait la rade toute bleue. Elle s'assit sur une

pierre, lui à ses pieds. Ça va bientôt exploser, pensa-t-il. Et cela explosa.

— As-tu un peu réfléchi sur notre mariage? commença-t-elle.

— Non, dit-il, comme s'il avait eu cette parade toute prête, j'ai simplement senti. Je crois en effet que l'amour est question de sentiment. On fait voile vers la terre, et puis, on entre au port, mais si l'on se mêle de prendre la boussole et la carte, on va s'échouer.

— Oui, mais notre ménage n'a pas été autre chose qu'une *Maison de Poupée.*

— Pardon, ce n'est pas cela du tout. Tu n'as jamais commis de faux, tu n'as jamais exhibé tes bas à quelque docteur syphilitique, à qui tu aurais voulu emprunter de l'argent contre garantie en nature, tu n'as jamais été assez romanesquement bête pour attendre de ton mari qu'il aille se dénoncer comme coupable d'un crime que sa femme a commis par bêtise, un crime qui ne devient même pas crime, puisqu'il ne se trouve pas d'accusateur. Tu ne m'as jamais menti. Je t'ai traitée aussi honnêtement que Helmer sa femme, lorsqu'il en fit la confidente de sa pensée, la laissa discuter les affaires de sa banque et se mêler des emplois à occuper, *and so on.* Nous avons été mari et femme selon toutes les conceptions, anciennes et modernes.

— Oui, mais j'ai été ta ménagère.

— Pardon ! Tu n'as pas mangé à la cuisine, tu n'as pas reçu de salaire, tu n'as jamais eu besoin de rendre de comptes, tu n'as jamais été tancée parce que telle ou telle chose n'était pas à sa place. Et considères-tu donc que mon travail à moi, qui est de peiner et de turbiner, de f... dedans et de hurler « arme sur l'épaule droite », de compter des harengs et de mesurer des gouttes, de peser des poids et de goûter la farine, crois-tu que c'est plus glorieux que de surveiller des bonnes, d'aller faire le marché, de faire des enfants et de les élever?

— Non, mais tu es payé pour cela, tu es ton maître, tu es un homme et tu commandes.

— Ma petite amie, veux-tu de moi un salaire? Veux-tu

devenir ma véritable ménagère? Si je suis homme, c'est par hasard, car il paraît que ça ne se décide pas avant le septième mois. C'est dommage, car maintenant c'est un crime que d'être un homme, mais ce n'est pas une tare. Que le diable emporte celui qui a eu l'idée de monter les deux moitiés de l'humanité l'une contre l'autre ! Celui-là, il en a une responsabilité ! Suis-je le maître? Ne sommes-nous pas tous deux maîtres? Est-ce que je fais quelque chose d'important sans te demander conseil? Eh bien, alors? Mais toi, tu élèves tes enfants comme il te passe par la tête. Te rappelles-tu la fois où j'ai voulu défendre de bercer les enfants, parce que je considérais comme criminel de les endormir à force de les griser. C'est toi qui as été la maîtresse. Une fois je l'emportais, une autre fois c'était toi. Il n'y avait pas de milieu, car entre bercer et ne pas bercer, il n'y a pas de milieu. Ça a tout de même bien marché, jusqu'à ce que tu m'aies abandonné pour Ottilia !

— Ottilia, toujours Ottilia, ne me l'as-tu pas envoyée toi-même?

— Pas elle précisément ! Mais maintenant, c'est elle qui gouverne.

— Tout ce que j'aime, tu veux m'en séparer.

— Ottilia est-elle tout? Ça en a tout l'air !

— Mais je ne peux pas la renvoyer, maintenant que je l'ai prise pour enseigner la pédagogie et le latin à nos filles.

— Du latin ! Ablatif ! Seigneur Jésus, va-t-on elles aussi les détraquer?

— Oui, elles devront en savoir autant qu'un homme. Quand elles se marieront, leur mariage sera ce qu'il doit être.

— Mais, chère âme, les hommes qui se marient ne savent pas tous le latin. Je ne sais plus qu'un seul mot de latin et c'est : ablatif ! Et pourtant nous sommes heureux. D'ailleurs, on est en train de supprimer le latin pour les hommes, parce qu'il est inutile. Allez-vous maintenant subir la même malédiction? Ne pourrez-vous pas vous inspirer de cet exemple? Ne suffit-il pas que l'on ait détérioré le sexe masculin, faut-il maintenant que l'on détériore aussi le sexe féminin? Ottilia, Ottilia, pourquoi as-tu fait cela ?

— Ne parlons plus de cela, mais notre amour, Vilhelm, n'a pas été ce qu'il aurait dû être. Il a été sensuel.

— Cher cœur, comment aurions-nous eu des enfants, si notre amour n'avait pas été sensuel..... aussi, mais il n'a pas été que sensuel.

— Est-ce que quelque chose peut-être à la fois noir et blanc? Je te le demande. Réponds !

— Oui, ça se peut. Ton ombrelle est noire par dessus et blanche par dessous.

— Sophiste, va !

— Ecoute, mon amie aimée, parle-moi avec ta bouche à toi et avec ton cœur, et non pas avec les livres d'Ottilia. Etreins ta raison et sois toi-même, petite femme aimée, qui es à moi.

— A toi, à toi, propriété que tu achètes avec ce que toi tu gagnes avec ton travail à toi.

— De même, fais attention, moi je suis ton mari à toi, ton mari qui t'appartient, qu'aucune autre femme n'a le droit de reluquer, si toutefois elle entend garder ses yeux dans sa tête, et que tu as reçu en cadeau, ou plutôt en compensation de ce qu'il t'a eue. N'est-ce pas *partie égale*?

— Mais n'avons-nous pas gaspillé notre vie à jouer? Avons-nous eu quelques aspirations supérieures?

— Si nous n'avons eu les aspirations les plus élevées, Guali, nous n'avons pas toujours joué, car nous avons eu aussi des heures graves. Nous avons eu les aspirations les plus élevées qui se puissent, car nous avons donné la vie à la génération qui viendra, nous avons peiné et lutté assez bravement, toi surtout, pour les petits qui deviendront grands. N'as-tu pas failli mourir à quatre reprises pour eux? N'as-tu pas méprisé la nuit le sommeil pour les bercer, et le jour les plaisirs pour les soigner? N'aurions-nous pas pu aussi bien avoir six pièces et une cuisine sur la Drothimggatan[1] avec des domestiques, au lieu d'habiter sur la Langaraden, si nous n'avions pas eu les petits? Gullan n'aurait-elle pas pu avoir soie et perles, et le vieux Pall n'aurait-il pas pu se passer de porter des genoux à

1. La rue de Rivoli de Stockholm.

son pantalon, si nous avions négligé d'avoir des petits? Sommes-nous donc de ces pantins-là? Sommes-nous alors aussi égoïstes que le prétendent de vieilles pecques? elles qui le plus souvent font fi des hommes parce qu'elles ne leur ont point convenu. Considère donc pourquoi tant de vieilles filles restent célibataires. Elles s'y entendent toutes à se vanter d'avoir été demandées, mais elles voudraient tout de même passer pour des martyrs. Des aspirations supérieures ! Apprendre du latin ! aller à moitié-nu pour des bonnes œuvres, et laisser les enfants dépérir dans leurs couches mouillées ! Je crois avoir des aspirations supérieures à celles d'Ottilia, en voulant avoir des enfants forts et gais, capables de réaliser un jour dans la vie ce à quoi nous ne sommes pas parvenus. Mais ce n'est pas le latin qui y fera rien. Au revoir, Guali. Il faut que j'aille à mon quart. Viens-tu?

Elle resta assise sans répondre. Il partit. Ses pas étaient lourds, lourds. Et la rade bleue s'obscurcit, le soleil cessa de luire pour lui. — « Pall, Pall, où cela va-t-il mener? » soupira-t-il en lui même en gravissant le sentier le long du cimetière, « je souhaiterais d'être couché sous un morceau de bois là-bas, sous les racines de pissenlit, mais je ne pourrais à coup sûr connaître aucun repos, si j'y gisais solitaire. Guali ! Guali ! »

* * *

« C'est que ça ne colle plus du tout, belle-maman, » dit le capitaine, un jour qu'il était venu rue Sture rendre visite à la vieille dame.

« Qu'y a-t-il encore, cher Ville?

— Elles étaient chez nous hier. Avant-hier elles ont été chez la princesse. Et voilà la petite Alice indisposée. C'était de la déveine, bien entendu et je n'ai pas osé faire aller chercher Guali, car elle aurait cru que c'était arrangé. Ah ! quand la confiance ne règne plus... alors... J'étais ces jours-ci chez le commissaire et je lui ai demandé si on avait le droit d'enfumer les amies de sa femme à les en faire crever. Non, on ne l'a pas. Et si on l'avait, on n'oserait pas, parce qu'alors tout serait

fini du coup. Ça vaudrait f...trement mieux que ce fût un amant. Celui-là au moins, on pourrait l'empoigner par la peau du dos et le flanquer dehors avec un coup de pied quelque part. Qu'est-ce que je pourrais bien faire?

— Eh, oui, c'est un cas difficile, cher Ville, mais nous trouverons bien quelque chose. C'est que, mon grand garçon, tu ne peux pas rester célibataire comme ça.

— Non, c'est bien ce que je dis.

— Je lui ai dit tout vertement ces jours-ci que si elle n'était pas gentille, son mari irait courir les filles.

— Eh bien, qu'a-t-elle répondu?

— Elle a dit : il le peut bien, chacun est bien maître de son corps.

— Et elle aussi alors? En voilà de jolies théories ! J'en ai les cheveux qui grisonnent, belle-maman.

— Un bon vieux procédé, c'est de la rendre jalouse. C'est d'habitude la cure radicale, car c'est alors que l'amour rapplique, si toutefois il y en a encore.

— Il y en a encore.

— Sûrement, car l'amour ne meurt pas comme ça ric-rac. Il peut s'user au cours des années. C'est tout, et encore le peut-il? Mets-toi à faire la cour à Ottilia, on verra bien après.

— Lui faire la cour, à elle !

— Essaie. N'y a-t-il rien que tu saches et qui l'intéresse?

— Si, attends voir. Elles sont en train justement d'étudier la statistique : femmes tombées, maladies contagieuses, ouh ! Si on pouvait faire passer ça à la mathématique? Ça, du moins, je m'y connais.

— Tiens, nous y voilà ! Commence avec les mathématiques, passe à cet autre exercice qui consiste à lui mettre son châle et à lui boutonner ses bottines. Reconduis-la chez elle le soir. Trinque avec elle et embrasse-la de manière que Guali te voie. S'il le faut, sois entreprenant. Ah ! elle ne se fâchera pas, tu peux en être sûr. Et puis, encore des mathématiques et toujours des mathématiques, de sorte que Guali soit obligée de rester à écouter et de se taire. Reviens me voir dans huit jours, nous en reparlerons ».

Le capitaine s'en retourna chez lui et lut d'un bout à l'autre les dernières brochures sur l'immoralité. Là-dessus, il se mit à l'œuvre.

Huit jours après, il était chez sa belle-mère, joyeux et content, buvant un bon sherry. Il était vraiment joyeux.

« Raconte, raconte, » dit la vieille dame, en relevant ses lunettes.

« Oui, vois-tu, ç'a été dur le premier jour, parce qu'elle se défiait de moi. Elle croyait que je voulais la faire monter. Mais j'ai parlé de l'immense influence que le calcul des probabilités a en Amérique sur la statistique des mœurs. Il a tout simplement fait époque. Ah ! elle ne le savait pas et cela la piqua. Je posai un exemple et montrai chiffres en mains qu'on pouvait calculer avec une certaine probabilité le nombre des femmes qui devaient tomber. Cela l'étonna. Je vis alors qu'elle était curieuse de savoir et qu'elle tenait à se procurer ainsi un bel atout pour leur prochaine réunion. Guali était heureuse de nous voir devenir amis et elle poussa à la roue pour de bon. Elle nous poussa dans mon bureau et ferma la porte. Nous calculâmes tout l'après-midi. Elle était aux anges, la bougresse, car elle sentait qu'elle l'emportait en quelque sorte sur moi. En trois heures nous devînmes amis. Au souper, ma femme pensa qu'Ottilia et moi nous étions d'assez vieilles connaissances pour pouvoir nous dire tu. Je pris de mon vieux sherry pour fêter ce grand événement, et je l'embrassai en plein sur la bouche, que Dieu m'en pardonne mes péchés ! Guali eut l'air un peu ahurie, mais elle ne se fâcha pas. Elle était toute transportée de bonheur. Le sherry était fort, et Ottilia était faible. Je l'aidai à mettre son manteau et la reconduisis chez elle. Je pressai son bras sur le pont de Skeppsholm et lui expliquai toute la carte du ciel. Ah ! ce qu'elle était enthousiasmée ! Elle avait toujours aimé les étoiles, mais elle n'avait pas eu l'occasion d'apprendre comment elles s'appelaient. Les pauvres femmes n'apprennent jamais rien. Elle s'emballa comme il faut et nous nous séparâmes les meilleurs amis du monde, des amis qui se seraient défiés l'un de l'autre pendant si, si longtemps. Le lendemain, encore plus de mathématiques. Nous y restâmes jusqu'au souper. Guali entra deux

ou trois fois et nous fit des signes de tête. Mais à table, le soir, on ne parla que mathématiques et étoiles, et Guali resta à écouter en silence. Ensuite, je la reconduisis chez elle. Mais sur le quai en rentrant, je rencontrai le capitaine Björn et nous nous enfilâmes dans le Grand Hôtel, où nous prîmes un verre de punch. Je revins chez moi à une heure du matin.

Guali était debout. « Où es-tu donc resté si longtemps, Vilhelm? » dit-elle. Alors le diable s'empara de moi et je répondis : Nous avons marché et nous avons causé si longtemps sur le pont que j'ai totalement oublié l'heure. — Ça fit son effet.

— Je ne crois pas que ça soit bien convenable de sortir comme ça la nuit avec une jeune personne, dit-elle.

Je feignis la confusion et babutiai que lorsqu'on a tant de choses à se dire, on se sait pas toujours ce qui est convenable.

— De quoi avez-vous donc parlé? dit Guali en faisant pâle figure.

Je ne pus m'en souvenir.

— C'est bien travaillé, mon garçon, » dit la vieille dame, « et après, la suite !

— Le troisième jour, « poursuivit le capitaine, » Guali vint avec de l'ouvrage et resta jusqu'à la fin de la leçon de mathématiques. Le souper ne fut pas tout à fait aussi gai, mais il fut d'autant plus astronomique. J'aidai la bougresse à remettre ses bottes, ce qui fit une profonde impression sur Guali, qui tendit seulement la joue au baiser d'Ottilia quand celle-ci partit. Je pressai son bras sur le pont et parlai des affinités des âmes et des étoiles, séjour des âmes. Je bus du punch au Grand Hôtel et rentrai à 2 heures du matin... Guali était debout. Je la vis, mais je me rendis directement chez moi, puisqu'il était dit que j'étais célibataire, et Guali eut la pudeur de ne pas venir m'interroger. Le lendemain, astronomie. Guali déclara qu'elle avait grande envie d'en être aussi, mais Ottilia dit que nous étions parvenus trop avant dans cette matière et qu'elle en repasserait plus tard à Guali les premiers rudiments. Guali piquée s'éloigna. Beaucoup de sherry au souper. Lorsqu'Ottilia se leva de table je la pris par la taille et l'embrassai. Guali devint blême. En boutonnant ses bottes, je fis une petite excursion avec la main, hum...

— Ne te gêne donc pas pour moi, Ville, » dit la vieille dame, « je suis vieille, moi.

— ... hum, comme ça sur la cuisse. Pas si mal d'ailleurs. Hum ! Réellement pas si mal ! Ouais ! Mais lorsque j'allais mettre mon pardessus, voilà que Sina se trouvait là, prête à reconduire mademoiselle... Guali m'excusa. J'avais attrapé froid ce soir et craignais l'air nocturne. Ottilia avait l'air aplatie et elle n'embrassa pas Guali en partant. Le lendemain, je devais montrer à Ottilia des instruments astronomiques à l'école à midi. Elle vint, mais fut chagrine. Elle venait d'aller voir Guali, qui n'avait pas été amicale à son égard. Elle ne pouvait en comprendre la cause. Quand je revins pour le dîner, Guali était totalement changée. Elle était froide et muette comme un poisson. Elle souffrait. Je le vis. Mais il fallait que le poignard entrât dans la plaie.

— Qu'as-tu donc dit à Ottilia pour qu'elle ait été si triste? commençai-je.

— Qu'est-ce que je lui ai dit? je lui ai dit qu'elle était une coquette. Voilà ce que j'ai dit.

— Comment as-tu pu dire cela? dis-je. Tu n'es pourtant pas jalouse?

— Moi, jalouse d'elle ! éclata-t-elle.

— Oui, aussi ça m'étonnait. Une femme intelligente et raisonnable n'irait jamais jeter les yeux sur le mari d'une autre.

—Non (voilà que ça venait) mais le mari d'une autre se conduit mal à l'égard d'une autre dame — Hi, hi, hi ! — Ça y était désormais. Je défendis Ottilia jusqu'à ce que Guali la traitât de pecque, et je continuai de la défendre. Cet après-midi là, Ottilia ne vint pas. Elle écrivit une lettre un peu froide et s'excusa, voyant bien qu'elle était superflue. Je protestai et voulus aller la chercher. Mais alors Guali s'emporta. Elle voyait bien que j'étais toqué de cette Ottilia, qu'elle (Guali) n'était rien pour moi. Elle savait qu'elle était une bête, qu'elle ne savait rien, qu'elle n'était bonne à rien et que, hi, hi, hi ! les mathématiques lui étaient totalement impossibles. J'envoyai chercher un fiacre et nous partîmes à Lindingöbro. Nous y bûmes du vin chaud et dégustâmes un solide gueuleton et ce

fut comme si nous recommencions nos noces. Nous rentrâmes ensuite chez nous.

— Et ensuite? » dit la vieille dame en regardant par dessus ses lunettes.

« Ensuite, hum! Que Dieu me pardonne mes péchés, mais je l'ai enlevée. Le diable m'emballe, si je ne l ai pas enlevée dans ma propre garçonnière, et c'est comme ça qu'on a fait la noce ! — Qu'en dis-tu, vieille maman?

— Tu as eu raison ! Et ensuite?

— Ah! ensuite? Ensuite, tout a été *all right*. Et puis maintenant nous parlons de l'éducation des enfants et de l'émancipation des femmes à délivrer des vieilles sottises et idioties et de leur romantisme et du diable et de son ablatif, mais maintenant nous parlons en tête à tête, et comme ça on se comprend mieux. N'est-ce pas, vieille?

— Eh oui, cher cœur, et maintenant j'irai vous voir à nouveau.

— Viens, viens donc. Tu pourras voir les poupées danser et les alouettes et les étourneaux chanter et piailler, et puis tu pourras voir la joie dans la maison, car personne n'attend plus ces miracles qui ne se produisent que dans les livres de contes. Tu pourras donc voir une vraie maison de poupée ! »

Augnst Strindberg.

(*Traduit par* Aurélien Sauvageot.)

M. JAMES BECK

M. James Beck, dont on va lire ci-contre le lumineux exposé, est un des personnages les plus éminents du monde judiciaire des Etats-Unis. Il occupe dans son pays une des deux plus hautes fonctions judiciaires qui y existent. C'est lui qui assiste l'Attorney Général dans son rôle juridique d'interprétation administrative de la loi, et dans son rôle judiciaire de représentant de l'Etat dans les affaires pécuniaires qui intéressent le fisc et sont déférées aux tribunaux ; c'est lui aussi qui intervient dans les cas, rares d'ailleurs, de poursuites pénales fédérales. Personne n'est donc mieux placé que M. James Beck pour connaître dans ses détails le fonctionnement de cette institution originale qu'on appelle le *Cour suprême des Etats-Unis*, institution dont le rôle est immense dans les grandes questions d'ordre judiciaire en liaison avec l'ordre législatif et même gouvernemental.

Les pages qu'on va lire sont un exposé succinct, mais précis et particulièrement suggestif, du caractère et du rôle de cette Cour suprême des Etats-Unis, parfois méconnue par des informateurs pressés qui s'ingénient à la comparer à une institution européenne, alors que le caractère en est purement américain et original.

L...

LA COUR SUPRÊME DES ETATS-UNIS

I. Le fonctionnement matériel de la Cour.

S'il vous arrive, un jour quelconque de la semaine, sauf le samedi et le dimanche, d'être à Washington, entre les premiers jours d'octobre et le premier lundi de juin, vous trouverez à mi-chemin entre la salle des séances du Sénat et la rotonde, une pièce qui est considérée comme un sanctuaire : c'est la vieille salle du Sénat. C'est là que la Cour suprême s'est fixée et qu'elle a voulu siéger depuis sa fondation. Bien que le Gouvernement, qui dispose de ressources financières importantes, ait voulu lui offrir un palais beaucoup plus somptueux, la Cour suprême a tenu à rester dans cette petite salle parce qu'elle évoque trop de souvenirs qui ont trait non seulement à sa propre histoire, mais à celle des Etats-Unis eux-mêmes.

Vers midi, un lundi matin, vous pourriez voir défiler neuf juges précédés du « provost » des Etats-Unis, et simplement vêtus de toges noires. Ils prennent place sur une sorte de plateforme surélevée, et saluent les membres du barreau. La séance débute par l'invocation traditionnelle : « Que Dieu protège les Etats-Unis. » La session est ouverte.

La cour commence par donner lecture des « opinions », c'est-à-dire des avis, d'une part, et d'autre part des sentences qu'elle prononce, lesquelles ont été longuement préparées, et sont imprimées à l'avance. Ces sentences sont lues respectivement par les juges auxquels le rapport a été confié. Ainsi, un certain nombre d'affaires qui ont été discutées précédemment devant la Cour, reçoivent leur solution.

Ensuite, commencent les débats proprement dits sur les affaires inscrites au rôle de ce jour-là. Chaque avocat a la parole pour défendre sa thèse, et, à moins que l'affaire ne soit d'une importance telle qu'il apparaisse nécessaire de lui accorder plus de temps, un délai de grâce en quelque sorte, le défenseur ne doit pas parler plus d'une heure. Certaines de ces affaires sont considérées comme très importantes non seulement parce que des considérations financières et des questions d'argent peuvent être en jeu, mais parce qu'elles peuvent entraîner des conséquences d'une extrême gravité pour le Gouvernement et pour la marche des affaires publiques. Il est donc naturel que le défenseur puisse, dans les limites qui lui sont accordées, expliquer l'affaire et présenter sa thèse.

La coutume est que cet exposé oral soit appuyé sur un rapport écrit, imprimé, qu'on appelle un « bref »; mais — le calembour peut heureusement se traduire en français — le bref est rarement court ! C'est souvent un volume assez étendu, et presque, dans certains cas, un traité sur l'ensemble de la matière litigieuse, sans parler des faits eux-mêmes de la cause. Ce document, ce rapport imprimé contient tous les éléments de l'affaire, relève les précédents. On cite ses autorités, en sorte que la Cour a tous les documents en main; son attention est attirée sur tous les éléments de l'affaire et elle peut prononcer en parfaite connaissance de cause.

Le lendemain matin les juges se réunissent dans le privé et discutent entre eux jusqu'à midi, avec ardeur, non sans acrimonie quelquefois, car ils ne sont pas toujours d'accord; il se forme très souvent une majorité et une minorité. Après cette discussion prolongée, le moment vient d'aller aux voix. Pour le vote, la procédure rappelle celle des conseils de guerre en France : le président demande d'abord l'opinion du juge le plus jeune (non par l'âge, mais le moins ancien dans la fonction, le dernier nommé); puis il recueille les avis en remontant dans l'ordre d'ancienneté et lui-même se prononce le dernier. On constate le résultat et l'on remet à l'un des juges le soin de rédiger le rapport et la décision.

Vous aurez une idée de l'importance des travaux de la Cour suprême, quand vous saurez qu'il arrive qu'un millier de causes soient réglées au cours d'une même année.

Il existe d'autres Cours dont le rôle n'est pas aussi chargé, et qui ne décident pas toujours d'affaires d'une telle importance. Mais en ce qui concerne la Cour Suprême des Etats-Unis, ce sont les cas-types, les espèces les plus importantes qui parviennent jusqu'à elle, et vous m'accorderez qu'arriver en six mois de l'année à décider d'un millier d'affaires c'est mettre à une sérieuse épreuve les cerveaux les mieux constitués. Il est arrivé récemment que le nombre des affaires réglées en un an n'a pas dépassé sept cents. Mais il faut du temps pour examiner ces affaires. L'ensemble des décisions rendues depuis que la Cour Suprême existe — il s'agit non seulement de matières litigieuses, mais de questions de Gouvernement — forme un recueil de 256 volumes imprimés, chacun approximativement de 400 pages.

J'ai voulu simplement vous donner une idée du mécanisme de la Cour et des résultats auxquels elle peut arriver.

Relativement aux plaidoiries des avocats, la coutume est la même aux Etats-Unis qu'en France : les plaidoiries sont orales. Il n'est pas précisément interdit, et je ne vais pas jusqu'à dire que ce serait considéré chez nous comme un manque de tact, mais il est préférable, il est de l'intérêt même de l'avocat, qu'il ne lise pas sa plaidoirie ; il a remis aux juges un résumé imprimé de la cause, où ils pourront à loisir examiner tous ses arguments. Il vaut donc mieux qu'il fasse porter son effort sur la défense orale où s'affirme la personnalité de l'avocat. C'est là que celui-ci se donne tout entier, qu'il fait valoir, qu'il fait ressortir habilement tel ou tel argument qu'il veut enfoncer profondément dans l'esprit des magistrats, et qui lui semble un des facteurs décisifs de l'affaire qu'il est chargé de défendre.

II. La compétence de la Cour.

Je voudrais dire quelques mots seulement au sujet de la compétence de la Cour suprême des Etats-Unis.

La Cour suprême des Etats-Unis est ce que nous appelons un tribunal *constitutionnel* : son existence et son fonctionnement ne dépendent en aucune manière de la législature; la Constitution a, une fois pour toutes, décidé qu'il y aurait une Cour suprême aux Etats-Unis, et le Congrès, les deux Chambres peuvent intervenir jusqu'à un certain point pour modifier cet état de choses, en ce sens qu'ils peuvent limiter dans une certaine mesure la compétence de la Cour, dire que la Cour suprême connaîtra de telles affaires et ne connaîtra pas de telles autres; mais au delà de ce droit de limitation, il n'existe aucun pouvoir législatif qui puisse détruire la Cour suprême des Etats-Unis. L'existence de celle-ci est donc indépendante du pouvoir législatif; elle dure éternellement, autant qu'elle le pourra du moins, aucun acte législatif ne pouvant faire obstacle à son fonctionnement normal.

Il y a sur ce sujet un si grand nombre de lois qu'aucun homme d'Etat, pas même moi qui, comme vous le savez, possède une pratique assez longue, ne pourrait les avoir toutes présentes à la mémoire.

Voici un exemple. Avant que je quitte l'Amérique, le Chief-justice, c'est-à-dire le Président de la Cour, a rédigé un nouveau projet de loi qu'il tenait vivement à recommander à l'adoption du Congrès et qui donnait corps à la compétence de la Cour suprême. Je n'essaierai même pas de vous en parler en détail. Aucun homme de loi ne pourrait se risquer à parler sur une affaire et à défendre sa cause en se fiant uniquement à son savoir ou à sa mémoire. Il lui faudrait consulter la longue liste de décisions, dans la « statute-law », de mesures législatives, de précédents qui, dans le cours des ans, ont édifié la jurisprudence américaine. Il me serait impossible, même si j'en avais le temps, de vous expliquer en détail le fonctionnement technique de cette compétence de la Cour suprême. Vous ne le désirez d'ailleurs pas et ce serait abuser de votre patience. Je me bornerai donc à des remarques générales.

On croit ordinairement que n'importe qui, en usant simplement de son droit, peut aller devant la Cour suprême des Etats-Unis et la saisir de n'importe quelle affaire. C'est une

erreur ; c'est même une impossibilité ; je vais vous le démontrer par les faits.

Il y a aux Etats-Unis plus de cent mille hommes de loi. Ce nombre suppose une telle masse de matières litigieuses qu'il serait impossible à la Cour suprême ou à n'importe quelle Cour de suffire seule à la tâche.

La Cour suprême est investie de la compétence en premier et dernier ressort dans deux cas : lorsqu'il s'agit d'un litige entre deux Etats souverains, j'entends entre deux Etats des Etats-Unis, et lorsqu'il s'agit de droits, de privilèges diplomatiques, de faits qui intéressent des ambassadeurs, des ministres, des représentants de puissances étrangères. Ce dernier cas ne se produit presque jamais ; je ne me souviens pas en avoir jamais vu dans ma carrière.

Quant aux litiges entre les différents Etats de l'Amérique du Nord, ils sont extrêmement nombreux et tous fort importants. Je vais vous en donner quelques exemples.

Un fleuve prend sa source dans l'Etat du Colorado et poursuit son cours à travers l'Etat du Nouveau Mexique. La question se pose — question familière aussi en France — du droit de dérivation, du droit d'irrigation ; il s'agit de savoir si les habitants ou les citoyens du premier Etat ont le droit de capter les eaux au détriment des habitants du second. Voilà un des cas qui peuvent se produire.

Ou bien, il peut y avoir trois Etats intéressés dans le conflit. La Virginie, la Pensylvanie et l'Ohio, par exemple, engagent une controverse au sujet des puits, des sources de gaz naturel de Virginie. Ces sources menacent de s'épuiser et comme le centre important de Pittsburg, dans la Pensylvanie, dépend dans une très large mesure du débit de ces puits, la Pensylvanie a demandé à la Virginie de réserver une part de ses ressources naturelles pour que les Etats limitrophes puissent continuer à vivre et à prospérer.

Tous les cas ne viennent pas de droit en première instance devant la Cour suprême des Etats-Unis ; mais il y en a qui viennent devant elle en première et unique instance : ce sont ceux dont je viens de parler, les différends entre des Etats ou

ceux dans lesquels sont intéressés des ambassadeurs ou des ministres de puissances étrangères.

Lorsque la Cour suprême est saisie, elle nomme ce qu'on appelle un « referee », une sorte d'arbitre chargé de recueillir les témoignages; car la Cour n'entend pas les témoignages directement. Cet arbitre, ce juge spécial, recueille les témoignages et fait un rapport. C'est d'après ce rapport que la Cour rend sa sentence.

Le poids qui s'attache aux décisions de la Cour suprême, c'est-à-dire la valeur purement morale de la loi, est prouvée par ce simple fait que la Cour suprême des Etats-Unis n'a à sa disposition aucune force matérielle pour assurer l'exécution de ses arrêts. Elle n'a ni armée, ni marine à sa disposition; elle rend simplement des arrêts; et cependant quand la Cour suprême a parlé, il n'y a pas d'Etat qui ne s'incline devant la décision, même lorsqu'elle peut léser gravement ses propres intérêts.

Je vais maintenant vous donner quelques renseignements sur d'autres cas de compétence de la Cour suprême et vous dire dans quels cas elle fonctionne.

La Cour suprême est compétente dans n'importe quel cas qui soulève une question d'interprétation de la Constitution fédérale des Etats-Unis, lorsqu'il s'agit de droits, d'immunités, de privilèges octroyés par la Constitution. Si un citoyen quelconque a le sentiment qu'il est lésé dans le libre exercice des droits qui sont reconnus à tous ses compatriotes par la Constitution, il peut, à condition qu'il soit partie dans un litige né et actuel, saisir la Cour suprême en vue d'une interprétation de la Constitution. S'il désire revendiquer son droit, il peut porter l'affaire directement devant la Cour suprême pour qu'elle rende une décision, pour qu'elle dise si oui ou non ce citoyen, et, par voie de conséquence, les citoyens des Etats-Unis, ont été privés d'un droit qui leur est reconnu par la Constitution.

Le Gouvernement des Etats-Unis même, en tant que Gouvernement, peut être appelé à comparaître ou peut désirer comparaître devant sa propre Cour, comme une des parties en cause pour toutes les questions qui regardent la loi et la

Constitution. C'est uniquement dans ce cas que le Gouvernement a le droit de se présenter devant la Cour suprême et de lui demander de trancher une question fondamentale.

La preuve que toutes les causes ne sont pas directement appelées devant la Cour suprême, c'est qu'entre la Cour suprême et les Cours de première instance, que nous appelons les Cours de district, il y a une Cour appelée Cour de « circuit », sorte de tribunal ambulant qui se déplace dans une certaine zone. C'est une Cour d'appel; elle peut rendre des arrêts définitifs, sauf dans six ou sept cas que je ne veux pas énumérer pour ne pas vous fatiguer et où le Gouvernement peut, malgré le caractère généralement définitif des décisions de cette Cour de « circuit », en appeler et évoquer de nouveau l'affaire devant la Cour suprême.

Il y a deux manières d'aller devant la Cour suprême : ou bien vous exercez votre droit d'appel, vous allez en appel devant la Cour suprême parce que vous en avez le droit. Ou bien, dans certains cas, on vous donne la permission, on vous accorde la « grâce », la faveur d'en appeler à la Cour suprême dans des cas qui ne sont pas de droit. Toutefois, lorsque la Cour de circuit a rendu un jugement contre une partie, la partie perdante peut solliciter de la Cour suprême la faveur d'en appeler et demander à évoquer à nouveau l'affaire; mais la Cour suprême ne l'accorde qu'à la condition que l'affaire soit de nature et d'une importance telles qu'elle intéresse la communauté et qu'elle ne concerne pas uniquement le plaignant. Il faut qu'elle ait une portée générale pour que la Cour suprême consente à s'en saisir.

Voici maintenant un autre cas qui se présente : il peut arriver que la jurisprudence de ces Cours de « circuit », qui sont au nombre de neuf, diffère, et qu'une des Cours rende un arrêt qui ne concorde pas avec celui d'une autre Cour. Dans ce cas, il est presque nécessaire, pour unifier la jurisprudence, d'en appeler à la Cour suprême. Le droit d'appel sort du conflit entre deux ou trois décisions et c'est la Cour suprême qui seule peut harmoniser les décisions différentes...

Avant d'entamer la troisième partie de mon exposé, je

voudrais ajouter quelques mots sur un point touchant la juridiction de la Cour suprême, qui, d'une manière générale n'est pas très clairement compris.

Les Etats-Unis ont donné naissance à une forme qui est peut-être unique dans l'art de gouverner, c'est le Gouvernement par deux souverainetés, une sorte de dualité entre deux corps constitués , entre deux séries de corps constitués. C'est là une contribution apportée à la science du droit constitutionnel par les fondateurs de la Constitution des Etats-Unis.

En effet, dans le passé, on a vu se créer des ligues d'Etats dont chacun devait exécuter le mandat qui lui avait été confié ; mais on n'avait jamais vu le cas de deux Etats souverains ayant été créés et continuant de vivre côte à côte.

Il y a d'abord la Cour d'un Etat quelconque des Etats-Unis qui a juridiction et pouvoir sur ses citoyens, qui agit directement sur eux et peut les forcer à observer, à respecter telle ou telle loi. Puis, à côté, il y a l'autorité fédérale, la Cour des Etats-Unis qui, elle, peut également exercer une action directe sur tous les citoyens américains. Elle peut exiger leur obéissance en ce qui concerne le respect de la Constitution. Il y a là comme deux départements de la loi et du droit constitutionnel des Etats-Unis.

La grande masse des questions litigieuses ne vient pas devant la Cour fédérale, mais devant les Cours des Etats particuliers. A moins qu'une question d'interprétation de la Constitution fédérale soit en jeu, l'affaire est réglée en dernière instance et sans appel par la Cour suprême d'un Etat, quel que soit le nom que vous lui donniez ; l'affaire se règle à l'intérieur même de la juridiction du territoire de tel ou tel Etat. On ne peut pas pousser plus loin, en sorte que la Cour suprême de justice n'exerce pas, comme on l'imagine souvent une autorité finale et définitive pour une quantité formidable de procès.

Il existe même un grand nombre d'affaires où elle n'a pas compétence. L'Etat de New-York, par exemple, ou l'Etat de Pensylvanie ont à régler tous les ans un nombre considérable d'affaires litigieuses. Ces affaires ne sont pas laissées

aux soins de la Cour fédérale et, dans beaucoup de cas, la Cour de New-York rendra une décision définitive et sans appel. La Cour suprême n'aurait même aucun droit d'évoquer cette affaire ou d'intervenir. Le dernier mot dans beaucoup d'affaires appartient donc aux Cours des Etats particuliers.

Dans le fonctionnement assez subtil de ce parallélisme entre deux souverainetés, lorsqu'une question de statut, c'est-à-dire une question de loi écrite, de texte législatif vient devant la Cour suprême des Etats-Unis pour ce qu'on y appelle la construction de la loi, ce qui est un peu plus que l'interprétation, s'il y a une question en conflit avec un principe de la Constitution, la Cour suprême est saisie; mais même alors, quand la Cour suprême des Etats-Unis entend devant elle comme une des parties un des Etats de l'Union, si la Cour suprême de cet Etat a établi une certaine jurisprudence, une certaine interprétation de la loi, la Cour suprême des Etats-Unis est tenue d'adopter et de suivre cette jurisprudence, à moins qu'il ne soit évident qu'on se trouve devant une tentative d'échapper aux stipulations régulières de la loi et de la Constitution fédérale des Etats-Unis.

III. Les origines historiques des pouvoirs de la Cour suprême

On dit souvent que ce qu'il y a de plus frappant dans les attributions de la Cour suprême des Etats-Unis, c'est le pouvoir qu'elle a de déclarer n'importe quelle loi de la Fédération nulle et non avenue. Comment expliquer cette attribution ? On ne peut en trouver l'origine que dans l'histoire des Etats-Unis comme colonie.

Lorsque les premiers pionniers laissèrent derrière eux l'Angleterre et les formes de constitution auxquelles ils étaient habitués, il s'établit dans les colonies, en gros, trois formes de constitution. La première a été le Gouvernement à charte : une charte écrite était octroyée de par le consentement de la

couronne britannique. La deuxième catégorie comprenait les Gouvernements à titre de propriétaires, comme cela s'est produit lorsque Charles II a donné à William Penn la propriété de la Pensylvanie; le gouverneur ou le propriétaire faisait alors un contrat avec des émigrants, avec ceux qui voulaient s'installer dans le pays. C'est ce qui explique qu'on trouve partout l'idée de *contrat* dans le Gouvernement des Etats-Unis. Il y avait enfin en troisième lieu les colonies de la Couronne.

Ainsi, pendant plus de cent ans, il a paru naturel à des hommes qui étaient très éloignés des centres civilisés, de discuter, de se quereller même avec la mère-patrie, avec la métropole, sur la signification et la portée de la charte qui leur avait été octroyée. Ils entendaient se prévaloir, en vertu de la première forme, charte obtenue, de la deuxième, titre de propriété, et même de la troisième, colonie de la couronne, du droit de faire *interpréter* cette charte écrite; de sorte que l'idée du Gouvernement en vint à assumer celle d'un contrat. Ils vivaient en quelque sorte sous un régime contractuel.

Ces hommes avaient dans l'esprit l'idée qu'on pouvait, en argumentant, en discutant, limiter le droit du Gouvernement. Cette idée est arrivée à s'incruster dans l'esprit des Américains, et elle remonte loin.

Il s'est produit des cas où les mesures législatives prises par les colonies étaient en contradiction avec certaines lois ou avec la Constitution, et il paraissait naturel qu'on pût les faire annuler. Il y a eu des conflits assez graves qui, dans certains cas, ont donné lieu à la guerre civile, lorsque les membres de la Cour suprême, ayant annulé une décision du pouvoir législatif, se virent mettre en état d'arrestation à la requête du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif.

Antérieurement au XVIII[e] siècle, quatre juges, en particulier Cooper, avaient émis cette opinion, que la Cour suprême était parfaitement qualifiée pour invalider et pour annuler une loi si, dans l'esprit du juge, cette loi était contraire à la raison et à la justice naturelles; le juge avait pouvoir d'en appeler à lui-même en quelque sorte, d'annuler une loi si elle

lui paraissait déraisonnable. C'est l'idée que l'on retrouve si admirablement organisée dans la fonction du préteur à Rome. Lorsqu'après quatre mois de discussions prolongées et ardues, on en vint à décider la forme définitive à donner à la Constitution des Etats-Unis, ce fut, plutôt qu'une déclaration de droits souverains *in abstracto*, l'idée d'un contrat rédigé à l'effet de permettre de fonctionner au nouveau Gouvernement qu'on envisageait.

Du moment qu'on partait de l'idée d'un contrat entre les différentes parties intéressées, il était naturel que vînt ensuite l'idée que c'était au pouvoir judiciaire qu'on remettait le soin d'interpréter ce contrat, si jamais il se produisait un conflit ou des divergences d'interprétation.

D'ailleurs ces conflits n'ont pas surgi dès la première année. Il ne s'en est pas élevé avant l'espèce restée célèbre dans l'histoire judiciaire des Etats-Unis, de James Madison. Le chief-justice, John Marshall, pensa que la Constitution écrite ne serait qu'un chiffon de papier s'il n'y avait pas quelque part un balancier, un pouvoir régulateur qui serait chargé non seulement de maintenir le principe de la séparation des pouvoirs, mais aussi d'empêcher tel ou tel Etat particulier de sortir de sa propre orbite et d'empiéter sur le territoire ou sur les attributions du Gouvernement fédéral.

C'était donc le judiciaire qui était chargé de faire régner l'ordre entre les divers Etats et le Gouvernement fédéral. Il est naturel que cette théorie ait été acceptée, reconnue, et que lorsque se pose la question de la constitutionnalité d'une loi, lorsqu'il s'agit de savoir si une loi est conforme ou non à la Constitution des Etats-Unis, le dernier mot appartienne à la Cour suprême. C'est ce qui explique les sentiments de respect et d'admiration qu'inspire cette Cour, et qui accorde à ses décisions une importance si exceptionnelle.

Comme l'a fait remarquer le président Marshall, la Constitution était une sorte de cadre de législation : ce n'était pas la loi qu'on édictait une fois pour toutes, c'était un système contractuel, un plan dans lequel devait se développer la vie législative de la nation, une direction très nette donnée à l'évo-

lution de la loi, rien de plus. On ne codifiait pas la loi, on établissait un plan pratique, un moyen de fonctionnement destiné à durer, non pas sous une forme figée et immuable, mais pouvant évoluer au besoin et s'adapter aux nécessités d'une nation aussi changeante que les Etats-Unis, qui ont vécu dans un âge où tout évolue et change rapidement.

C'est ainsi que la Cour suprême des Etats-Unis a été amenée à représenter virtuellement la Constitution de 1787; elle en est la gardienne; elle décide ce qui est équitable, ce qui est juste quand on applique la Constitution. Naturellement, beaucoup de ces questions ne sont plus neuves. Depuis le temps qu'elle fonctionne, avec toutes les matières litigieuses qui se sont présentées, avec toutes les espèces qui ont reçu une solution, on a à peu près épuisé les questions d'interprétation de la Constitution. Cependant, tout récemment encore, j'ai pris la parole dans une affaire où une question d'interprétation se présentait pour la première fois. Il s'agissait d'une préférence qui avait été accordée à certains ports maritimes d'Etats, et il s'agissait de savoir si cette préférence ne pouvait pas être interprétée comme violant le principe d'égalité proclamé par la Constitution, comme devant régner entre les différents Etats. C'était une question d'opportunité et de pratique.

Je pourrais m'en tenir là pour expliquer la puissance extraordinaire, je pourrais presque dire la majesté dont jouissent les arrêts de la Cour suprême, qui peut donc être considérée comme étant au-dessus du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif. Les juges ont en effet le droit de dire au Gouvernement : « Voilà la véritable interprétation de la Constitution; voilà la décision, c'est à cette décision que vous devez obéir ». Et elle est toujours obéie.

Mais je veux vous faire part d'une autre hypothèse, d'une autre explication de la règle américaine.

Nous autres, juristes, nous n'avons pas suffisamment eu présent à l'esprit l'effet qu'a pu produire sur l'élaboration de notre Constitution la lutte prolongée des Parlements contre la royauté qui s'est produite en France avant la Révolution,

et l'influence que ces luttes historiques des Parlements français ont eue sur les hommes qui ont élaboré la Constitution des Etats-Unis.

En France, cent soixante-quinze ans avant la Révolution, on a été témoin d'une lutte incessante entre le Parlement de Paris — il n'y avait plus alors d'Etats généraux — et le pouvoir législatif représenté par le roi et son Conseil.

Je ne vous rappellerai pas les épisodes de cette histoire, la lutte contre Mazarin, contre Richelieu. Je voudrais arriver à la lutte finale du Parlement de Paris qu'on peut considérer, dans le noble rôle qu'il a rempli, comme le véritable défenseur des libertés populaires et le rempart de la souveraineté du peuple.

Cette série de conflits a eu son point culminant à partir du milieu du XVIII^e^ siècle. Le Parlement revendiquait le droit de remontrance et le droit de refuser d'enregistrer une loi qui ne lui paraissait pas acceptable ou conforme aux principes. Vous savez ce qui arrivait alors. Le roi tenait un lit de justice; il pouvait bannir les membres du Parlement et même les envoyer à la Bastille. Il se passait alors quelquefois dans le reste du pays ce que nous appelons en anglais le « boycottage » : on faisait grève, on refusait de rendre les décisions judiciaires; le cours normal de la justice était suspendu et, finalement, le roi était parfois obligé de céder. On a fait remarquer qu'en France le Parlement « était fort sous un roi faible et faible sous un roi fort ».

Je vous rappellerai ce qui s'est passé sous Louis XV et la Du Barry et, au point de vue anecdotique, l'histoire de ce portrait de Charles I^er^ qu'on avait soigneusement placé sous les yeux du roi pour lui rappeler qu'il s'était trouvé quelque part un Parlement pour couper la tête d'un roi récalcitrant.

En 1771, au moment où les difficultés commençaient entre l'Angleterre et les colonies américaines, cette lutte avait atteint une phase aiguë. Lorsque les fonctionnaires royaux sommèrent le Parlement de déclarer si telle ou telle loi allait ou non recevoir la sanction judiciaire, la plupart des juges refusèrent, quelques-uns seulement donnèrent leur acquiesce-

ment; ils le retirèrent bientôt, mais ils eurent lieu de s'en repentir; ils furent poursuivis jusque dans les Cours de Justice, arrêtés, dépouillés de leurs immunités et privilèges les plus sacrés.

Rappelez-vous l'éloquente protestation de cet admirable défenseur du droit des peuples, Malesherbes, lorsqu'il dénonçait cette attitude comme un attentat pur et simple contre les libertés populaires. Souvenez-vous que le Parlement de Dijon eut le courage de dire au roi : « Sire, vous êtes roi de par la loi, mais vous ne pouvez pas régner sans elle ».

Pendant ce temps, siégeait aux Etats-Unis la Convention qui, du 23 mars 1787 jusqu'en septembre, a élaboré la constitution des Etats-Unis. C'est à la même époque que le roi de France avait convoqué le Parlement de Paris et voulu lui imposer l'enregistrement d'impôts qu'il avait décidés. Le Parlement de Paris, le 13 août, déclara cette loi de taxation nulle et non avenue, comme étant illégale et injustifiée, et il réclama la convocation des Etats généraux. D'où le bannissement de septembre 1787. Deux jours après que la convention des Etats-Unis eut terminé sa constitution, le Parlement de Paris revenait en triomphe.

Vous saisissez ainsi le parallélisme constant qui a existé entre l'histoire du Parlement de Paris, au moment des crises dont je viens de parler et l'élaboration de la Constitution des Etats-Unis.

Je pourrais citer le Parlement de Paris sous Louis XVI, le Parlement de Maupeou dissous par suite de l'attitude de Beaumarchais dans l'affaire Guzmann; mais ce que je me permettrai seulement de rappeler, c'est que dans les notes très fragmentaires qui ont été gardées par James Madison, nous apprenons que toutes les formes de Gouvernement firent l'objet d'un examen soigneux et attentif avant qu'on mît le point final à la Constitution des Etats-Unis. Trois fois à Philadelphie on présenta une motion à l'effet d'incorporer dans la constitution des Etats-Unis un pouvoir analogue à celui que revendiquait le Parlement de Paris, non seulement le droit *a posteriori* de déclarer nulle et non avenue telle ou

telle loi de l'Etat, mais le droit de reviser la politique législative. Le première fois que la proposition fut faite, elle fut repoussée: la deuxième fois elle fut repoussée à une voix seulement, la troisième fois elle fut définitivement rejetée. On décida qu'au lieu de ce pouvoir de revision que revendiquait la Cour suprême sur tous les Etats, le Président, comme représentant du pouvoir exécutif, aurait un droit de veto sur la législation du Congrès, c'est-à-dire sur les lois fédérales et que la Cour suprême aurait simplement le pouvoir d'exiger le respect et l'exécution de la Constitution telle qu'elle avait été conçue à l'origine.

Ce pouvoir, d'ailleurs, n'est pas aussi entier et aussi absolu qu'on le croit généralement. Bien au contraire. C'est seulement lorsqu'il est évident, d'une évidence éclatante, criante, qu'une loi est incompatible avec la Constitution des Etats-Unis, qu'elle répugne en quelque sorte à cette dernière, que la Cour suprême peut la déclarer nulle et non avenue. Mais il ne manque pas de lois, de mesures législatives ou administratives qui sont contraires à la Constitution, et qui ne respectent pas du tout la loi écrite.

C'est que l'action du législatif et de l'exécutif s'exerce dans un certain domaine dont on estime qu'il est laissé à la « discrétion » politique, et que dans ce domaine on n'a pas le droit de s'aventurer; en sorte que la Cour suprême, si elle peut déclarer nulle et non avenue telle ou telle loi, telle ou telle décision comme incompatible avec la Constitution fondamentale des Etats-Unis, ne doit pas se permettre d'empiéter sur le domaine réservé de l'appréciation politique; elle n'a pas à sonder la conscience des législateurs ni à rechercher pourquoi et comment telle ou telle mesure a été prise.

Supposez qu'une loi ait été votée en matière financière et établisse de nouveaux impôts. Que dit la Constitution? Elle dit que le Gouvernement fédéral peut créer des impôts. Mais supposez que dans le vote de cette loi fiscale il y ait une arrière-pensée, et même qu'en réalité il ne s'agisse pas d'un principe de fiscalité, mais qu'au fond on veuille imposer telle ou telle mesure qui n'est pas prévue par la Constitution et qui

n'est même pas permise par elle : que peut faire la Cour suprême? Elle ne peut que rechercher si la loi est constitutionnelle ou non; il lui est impossible de se demander ce qui a pu se passer dans la conscience des législateurs ou des administrateurs, et, même si elle a des doutes, il lui est difficile d'invoquer comme considérants des raisons qui n'ont pas été mises en avant dans l'exposé des motifs de la loi; elle ne peut pas se permettre d'empiéter sur ce domaine.

Cependant tout récemment il s'est produit un cas qui a amené la Cour suprême à intervenir dans ce domaine réservé; c'est au sujet de la loi de protection de l'enfance dans les usines et les manufactures. Un conflit s'était élevé entre patrons et syndicats d'ouvriers. On voulait arriver à faire respecter la loi ou plutôt à empêcher l'exploitation des enfants. On ne pouvait pas y arriver d'une manière directe; on a voulu atteindre le but par une voie détournée. On a fait voter une loi frappant d'impôts élevés les patrons qui emploieraient la main-d'œuvre des enfants dans certaines conditions. Mais alors la question était toute différente, et la Cour suprême a pu aller plus loin que d'habitude et refuser sa sanction à cette loi, la déclarer inconstitutionnelle, parce qu'il était évident qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une loi de taxation, mais qu'on avait voulu, par la voie détournée de la législation fiscale, intervenir dans la législation sociale, dans la législation du travail. C'est une affaire qui a fait beaucoup de bruit aux Etats-Unis.

Conclusion

Puis-je exprimer l'espoir d'avoir réussi à faire quelques suggestions utiles? Je souhaite qu'on poursuive l'étude de ce parallélisme entre le vieux système judiciaire de la France jusqu'à la révolution française et l'élaboration de la Constitution des Etats-Unis, et qu'on recherche s'il n'y a pas eu dans l'histoire de la France des faits qui ont influencé les créateurs de la Constitution des Etats-Unis et qui les ont

poussés à donner à la Cour suprême le pouvoir non pas d'anticiper, d'intervenir d'avance dans la législation, mais la faculté dans certains cas, après qu'une loi a été votée , de la déclarer nulle et non avenue.

La Cour suprême n'a pas en effet les pouvoirs de revision que le Parlement de Paris revendiquait, mais après qu'une loi a été votée, elle a le pouvoir de dire si elle est constitutionnelle ou non. Or, si nous n'avions pas eu une disposition de ce genre, notre système constitutionnel, si bien élaboré qu'il fût, se serait effondré.

L'Angleterre, à la fin de la guerre d'indépendance, possédait un pouvoir judiciaire qui pouvait annuler telle ou telle loi; mais après la guerre d'indépendance, elle a substitué à ce pouvoir judiciaire le pouvoir du Parlement. Il n'y a pas en Angleterre de pouvoir plus haut que celui du Parlement.

En France, pendant cent soixante-quinze ans, c'est le Parlement de Paris qui s'est efforcé d'exercer cette influence limitative, de réfréner le pouvoir excessif de la monarchie et d'effectuer la revision des ordonnances. La Révolution est survenue qui a détruit ce pouvoir autocratique, et, en suivant l'exemple de l'Angleterre, a fait des Chambres l'expression finale de la conscience de la nation.

Nous estimons, nous, que le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif ne sont que des expressions bien peu fidèles de la conscience humaine, de la conscience légale, et que pour qu'une nation fonctionne normalement et harmonieusement, il faut qu'il y ait quelque part une conscience supérieure. Où cette conscience pourrait-elle être mieux placée que chez des magistrats, agissant dans la pleine indépendance du pouvoir judiciaire? Rappelez-vous ce que dit Cicéron dans l'*Oralio pro Ligurio* en parlant devant Jules César lui-même : « L'homme n'est jamais plus proche de la divinité que lorsqu'il assure la sécurité de l'homme ». En effet, aucun rôle n'est plus élevé que celui des magistrats qui peuvent protéger la liberté humaine contre le pouvoir, contre les abus possibles du législatif ou de l'exécutif. Ils sont comme l'expression suprême de la conscience d'une nation.

Les Etats-Unis ont fait preuve d'une très grande sagesse politique, étant donné surtout le caractère hétérogène de leur population, en édictant qu'il y aurait quelque part, chez eux, une forme de conscience supérieure placée en dehors et au-dessus des luttes politiques.

Les neuf juges de la Cour suprême ont un pouvoir plus grand que celui du Président; ils sont inamovibles; ils n'ont qu'à interpréter la Constitution, à maintenir la forme du Gouvernement, tout en lui permettant d'évoluer, de se développer, de s'adapter aux nécessités et aux progrès de cette nation extrêmement changeante qu'est la nation des Etats-Unis. La Cour suprême permet au pays de fonctionner d'une façon normale. Jamais fonction plus auguste n'a été exercée par une Cour de justice.

James Beck.

LA CRISE DE L'ENTENTE[1]

La décision de la Commission des Réparations, si elle ne nous rapproche d'aucune solution, assure du moins à l'opinion des deux pays quelques mois de répit. En l'occurence, c'est plus qu'on ne pouvait espérer. De part et d'autre, nous avions perdu, non seulement le sens de l'équité, mais celui de la mesure. Nous ne sommes plus au temps des guerriers d'Homère; l'heure est aux claires computations, et non aux appels de pied. Nous n'avancerons en rien nos affaires en nous accusant, à chaque nouvelle difficulté, les uns d'oublier trop vite, les autres d'avoir le nez collé sur les textes et de ne pas voir que le temps marche à pas de géant. Nous avons un but commun : reconstruire l'Europe : c'est là un excellent point de départ. Seuls diffèrent les moyens de parvenir à ce but. Je ne veux pas pécher par optimisme; mais qui ne conviendra que si l'on compare la mentalité présente des nations occidentales à celle de 1913, on note un progrès certain? Cette idée d'une reconstruction européenne, qui est aujourd'hui au fond de toutes les consciences, sauf celle de quelques énergumènes, à combien d'individus s'imposait-elle il y a dix ans? Il nous est sans doute difficile de de dépouiller tout-à-fait le vieil homme, mais il est indéniable qu'un point de vue nouveau se découvre lentement à nous; peu importe que ce soit la pression des événements, ou le mouvement des intelligences qui détermine cette évolution. Le fait est qu'elle existe, et que l'action des gouvernements, quelles que soient leurs prémisses, devra s'infléchir en conséquence.

1. V. le commencement de cette étude dans la *Vie des Peuples*, T. VIII, p1.

La raison profonde de la crise actuelle, c'est que nos accords datent d'une époque qui n'était que faiblement constructive. Une solidarité d'intérêt existait bien durant la période 1900-1914 entre les peuples, mais la diplomatie machiavéliste continuait à régler leurs rapports; la politique était encore jeu de princes; nous étions tous, du plus belliqueux au plus pacifique, hantés par l'idée d'*équilibre*, et les systèmes de forces tenaient en Europe la place qu'aurait pu y tenir la coopération. C'est dans cet esprit que fut conclue la Triple-Alliance; c'est lui qui présida à la confection, si désirable, des accords de 1904 qui laissaient l'Egypte à l'Angleterre, le Maroc à la France. C'est toujours à l'effet de maintenir un certain équilibre que France et Angleterre collaborèrent de 1914 à 1918. L'effondrement de la Russie, l'abaissement militaire de l'Allemagne tendent à ruiner présentement cette notion d'équilibre et à lui en substituer une autre. Notre prudence peut nous faire craindre un retour offensif de notre ennemi d'hier; certaines précautions s'imposent; mais il faudrait être aveugle pour refuser d'admettre que les conditions de la vie européenne sont changées. C'est toute une rééducation mentale à laquelle il nous faut nous soumettre. Depuis la chute de l'Empire romain, nous ne pouvions concevoir la politique étrangère d'une nation que comme dirigée *contre* un prince ou *contre* un pays. Les nécessités économiques nous traînent vers une nouvelle et rude école; et nous faisons la grimace des mauvais écoliers.

Quel choix avons-nous en dehors de cette politique constructive ? L'isolement ? Celui-ci est aussi impossible pour l'Angleterre que pour la France. On aura beau dire et beau faire : la première reste une puissance continentale. C'est une chose que de s'écrier, aux heures de mauvaise humeur et de dépit : « Au diable l'Europe ! », c'en est une autre de pratiquer dans les faits une politique « insulaire », voire « impériale ». On a fait justement observer que la ceinture marine qui enserre l'Angleterre n'est plus pour elle, depuis l'invention de l'avion, du sous-marin, du canon à longue portée, qu'une très insuffisante protection. A ce point de vue, nos voisins (et par là

s'expliquent quelques accès récents de nervosité) ne peuvent se désintéresser de ce qui se passe chez nous. Peuvent-ils neutraliser une menace éventuelle en amalgamant leur flotte et leur armée avec celles de leurs Dominions? Au cours des vingt ans qui précédèrent la guerre, un tel projet resta dans l'air, sans jamais pouvoir aboutir : les Dominions ont toujours voulu rester maîtresses de la justice de la cause qu'elles auraient à défendre. Mais laissons de côté l'aspect militaire de la question pour n'en considérer que l'aspect utilitaire, bancaire et commercial. Est-il possible pour l'Angleterre de ne financer que les entreprises de ses colonies ou de trouver en elles ses seuls clients? Considérons les chiffres de la dernière année de paix. Pour 1912-13 les revenus provenant de fonds d'Etats s'élèvent à £ 50.000.000 (fonds nationaux : £ 14.000.000; fonds d'Etat étrangers : £ 11.000.000; fonds coloniaux : £ 24.000.000) ; les exportations à destination des pays étrangers atteignent en 1913 : £ 427.000.000, celles à destination des possessions britaniques : £ 207.000.000; pour les importations, les chiffres sont respectivement de £ 578.000.000 et de £ 190.000.000 (*Statistical abstract for the United Kingdom*). Il est difficile sans doute de comparer la situation d'avant-guerre à celle d'après-guerre, mais ce que l'on peut postuler c'est que la capacité d'absorption des Dominions et des colonies, qui était en 1913 d'à peine un *tiers* du chiffre total des exportations, n'est guère susceptible de s'accroître dans les années qui viendront; quand on songe que le commerçant germanique était un concurrent redoutable pour l'Angleterre à une époque où le mark valait 1 fr. 25, on peut même sans imprudence affirmer que cette proportion tendra plutôt à s'abaisser. De même, au sujet des placements de capitaux. Alors que les colonies semblent saturées, un vaste champ d'activité s'ouvrira tôt ou tard pour les financiers anglais dans les pays de l'Europe centrale et orientale dont les réseaux ferroviaires et dont l'équipement industriel sont à reconstituer. Aucun appel ne peut valoir pour l'Angleterre celui de l'Europe; il faudra que celle-ci ou que la première cesse d'être elle-même une nation industrielle. Stériles ont été toutes les tentatives pour

faire de l'Empire britannique un système commercial fermé. Mais les circonstances permettent moins encore qu'alors à l'Angleterre de faire une politique strictement et étroitement « impériale ». Si elle a le droit d'être pessimiste en ce qui concerne l'avenir de l'Europe, elle peut l'être encore davantage en ce qui concerne celui de son propre Empire : elle a perdu l'Irlande; elle a perdu l'Egypte, en ayant l'air d'y rester; sa folle politique orientale, fondée sur de vieux préjugés diplomatiques (question des détroits) et sur des considérations d'affaires (pétroles de Mésopotamie) risque de lui faire demain perdre l'Inde; ses meilleurs réservoirs d'hommes peuvent être bientôt épuisés, la clientèle qu'elle croyait le plus fidèle, évanouie. L'Angleterre, Dieu merci ! garde le sens du réel, et jamais ne mettra tout son enjeu sur une telle carte. Long est le chemin qui mène à la restauration d'une Russie, d'une Autriche, d'une Allemagne, à l'assainissement de leurs finances, à la reconstitution de leur pouvoir d'achat; mais il est encore le seul au bout duquel il y ait quelque chose.

Pas plus que l'Angleterre, la France ne peut vivre repliée sur elle-même. Très différentes sont cependant les raisons qui s'opposent à son isolement. On ne peut, bien entendu, qu'accueillir avec un haussement d'épaules les suggestions de ceux qui préconisent un renversement complet de notre politique étrangère et voudraient voir substituer à l'Entente franco-anglaise, dirigée contre l'Allemagne, une Entente franco-allemande dirigée contre l'Angleterre; militairement, il n'est aucune alliance qui puisse protéger nos colonies contre le pays qui est maître de la mer; économiquement, l'Allemagne, sans crédit, sans monnaie, l'Allemagne qui reste et restera longtemps notre débitrice insolvable, l'Allemagne qui ne peut que *recevoir*, semble bien le dernier pays capable d'épauler notre industrie et d'assurer l'envol de nos produits vers les marchés que domine encore l'exportateur britannique : à moins que nous n'acceptions que la destinée de notre franc suive celle du mark, et que nos ouvriers ne se contentent des salaires de leurs camarades germaniques. Se jeter, sous prétexte que nous sommes déçus dans une telle politique, c'est

tout simplement suivre l'exemple de Gribouille... Laissons donc de côté ces puériles combinaisons, et n'envisageons que l'hypothèse du simple isolement. Remarquons qu'à l'opposé de celle de l'Angleterre, notre structure économique et sociale ne nous l'interdit pas; on peut très bien imaginer une France dans laquelle le paysan nourrira l'ouvrier, et dans laquelle l'ouvrier habillera le paysan et lui fournira ses outils : idéal peu relevé, mais que la raison ne bannit pas cependant. Reste la question des matières premières qui ne pourront être acquises à l'étranger qu'à haut prix, nos exportations ne balançant pas nos importations, et le change s'en ressentant; mais un organisme sain peut, dans une certaine mesure, (la monnaie n'est qu'un signe), s'adapter à la vie chère. Malheureusement le problème ne se pose pas avec cette simplicité. Si la reconstruction de l'Europe n'est pas pour nous, comme pour l'Angleterre, une nécessité *organique*, si physiologiquement rien ne s'oppose à ce que nous fassions cavalier seul dans les années qui vont venir, la guerre, par ses conséquences financières, tend à créer chez nous une seconde nature. Notre propre rétablissement est lié, en effet, à une heureuse solution de la question des réparations, et cette question, nous nous en apercevons chaque jour davantage, est d'ordre financier et international. Il semble bien que notre gouvernement — peut-être les renseignements rapportés de Berlin par notre délégué ont-ils contribué à hâter sa conversion — soit sur le point d'admettre implicitement que c'est, non sur le terrain politique, encore moins sur le terrain militaire, mais sur celui des réalités économiques et bancaires qu'il convient de se placer désormais. De plus en plus, les pouvoirs publics paraissent même devoir s'effacer devant les groupements d'intérêts privés. Les accords Stinnes-Lubersac semblent inaugurer, à cet égard, une ère nouvelle. Mais les livraisons en nature ne sont qu'une des faces du problème des réparations; de même que ce dernier est noyé dans celui, autrement vaste, de l'assainissement des finances allemandes et du retour de l'Europe centrale à une vie économique normale. De quelque côté que l'on se tourne, on est donc ramené à une opération de

crédit. Un ancien Président du Conseil français, dans un lumineux article donné au *Manchester Guardian*, montrait, il y a quelques jours, que la remise à l'Angleterre, en paiement de nos propres dettes, des bons allemands de la série C laisserait en partie sans solution de problème de remboursement de nos avances aux sinistrés; nos charges seraient sans doute encore grossies du fait que l'Angleterre nous demanderait, en échange de son sacrifice, de renoncer à porter au compte des réparations les versements nécessités par le service des pensions. Plus que jamais, la formule dont on a fait un emploi si inconsidéré est de mise : Il faut que l'Allemagne paye; mais l'Allemagne ne peut payer que si, momentanément, quelqu'un accepte de se subroger à elle, c'est-à-dire lui accorde un crédit. Les sacrifices que nous avons consentis pendant la guerre nous donnaient droit, dira-t-on, à une autre reddition de comptes. Retournons-nous donc contre les auteurs du Traité de 1919, qui ont mis des sentinelles partout, sauf au seuil de la Reichsbank, qui ont laissé librement s'organiser chez les vaincus l'exportation des devises étrangères et l'inflation monétaire. Mais avons en même temps que nous sommes arrivés à un point où, d'un tête-à-tête avec l'Allemagne, rien d'utile pour nous ne peut plus sortir. C'est des peuples qui se sont tenus à l'écart de la mêlée, ou n'y sont entrés qu'à la dernière heure, et qui sont les prêteurs de demain, que va dépendre notre relèvement économique, l'équilibre de nos finances. Rien ne sert de se révolter, de parler d'immoralité. C'est une rude leçon, apprise comme tant d'autres dans les larmes et dans le sang, et à laquelle nous mettrons notre noblesse à savoir nous plier. Economiquement, nous sommes contraints de soumettre notre cause à l'arbitrage des futurs preneurs de titres, qui, sans doute, tiendront compte de notre bon droit, mais supputeront surtout les chances de relèvement de l'Allemagne et ne se porteront garants de celle-ci que dans la mesure où leur propre créance se trouvera sauvegardée. Il importe donc qu'à ces grandes assises financières de l'Europe, assises dont la réunion des banquiers ne fut que le prologue, non seulement nous soyons présents, mais que nous y soyons

assistés des avocats les plus souples et les plus avertis, d'hommes qui projettent de la lumière autour d'eux, tout en cherchant à être eux-mêmes éclairés, qui connaissent les habitudes de pensée et les préjugés de chaque peuple, qui admettent que l'on peut être honnête et servir le monde de demain sans adopter toujours notre point de vue, et qui mettent leur confiance dans des arguments virils plutôt que dans des artifices de procédure.

Par ces deux développements, nous avons voulu montrer qu'en dépit d'apparences, qui tendent dans plus d'un cas à devenir des réalités, la France et l'Angleterre ne sont pas appelées à suivre dans l'Europe de demain deux routes forcément divergentes. L'une et l'autre ont vue sur l'avenir, et c'est déjà une raison d'espérer ; elles font songer à deux hommes qui habiteraient chacun une maison dont la structure et l'ornementation ne présenteraient que peu de traits communs, mais dont une fenêtre au moins s'ouvrirait sur le même paysage ; ces deux hommes auraient beau se refuser à collaborer franchement ; ils ne seraient jamais complètement étrangers. Des raisons impérieuses nous obligent, tant Français qu'Anglais, à sortir présentement de nous-mêmes. Nous concevons, tantôt clairement, tantôt vaguement, que la vie des peuples n'est pas nécessairement faite d'antagonismes, que chacun, sans s'oublier lui-même, peut parvenir à une sorte d'égoïsme sublimé. Et ceci représente déjà un progrès immense sur le passé. Sans doute sommes-nous encore en présence de formes à demi ébauchées, et la brume matinale confond souvent les chemins de la raison et les chemins du rêve. Aux tendances imprécises qui peuvent nous rapprocher, nous opposerons plus d'une fois avec regret les alliances ou les ententes d'autrefois, la belle ordonnance de leurs paragraphes, leurs cachets et leurs tacites reconductions. Mais rien ne peut résister au courant qui nous entraîne...L'Europe ne restera d'ailleurs pas perpétuellement hantée par le spectre de la faim, elle n'aura pas toujours l'obsession des chiffres, et ses besoins s'élèveront au-dessus de ses besoins présents, lesquels rappellent par trop ceux de l'homme primitif. Le moment viendra

où les facteurs moraux et intellectuels prendront le pas sur les autres; plus nous nous rapprocherons d'un tel moment, plus les frottements entre les deux peuples se feront rares, plus ces peuples s'apercevront qu'ils ont même mission constructive, plus ils reconnaîtront que le rôle de l'Entente la vraie, celle qui vit dans les cœurs, qui est au-dessus de toutes les combinaisons politiques, est de travailler, non plus *contre*, mais *pour* telle forme d'avenir ou telle cause humaine.

Edouard GUYOT.

ARTHUR GRIFFITH, THÉORICIEN DU SINN FEIN

Le nouvel Etat libre d'Irlande vient d'être deux fois frappé dans ses forces vives. A quelques jours d'intervalle, il a perdu les deux hommes en lesquels les Irlandais se plaisaient à voir le bras et le cerveau de leur pays rénové, Michel Collins, chef de l'armée nationale, et Arthur Griffith, président de la Diète d'Irlande. C'est Arthur Griffith, disparu le premier, dont il importe de retracer en premier lieu le portrait, le rôle et l'influence.

Pour des raisons qui tiennent à son caractère et à son mode d'action préféré, cette influence est encore mal connue sur le Continent et son rôle peu compris. On ne saurait guère s'en étonner : il n'était que depuis un an au premier plan de la scène politique; en juillet 1921, avant la trève Lloyd George-de Valera, il était encore en prison; il n'avait pas pris part à l'insurrection de Pâques 1916; et, avant comme après, bien qu'il sût affronter avec succès les réunions publiques, il n'avait rien de l'orateur émotif traditionnellement cher au peuple irlandais; avec une audace plutôt téméraire au pays de Blarney, il ne cachait pas le dédain que lui inspiraient les orateurs uniquement éloquents, exprimant ainsi à la fois son aversion pour les parlementaires irlandais de Westminster et sa préférence intime pour le travail fortement préparé et solitairement mûri de la plume.

Ajoutez qu'il était petit, trapu, sans rien de saillant dans sa personne ni dans la physionomie, sauf peut-être les yeux, dont le regard, quasi métallique, était impénétrable. Réfléchi, taciturne jusqu'à en être glacial, ne parlant qu'à

bon escient, mais alors avec une autorité tranchante, pleinement maître de soi, mesurant le moindre de ses gestes, la moindre de ses paroles, il semblait être le dernier auquel le pays des Grattan et des O'Connell pût jamais faire appel pour tenter une fois encore de le sauver. Et pourtant, où échoua le successeur de Parnell, l'éloquent et affable Redmond, devait réussir le froid petit homme aux yeux de myope qui faisait fi de la tribune. C'est lui, Arthur Griffith, dont les collèges électoraux ignoraient le nom, dont la foule si longtemps ne soupçonna pas l'existence, qui devait donner à son pays une nouvelle formule de salut, et se voir, après quinze ans à peine, appelé à la présenter au pays dominateur comme plénipotentiaire et, le traité conclu, à l'appliquer à sa patrie dans un effort de reconstitution totale auquel il était admirablement préparé. Mais au seuil de cette dernière phase, surmené, surtendu, voyant son rêve des solutions rationnelles se heurter à la guerre civile exécrée, son grand cœur éclata : il succomba soudain.

Toute sa carrière tient un peu du paradoxe. Non pas en vertu des événements qu'elle contient et qui, jusqu'à l'année dernière, furent simples et rares, si l'on excepte un séjour en Afrique du Sud d'où il était revenu plus hostile que jamais à la domination anglaise. Mais le paradoxal s'avère dans l'action qu'il exerça comme journaliste et publiciste. Cette action il la voulait réfléchie et morale; or il se trouva qu'en dépit de lui-même, elle devint le levier d'une rébellion violente (où il s'abstint) et d'une guerre nationale qu'il lui appartint de clôturer en chef de délégation, presque déjà en chef d'Etat.

A bien voir, dans sa vie comme dans celle de tous les hommes qui laissent des traces profondes et fécondes, l'étrangeté n'est qu'apparente. La force utile au rôle dominant qu'il joua, si elle ne lui vint ni du prestige magnétique exercé sur les foules, ni du don de choisir et de manier les hommes, (il travaillait en puissant solitaire), existait néanmoins en lui, mais sous une forme plus rare et plus haute. Et nous touchons alors à ce qui fait la signification générale et la valeur éminente d'Arthur Griffith. Cette énergie était, presque entière, con-

centrée en son intellect : seul un puissant effort de synthèse lui avait permis de saisir, derrière les manifestations panachées des partis irlandais nationalistes, en dépit des succès oratoires flamboyants (O'Connell) et des tactiques parlementaires triomphales (Parnell), malgré des gains réels aboutissant au *Home Rule* si longtemps rêvé, que les cent années qui venaient de s'écouler n'avaient été, depuis le reniement de 1800, depuis l'Acte d'Union, qu'une longue décadence, qu'une apostasie inconsciente de la patrie, qu'un abandon progressif de la langue, de la pensée, des arts, des lettres, des traditions proprement irlandaises : bref ce dix-neuvième siècle que tant de bonnes âmes prônaient comme une ère de progrès et de liberté à tout le moins en gestation, n'était aux yeux de Griffith qu'un siècle d'agonie lente et d'anglicisation.

Pour dégager cette vue de l'esprit, il fallait une singulière énergie intellectuelle. Il fallait une connaissance étendue de l'histoire, tant irlandaise que générale, et une indépendance foncière de jugement. Il fallait ne s'en laisser imposer ni par les événements les plus salués de bénédictions, comme l'émancipation des catholiques (1828), ni par les idoles populaires, à tant d'égards justement révérées, comme Grattan à la veille de l'Union et Redmond à la veille du Home Rule. Il fallait comprendre, et faire comprendre autour de soi, que la politique d'association forcée avec l'Angleterre, pratiquée par les députés irlandais au Parlement britannique, n'était du côté des Anglais qu'une politique de « pénétration pacifique », et du côté irlandais qu'une sentimentale et imbécile mystification : y prêter les mains, même avec les meilleures intentions, même en compagnie de grandioses fantômes historiques, c'était en deux mots faire le jeu de l'ennemi.

S'il en est ainsi, Griffith représentait donc la tradition hostile à toute collaboration avec l'Angleterre, la tradition de l'indépendance intégrale, maintenue au cours des âges par tous les intransigeants, des jeunes Irlandais (*Young Irelanders*) aux Compagnons du Clair de Lune, et des Fenians aux Sinn Feiners? Non, car leur intransigeance à tous voulait le recours à la violence, tandis que celle de Griffith, fondée sur

l'étude et sur la raison, entendait aboutir au même résultat, mais par des moyens à la fois révolutionnaires, c'est-à-dire anti-Parlementaires et en marge de la légalité plutôt qu'illégaux. Ces formules restent à expliquer, bien entendu : si on les emploie dès à présent c'est pour faire mesurer tout de suite l'originalité du nouveau sauveur de l'Irlande, qui se trouve être pour la première fois un penseur politique plus qu'un homme politique.

Homme d'une seule pensée, il fut l'homme d'un livre unique. Avant d'aborder ce livre, qui contient sa doctrine et sa méthode, et, dans l'œuf, tout l'esprit et la démarche du Sinn Fein, il convient de glaner dans les essais historiques que constituent ses meilleurs articles[1], les idées et les convictions que lui inspira l'étude de l'histoire. Bien qu'exprimées tardivement, elles formaient à n'en pas douter, depuis longtemps, les pivots de sa méditation politique, et, quand nous en arriverons à l'enseignement de son volume, elles nous aideront à mieux entendre sa voix.

*
* *

La politique de Pitt.

Sous ce titre, Arthur Griffith, en dix-sept articles, étudie la politique anglaise à l'égard de l'Irlande depuis 1783 jusqu'à nos jours. Cette politique impérialiste, un homme la conçut, la définit et l'appliqua, la léguant à tout le siècle qui suivit. Il la créa et la mit en œuvre avec sa méthode implacable et ses implacables conséquences, alors qu'au croisement d'événements décisifs il avait la faculté d'en suivre une autre moins grandiose, mais plus humaine et plus sûre. Voilà pourquoi la politique anglaise pratiquée depuis lors jusqu'à la fin de la grande guerre porte et portera justement le nom de William Pitt.

1. Nous entendons les articles publiés dans le *Sinn Fein* de 1911 et publiés en appendice à la 3e édition, 1918.

Quelles étaient les deux politiques qui s'offraient à l'homme d'Etat de vingt-quatre ans aux mains duquel, en une heure de débâcle, l'Angleterre remit ses destinées? Qu'on se rappelle 1783, date bien oubliée en France où, quoi qu'on dise, la mémoire nationale a des défaillances généreuses. En 1783, l'Angleterre, vaincue en Amérique par ses colons révoltés, tenue en échec sur mer par l'Espagne et la France, renonça par le traité de Versailles à gouverner les Etats-Unis. En 1783, par la loi inscrite au chapitre XXVIII des Actes de Georges III, vingt-troisième année du règne, l'Angleterre désemparée, sous la menace d'une armée irlandaise de cent vingt mille volontaires entraînés, ayant pour officiers l'aristocratie du pays et pour sous-officiers les vétérans de la guerre américaine, renonça à gouverner l'Irlande. La loi de renonciation (Renunciation Act) est formelle : « *Ledit droit, revendiqué par le peuple d'Irlande de n'être tenu et lié que par les lois promulguées par Sa Majesté* (en tant que roi d'Irlande) *et par le Parlement de ce royaume* (d'Irlande) *est et sera par les présentes définitivement déclaré reconnu et établi à tout jamais et ne devra en aucun temps à venir être jamais discutable ni remis en discussion* ».

Pour la première fois depuis Henri II Plantagenet, l'Angleterre reconnaissait officiellement n'avoir aucun droit de gouverner l'Irlande. Cette dure démarche une fois accomplie, deux routes s'offraient à William Pitt pour relever la fortune de son pays : prendre franchement son parti de ce qui venait de se faire, laisser à l'Irlande la plénitude de ses prérogatives et l'autonomie de son Parlement, associer la nation voisine à la politique, aux intérêts, à la gloire commune, comme elle avait agi avec l'Ecosse, unir les deux nations en une double monarchie sous un seul sceptre, la monarchie britanno-irlandaise, et, associant ainsi des ressources diverses et complémentaires, marcher sereinement dans les voies de l'Empire. L'autre politique consistait à reprendre en détail ce qu'on avait dû céder en bloc; à considérer comme nuls des engagements pris avec d'anciens sujets; à miner la situation économique d'une île dont la prospérité favorisée par l'autonomie commençait à s'affirmer d'inquiétante façon; à remettre la main

impériale sur le Parlement de Dublin et, dès que les circonstances le permettraient, à le supprimer en lui substituant une représentation peu gênante à Westminster. Ainsi fut fait.

Trois ans ne s'étaient pas écoulés depuis la Renonciation solennelle que, sous couleur d'établir un traité de commerce et de renforcer en commun « la puissance navale de l'Empire », Pitt fit voter à Dublin une loi appropriant à l'usage de la flotte britannique toutes les sommes du budget irlandais dépassant un certain revenu spécifié, 656.000 livres sterling.

De même qu'un Irlandais, Henry Blood, avait vu clair dès 1782 dans le jeu de Pitt, un député, Brownlow, se trouva en 1785 pour dénoncer les conséquences néfastes de cette résolution. Mais, comme la méfiance du premier, la pénétration du second fut mise en déroute par la noble confiance et la générosité de Grattan, servi ou plutôt desservi par sa chaude et entraînante éloquence. Arthur Griffith ne manque pas une occasion de montrer le mal que causa la politique naïve et l'art prestigieux du grand orateur : en griffant le tribun du passé, il égratigne les Grattan du jour.

Le Parlement d'Irlande en 1783 n'était pas un fantôme. Il comprenait une Chambre des Communes de trois cents membres et une Chambre des Lords de deux cents pairs. Il représentait un pays qui avait alors près de cinq millions et demi d'habitants tandis que l'Angleterre n'en comptait pas encore neuf millions. Proportionnellement à sa surface, l'Irlande était plus peuplée que l'Angleterre, ayant 166 habitants au mille carré alors que l'autre pays n'en comptait que 152. Sa dette était à celle de l'Angleterre ce que 1 est à 16. Et ce Parlement avait les moyens de travailler : il avait le pouvoir de lever une armée; de construire une flotte; de légiférer souverainement en matière fiscale; de négocier des traités de commerce; de déclarer la guerre et de conclure la paix. C'était le Congrès des Etats-Unis, moins le président; c'était l'indépendance américaine, malheureusement sans l'Atlantique. En trois ou quatre ans, il prit une série de mesures qui décuplèrent la puissance économique du pays. Dublin édifiait son Palais de Justice, sa Douane, autre palais célèbre. Pitt comprit que,

s'il laissait grandir ce parlement, né d'hier, il lui faudrait avant dix ans partager l'empire. Il y mit bon ordre.

Il dut s'y prendre à plusieurs fois. La première, il fit adopter à Londres des propositions pour la sauvegarde du commerce britannique : interdiction de concurrencer la Compagnie des Indes, restrictions coloniales, etc... Le bill correspondant fut introduit au Parlement de Dublin. Mais Henry Flood, la seule tête fraîche de l'assemblée, para le coup. Sa motion, qui réaffirmait les prérogatives du Parlement irlandais, ayant été adoptée, le bill fut rejeté. Pitt, voyant qu'il ne pouvait vaincre l'obstacle de front, se réserva de le tourner.

La folie de Georges III lui fournit l'occasion de soumettre l'Irlande à une nouvelle épreuve. Il obtint de Westminster une loi limitant strictement les droits du régent éventuel. Menace et corruption furent tour à tour employées pour la faire voter à Dublin, mais les Chambres irlandaises maintinrent leur droit de choisir le régent et de définir ses pouvoirs. Le roi s'étant rétabli, la mesure n'eut pas de suites; mais elle infligea une seconde défaite à Pitt et Pitt une seconde fois jura de se venger.

Il joua la dernière carte des politiciens aux abois : le terrorisme. A la fin de 1796, aidé d'un aventurier de génie, John Fitz Gibbon, le Château de Dublin, conclut Griffith, «se sentant prêt pour l'insurrection, lâcha ses bachibouzouks pour la déchaîner ».

La suite est bien connue. Passons sur une des plus tristes pages de l'histoire humaine. Notons seulement que les milices irlandaises, peu à peu évacuées sur l'Angleterre, furent remplacées par des milices anglaises, qui montèrent au total de cent trente-sept mille hommes; que les catholiques se laissèrent gagner par la promesse de « l'émancipation », c'est-à-dire du retour au droit commun; qu'on eut recours à toutes les formes de la corruption et même au duel systématique, cet assassinat hypocrite. Malgré toutes ces violences, en janvier 1800, le Bill d'Union fut repoussé par 111 voix contre 106, et si, en juillet, Castlereagh continuant son œuvre, 176 finirent par voter l'Acte, 124 résistèrent à toute intimidation.

Si l'Union n'avait pas été une manœuvre, si elle avait été équitable, elle aurait donné à l'Irlande, eu égard à sa population, 254 députés à Londres. Le Parlement britannique comptait alors 558 représentants. Admettre le chiffre équitable eût été admettre le partage de l'empire, et précisément toute la politique de Pitt avait pour objet de l'éviter, afin que l'Angleterre restât seule maîtresse et seule bénéficiaire. Aussi couronna-t-il son œuvre en limitant à cent au plus le nombre des députés irlandais. Il croyait assurer le triomphe durable de son pays ; il ruina l'Irlande, il est vrai ; mais après un détour d'un siècle, il prépara en fait l'impuissance de l'Angleterre en face des périls de l'avenir.

Au commencement du vingtième siècle, il devient clair que la politique de Pitt qui exigeait l'Acte d'Union, a échoué, et précisément en raison de cet Acte d'Union. Avec la transformation économique du pays, avec le développement du machinisme et le besoin grandissant de débouchés pour les manufactures anglaises, l'asservissement de l'Irlande et l'abaissement de la France ne suffisaient plus : ce n'étaient que des moyens politiques : il en fallait d'autres à présent pour effectuer la conquête commerciale du monde.

Au temps de Waterloo, le propriétaire foncier, le roi de l'ancienne ère économique, résistait encore et l'Angleterre restait protectionniste. Mais dès 1824, les héritiers de la politique de Pitt comprirent que l'heure du manufacturier approchait et que la doctrine d'Adam Smith, « le mentor de Pitt », comme l'appelle Griffith, était non plus seulement bonne à prêcher au Continent, mais même à appliquer à l'Angleterre.

A ce libre échange, si évidemment échafaudé pour les besoins d'une cause, s'opposa en Europe continentale le protectionnisme de Frédéric List, fils d'un tanneur wurtembergeois. Exilé parce qu'il portait ombrage à l'Angleterre, il rencontra en Amérique deux Irlandais, Carey père et Carey fils, et travailla de concert avec eux. Ces Irlandais eurent plus tard autant d'influence sur la genèse du protectionnisme américain qui aboutit au tarif Mac Kinley que List lui-même en eut sur la genèse du protectionnisme allemand qui aboutit

au Zollverein. List et les Carey suscitèrent les deux grands rivaux de l'Angleterre au dix-neuvième siècle, les Etats-Unis et l'Allemagne.

Il fallut attendre 1845 pour voir sur toute la ligne le triomphe du libre échange. Après la mort de Canning, Palmerston prit en main l'héritage de Pitt et le géra pendant une longue génération sans y ajouter une seule idée. Avec l'ancêtre initiateur, il croyait encore qu'il suffisait — l'Irlande ne comptant plus — de contenir ou de diminuer la France, alliée parfois (Crimée) et toujours rivale (1870), pour garder l'hégémonie. Mais l'Irlande comptait encore et le monde ne cessait de croître en puissance, et en complexité. Ni Disraeli, ni Salisbury, ni même Gladstone ne purent se dégager de l'écrasant et aveuglant héritage en offrant à l'Irlande un partage loyal d'autorité. Et pendant tout ce temps, l'Allemagne grandissait jusqu'au gigantisme, et dès 1904, Griffith prédit que, l'heure venue, l'Empire britannique se retrouverait sans l'Irlande en face de l'Allemagne déchaînée : sans l'Irlande, c'est-à-dire comme au temps de William Pitt, ayant l'Irlande contre elle.

* * *

L'anti-Pitt,
exemple d'indépendance nationale par loyale association.

La contre-partie de la politique de Pitt, Arthur Griffith la trouva dans la politique du ministre autrichien Beust qui aboutit à l'accord de 1867 avec la Hongrie. Car la Hongrie, si longtemps asservie, est à ses yeux une autre Irlande. De là le soin avec lequel il étudia l'histoire de ce pays. Il y consacra un livre qui fut appelé à une fortune singulière, celle de fournir une formule d'action nationale à l'heure où l'œuvre du parti parlementaire westminstérien entrait en agonie.

Arthur Griffith ne fut pas le premier à s'apercevoir de la ressemblance que présentait le sort des deux pays. Il cite

lui-même William Smith O'Brien et Sidney Smith qui, il y a un siècle, déclarait qu'il était « impossible de penser aux affaires d'Irlande sans être frappé du parallèle qu'elles présentent avec les affaires de la Hongrie » Mais il fut le premier à étudier de près les faits et les caractères. Soixante ans auparavant, la Hongrie était aussi effacée moralement, aussi écrasée financièrement que pouvait l'avoir été l'Irlande de 1849. Or, en moins de deux générations, par une méthode originale qu'il faut analyser et méditer, la Hongrie amena l'Autriche à composition, et, une fois libre, avança par bonds étonnants vers le bien-être, la civilisation et la dignité.

Griffith commence par rassembler en un énergique raccourci toute l'histoire de la Hongrie depuis le huitième siècle jusqu'aux jours de 1849 où l'Europe disait, se trompant une fois de plus : *Finis Hungariæ.*

Mais déjà depuis quinze ans travaillaient au même dessein deux patriotes, étrangement divers de génie, Kossuth et Deak; le premier, avocat protestant; le second propriétaire catholique. Deak est aussi ignoré du grand public en France que Kossuth en est admiré. Cette différence injuste tient sans doute à ce que Louis Kossuth était pénétré des principes de 1789, tandis que François Deak resta toujours assez étranger aux maximes de la Révolution française.

Dès son arrivée à la Diète de 1833, Deak, choisit comme base d'action la Pragmatique Sanction, par laquelle au dix-huitième siècle l'Autriche avait reconnu qu'elle n'avait pas de titre pour gouverner la Hongrie. Griffith assimile cette attitude à celle d'un Irlandais qui, en 1904, s'en serait tenu pour appuyer sa politique au Règlement de 1782 renforcé par la Renonciation de 1783, enlevant ainsi toute valeur juridique, au point de vue irlandais, à l'Acte d'Union. L'attitude de cet Irlandais imaginaire fut celle même d'Arthur Griffith.

« La nation ne doit en tout dépendre que *d'elle-même* », telle fut la devise constante de Deak; elle devint celle de Griffith, et ses deux derniers mots, traduits en irlandais donnent *Sinn Fein.*

Comment François Deak mit-il sa maxime en pratique?

Tout d'abord par la résistance passive. Et il prêcha d'exemple. Après que la Constitution de 1848 eut été retirée et la révolte écrasée par les forces autrichiennes et russes combinées, Deak interné par l'Autriche, restait quasi seul de tous les chefs patriotes. Il ne désespérait point. Une fois libre, il vendit son petit domaine et s'installa à Pest, se bornant dans une chambre d'étudiant à cultiver l'esprit national en racontant le passé dans la langue du passé. Inquiets, les dirigeants autrichiens lui offrirent la charge de grand juge, *judex Curiæ*. Deak répond doucement qu'il y réfléchira « quand la constitution hongroise sera restaurée de plein droit ». Et il continua de conter des histoires aux enfants et d'enseigner le hongrois autour de lui. Si écrasée que fût sa patrie, Deak se sentait fort, car cet écrasement même avait fait d'elle un bloc homogène.

Et, avec un doux entêtement, il continua de résister au souple Bach, « le Lloyd George autrichien » dit Griffith, qui lui offrait de nommer des délégués et de négocier. — Désolé, répondit Deak; privés de Constitution, nous n'avons pas d'existence politique : ce que vous demandez est impossible. Bach envoya en Hongrie l'empereur en personne. L'accueil fut si frais que François-Joseph revint en vitesse. Tenace, Bach voulut reprendre la conversation. « Nous avons fait les premiers pas, dit-il à Deak, venez causer ». — « Merci, répartit Deak : ce ne sont pas des mots qu'il nous faut; je reste à Pest».

Alors survint la guerre de l'Autriche avec la France et le Piémont. Fort empêché, l'empereur donna congé à Bach et, non sans hardiesse, offrit à un Hongrois de prendre le portefeuille de l'Intérieur. — « Mille grâces, répondit le baron Josica, mais n'étant pas Autrichien, je ne comprends pas les Autrichiens et ne puis me mêler de les gouverner». Et François-Joseph dut se rabattre sur un Polonais.

Reprenant l'idée d'amadouer le Hongrois, Golouchowski lui offrit pour ses compatriotes six sièges au Reichsrath, sorte de Conseil d'Etat. — « Ne bougez pas, dit Deak aux siens : si on a besoin de la Hongrie qu'on la consulte par l'entremise de son Parlement. » Bien entendu il fit des mécontents parmi les timides, les faibles de caractère, qui, dans tous les pays

savent se couronner d'un halo de sagesse et qui sont prompts à s'attendrir quand on leur parle de réconciliation. Aussi quand le tenace Golouchowski nomma d'autorité une commission hongroise pour enquêter sur les résultats donnés par la loi municipale, ce qui était un euphémisme officiel pour rétablir à bas bruit les conseils de comté, le pays anxieux, partagé, se tourna vers Deak. Les hommes sages pressaient les conseillers nommés d'accepter. « Renvoyez vos lettres patentes, répondit Deak inflexible : seul le pouvoir régulier hongrois peut nommer une commission hongroise ». L'Autriche battue à Solférino, se sentit battue, non moins complètement, à Buda-Pest. C'est où l'attendait Deak, fumant sa pipe : par acte normal purement hongrois furent rétablis les Conseils de comté.

Le successeur de Golouchowski, encore plus ambitieux, prétendit résoudre toutes les questions de même coup : la tchèque, la croate, la roumaine et le problème hongrois. A toutes les minorités il offrit une représentation au Parlement de Vienne, comme l'Angleterre faisait au Parlement de Londres. Mieux : pour la Hongrie, c'était l'équivalent d'un *Home Rule* avec quatre-vingt cinq députés au Parlement impérial. Eh bien ? interrogèrent les opportunistes magyars. Deak s'employa à les calmer. « Chaque chose en son temps. Elisons d'abord notre Diète ». Ainsi fut fait, avec 270 anti-autrichiens sur 300 membres.

Dans cette fameuse Diète de 1861, Deak rédigea l'adresse à l'empereur. Il rappela sans ambages que le contrat fondamental et définitif avait été conclu en 1723 et que rien, ni paroles, ni écrits, ni serments, ni batailles ne pouvaient prévaloir contre ce contrat. « Donc, concluait le document, nous déclarons que nous ne ferons pas partie du Parlement impérial, et de plus que nous dénions audit Parlement le droit de légiférer pour les affaires de Hongrie ».

A la colère peu diplomatique de l'empereur répondit une deuxième adresse spécifiant que « toute élection faite en dehors des formes édictées par la Constitution (alors retirée) serait nulle et que les élus n'auraient pas qualité pour repré-

senter la Hongrie. » A ceux qui parlaient des dommages causés par cette attitude, Deak de répondre : ces dommages sont réparables; l'irréparable, serait de renoncer de nous-mêmes à un droit une fois reconnu.

Une guerre sourde suivit ces deux remontrances. En vain l'Autriche joua-t-elle tour à tour de la force et de la conciliation. Bientôt s'imposèrent les dernières humiliations. La Prusse devenait pressante. Le Parlement impérial traînait une misérable existence. L'empereur se dit prêt à rendre aux minorités le moyen de se gouverner Mais il fallut Sadowa pour le décider à passer aux actes. Des deux maux, la débâcle de l'empire ou la capitulation devant les Hongrois, il choisit le moindre : il capitula. Deak, enfin récompensé de sa patience clairvoyante, eût la satisfaction d'envoyer l'ultimatum.

Les détails de l'Accord de 1867 qui établit la Monarchie dualiste sont connus. Ce qui l'est moins c'est le désintéressement de Deak, qui, pressenti pour être Premier, déclina même tout portefeuille; c'est aussi la profonde transformation que subit la Hongrie restaurée dans sa liberté. Griffith s'étend sur ce sujet, où son optimisme d'homme méthodique et froid se complaît, rassuré par les chiffres et les résultats tangibles

*
* *

Le parallèle.

Pas à pas on a pu suivre le parallèle constamment suggéré par Arthur Griffith. Occupée depuis des siècles et gouvernée par un pouvoir étranger, l'Irlande, comme la Hongrie en 1723, a vu ce pouvoir étranger reconnaître en 1783 qu'il n'avait pas le droit de lui imposer son gouvernement. Quand la Hongrie, écrasée par les armes, revint, unie enfin, au pur esprit national, elle se fonda sur la Constitution de 1848 (déchirée) et sur la Pragmatique Sanction (non moins lacérée). L'Irlande de même n'a qu'à s'en tenir, sans jamais en démordre, au Contrat de 1782, confirmé par la Renonciation de l'année suivante.

Mais, objectera-t-on, le Parlement de Dublin a détruit cet

accord en se suicidant par l'Acte d'Union. — Nullement, répond Griffith. Cet acte est nul et non avenu. Il n'a aucune valeur. Les députés de Dublin n'avaient aucun pouvoir pour mettre fin au Parlement dont ils n'étaient qu'un aspect passager. Ils n'avaient point reçu mandat à cet effet. « La législature, dit Locke, ne saurait transférer la confection des lois, car elle a simplement un pouvoir de délégation ». Tous les grands légistes irlandais, de Saurin à Fitz-Gerald, sont unanimes sur ce point. Si l'Irlande, dès 1800, avait adopté la politique de Deak, elle aurait eu le dessus en moins de dix ans, avant la mort de Pitt. Mais l'homme qui était de taille à comprendre et à mener à bien cette tâche, Henry Flood, mourut trop tôt. Grattan, grand orateur, était comme homme d'Etat, petit. O'Connell lui-même — autre orateur et simple orateur — ne comprit pas la position légale de son pays. Il demandait l'abrogation de l'Acte de 1800 « comme si, ajoute Griffith, il pouvait y avoir abrogation légale d'une illégalité ».

Satisfait de voir que le parallélisme était solide et complet, Griffith s'attacha sur le champ à en déduire les conséquences. Dès les premiers numéros de *The United Irishman*, il prit position contre l'envoi de députés à Westminster. Outre l'analogie du cas hongrois, il avait deux raisons, une de droit, l'autre de fait. La première était que siéger à la Chambre des Communes, c'était reconnaître l'usurpation d'une assemblée étrangère. La deuxième était la décadence morale et matérielle où un siècle de cette politique parlementaire avait de chute en chute conduit le peuple d'Irlande.

Son plan fut de reprendre la seule idée d'homme d'Etat qu'ait eue, un moment, O'Connell, celle de convoquer à Dublin un Conseil des Trois Cents. Vers la même époque, dans les années quarante, on avait aussi lancé l'idée de créer des Cours d'arbitrage destinées à remplacer les tribunaux anglais. Réaliser ces deux projets c'était, aux yeux de Griffith, pratiquer les deux actes initiaux de toute politique de salut : ce furent, on s'en souvient, les deux démarches essentielles du Sinn Fein.

Ensuite, il fallait coordonner l'action des Conseils de comté qui, — seul avantage de l'Irlande sur la Hongrie abattue, —

avaient survécu à la mort des institutions libres. Les 25.000 livres sterling employées chaque année à l'entretien des députés à Westminster, il fallait les appliquer à mettre le monde entier au courant de la lutte engagée et, nécessité vitale, à ouvrir des marchés aux produits irlandais. Comme les Hongrois, il fallait établir partout des agents consulaires et commerciaux; enfin, toujours comme la Hongrie, l'Irlande unie, par la voix de ses Trois Cents, écarterait des forces militaires et navales de l'Angleterre les hommes et les officiers qui leur fournissent un appoint de premier ordre : l'abstention hongroise avait permis Sadowa.

Pour réussir dans cette politique, ni violente, ni proprement illégale, il faudra des hommes de sang-froid, d'idées claires et d'inébranlable propos, bref des hommes taillés sur le patron de Deak. Griffith était persuadé que de tels hommes trouveraient dans le peuple irlandais le même soutien loyal et passionné que Deak avait rencontré chez le peuple hongrois; et cette prophétie se trouva vérifiée quand il lui fut donné d'assumer son grand rôle.

* * *

Le Sinn Fein issu de la « politique hongroise ».

C'est le 28 novembre 1905, au premier congrès annuel du Conseil National, tenu à Dublin, qu'Arthur Griffith traça les grandes lignes du programme sinn fein.

Il constate la carence et la vanité de l'action westminstérienne et cherche ailleurs les remèdes. Il les trouve ramassés dans une seule et unique formule : *ne s'attendre qu'à soi seul.* C'est d'une reconstitution totale qu'il s'agit. Il l'aborde par la vraie base, l'éducation. Pour lutter contre l'anglicisation par l'école, il faut, en faisant appel aux fonds des Irlandais dispersés dans le monde entier, créer partout des écoles volontaires purement irlandaises. Après le pain des esprits,

le pain des corps. Depuis une génération, la surface des terres cultivées a diminué du quart : il faut que les Conseils de Comté donnent des primes à l'ensemencement, afin que l'Irlande arrive à nourir sa population industrielle aussi bien que sa population agricole.

En économie politique, suivre List et Carey et tourner le dos à Adam Smith. Son individualisme a fait son temps. Entre l'individu et l'humanité se dresse la nation, instrument de conservation, de croissance et de progrès. La tâche de la politique nationale est d'assurer l'existence et la pérennité de la nation. De l'unité des intérêts matériels dérive la force de la nation, et cette unité, c'est le Conseil national qui la dégage et lui donne l'être. La protection est nécessaire pour favoriser la production manufacturière. Une marine marchande est la conséquence qui vient ensuite. En Irlande elle ne serait pas nouveauté. Lors de l'autonomie de 1782, qui avait aboli les lois restrictives imposées par les Anglais, la marine marchande avait très vite pris un développement considérable. La situation maritime du pays est la plus favorable de l'Europe; les ports y offrent des possibilités exceptionnelles.

N'attendons pas non plus pour répandre à l'étranger nos agents consulaires : un attaché commercial vaut dix députés perdus dans un parlement hostile. Deux systèmes sont encore à réformer : le régime des chemins de fer et le régime des indigents (*PoorLaw*). Ces réformes sont aussi nécessaires à la bonne circulation du corps social qu'à sa santé et à sa dignité : on ne peut continuer, comme dans l'autre île, à traiter les pauvres en criminels et, avant de les secourir, de commencer par les déshonorer.

Pour toutes ces tâches, et le reboisement de la grande plaine centrale, et l'aménagement des ports, etc. il s'agit de créer de toutes pièces une administration civile. Pour y arriver, Griffith revient à ses deux idées fondamentales : envoyer une Diète officieuse à Dublin et, dans les comtés, instituer des cours d'arbitrage. Pourquoi tarder? Il n'y a qu'à commencer. Et l'exemple de Deak, il le renforce de l'exemple de Papineau, le Canadien français.

Quand la Hongrie voulut s'affranchir du système bancaire autrichien qui drainait tout son or contre du papier, ce que fait le système bancaire anglais en Irlande, elle n'échafauda point de théories et ne se perdit point en discussions : Kossuth s'assura le concours des Conseils de comté et, avec l'aide des patriotes aisés, fonda la Banque nationale de Hongrie. Pour le régime bancaire comme pour le reste, notre politique doit être d'amener le peuple à reprendre confiance *en soi*.

Tel fut l'exposé de la politique « à la hongroise » que fit Arthur Griffith en 1905 : il contenait tout l'esprit et les points essentiels du programme des Sinn Feiners.

Cet exposé servit grandement à donner le branle au nouveau mouvement; mais il convient de ne pas s'y méprendre. Il ne créa pas des organisations séparatistes. Ces organisations existaient alors comme elles ont existé de tout temps en Irlande. Il fut d'un haut prix pour leur donner une formule et un plan d'action. L'esprit pré-existait. Même, à ce moment avec la génération qui travaillait à la renaissance dramatique littéraire, artistique, des Yeats et des George Russell, cet esprit préludait à un nouvel épanouissement que manifesta et favorisa, à un degré qu'on ne saurait trop dire, la *Ligue Gaélique*. Sa propagande excluait les questions de politique pour porter son zèle sur la vieille langue, sur l'histoire, les industries, les arts, bref la culture intégrale de la tradition irlandaise. Sans bien s'en rendre compte, les ligueurs trahissaient, eux aussi, le détachement de la politique parlementaire suivie à Westminster.

Aussi lorsque dès 1899 Griffith reçut avec William Rooney — lui encore précocement enlevé à son œuvre, — la direction du journal fondé par les séparatistes de Dublin, il trouva les esprits préparés à subir l'attrait de son aimantation. Et quand, en 1904, il écrivit les articles « hongrois » résumés plus haut et en 1905 l'ample discours-programme qu'on vient d'analyser, le Sinn Fein avait corps et âme : il entrait dans la vie.

Etudier les textes de Griffith met en garde contre une grave erreur, celle qui consisterait à regarder la politique sinn fein

comme un simple procédé d'action politique après tant d'autres. Suivant la compréhensive expression de P. S. O' Hegarty [1] le Sinn Fein est une philosophie nationale. On peut s'y méprendre parce que, par un de ses aspects, en s'attaquant au parti dominant, il a pris couleur d'adversaire politique. Mais c'est là pour lui un aspect secondaire, négligeable. Son originalité, son haut prix tiennent à ce qu'il domine les partis et les individus, si doués qu'ils soient, si divers, si opposés même, qui parlent en son nom. Aussi, grâce à son amplitude, grâce à son vaste dessein de reconstruction nationale, attendu qu'il embrasse les éléments les plus sains, les plus vivaces, les plus généreux, les plus passionnés comme les plus pondérés de la race, ayant su toucher à l'heure décisive le cerveau et le cœur des Arthur Griffith, des Michel Collins, des des Eamonn de Valera, on conçoit que, suivant l'esprit de la *Ligue Gaélique*, son inspiratrice et de Griffith, son formulateur, le Sinn Fein survive aux pires amputations.

Un chapitre biographique sur Griffith nous rappelle son intime et précise connaissance de l'Irlande, de toute l'Irlande, sa culture générale et technique, son talent d'écrivain qui le place d'emblée en la compagnie de Swift et de John Mitchel, son doigté net et sûr de tout le clavier nationaliste. Pour éclairer le caractère réservé, distant, voire bourru, on dit encore qu'il ne connut jamais le culte des héros. Est-ce bien sûr? Quand Arthur Griffith déclare que si le peuple irlandais par sa fidélité à ses chefs vaut le peuple hongrois, il ajoute non sans mélancolie que les chefs n'ont pas valu ceux qu'a trouvés la Hongrie. Et il conclut : « Dans Mitchel, — qui valait mieux comme homme — l'Irlande a possédé la moitié d'un Kossuth ; mais elle n'a jamais eu un Deak ».

Ce Deak qu'il souhaitait à son pays, il l'a chéri (on s'en est aperçu) de toute la calme et lucide tendresse de son intelligence : il en a fait son exemple, son inspirateur, son méditatif héros. Aussi y a-t-il, dès à présent, de fortes raisons de croire que, quand la brise d'un demi-siècle aura chassé l'âcre

1. *Sinn Fein, An illumination,* 1919.

et lourde fumée des morts brutales et des luttes fratricides, le chercheur d'alors en appellera du jugement prématuré de Griffith, jugement que la mort ou la modestie ne lui ont pas laissé la faculté de réviser, et il se prendra peut-être à répondre au grand esprit, au seul penseur politique d'une époque bouleversée : « Mais si, l'Irlande a eu son François Deak, et ce Deak irlandais fut Arthur Griffith, le théoricien du Sinn Fein .»

Charles-Marie Garnier.

VIE ÉCONOMIQUE

LES CONDITIONS DE LA VIE EN ALLEMAGNE

I. — Les prix.

Dans un pays tel que l'Allemagne, où l'augmentation du coût de la vie a été considérable, et, en ces derniers temps, de plus en plus rapide, la calcul du coefficient (ou index) de cherté prête à bien des confusions : tantôt, en effet, l'on considère les prix de gros, tantôt les prix de détail, tantôt, enfin (dans les statistiques officielles ou les calculs de minimum d'existence) les prix d'un petit nombre de produits considérés comme essentiels : dans ce cas l'ont tient compte également de la consommation moyenne de chaque produit.

Prix de gros. — Distinguons entre ces trois modes d'évaluation. Les prix de gros n'ont qu'un rapport indirect avec le sujet qui nous occupe, et qui est de déterminer les conditions de l'existence en Allemagne. Cependant il n'est pas sans intérêt de marquer le niveau relatif de ces prix et leur évolution, comparativement aux prix de détail, qui atteignent directement le consommateur.

Les statistiques établies par la *Gazette de Francfort* pour 98 produits, divisés en cinq groupes : produits alimentaires, textiles et cuirs, minéraux divers, produits finis, donnent au 1er septembre 1922 le tableau suivant, où le chiffre 100 représente les prix de juillet 1914.

		Cours du dollar	Groupe I produits alimentaires	Groupe II textiles, cuirs, etc.	Groupe III produits minér.	Groupe IV divers	Groupe V produits finis	Index moyen pour 98 produits
Milieu	1914	100	100	100	100	100	100	100
Janv.	1920	1190	1972	3407	2749	1101	1343	1997
Janv.	1921	1771	2019	3840	2780	1776	1594	2127
Janv.	1922	4476	3840	7168	5178	3149	3159	4238
Févr.	—	4815	4300	7722	5525	3492	3367	4612
Mars	—	5988	5211	8492	6810	4201	3817	5427
Avril	—	7054	6330	10585	8585	5288	4644	6722
Mai	—	6893	6649	11379	9305	5961	5546	7379
Juin	—	6494	6967	11891	10141	6413	5859	7841
Juillet	—	9500	8323	13938	12168	6881	6750	9140
Août	—	18833	13691	21910	18355	10993	8549	13935
Septem.	—	32142	29175	36398	42648	21605	18352	28919

De ce tableau, il résulte :

1° Que l'index moyen de 98 produits de gros est passé au 1er septembre, de 100 à 28.919, c'est-à-dire que le prix de ces produits se trouvait multiplié par 289, plus une fraction;

2° Que l'augmentation affecte d'une façon très variable les diverses catégories de marchandises : le prix des produits minéraux et métallurgiques est multiplié par 426, tandis que celui des produits finis ne l'est que par 193, celui des produits alimentaires par 291;

3° Qu'en janvier 1920 les prix étaient déjà multipliés par près de 20 (chiffre index moyen 1997); qu'au cours de 1920 ils ont légèrement augmenté (janv. 1920 : 1997 — janv. 1921 : 2.127); qu'en 1921, ils ont à peu près doublé (janv. 1922 : 4.238); que de janvier à août 1922 ils ont plus que triplé (août 1922 : 13.935) et que d'août à septembre ils ont plus que doublé; de sorte que durant les huit premiers mois de 1922, ils ont plus que sextuplé.

Le fait saillant serait donc l'accélération de la hausse.

Prix de détail. — La statistique des prix de détail est beaucoup plus incertaine : ces prix présentent en effet des variations plus grandes, non seulement d'une ville à l'autre, mais souvent pour une même denrée ou un même article, à l'intérieur d'une même localité. D'autre part, ils ne sont généralement pas cotés comme les prix de gros, suivant le cours officiel d'une bourse ou d'un marché. Enfin les différences apparentes entre deux prix du même produit tiennent parfois à une différence de qualité. Il paraît donc difficile de faire entrer ces prix dans une statistique d'ensemble, et d'établir pour eux un index moyen.

On ne peut que grouper certaines catégories de marchandises, et rechercher leurs variations de prix, le plus souvent dans un endroit déterminé.

La *Gazette de Francfort*, qui a fait ce travail pour 26 articles d'habillement (vêtement, linge, chaussure) dans un grand magasin qu'elle déclare digne de toute confiance[1], établit que les prix en avaient augmenté de 78 fois au commencement d'avril 1922, et de 100 fois au début de juillet. Dans le même temps les matières premières et produits demi-ouvrés servant à la fabrication de ces articles (textiles, cuir, etc.) avaient augmenté de 140 fois.

Ainsi la première constatation qui s'impose est que la hausse des prix de détail est beaucoup moindre que celle des prix de gros. Ce fait se confirme si l'on considère les prix de dix denrées alimentaires (haricots, pois, riz, saindoux, lait condensé, cacao, œufs, pommes de terre et

1. Ce magasin se trouverait dans une grande ville rhénane qui n'est pas expressément désignée.

ucre), dont l'index moyen, dans le commerce de gros et de détail, serait le suivant :

		Prix de gros	Prix de détail
		—	—
	914	100	100
Janvier	1920	2761	1569
Janvier	1922	4209	2802
Avril	1922	6348	4244
Juin	1922	7152	5013
Juillet	1922	8553	5613
Août	1922	14591	8902
Septe.	1922	36057	21761

Notons que l'écart entre les index des prix de gros et de détail est sensiblement le même que celui que nous avons constaté entre l'index des prix des vêtements et celui des matières qui servent à leur fabrication : ceux-ci étaient respectivement, au début de juillet, de 100 et 140; pour les denrées alimentaires nous avons à la même date les deux chiffres 56 et 85, dont le rapport ne diffère pas d'une manière appréciable de celui des deux chiffres précédents.

Coût de la vie et minimum d'existence. — Quand bien même on calculerait les prix moyens au détail, de plusieurs centaines de denrées et d'articles, on n'obtiendrait pas une notion, même approximative, du coût moyen de l'existence : il est clair, en effet, qu'un grand nombre de produits n'entrent pas dans la consommation courante de la majorité de la population[1]; et que, d'autre part, il faut tenir compte de l'importance relative de chacun des produits généralement consommés, c'est-à-dire des quantités que chaque individu consomme. Si, par exemple, chacun consomme 2 kilos de pain et 200 grammes de viande par semaine, le prix de la viande ne saurait entrer, au même titre que celui du pain, dans le calcul de l'index de cherté.

C'est en tenant compte de ces considérations que les statistiques, officielles et privées, essayent de déterminer l'index du coût de la vie en Allemagne.

L'index du Reich (Reichsindexziffer für die Lebenshaltungskosten) publié mensuellement par les services de la statistique officielle est calculé d'après le prix de la ration normale de quelques denrées essentielles pour une famille de cinq personnes (le père, la mère et trois enfants de 12 ans, 7 ans, un an et demi); en outre, il fait entrer en ligne de compte les prix du chauffage, de l'éclairage et d'un logement de deux pièces avec cuisine.

En partant du chiffre 100, qui représenterait les prix de 1914, cet

1. Cette remarque s'applique, non seulement à des produits de luxe, mais à des denrées qui, avant la guerre, étaient consommées par tout le monde : le café, par exemple. On peut admettre qu'à l'heure actuelle 99 Allemands sur 100 ne consomment plus de véritable café.

index donne les chiffres de 573 pour janvier 1920, 944 pour janvier 1921, 1640 pour janvier 1922, 3779 pour juin, 4990 pour juillet et 7029 pour août de la même année.

L'index du Dr Kuczynski se rapporte au *minimum d'existence* pour une famille composée des parents et de deux enfants de 6 à 10 ans. Il est calculé pour Berlin, tandis que l'index du Reich résulte d'une moyenne pour toute l'Allemagne. Enfin, il tient compte, non seulement des dépenses de nourriture, de logement, de chauffage et d'éclairage, mais de celles d'habillement et de quelques autres dépenses indispensables.

Cet index donne les chiffres de 765 pour janvier 1920, 1112 pour janvier 1921, 1905 pour janvier 1922, pour juin 41500. Ces chiffres sont plus élevés que ceux du Reichsindex. Nous verrons tout à l'heure pour quelle raison.

Il existe encore d'autres index de cherté, parmi lesquels celui de Calwer, qui prend pour base la ration d'un marin en temps de paix, celui du Dr Elsass, qui se sert des mêmes éléments que le Dr Kuczynski. Enfin toutes les grandes villes ont leurs statistiques, dont les résultats sont publiés dans le *Reichsarbeitsblatt* (Bulletin du travail d'empire Le Dr Silbergleit, directeur de l'office statistique de Berlin, calcule la quantité et le prix de la nourriture d'après le nombre de calories nécessaires à l'entretien du corps.

Le tableau ci-dessous[1] reproduit les chiffres publiés par ces différents statisticiens.

Chiffres-index de cherté de vie.

(Le chiffre 100 représente les prix d'avant-guerre, sauf dans la statistique de Silbergleit, où il se rapporte aux prix de juillet 1919.)

	Kuczynski	Silbergleit	Mannheim	Elsass	Calwer pour Francfort	Calwer moyen. du Reich	Statistique du Reich
Avant-guerre 1920	100	100	100	100	100	100	100
Janvier	765	237	763,8	667	608	529	573
Février	883	238	—	—	733	598	637
Mars	1118	255	—	777	922	708	757
Avril	1302	269	1046	—	1087	800	848
Mai	1269	264	—	1090	1178	910	895
Juin	1056	255	—	—	1150	940	856
Juillet	1126	235	1190	1045	1125	1020	856
Août	1069	215	1179	—	1109	1056	813
Septembre ..	1038	217	—	1061	1265	1108	794
Octobre	1104	226	—	—	1454	1345	843
Novembre ..	1098	227	—	1192	1510	1443	891
Décembre ...	1135	231	1481	—	1630	1495	945

1. Emprunté à la *Wirtschaftskurve der Frankfurter Zeitung*, III. Heft. *Juli* 1922.

1921							
Janvier	1112	231	1447	1173	1705	1545	924
Février	1087	219	—	—	1532	1453	901
Mars	1036	212	1280	1120	1488	1440	901
Avril	975	209	1236	—	1391	1420	894
Mai	989	206	1228	1058	1473	1431	880
Juin	1079	214	1240	—	1358	1424	896
Juillet	1126	225	1244	1106	1396	1453	963
Août	1175	232	1272	—	1519	1600	1045
Septembre ..	1221	242	1310	1205	1538	1618	1062
Octobre	1340	261	1392	—	1642	1695	1146
Novembre ..	1765	330	1547	1440	1870	1915	1357
Décembre ..	1935	349	1863	—	2041	2078	1550
1922							
Janvier	1905	356	1964	1658	2128	2220	1640
Février	2179	387	2170	—	2780	2725	1989
Mars	2738	452	2501	2338	3090	3180	2302
Avril	3179	568	3035	—	4165	4151	2804
Mai	3452	604	3871	3130	4320	4430	3038 3462[1]
Juin	—	662	4548	—	4960	5190	3779
Juillet	—	—	—	4210	—	—	—

De ce tableau il ressort que les évaluations des statisticiens, si elles présentent des différences notables, traduisent de la même façon, le mouvement des prix, légèrement ascendant en 1920, stationnaire ou légèrement en baisse au début de 1921, en hausse à la fin de cette même année, et montant avec une rapidité croissante en 1922.

Si nous comparons ces variations à celles des prix de gros, nous constatons que l'index de cherté suit une courbe à peu près parallèle.

Comparaison des statistiques. — Malgré les divergences entre les statistiques que nous avons citées, il ne paraît pas impossible de fixer par des chiffres approximatifs l'augmentation du coût de la vie en Alle-

Nous pouvons laisser de côté les méthodes de calcul de Calwer et de Silbergleit, qui semblent purement théoriques : il n'y a aucune raison de prendre pour base d'évaluation du coût de la vie la ration d'un marin; pas davantage le nombre de calories nécessaires à l'entretien normal d'un homme ou d'une famille : car, *en fait*, personne ne règle sa consommation sur ce nombre de calories. Par ailleurs, les chiffres du Reichsindex, du Dr Elsass et du Dr Kuczynski présentent des différences minimes, et les chiffres légèrement supérieurs de ce dernier, par rapport au Reichsindex, s'expliquent du fait qu'il fait entrer en ligne de compte les dépenses de vêtements, qui ont augmenté dans une proportion supérieure à celles de nourriture et de logement[2].

D'autre part, la notion de *minimum d'existence*, que le Dr Kuczynski

1. Le second chiffre se rapporte à une nouvelle méthode de calcul.
2. La statistique du Reich vient d'adopter une nouvelle méthode de calcul qui tient compte aussi du prix des vêtements.

introduit dans ses calculs, sera précieuse pour l'évaluation des salaires, comme nous le verrons plus loin.

En considérant ses chiffres et ceux du Reichsindex nous pouvons admettre que *le coût de la vie en Allemagne, pour les chapitres de dépense essentiels, a augmenté de* 70 *à* 80 *fois de* 1914 *à août* 1922 (*de* 50 *fois en juillet*).

Décomposition des prix de l'index. — Les calculs qui mènent à l'établissement des index ci-dessus résultent d'une moyenne. L'augmentation des différents chapitres de dépense s'est faite d'une façon très inégale. Nous avons dit que l'index du Reich pour juillet était 4990, c'est-à-dire que la moyenne des prix d'avant-guerre se trouvait alors multipliée par 50 (environ). Ce chiffre relativement bas est dû au prix des loyers, dont l'index était de 343, correspondant à une augmentation de 3 fois et demie à peine. Par contre l'index pour le chauffage et l'éclairage était de 5939, (pour le charbon 10.000), et pour la nourriture de 6836. Si l'on décompose ce dernier, on trouvera encore des différences notables entre la hausse des prix de divers produits.

Le pain de seigle vendu avec cartes, c'est-à-dire profitant de la baisse de prix due aux subventions gouvernementales, se vendait 29 fois plus cher qu'en 1914; dans le commerce libre, le même pain valait 63,5 fois plus cher; le lait (avec cartes) 53 fois; la margarine, 74 fois; la viande de bœuf 69,5 fois; celle de porc, 107 fois; le sucre, 94 fois; le beurre 73 fois; les pommes de terre 130 fois.

Quant au prix des vêtements, il était, en juillet 1922, près de 80 fois plus élevé qu'en 1914 (index du Reich : 7973).

Prix divers. — Notons encore l'augmentation de prix d'un certain nombre d'articles qui, sans faire partie des choses essentielles qui servent au calcul de l'index ou du minimum d'existence, sont pourtant d'un consommation courante.

Le prix de la bière, en juillet, avait augmenté de 35 fois, celui du transport des voyageurs de 15 fois, celui des marchandises de 30 fois environ; de même celui d'une lettre pour l'intérieur de l'Allemagne (3 marks au lieu de 10 Pf en 1914). A Berlin, le prix des tramways avait augmenté de 50 fois, celui des taxi-autos de 80 fois, celui des fiacres de 50 fois.

Enfin le prix du papier pour les journaux, battant tous les records, avait atteint, au 1er septembre 1922, 350 fois celui d'avant-guerre.

Variations de prix régionales et locales. — Les prix que nous avons cités sont valables soit pour Berlin, soit pour toute l'Allemagne (lorsqu'il s'agit de taxes officielles), ou bien résultent de moyennes : tel est le cas de l'index du Reich, calculé non seulement d'après ceux des grandes villes, mais d'après les prix d'un certain nombre de localités moyennes ou petites, villes ou villages.

Les diverses villes ou régions présentent souvent des différences de

prix fort sensibles, à tel point que l'unification des prix qui s'est produite en certains pays depuis la guerre ne semble pas avoir atteint le même degré qu'en Allemagne.

En juillet 1922, le kilo de pain, qui valait 7 m. 50 à Breslau, valait 9 m. 30 à Francfort. Le kilo de pommes de terres (anciennes) coûtait 2 marks à Augsbourg, 8 marks à Aix-la-Chapelle; le k° de pommes de terre (nouvelles) valait 12 m. à Stuttgart, 20 m. à Chemnitz. Un œuf se payait 5 m. 20 à Augsbourg et 8 m. 40 à Aix-la-Chapelle. L'électricité (en mars) coûtait 4 m. 40 le kilowatt à Munich et 12 m. 60 à Lübeck; le gaz, 2 m. 75 le mètre cube à Dortmund, et 6 m. à Fribourg.

Les nombres-index des principales villes pour le mois de juillet 1922 étaient les suivants :

Berlin	4.488	Francfort ...	4.889	Stettin	4.669
Hambourg .	4.872	Nüremberg ..	5.440	Mannheim .	4.991
Leipzig	4.418	Stuttgart ...	4.701	Kiel	4.851
Cologne	4.887	Chemnitz ...	4.892	Augsbourg ..	4.989
Munich	4.450	Dortmund ..	4.735	Aix-la-Chapelle	5.791
Dresde	4.728	Magdebourg .	5.038	Brunswick ..	5.316
Breslau	3.895	Kœnigsberg .	4.455	Karlsruhe ..	5.556
Essen	4.946	Brême	5.387	Erfurt	5.457
				Crefeld	5.749
				Lübeck	5.722

L'augmentation du coût de la vie atteint donc son maximum dans les régions de l'ouest, notamment dans les pays Rhénans, et dans certaines villes de l'Allemagne du Nord (Brème, Lübeck, Brunswick); son minimum dans l'est et le sud de l'Allemagne, en Prusse orientale, en Silésie et en Bavière.

Comparaison avec l'étranger. — L'augmentation du coût de la vie en Allemagne n'est nullement parallèle au mouvement des prix à l'étranger : seuls quelques pays à change déprécié, comme la Pologne et l'Autriche, présentent un phénomène analogue.

Si l'on considère, par exemple, l'index américain, on constate que depuis la chute des prix qui s'est produite dans la seconde moitié de 1920, les cours n'ont subi aux Etats-Unis que des variations relativement faibles. Le tableau suivant indique ces variations depuis le 1er janvier 1920, où le cours moyen de 20 marchandises[1] est représenté par le chiffre 100, jusqu'au 1er septembre 1922.

INDEX AMÉRICAIN

1920			1921						1922							
1.1	1.5	1.12	1.1	1.7	2.9	4.11	1.12	30.12	3.2	2.3	1.4	4.5	1.6	1.7	3.8	1.9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
100	118	67	65	49	51	51	52	52	54	57	55	57	60	61	60	59

1. Ces vingt marchandises sont : coton, café, froment, maïs, avoine, seigle saindoux, lard, viande de porc, suif, cuivre électrolytique, plomb, zinc, argent, pétrole, sucre, térébenthine, étain, fer, huile de coton.

En étudiant d'autre part le mouvement des prix des produits alimentaires en France, en Italie, en Angleterre, en Hollande, en Allemagne et aux Etats-Unis, de juillet 1921 à juin 1922, on s'aperçoit que partout, sauf en Allemagne, le mouvement est stationnaire ou ne présente que de légères fluctuations.

La comparaison des prix allemands avec ceux de l'étranger ne présente qu'un intérêt relatif pour notre étude, puisque le niveau et les conditions de l'existence dépendent, non du niveau absolu des prix, mais du rapport de ces prix aux revenus et aux salaires. Nous donnerons cependant un tableau, avec le prix de vingt produits en Allemagne, en Angleterre, en France et aux Etats-Unis : ces prix sont calculés en marks-papier, au cours moyen du change en juillet 1922. On remarquera que, si les prix allemands sont généralement plus bas que ceux des trois autres pays, cette règle n'est cependant pas absolue : non seulement les produits importés d'Amérique, comme le lait et le café sont plus chers en Allemagne, mais il en est de même de certaines céréales, comme l'orge et l'avoine, que produit le sol allemand. Le fait est à retenir, lorsque nous considérerons la situation de l'agriculture en Allemagne.

La comparaison des prix allemands avec les prix français montre qu'en France les céréales et les métaux sont sensiblement plus chers; la viande, le beurre, le sucre et le charbon le sont beaucoup plus; par contre le café, le thé, les peaux sont un peu meilleur marché et le prix de la laine est beaucoup plus bas en France qu'en Allemagne.

	Allemagne	Angleterre	France	Etats-Unis
	—	—	—	—
Froment (100 k.)	2248	2678	3410	2372
Farine de blé	2997	3899	4219	4163
Orge	1983	2430	2511	1677
Avoine	1897	2570	2663	1578
Maïs	1670	2053	2065	1628
Viande de bœuf	10925	21348	25191	13593
Viande de porc	15275	24016	31857	26698
Beurre	12900	46027	36081	40775
Sucre	2604	9428	7618	5282
Café	25000	15817	18056	15768
Thé	40000	21105	36641	19571
Peaux	17000	19892	15847	18757
Coton	27044	27412	28071	24770
Laine	106000	50458	25852	58175
Soie	734000	885436	974035	807909
Fer	785	964	845	1342
Cuivre	15528	15375	16682	15157
Zinc	6226	6295	7710	6446
Plomb	5484	5712	6748	6254
Charbon (la ton.)	1628	2542	3053	1859

Causes de la hausse des prix. — Il est évident que la raison principale de la hausse des prix en Allemagne est la chute du mark. Cette raison rend compte de plusieurs phénomènes que nous avons notés : accentua-

tion de la hausse en 1922, particulièrement à partir de juillet, date de la chute précipitée de la devise allemande; prix particulièrement élevés des produits importés, dont la valeur sur le marché allemand est strictement liée au cours du change; mécanisme des mouvements de hausse, les variations des cours du dollar s'accompagnant de fluctuations des prix de gros, lesquelles sont suivies, à des intervalles plus ou moins grands, de variations correspondantes des prix de détail.

Toutes les statistiques et les courbes que l'on peut construire d'après celles-ci montrent d'ailleurs le parallélisme de ces trois mouvements.

Dans le tableau que nous avons publié (page 2), relativement au mouvement des prix de gros, la première colonne donne les variations du cours du dollar en Allemagne. Il en résulte que la valeur du dollar se trouvait multipliée en juillet 1922, par 95, alors que les prix de gros l'étaient par 91 : le mouvement de ceux-ci suivait donc, à une distance assez faible, la hausse du dollar. Les prix de détail, dont la hausse est naturellement en retard sur celle des prix de gros, suivaient à un intervalle un peu plus considérable. Nous avons vu qu'à la même époque (juillet) l'indice de cherté moyen de dix denrées alimentaires était 35 pour les prix de gros, 56 pour les prix de détail. Les indices de cherté du Reich et Kuczynski, etc. oscillent aussi, à cette même date, autour de 50.

Si la chute du mark, dont nous ne discuterons pas ici les causes[1] peut être considérée comme la raison principale de la hausse des prix, on peut se demander si des raisons accessoires n'interviennent point pour accélérer ce mouvement. Prenons le cas d'une marchandise importée d'Amérique : théoriquement, son prix de gros ne devrait monter que lorsque les stocks existants étant épuisés, de nouveaux stocks ont été achetés à un cours supérieur du dollar; et les prix de détail, de leur côté, ne devraient subir la hausse que lorsqu'ils s'appliquent à des marchandises qui, en gros, ont déjà subi cette hausse. Or il arrive fréquemment qu'une hausse du cours du dollar soit suivie immédiatement, à quelques heures d'intervalle, d'une hausse de prix des marchandises, qui ont été achetées à un cours du dollar plus ancien et plus bas. Ces majorations rapides se produisent, non seulement sur les prix de gros, mais sur ceux de détail : de là l'accusation d'usure (Wucher) que l'on entend formuler journellement, en Allemagne, contre les industriels, les agriculteurs et les commerçants.

Il n'est pas douteux que ceux-ci ne profitent des variations du chan-

1. On peut soutenir également que la hausse des prix est en rapport avec l'augmentation de la circulation des billets de banque. Mais celle-ci est étroitement liée à la baisse du mark : et la controverse qui remplit depuis deux ans la presse française et allemande, à savoir si la chute du mark est causée par l'inflation, ou l'inflation par la chute du mark, ne serait pas ici à sa place.

ge pour modifier leurs prix plus tôt qu'il ne serait nécessaire, et pour réaliser des bénéfices que l'on peut qualifier d'exagérés ou d'illicites. Cette remarque s'applique, en particulier à certains produits du sol allemand, dont le commerce s'efforce d'ajuster les prix au cours du dollar, sans que rien justifie cette adaptation. C'est ainsi que le ministre d'Economie d'empire pouvait dire le 6 septembre, devant une commission du Reichstag : « Il est inadmissible que nos produits indigènes suivent le cours du dollar. Le prix du froment, à la Bourse de Berlin, était au 30 juin de 936 marks et au 30 août de 3200. La hausse des prix des pommes de terre, du beurre et du lait ne s'explique pas davantage. Il en est de même de l'industrie. La fonte a vu son prix multiplié par 324, donc dans une proportion supérieure au cours du dollar. Le fil à coudre, qui valait 84 marks en juin, 124 marks le 7 août, 171 marks le 21 août, coûte aujourd'hui 895 marks, c'est-à-dire *1.000 fois plus* qu'avant la guerre, alors que le prix du coton n'a augmenté que de 6 ou 700 fois ».

Les commerçants, pour justifier des hausses continuelles qui atteignent parfois 100 % du jour au lendemain, ont imaginé un nouveau principe : celui du soi-disant prix de remplacement. Jadis, il était admis qu'un détaillant majorait le prix d'achat de sa marchandise d'une certaine somme, correspondant à ses frais généraux et à son bénéfice. Désormais, il tient ce raisonnement : « Si je prends sur un article que je vends un bénéfice de 30 ou de 50 % et que demain, pour remplacer l'objet vendu, je paye, au négociant en gros, 100 % de plus que la dernière fois, le produit de ma vente ne me suffira plus à reconstituer mes stocks; en définitive, au lieu de faire un bénéfice, je subirai une perte. Donc je réclame le droit de vendre ma marchandise en dehors des marges de bénéfice usuelles, en tenant compte du prix de rachat ou de remplacement ».

Ce raisonnement n'est pas dénué de valeur : il s'agirait seulement de savoir si la hausse des prix est si rapide,que le prix de remplacement d'un article dépasse vraiment le prix de vente : car avec les usages commerciaux actuels, celui-ci comporte généralement une marge de bénéfice assez large.

En tous cas, le public répugne à admettre cette règle nouvelle, et de vives protestations se sont fait entendre contre les commerçants qui prétendent l'appliquer. Où commence l' « usure », le bénéfice illicite? Question difficile à résoudre, et sur laquelle producteurs et consommateurs ne seront jamais d'accord.

Il est malheureusement certain qu'une situation anormale, comme celle qui résulte de la dépréciation du mark et de la hausse précipitée du coût de la vie, favorise la spéculation et les abus des vendeurs. Jusqu'à présent, malgré les imprécations des particuliers, de la presse et de certains personnages officiels, il ne semble pas que des mesures efficaces aient été prises contre ces abus.

Quelques effets de la hausse des prix. — La plupart des effets de la hausse du coût de la vie ne peuvent être étudiés qu'en conjonction avec le mouvement simultané des salaires et des revenus : nous verrons plus loin que les différentes classes sociales ont été affectées très différemment par cette hausse. Nous pouvons toutefois enregistrer dès à présent quelques effets d'un caractère général, et qui s'appliquent indistinctement à tout le monde : ce sont ceux qui résultent de l'augmentation inégale des divers chapitres de dépense d'un budget.

La pomme de terre était jadis la base de la nourriture du peuple allemand, spécialement des classes populaires. Or le prix en a augmenté de telle sorte, qu'elle est devenue beaucoup plus chère que certaines autres denrées. On a fait le calcul, par exemple, qu'avant la guerre il fallait 7 pfennigs de pommes de terre et 16 pfennigs de flocons d'avoine pour fournir 1000 calories; il fallait en mai 1922, 8 mk, 30 de pommes de terre et 5 mk, 60 de flocons d'avoine : c'est-à-dire qu'avant la guerre, mesurées à leur valeur nutritive, les pommes de terre étaient deux fois moins chères que les flocons d'avoine, tandis qu'aujourd'hui elles sont de 50 % plus chères.

Les mesures d'Etat qui ont empêché la hausse des loyers ont réduit ce chapitre de dépense presque à néant, même dans les budgets les plus modestes. Avant la loi d'empire de juillet dernier, l'augmentation n'était que de trois fois et demie, alors que la nourriture voyait ses prix multipliés par plus de soixante. Aussi admet-on que, dans un budget moyen, les dépenses de loyer, qui représentaient environ 13 %, se trouvent réduites à 1,6 %

Il en est de même de certains frais, comme ceux des chemins de fer et du téléphone, qui sont loin d'avoir augmenté comme l'index moyen de cherté. Nous avons dit que le tarif des voyageurs était, en juillet-août, une quinzaine de fois supérieur à celui d'avant-guerre : à partir du 1er octobre, il le sera de 22 à 25 fois, et le 1er décembre une nouvelle augmentation doit le porter à 36 fois pour la troisième et la quatrième classe, 40 fois pour la deuxième, et 46 fois le tarif d'avant-guerre pour la première classe. Mais on peut prévoir qu'à cette date l'index général dépassera largement le double de ce chiffre. La circulation en chemin de fer restera donc exceptionnellement bon marché; et c'est pourquoi l'on peut voir, en Allemagne, les trains regorger de voyageurs appartenant à toutes les classes de la société, ce qui peut parfois faire illusion sur le bien-être de certaines de ces classes.

Conclusion. — Parmi l'ensemble de faits qui se rattachent à la hausse des prix en Allemagne, il en est quelques-uns qui doivent retenir spécialement l'attention :

1° L'accélération de cette hausse dans ces derniers mois.

2° La situation exceptionnelle où elle place l'Allemagne, vis-à-vis de la plupart des autres nations qui n'ont pas subi pareille hausse.

3° L'écart considérable qui subsiste entre les prix de gros et ceux de détail, écart qui nécessitera, dans un certain délai, une nouvelle hausse de ceux-ci.

4° Le prix exceptionnellement bas de certains services qui résultent des entreprises d'Etat, ou qui appartiennent à des domaines où l'Etat est intervenu.

5° Le prix élevé de certains produits, qui, n'étant pas importés, ne devraient pas suivre le cours du change, mais que les producteurs s'efforcent d'adapter au cours du marché mondial.

II. — Les différentes classes sociales.

Les agriculteurs

Importance relative et répartition de la population agricole. — On est souvent tenté de méconnaître l'importance de l'agriculture en Allemagne. S'il est vrai que les ouvriers d'usine y constituent la classe la plus nombreuse, leur supériorité numérique n'est point comparable à celle de la même classe en Angleterre, où l'on compte 5 ouvriers pour un cultivateur, et en Belgique, où l'on en compte 3. C'est seulement dans les premières années de ce siècle que la majorité est passée de la classe agricole à la classe industrielle, et celle-là représente encore une minorité considérable. Le recensement de 1895 donnait encore 8.292.692 personnes occupées à l'agriculture, contre 8.281.220 occupées dans l'industrie et les mines. Par contre celui de 1907 donne 11.256.254 individus voués au travail industriel, contre 9.883.257 cultivateurs. C'est entre ces deux dates que la balance s'est déplacée.

L'annuaire statistique du Reich pour 1922 n'apporte pas de statistique des professions plus récente que celle de 1907 : ses chiffres ne doivent donc être admis qu'avec une certaine réserve. Si la population de l'Allemagne, accrue jusqu'en 1914, puis diminuée par suite de la guerre et des pertes de territoires, est aujourd'hui sensiblement égale à celle d'alors, il est probable que le déplacement de la population de la campagne vers la ville s'est poursuivi depuis quinze ans.

D'autre part les territoires perdus par l'Allemagne contenaient une proportion de population agricole supérieure à la moyenne : 17 % du total de l'Allemagne, alors que la perte de population par désannexion de territoires n'est que de 10 %. Il sera donc prudent de considérer les chiffres que nous indiquons ici comme un peu trop élevés.

D'après la même statistique, plusieurs Etats auraient encore une majorité agricole. : la Bavière, le Wurtemberg, le Bade, le Mecklembourg, l'Oldenburg, Waldeck et Lippe.

La population agricole de l'Allemagne se répartirait ainsi : 2.500.974 personnes qualifiées « indépendantes », c'est-à-dire propriétaires ou

fermiers; 98.812 employés; 7.283.471 ouvriers. A ce nombre il faudrait joindre 163.829 domestiques et 7.634.090 enfants ou membres de la famille vivant avec leurs parents, de sorte que le total de la population agricole (active ou non) aurait été de 17.681.176[1].

Notons enfin qu'il y aurait en Allemagne 19.024 exploitations de plus de 100 hectares, que nous pouvons qualifier de grandes propriétés, et que la surface cultivée se diviserait de la façon suivante :

Propriétés de moins de 2 hectares	5.6 %
— de 2 à 5 hectares	10.7 %
— de 5 à 20 hectrres	33.3 %
— de 20 à 100 hectares	29.9 %
Au-dessus de 100 hectares	20.5 %

Ce qu'il faut retenir de ces chiffres, c'est que la petite et moyenne propriété, et par la surface qu'elle occupe, et par le nombre de ses détenteurs, est plus considérable en Allemagne qu'on ne croit généralement. Derrière un état-major de quelques milliers de Junkers, possesseurs de grands domaines, figure une armée de 2 millions et demi de paysans, propriétaires ou fermiers[2], qui forme un contre poids solide aux 7 millions de prolétaires agricoles.

Situation des agriculteurs propriétaires. — Il a été dit souvent que les cultivateurs, en Allemagne comme en France et dans la plupart des pays belligérants, sont la classe dont la situation s'est le plus améliorée depuis la guerre. Non seulement, étant producteurs de produits alimentaires, ils n'ont pas souffert des restrictions que certains pays durent, et doivent encore s'imposer; mais ils profitent de la hausse considérable des prix de vente de ces produits, laquelle n'est point compensée par l'augmentation de leurs dépenses personnelles et de leurs frais de production.

Tous les voyageurs qui parcourent les campagnes allemandes sont frappés du bien-être qui semble y régner : qu'il s'agisse des pays Rhénans ou du pays de Bade, de la Bavière ou de la Saxe, les maisons bien construites, souvent repeintes à neuf et ornées de fleurs, donnent une

1. Le total de la population industrielle était à la même date de 26.386.537. On remarquera que la différence entre les deux classes est plus considérable si l'on envisage le total des familles que si l'on compte seulement les personnes actives. La raison de ce fait paraît être, non point que les ouvriers d'usine ont plus d'enfants, mais qu'à la campagne la plupart des femmes travaillent : sur les 7.283 471 ouvriers agricoles, il y a en effet 4 254 488 femmes; il n'y en a que 2.103.924 sur les 11.256.254 ouvriers industriels.

2. On doit supposer que le nombre des petits propriétaires est bien supérieur à ce chiffre. La statistique des exploitations agricoles donne en effet 5.068.597 exploitations, dont 3.001.163 de moins de 2 hectares. En réalité, un assez grand nombre de petits propriétaires, à qui la culture d'un bout de champ ne saurait suffire, travaillent aussi comme salariés : ils appartiennent aux deux classes à la fois : de sorte que la proportion exacte des exploitants (propriétaires ou fermiers) et des ouvriers est difficile à établir.

impression de propreté et d'aisance. Femmes et enfants sont décemment vêtus, et le dimanche on peut assister à des fêtes où l'on ne ménage ni le vin ni la bière. Dans les régions vinicoles, le petit propriétaire est d'ailleurs hospitalier, et débouche volontiers deux ou trois bouteilles pour honorer le visiteur, même étranger.

Les achats du paysan sont une des principales causes de l'activité, peut-être un peu factice, qui règne depuis deux ans dans les affaires. Encombré de marks-papier, dont il sait le peu de valeur, il s'en débarrasse, en les échangeant contre des marchandises. Nous avons rencontré des cultivateurs dont les armoires étaient bourrées de billets, d'autres qui détenaient 300 pièces d'or, d'autres enfin qui spéculaient sur le dollar. Mais ce sont là des exceptions : la plupart préfèrent placer leur argent en bons et solides objets : les grands propriétaires achètent des machines, agrandissent et modernisent leurs installations; les petits se procurent du bétail, des meubles, des vêtements, des ustensiles de toute sorte; rarement de la terre, car il y en a peu à vendre. On peut voir des petits fermiers pourvus du téléphone (il est vrai que l'abonnement, avec le nouveau tarif, ne coûte encore que 1976 marks); et nous avons compté, dans un hameau de 150 habitants, jusqu'à six pianos neufs, dont personne ne savait jouer .

Il y a même des cas où, dans sa hâte à se défaire d'une monnaie dépréciée, le petit cultivateur ne conserve pas les fonds de roulement nécessaires à son exploitation et s'expose à se trouver dans une gêne momentanée, en cas de mauvaise récolte. Un grand nombre de cultivateurs ont racheté leurs hypothèques : en 1913, le chiffre des inscriptions nouvelles s'élevait à 958 millions de marks, celui des extinctions à 512 millions; en 1918, ce dernier chiffre montait à 754 millions, tandis que celui des inscriptions s'abaissait à 768 millions. Depuis, la dépréciation du mark a pour ainsi dire effacé la dette hypothécaire, et les cultivateurs qui ont conservé leurs hypothèques ont tout lieu de s'en féliciter : tel qui, pour payer l'intérêt des siennes, devait vendre avant la guerre 100 quintaux de blé, s'en tire aujourd'hui avec deux quintaux et demi.

Particulièrement avantageuse est la condition des fermiers, dont les baux, conclus pour plusieurs années, ne prévoyaient pas la dépréciation rapide du mark. Dans certaines contrées, ils étaient encore l'été dernier, multipliés par six par rapport à l'avant-guerre, alors que les prix des céréales étaient multipliés par 100. Une loi d'empire vient de décider leur adaptation progressive au cours de la monnaie. La tendance se généralisa de plus en plus, de percevoir les fermages, sinon en nature, du moins d'après une base fixée en nature : la valeur d'un certain nombre de quintaux de seigle par acre (un Morgen = 55 ares), par exemple.

La production agricole. — Il est possible d'évaluer, approximative-

ment, l'avantage des agriculteurs par rapport à certaines autres classes sociales, en considérant le rendement et le prix des récoltes, et comparant ces chiffres à l'index général du prix de la vie et au prix de certains produits indispensables à l'agriculture, tels que les engrais.
L'Allemagne a récolté, en céréales et en pommes de terre :

	1921	1920	1913
	tonnes	tonnes	tonnes
Blé	2.933.000	2.247.000	4.043.000
Seigle	6.798.000	4.934.000	10.131.000
Orge	1.938.000	1.792.000	3.040.000
Avoine	5.004.000	4.826.000	8.618.000
Pommes de terre	26.151.000	27.877.000	44.018.000

La diminution apparaît sensible, par rapport à l'avant-guerre. Mais il ne faut pas oublier que 1913 fut une année exceptionnelle, que l'Allemagne a perdu 70.000 kilomètres carrés de territoire, qui comptaient parmi ses meilleurs terrains de culture et que, même en prenant ses limites actuelles, l'étendue ensemencée en blé et en seigle s'est réduite à 82 % de celle d'avant-guerre. Le rendement moyen à l'hectare fait apparaître une différence moins forte entre 1913 et 1920, et surtout 1921, qui marque une amélioration considérable. :

	1921	1920	1913
	quint.	quint.	quint.
Blé d'hiver	20.6	16.3	24.1
Blé d'été	18.6	16.6	24 »
Seigle d'hiver	16 »	11.6	19.4
Seigle d'été	10.8	9.3	13.5
Orge d'été	17.1	15 »	22 »
Avoine	15.8	15 »	22 »
Pommes de terre	98.8	115.1	157.1

Si l'on compare la production des céréales panifiables (blé et seigle) en France et en Allemagne en 1921, on constate que l'Allemagne a une récolte légèrement supérieure (9.732.000 tonnes contre 9.655.000) pour une surface ensemencée légèrement inférieure (5.751.000 hectare contre 6.034.000), bien qu'elle récolte beaucoup moins de froment et beaucoup plus de seigle, dont le rendement moyen à l'hectare est moins élevé.

L'état du cheptel n'est pas moins satisfaisant, et le nombre des chevaux et des têtes de bétail se rapproche de plus en plus de celui d'avant-guerre. :

	1 déc. 1921	1 déc. 1920	1 déc. 1913
Chevaux	3.683.343	3.588.217	3.835.893
Bêtes à corne	16.839.559	16.806.791	18.570.591
Porcs	15.875.636	14.179.163	22.668.789
Moutons	5.882.272	6.149.803	4.988.953
Chèvres	4.337.299	4.458.535	3.197.275

On voit par ce tableau que le nombre des moutons et des chèvres dépasse celui de 1913, celui des chevaux, des bœufs et des vaches (vaches : 9.091.466 contre 10.031.634) est relativement aussi élevé qu'avant la guerre, si l'on considère la perte de population d'environ 10 % subie par l'Allemagne; seul le chiffre des porcs présente une diminution importante.

La situation agricole de l'Allemagne, en ce qui concerne le niveau de la production, est donc à la veille de redevenir normale; et l'on ne doit pas oublier que le niveau normal, en ce pays, est très élevé. Grâce au perfectionnement de ses méthodes de culture et à l'emploi intensif des engrais chimiques, le sol allemand avait, avant la guerre, un rendement moyen nettement supérieur à celui du sol français.

Les bénéfices agricoles. — L'index du prix des céréales et des pommes de terre, qui était de 957 en 1920 (1913 = 100), et de 1664 en 1921, passait à 5454 en mars 1922; en juillet le blé, qui valait 198 marks la tonne en 1913, se vendait plus de 22000 marks, *113 fois* le prix d'avant-guerre. Le seigle, dans le même intervalle, passait de 164 à 16000 marks, l'avoine de 162 à 19.000.

A cette même date de juillet 1922 l'index de cherté de vie était de 50 environ, ce qui signifie que le coût de l'existence, pour les agriculteurs comme pour tout le monde, était multiplié par 50, alors que le prix de vente de leurs produits était multiplié par plus de 100. Ces deux chiffres permettent de mesurer l'avantage de leur situation.

Il faudrait encore calculer, il est vrai, dans quelle mesure avaient augmenté leurs frais. Nous examinerons plus loin le coût de la main-d'œuvre agricole. Considérons celui des engrais chimiques. Leur prix moyen, en juin, était de 42 fois supérieur à celui d'avant-guerre. C'est là une augmentation beaucoup moindre que celle du prix des céréales. Mais ce n'est pas ce dernier chiffre, à vrai dire qui doit entrer en ligne de compte. Le blé vendu au commencement de l'été 1922 avait été obtenu avec des engrais achetés en 1921, ou même en 1920 : or, en 1920-21, le prix du sel d'ammoniaque n'avait augmenté que de 5 à 10 fois, celui de la potasse de 6 fois. Ces chiffres sont absolument hors de proportion avec l'augmentation du prix des céréales[1].

La « Getreideumlage » et les impôts. — Il est juste de reconnaître que le profit que tirent les agriculteurs du haut prix des céréales se trouve

1. La revue *Wirtschaft und Statistik* (juill. 1922) nous apprend que le prix des engrais chimiques est fixé tous les trimestres d'après la cote des céréales.
D'autre part, le 14 septembre 1922, une délégation des principales associations agricoles vint trouver le Chancelier et le ministre du ravitaillement pour discuter avec eux du prix des céréales : elle fit valoir, en faveur des cours élevés, le soi-disant « prix de remplacement », (dont nous avons parlé dans le chapitre précédent) en se basant sur les hauts prix des « engrais chimiques, en particulier des engrais azotés ». Est-ce, en définitive, le cours des céréales qui détermine celui des engrais, ou celui des engrais qui détermine celui des céréales ? On serait curieux d'être fixé sur ce point.

réduit par la *Getreideumlage*, contingent de céréales qu'ils sont tenus de livrer à un prix fixé par une loi d'Empire, et très inférieur à celui du marché libre. Pour 1922, le contingent a été divisé en trois parties : le prix de la première est de 7.000 marks la tonne. La quantité totale à livrer est de 1.300.000 tonnes, blé ou seigle, au choix du cultivateur. Les petits propriétaires sont exempts. Le contingent à livrer varie suivant les régions : en Saxe, par exemple, il est de deux quintaux par hectare de terres cultivées (les pâturages ne sont pas comptés, mais les champs plantés autrement qu'en céréales, en pommes de terre, betteraves, etc. le sont).

La *Getreideumlage* est extrêmement impopulaire parmi les agriculteurs, qui la considèrent comme une insupportable limitation de leurs libertés. A tout instant ils mettent en mouvement leurs associations, notamment la plus importante d'entre elles, le *Landbund*, pour réclamer, soit la réduction du contingent, soit l'élévation de son prix de vente. Il fut même question, en juin dernier, d'un projet de sabotage de la loi à l'instigation du *Landbund*, qui aurait donné des instructions secrètes à ses membres afin qu'ils refusent de livrer.

L'activité du *Landbund*, groupement politico-professionnel, dont la puissance est considérable, s'oriente de plus en plus vers la question des impôts : ses interventions sont le plus souvent couronnées de succès. Lorsque fut voté, dans le courant de cette année, l'impôt sur la fortune (Vermögenssteuer), il obtint que l'estimation de la valeur des terres cultivées se fît d'après leur produit annuel, et non, comme le voulait le projet primitif, d'après leur prix de vente. Ce mode d'évaluation, qui avait déjà prévalu pour le *Reichsnotopfer*, en 1919, et qui est à la base de l'impôt foncier, aboutit à une taxation dérisoire, car le revenu de la terre est calculé sur la moyenne des dernières années qui, en raison de la baisse du mark, présente des chiffres relativement très bas.

Au reste, en Allemagne comme ailleurs, le paysan s'entend à supporter le minimum de charges fiscales : on relève journellement des cas comme le suivant, relatés dans les journaux : un cultivateur a déclaré un revenu de 28.000 marks. Le contrôleur, après vérification s'aperçoit que le chiffre d'impôts qu'il doit (34.000 marks) est supérieur au montant du revenu qu'il a déclaré.

Les ouvriers agricoles. — Il serait malaisé de porter un jugement général sur la condition des salariés agricoles, non seulement elle varie d'une province à l'autre, mais cette classe se divise en plusieurs catégories, dont la situation est fort différente.

En dehors de celle que nous avons indiquée, et qui comprendrait certains petits propriétaires que la culture de leur propre champ ne suffit pas à occuper, il faudrait distinguer trois groupes principaux :

1° Les ouvriers dont la plus grande partie du salaire est payée en nature (Deputanten);

2° Les ouvriers appelés travailleurs libres (Freiarbeiter), dont le salaire est payé en espèces;

3° Les valets de ferme (Gesinde).

Entre les deux premières catégories, il y a pour ainsi dire des degrés intermédiaires, car les *Deputanten* reçoivent, suivant les régions, une proportion plus ou moins grande de leur salaire en nature, et les *Freiarbeiter* sont parfois nourris, ou se voient octroyer le droit d'acheter des céréales et des pommes de terre à des prix minima.

Cette division des ouvriers agricoles paraît être une survivance du régime féodal. Le *Deputant* représente, en effet, une classe privilégiée, et en échange des avantages qui lui étaient accordés, il était tenu, avant la guerre, de fournir de la main-d'œuvre à prix réduit, que ce fût sa femme et ses enfants, ou des jeunes gens recrutés au dehors. Il signait seul le contrat de travail pour tout ce monde. Cet état de choses a été aboli depuis 1918 dans certains pays, comme le Brandebourg et le Mecklembourg; mais il subsiste encore, avec quelques atténuations, en Prusse orientale, malgré les luttes menées par les salariés pour en obtenir la suppression.

D'une manière générale, le nombre des *Deputanten* s'est accru depuis la guerre, et l'importance de leur salaire en nature (Deputat) a légèrement augmenté. En Silésie et dans la plus grande partie du Brandebourg, ce salaire en nature suffit pour nourrir une nombreuse famille; dans la Prusse orientale, la Poméranie, le Mecklembourg, il est assez abondant pour que le *Deputant* puisse revendre une partie des produits qu'il reçoit, ou des animaux (porcs, volailles, lapins) qu'ils lui permetent d'élever.

Voici en quoi consiste le *Deputat*, dans diverses parties de l'Allemagne :

Poméranie : maison avec écurie, jardin d'environ 15 ares, chauffage, environ 55 ares pour la culture des pommes de terre, 45 demi-quintaux (Zentner : 50 kilos) de céréales, 1 demi-quintal de pois; l'étendue de prés ou la nourriture nécessaire à l'entretien d'une vache, de deux moutons et de plusieurs oies.

Saxe (district de Leipzig) : maison de deux pièces avec cuisine, écurie, grenier, grange et jardin; environ trente deux ares de terrain pour la culture des pommes de terre, ou 42 demi-quintaux de pommes de terre triées, ou 50 quintaux de pommes de terre non triées; 9 demi-quintaux de céréales généralement 3 de seigle, 3 de froment, 3 d'orge ou d'avoine; 15 demi-quintaux de paille; 3 ares de trèfle; un are et demi de betteraves fourragères.

Ces livraisons sont réservées aux hommes mariés de plus de 20 ans; les célibataires de plus de 20 ans touchent la moitié de ce montant, plus 40 marks par semaine; les hommes de 18 à 20 ans et les femmes de plus de 18 ans, 8 livres de pommes de terre et 1 livre de céréales par journée de travail. (Tarif de juillet 1922).

Tasdorf (propriété de la ville de Berlin) : maison avec écurie, éclairage, 8 stères de bois et 50 demi-quintaux de briquettes, 28 ares de champ et de jardin labouré et fumé, 12 demi-quintaux de céréales panifiables, 7 demi-quintaux de grain pour le bétail, 84 demi-quintaux de pommes de terre, 6 demi-quintaux de foin, paille à discrétion, 1 litre de lait par jour.

En outre les travailleurs des trois exemples ci-dessus recevaient en Poméranie, 1500 marks par an (en 1920); en Saxe, 10.50 marks par heure pour une moyenne de travail de 9 heures (juillet 1922); à Tasdorf 6 marks par heure pour 2700 heures de travail dans l'année.

Il est difficile d'estimer la valeur exacte de salaires aussi complexes et aussi variables : toutefois, si l'on considère que le salaire en espèces des ouvriers poméraniens représente environ 10 fois le salaire d'avant guerre, à une époque (1920) où l'index de cherté était à peu près multiplié par 10; que ce salaire en espèces ne représente qu'un tiers du salaire total, que les deux autres tiers sont représentés par le *Deputat*, dont la valeur, depuis la guerre, a considérablement augmenté, on peut admettre que la condition de l'ouvrier agricole rétribué de cette manière est loin d'être mauvaise, et qu'elle s'est plutôt améliorée dans ces dernières années. Cette remarque s'appliquerait, à plus forte raison, à l'ouvrier de Tasdorf, dont le *Deputat* est plus important : on l'évaluait, au cours des denrées du commencement de septembre, à plus de 100.000 marks, ce qui représenterait un salaire nettement supérieur à celui de l'ouvrier d'usine.

Tout autre est la situation du travailleur libre (freie Arbeiter) rétribué en espèces; dans les contrées favorisées, comme la Saxe, il touchait l'été dernier un salaire de 24 marks par heure alors que l'ouvrier d'usine touchait de 30 à 40 marks. Quant aux valets et filles de ferme, ils recevaient en dehors de la nourriture : les hommes au-dessus de 20 ans un millier de marks par mois, les femmes du même âge, environ 800 marks.

Ces deux catégories se trouvent donc dans une condition nettement inférieure, d'une part à celle du travailleur agricole payé en nature, de l'autre à celle de l'ouvrier industriel. Il est vrai que l'ouvrier libre touchait avant la guerre 1 mark à 1,50 par heure (les femmes 0,60 l'heure) et le valet de ferme au maximum 320 marks (les filles de ferme 240). Ce n'est point chez les ouvriers agricoles, même des catégories les moins rétribuées, qu'il faut chercher les victimes de la situation actuelle. Ils vivent, la plupart du temps, dans des conditions plus saines que l'ouvrier des villes, ont de plus grandes facilités pour se nourrir, eux et leurs familles, et souvent la possibilité de s'élever un jour à la catégorie relativement privilégiée du *Deputant*.

Leur organisation a d'ailleurs contribué à améliorer leur sort : en face de la puissante association du *Landbund*, qui groupe grands et

petits propriétaires[1], se dressent aujourd'hui deux vastes syndicats de travailleurs des campagnes : le *Landarbeiterverband*, associé aux syndicats libres d'ouvriers industriels, qui compte 780.000 membres, et le *Zentralverband*, qui correspond aux syndicats chrétiens et compte 150.000 membres. Ces deux associations, qui ont leur centre à Berlin, ont des sections dans toutes les provinces; elles traitent avec les représentants locaux du *Landbund* et fixent d'accord avec eux, le taux des salaires et des conditions du travail. Grâce à leur action, l'organisation du travail agricole tend à se préciser et à se régulariser.

Conclusion. — Tous les chiffres que l'on peut citer, tous les témoignages qu'il est possible de rassembler tendent à confirmer ce fait : les agriculteurs allemands, à l'heure actuelle, sont dans une situation exceptionnellement prospère. Si l'on compare cette situation à celle où ils se trouvaient avant la guerre, ou à celle des autres classes de la population, on est frappé de l'avantage dont ils jouissent : nul chiffre ne l'exprime mieux que le rapport ci-dessus indiqué, du prix des céréales à l'index général du coût de la vie. En juillet répétons-le, cet index était d'environ 50, alors que le prix des céréales était multiplié par 100. Quant aux frais de culture, les cultivateurs avouent eux-mêmes qu'ils sont loin d'avoir augmenté dans la même proportion.

« Dans les dernières années qui précédaient la guerre, disait le Dr Aereboe, dans une conférence faite devant la Chambre agricole de Schleswig-Holstein, le 10 janvier 1922, le prix du plus important des engrais, le sel d'ammoniaque, était supérieur à celui du blé. Aujourd'hui, il suffit de vendre les 2 /3 d'un quintal de blé, pour pouvoir se procurer un quintal de sel d'ammoniaque...

« Avec un salaire de 3 marks et les pommes de terre à 2 marks le quintal, il fallait vendre un quintal ét demi de pommes de terre pour payer une journée de travail. Les salaires étant de 45 marks et le prix des pommes de terre de 60, il suffit, pour payer la journée, de vendre 3 /4 de quintal, c'est-à-dire moitié moins ».

Il n'y a rien a ajouter à cette déclaration, faite devant une réunion de propriétaires. Il est donc avéré que le cultivateur paye les engrais et la main-d'œuvre relativement moins cher qu'avant la guerre. Cela ne veut point dire que la main-d'œuvre soit défavorisée : nous avons vu qu'une bonne partie, touchant des salaires en nature, profite aussi de la plus-value des produits agricoles. Dernièrement, ces ouvriers furent traités par leurs camarades des villes de « Deputatkapitalister ».

La désertion des campagnes a momentanément cessé : dans les grandes propriétés, tous les logements d'ouvriers sont occupés, et les offres de ménages dépassent la demande. A vrai dire, il n'en est pas de même pour les célibataires, notamment pour les servantes de ferme, les jeunes filles se plaçant plus volontiers dans les villes. Mais les en-

1. Un certain nombre d'ouvriers agricoles en font également partie.

fants, au sortir de l'école, restent généralement dans leur famille, et le service militaire étant supprimé, l'attrait de la ville se fait moins sentir que par le passé.

La situation présente semble opposer de plus en plus les campagnards aux citadins, et rapprocher, même, les ouvriers agricoles de leurs employeurs plus que de leurs camarades des usines. Ils trouvent leur intérêt, tout comme les propriétaires, à la hausse des produits agricoles, qui augmente la valeur de leurs salaires. Ils siègent parfois, nous l'avons dit, dans leurs associations, et les associations purement ouvrières n'ont jamais réussi, jusqu'à ce jour, à mettre sur pied un mouvement gréviste de quelque envergure.

La prospérité paysanne est due en grande partie, comme celle de la grande industrie, à la chute du mark, et l'on oublie trop souvent que les cultivateurs allemands redoutent le relèvement de leur devise nationale, non moins que les magnats du fer et du charbon. « Si dans les périodes de dépréciation du mark, les salaires et les prix des principaux moyens de production du cultivateur montent moins vite que ceux des produits agricoles, dans une période d'amélioration de notre change, par l'effet de la concurrence étrangère, les prix des produits agricoles baisseront plus vite que ceux des moyens de production, en particulier que les salaires, que l'on ne pourra pas réduire facilement, même si la puissance d'achat de la monnaie augmente[1] ». C'est en effet l'avance considérable (que nous avons signalée au chapitre I de cette étude) de la hausse des prix de gros sur celle des prix de détail, et l'adaptation progressive du prix des céréales au prix du marché mondial, qui permet aux cultivateurs d'avoir des prix de vente, et par conséquent des revenus très supérieurs au coût moyen de l'existence et au niveau moyen des traitements et salaires. Si le mark se relevait ou simplement se stabilisait, tous les prix, ceux des vêtements, des chaussures ou des ustensiles de ménage aussi bien que ceux des engrais, rattraperaient ceux des produits agricoles, et les salaires devraient forcément s'y adapter. Les agriculteurs perdraient peu à peu leur avantage, d'autant plus que la marge étroite qui subsiste entre les prix du marché agricole allemand et ceux du marché mondial disparaîtrait, et qu'ils se verraient exposés à la concurrence étrangère, Ce jour là les habitants des villes, qui sont en majorité, et qui souffrent de la situation actuelle, se prêteraient-ils à des mesures protectionnistes, comme celles qui furent prises du temps où les agrariens jouissaient de la faveur impériale? Rien n'est plus douteux. On ne peut s'empêcher de conclure que le privilège actuel des campagnards est essentiellement précaire.

René LAURET.

(*à suivre*).

1. Dr Aerebœ : Ueber den Einfluss der neuzeitlichen Preisgestaltung auf Organisation und Führung der Landgutswirtschaft.

VIE LITTÉRAIRE

Les étapes d'un grand esprit [1].

Un jour, dans un de ses voyages en Italie, Anatole France, académicien, parvenu à la gloire, considéré comme le plus grand écrivain français de son époque se trouvait entouré d'une société choisie. Des artistes, des savants, des snobs, de jolies et spirituelles femmes l'entouraient. L'affaire Dreyfus n'avait pas encore amené cette scission brutale entre les gens et les opinions, à laquelle le début de la grande guerre a mis un terme et que la paix glorieuse et douloureuse pleine de querelles hélas ! a refaite plus profonde et plus tranchée que jamais.

L'auteur du *Lys Rouge* et de *Thaïs* recevait alors de tous un hommage admiratif sans restrictions. On citait ses mots, on recherchait sa présence, les mondaines tenaient à honneur de l'approcher, les artistes parlaient de lui avec vénération, les jeunes ne se permettaient pas de le discuter et d'appliquer à son œuvre cette épithète railleuse « les grandes manœuvres du dictionnaire ».

Cet homme modeste, et si peu attaché aux vanités du succès, était à la mode. C'était cette heure fugitive de l'apothéose, où, parmi les acclamations de la foule, le triomphant ne distingue autour de lui que des cris d'enthousiasme, que des regards d'affection. C'était vraiment, pour le grand écrivain le moment divin de la « vie en fleur ».

Ce jour-là, Anatole France, après avoir traversé, avec un groupe d'amis et d'admirateurs, un des merveilleux musées italiens, expliqua, à propos d'une sculpture ou d'un vase décoré, la légende d'Héraclès, et de ses travaux fabuleux. Lorsqu'il eut terminé son commentaire mythologique, exposé de sa voix lente à travers laquelle le maître semble chercher ses mots, des expressions élégantes et précises et, en effet, les trouve, un des auditeurs, frappé de son érudition, à la fois judicieuse et toujours empreinte de malice, l'interrogea naïvement :

« Mais quel savoir extraordinaire, M. France! Comment avez-vous

1. *La vie en fleur*, par Anatole France. (Calmann-Lévy, éditeur)

pu apprendre tant de choses? » Le compliment sincère était un peu niais, mais il contenait de l'étonnement, et les plus grands esprits, comme les rois, sont surtout sensibles à cette forme candide et superbe de l'admiration : la surprise; Anatole France répondit doucement :

« Voyez-vous, lorsque j'étais jeune, j'avais une existence modeste et fort peu de relations. Je n'avais pas à répondre à beaucoup d'invitations, et toutes mes soirées m'appartenaient. J'ai pu ainsi lire beaucoup et m'instruire. Oui. C'est parce que je n'étais pas très invité que j'ai pu acquérir quelques connaissances ».

La réponse d'Anatole France si simple, si véridique, contenait pour les mondains qui l'entouraient, un enseignement et un reproche indirect. La sincérité et la justesse en furent appréciées, à l'heure où les maîtresses de maison, qui ne se fussent nullement souciées de recevoir Anatole France, fils d'un petit libraire et débutant dans les lettres, cherchaient à attirer chez elles Anatole France, académicien et critique littéraire d'un des plus importants journaux, auréolé de renommée et détenteur d'influence. Deux raisons pour être « très invité ».

C'est précisément ce débutant fort peu invité, et c'est l'écolier fantaisiste que nous raconte la *Vie en fleur*. La première vie en fleur, car nous espérons bien que l'auteur du *Petit Pierre*, nous narrera la seconde période, le temps de sa gloire, avant le temps des épreuves.

Anatole France aime la vérité, mais il a certainement pour l'art un goût plus vif encore. A vrai dire, s'il l'aime, il ne croit pas beaucoup, à la vérité, et il l'avoue en s'excusant d'avoir dans ses livres de mémoires, modifié des noms, des situations, et de s'être livré à des arrangements littéraires.

« Il n'y a pas beaucoup d'art dans ces récits; mais peut-être s'en est-il glissé quelque peu; et qui dit art, dit arrangement, dissimulation, mensonge. C'est une question de savoir si le langage humain se prête parfaitement à l'expression de la vérité : il est sorti du cri des animaux et il en garde les caractères : il exprime les sentiments, les passions, les besoins, la joie et la douleur, la haine et l'amour. Il n'est pas fait pour dire la vérité. Elle n'est pas dans l'âme des bêtes sauvages, elle n'est point dans le rustre et les métaphysiciens qui en ont traité sont des lunatiques; tout ce que je peux dire, c'est que j'ai été de bonne foi. Je le répète, j'aime la vérité. Je crois que l'humanité en a besoin; mais, certes, elle a bien plus grand besoin encore du mensonge qui la flatte, qui la console, lui donne des espérances infinies. Sans le mensonge, elle périrait de désespoir et d'ennui. »

La *Vie en fleur* ne représente donc, quant aux détails, qu'un à peu près des souvenirs, parce que l'auteur est un profond pessimiste. Sans irritation, Anatole France est un pessimiste dédaigneux, ce qui lui enlève un peu de sa grâce. Il en fait aussi l'aveu :

« J'ai déjà dit que j'étais tenté de défier, comme Jean-Jacques, tout homme de se dire meilleur que moi. Je me hâte d'ajouter que je ne m'estime pas beaucoup pour cela. Je crois les hommes en général plus méchants qu'ils ne paraissent. Ils ne se montrent pas tels qu'ils sont : ils se cachent pour commettre des actes qui

les feraient haïr ou mépriser et se montrent pour agir de manière à être approuvés ou admirés. J'ai rarement ouvert une porte par mégarde sans découvrir un spectacle qui me fît prendre l'humanité en pitié, en dégoût ou en horreur ».

Chez ce doux et ce modéré, qui cherche à atteindre l'impassibilité des grands philosophes de la Grèce, son admiration unique, une pareille phrase est une confidence terrible.

Pourtant il a gardé, des êtres qu'il a le mieux connus une vision attendrie, pleine de respect touchant. Un fils n'a pu mieux parler de son père et de sa mère. Il donne aussi les raisons pour lesquelles il enveloppe sous la brume d'une demi-fiction leur figure aimée.

« N'ayant que des louanges à leur donner, que des actions de grâces à leur rendre, pour les leur faire agréer, me fallait-il encore les leur offrir voilées.

« Ils reposent depuis longtemps tous deux côte à côte, sous une pierre moussue, au bord du bois qui ombragea leur paisible vieillesse. Et maintenant que les années dévastatrices ont roulé abondamment leur torrent sur mon enfance, et tout emporté, je craindrais encore de froisser par malencontre ma piété filiale en quelqu'une de ses fibres qui plongent si avant dans le passé. »

Anatole France, sauf son père et sa mère, n'a donc pas beaucoup aimé l'humanité. Nous avons le témoignage qu'il nous donne lui-même qu'il n'aima pas ses maîtres. Il est vrai que ceux-ci n'étaient pas aimables, et les années de collège lui furent odieuses. D'un certain professeur qu'il nomme M. Crottin, sans doute pour rendre, par un nom grotesque, sa personne, déjà ridicule, plus bouffonne encore, il trace le portrait avec une plume encore tremblante de rage au souvenir des pensums infligés par un pauvre cuistre à celui qui devait devenir un illustre écrivain.

« J'en atteste la tête innocente de l'aimable enfant que j'étais alors, la vie scolaire de M. Crottin n'était qu'un tissu d'injustice. Cet homme filait l'iniquité comme l'araignée dans sa toile. Et, sans me flatter, des trente jeunes enfants qu'il enseignait, c'était moi qui éprouvais les plus grands et les plus nombreux effets de sa mauvaise foi. Je ne lui en aurais pas gardé de ressentiments, ayant accoutumé dès l'enfance à trouver les hommes injurieux et durs. Mais je ne lui pardonnerai pas son inélégance. Il faut croire que, dans un âge si tendre, je pressentais les hautes vérités morales auxquelles je me suis élevé dans la suite et qu'un démon familier me soufflait dès lors que les seuls crimes irrémissibles sont les crimes contre la beauté. Je pris contre M. Crottin le parti des Muses et des Charités qu'il offensait grièvement en toute sa personne. Le malheureux ! un cuir épais recouvrait ses grosses mains courtes qui froissaient toutes les choses délicates sur lesquelles elles s'appesantissaient et ne le pouvaient réjouir d'aucun contact agréable. Ses regards défiants ne savaient pas se reposer sur de belles images. Sa face était morne : la seule expression de plaisir qu'il laissât paraître était de tirer hors de la bouche une langue humide en inscrivant sur un registre sordide des punitions iniques. Comme le rustre dont parle, je ne sais où, Népomucène Lemercier, il crachait en éventail et se mouchait en trompette. Tels étaient mes griefs à son endroit. Je le haïssais bien moins pour ce qu'il faisait que pour ce qu'il était, haine constante vouée, non pas aux actes qui varient, mais au naturel qui ne change pas; et peut-être cette haine si forte et si bien nourrie ne se serait pas révélée, peut-être mon cœur l'eût toujours tenue renfermée et secrète si une circonstance amenée par M. Crottin lui-même ne l'eût fait éclater. Il nous conta, un jour, à je ne sais quel propos, l'histoire du satyre Marsyas qui, osant lutter avec sa flûte contre Apollon, fut vaincu et écorché vif par le dieu de la lyre.

— Marsyas, nous dit M. Crottin, avait la face bestiale, le nez camus, la chevelure inculte, des cornes au front, les oreilles longues et velues, une queue de cheval et des pieds de bouc.

Le satyre ainsi dépeint, c'était M. Crottin lui-même, M. Crottin tout craché, aux cornes près, aux pieds de bouc, à la queue de cheval que rien ne nous permettait de supposer chez un universitaire. Mais tout le reste s'y trouvait, notamment les oreilles vastes et broussailleuses. Les rires étouffés, les chuchotements, les exclamations qui accueillaient le portrait de Marsyas, firent assez connaître que cette ressemblance apparaissait à toute la classe. Que je me sois écrié avec les autres, que j'aie fait ma partie dans le concert des rires, c'est croyable; mais je m'abîmai tout aussitôt dans une réflexion profonde. Bien que porté à donner tort à Marsyas, je ne pouvais me résoudre à approuver entièrement la conduite d'Apollon à l'égard de son rival : et pour tout dire je la trouvais cruelle. Toutefois appliquée à un être que j'identifiais à M. Crottin, j'y découvris peu à peu une haute raison et une justice supérieure. J'esquissai sur mon cahier un portrait où ma main malhabile s'efforçait de fondre les traits du satyre et ceux du cuistre. Cette figure commençait à prendre de l'expression et devenait assez horrible, quand M. Crottin l'aperçut, s'en saisit, la lacéra et paya mon art de je ne sais quel châtiment saugrenu. C'en était fait ! Je le traitai en ennemi et répondis à son attentat par un rire méprisant. Une sagesse tardive m'enseigna que j'eus tort de déclarer trop généreusement ma haine ».

Méconnu par ses maîtres, Anatole France, sous le pseudonyme de Pierre Nozière confesse son horreur pour le collège et l'étude en commun.

... Tout au collège me rendait l'étude odieuse et la vie insupportable. Je n'ai jamais pu m'accoutumer au système abrutissant des récompenses et des punitions qui abaisse les caractères et fausse les jugements. J'ai toujours considéré que créer l'émulation c'est exciter les enfants les uns contre les autres; mais ce qui, peut-être, me rendait le plus malheureux au collège, c'était la saleté ignominieuse des tables et des murs, l'horrible mélange de craie et d'encre qui faisait pour moi de la classe un lieu abominable. Et l'hiver, quand le poêle de fonte rougissait et répandait sa lourde puanteur, tous mes sens étaient offensés et c'est à travers de cruels dégoûts que j'entrevoyais la beauté ou la gloire, Cassandre levant au ciel des yeux ardents ou le triomphe de Paul-Emile. Aussi m'a-t-il fallu refaire plus tard mes études comme j'ai pu et rapprendre seul ce qu'on m'avait mal appris. Je dois dire à l'excuse de mes maîtres que je n'étais pas bien doué pour recevoir l'instruction publique et commune. Je n'étais pas moins intelligent que mes condisciples, j'étais peut-être plus intelligent que quelques-uns d'entre eux, mais mon intelligence était d'un tout autre ordre. Je comprenais certaines choses avec une force et une profondeur singulières pour mon âge, tandis que d'autres choses, qui passaient pour faciles, ne pouvaient m'entrer dans l'esprit; les inégalités ne se compensaient pas. Enfin j'ai toujours été doux, mais d'une douceur farouche, et dès l'enfance avide de solitude. La pensée d'une allée dans un bois, d'un ruisseau dans un pré, me jetait sur mon banc dans des transports de désir d'amour et de regrets qui allaient jusqu'au désespoir.

Peut-être serais-je tombé malade de chagrin dans cet affreux collège si un don, que j'ai gardé toute ma vie, ne m'avait sauvé, le don de voir le comique des choses.... »

Ces révélations d'un grand écrivain sur ses premières impressions et sur sa formation intellectuelle, laquelle commence, chez les enfants, beaucoup plus tôt qu'on n'imagine, nous sont précieuses. Ce sens du « comique des choses » Anatole France l'a en effet conservé toute sa vie, et le meilleur de son talent en est fait. Il est bien plus satiriste que poète. Ses aspirations sont lyriques, mais la force de son carac-

tère, ses inspirations sont ironiques. Il a aimé la beauté, mais il a profondément senti le ridicule, et la postérité, sur quoi il peut compter, retiendra de lui les figures extraordinairement humaines, réalistes et burlesques, qui grimacent dans l'*Orme du Mail*, dans *Crainquebille*, bien plutôt que les nobles et froides *Noces Corinthiennes*. Il aura surtout, dans son œuvre, excellé à portraiturer le ridicule *Marsyas*. Sa colère sardonique est plus complètement créatrice que ses enthousiasmes.

« Le peu que j'ai appris, je l'ai appris seul », dit-il dans un certain passage, et d'après les récits qu'il nous donne de son temps d'école nous pouvons l'en croire. D'ailleurs la plupart des grands talents, qu'ils aient ou non fait de bonnes études, en sont là. Tous plus ou moins ont été des autodidactes. Il n'y a point de quoi en être surpris. Celui qui n'a pas appris ou rappris seul les choses dont est faite sa carrière, n'est pas un créateur. L'humanité intellectuelle se divise en deux classes : les créateurs, qui sont l'exception, les utilisateurs, qui sont le plus grand nombre.

Pour créer, il faut avoir appris de cette manière profonde, intime, que ne peut inculquer aucun maître. Il faut inventer sa méthode, retrouver en soi-même pour ainsi dire, ce que l'on apprend, se l'assimiler complètement, en somme s'entraîner au labeur de la création. Les utilisateurs sont incapables de cette absorption puissante. Il leur suffit de bien saisir le rapport existant entre les différentes matières qui leur sont enseignées et de les bien relier entre elles pour s'en servir. Leur mémoire leur présente, pour chaque cas, une règle à appliquer. Ils l'appliquent, constatent le bon résultat, et tout est dit. Leur réflexion ne s'arrête pas sur le cas en lui-même, ni sur la règle et sur les conséquences de l'un et sur les raisons de l'autre. Leur connaissance excellente d'ailleurs demeure toute superficielle et se borne à l'objet immédiat dont ils sont occupés.

Les autodidactes, à grand labeur, eux, ont tout envisagé. Leur connaissance est réelle, entière, elle est faite de réflexion. Ils conçoivent sans cesse, supposent et, comme ils le peuvent, ils vérifient leurs suppositions. Cet effort incessant développe en eux la faculté précieuse de l'observation personnelle. C'est ce que veut exprimer Anatole France lorsqu'il dit qu'il « comprenait certaines choses avec une force et une profondeur singulières ».

Ainsi de très bons élèves, les premiers d'une classe, les premiers d'un concours peuvent n'être que de parfaits utilisateurs, ou parfois simplement des phénomènes mnémoniques, tandis que des élèves insuffisants, des concurrents médiocres, les dépassent plus tard. On s'en étonne, on oublie que la mémoire n'est qu'une clé de l'intelligence, clé merveilleuse sans doute, mais cet instrument admirable peut parfaitement, ce qui arrive chez les utilisateurs, ne donner accès que sur une pièce étroite, un magasin où les connaissances se rangent,

et s'étiquettent, ce qui est bien, tandis que chez les créateurs la mémoire ouvre la porte d'un atelier où les connaissances doivent se transformer, ce qui est mieux.

Anatole France le constate ainsi lorsqu'il écrit, après avoir avoué la faiblesse de ses humanités et la hideur des classes :

« Dans ces salles sordides, la Grèce et Rome m'apparurent, la Grèce qui enseigna aux hommes la science et la beauté, Rome qui pacifia le monde ».

Parmi les condisciples d'Anatole France, les premiers qui l'éclipsèrent de leurs succès universitaires, quels furent les enfants assez heureusement doués pour avoir fait autre chose que de bons devoirs et pour avoir senti la sagesse hellénique et la grandeur latine?

Le Paris des années 40 et 50 que vit le petit Anatole France, était encore physiquement et moralement napoléonien. La topographie de la grande ville était encore à peu près exactement ce que l'avait faite l'Empereur. Paris avait de grands jardins, de vieux hôtels, et des rues tortueuses dans lesquelles s'exerçaient une foule de petits métiers disparus, les mêmes que ceux du Consulat et de l'Empire, dans les mêmes logis. Moralement, la légende napoléonienne était encore vivante dans tous les esprits, tant de vieux soldats vivaient encore et leurs récits, illuminés des souvenirs de leur ardente jeunesse, embellissaient encore une aventure sinistre mais prodigieuse, et qui crie dans toute ses péripéties l'ingénieuse intrépidité de la race française.

« L'enceinte de la ville n'était pas encore élargie jusqu'aux fortifications; Paris n'était pas encore la ville unique au monde; un grand préfet commençait seulement ces larges percées par lesquelles entrèrent abondamment la monotonie la médiocrité, la laideur et l'ennui. Je croirais volontiers, à considérer seulement les quartiers du centre, que depuis la régence d'Anne d'Autriche, jusque vers le milieu de l'Empire, en deux siècles, Paris, qui cependant vit tant de révolutions, a moins changé que dans les soixante années qui nous séparent du temps que je m'amuse à rappeler ici! »

Tous les Parisiens de goût associés aux esprits pratiques, ont depuis longtemps cessé d'admirer l'entreprise du préfet Haussmann, conçue bien plutôt pour des raisons stratégiques, et dans un but de spéculation, qu'avec un sens réel des besoins de la grande ville, le souci de son embellissement et le respect de son antique beauté. Haussmann était tout à fait Second Empire, le constructeur d'une époque où domine prétentieusement le mauvais goût. On comprend que le jeune Anatole France n'en ait pas apprécié les inspirations.

Quant au prestige du Premier Empire :

« En ce temps-là, Napoléon vivait fortement dans les esprits. Deux générations n'avaient pas encore passé sur sa gloire. Il n'y avait pas vingt ans qu'il était venu sur son char, dormir au bord de la Seine. Deux de ses sœurs, trois de ses frères, plusieurs de ses généraux, une multitude de ses soldats et de ses collaborateurs vivaient encore. Quelques vieillards simples d'esprit, comme ma bonne Mélanie, le croyaient lui-même toujours vivant ».

Et devant le petit France-Nozière, deux vieux amis de l'enfant, deux bons vieillards, se disputaient au sujet de l'Empereur. M. Danguin l'admirait, M. Dubois le détestait.

« — Ce fut le plus grand des capitaines, disait M. Danguin.
— Je le crois, répliquait M. Dubois, si l'on mesure sa grandeur à ses défaites..
Et la dispute engagée se développait toujours dans les mêmes termes...
— Il avait le génie de la guerre, comme il avait toutes les sortes de génies...
— Il connaissait les hommes, mais il haïssait les supériorités... Indifférent aux théories, étranger à toute philosophie, ce qui ne sert pas ses projets lui est indifférent. Il ne soupçonne jamais le génie d'un Lavoisier, d'un Bichat, d'un Laplace. Il avait la pensée en horreur.
— C'est-à-dire que sa nature répugnait à l'idéologie et aux idées creuses. Il avait le génie de l'action.
— Il n'avait pas le sentiment de la mesure; on trouve en lui des contrastes qui étonnent. Il est tout action et il tombe dans le romantisme. Il y a en lui du grand homme et il y a de l'enfant... Au moral, il garde de l'enfant la puissance d'illusion, le goût de l'énorme, de l'excessif et du merveilleux, l'impossibilité de résister à ses désirs, une légèreté d'esprit qu'il porte jusque dans les situations les plus graves et cette faculté d'oublier que la plupart des hommes perdent au sortir de l'enfance et qui subsiste chez lui jusque dans la maturité de l'âge.
— Il fallait bien qu'il détendît parfois son esprit tendu à se rompre : il y avait mis le monde entier.
— Ce fut un joueur, et, comme tous les joueurs, il finit misérablement... Et qu'a-t-il laissé, votre héros ? Quelle est son œuvre ? Il s'est jugé lui-même à Munich, en 1805 ou 1809, le jour où trouvant dans la chambre qu'on lui avait préparée un portrait de Charles XII, il dit avec un impérieux dédain : « Qu'on m'ôte ce portrait là ! C'est un homme sans résultat. » Ce jour-là, il dicta sa propre condamnation au tribunal de l'Histoire, lui qui devait être entre tous les grands hommes, l'homme sans résultat.
— Sans résultat !... Il a sauvé la France de l'anarchie, il a consolidé les conquêtes de la Révolution, fondu dans la fournaise de son génie l'ancienne société et la nouvelle et obtenu ainsi un alliage d'une force, d'une richesse, d'une beauté unique, à l'épreuve du fer et du feu, des torches de la guerre civile comme des canons de l'étranger et donné à la patrie ce qui lui est plus précieux que l'or, plus nécessaire que le pain, la Gloire ».

Telles étaient, dans le milieu du dernier siècle, et fidèlement rapportées, les opinions opposées au sujet du grand homme dont le prestige vivant encore permit à son neveu, qui n'avait de son oncle que le nom, de venir ressusciter l'Empire, en s'appuyant comme son illustre prédécesseur, et sur la force de l'astuce qui supprimait les mécontents et sur les paysans mis en possession des biens nationaux, qui voulaient, en 1852 comme en 1800, conserver leur propriété et s'imaginaient que l'Empire c'était la paix !

Epoque sans grandeur et sans goût.

Le petit France, par une inclination de son esprit méditatif, s'éprit de très bonne heure des charmes du passé, chose fort rare chez les enfants, quoi qu'il en dise, lorsqu'il écrit :

« L'amour du passé est inné chez l'homme, le passé émeut à l'envi le petit enfant et l'aïeule; il n'en faut pour preuve que les contes de ma mère l'Oie, les contes du temps où Berthe filait, les fables du temps où les bêtes parlaient. Et si l'on recherche pourquoi toutes les imaginations humaines, fraîches ou flétries, tristes ou joyeuses, se tournent vers le passé, curieuses d'y pénétrer, on trouvera sans doute que le passé c'est notre seule promenade et le seul lieu où

nous puissions échapper à nos ennuis quotidiens, à nos misères, à nous-mêmes. Le présent est aride et trouble, l'avenir est caché. Toute la richesse, toute la splendeur, toute la grâce du monde est dans le passé. Et cela les enfants le savent aussi bien que les vieillards ».

Au seuil de la vieillesse, le maître qui a tant aimé le passé connaît bien mal les enfants. Le passé qui a eu si tôt dans son imagination toutes les grâces, n'occupe nullement les enfants. La jeunesse ne pense qu'au présent. L'âge mûr pense à l'avenir. Seules les vieilles gens songent au passé, et l'aiment. Mais l'enfance et la jeunesse d'un Anatole France étaient déjà possédées de ce génie qui lui faisait détester son temps et reporter toute son admiration vers cette fascinante antiquité dans laquelle il croyait retrouver toute sagesse et toute beauté, et dont la splendeur lui voilà les tares : un paganisme bestial, une société organisée sur l'esclavage. Le jeune Anatole France y voyait l'âge d'or. Un érudit et un sage, l'abbé Loisy a écrit ces lignes que l'auteur du *Jardin d'Epicure* n'approuverait sans doute pas : « L'âge d'or de l'humanité n'est pas dans son passé, mais dans son avenir ».

Nous apprenons dans ce livre charmant des confessions d'un enfant que les premiers enthousiasmes d'Anatole France, ses premières extases, auront d'abord pour objet la reine Nitocris, puis les druides cueilleurs du gui sacré, puis Aristée et ses abeilles, puis les pommes d'or du jardin des Hespérides. Son âme était précocement attirée vers des merveilles.

Son cœur cherchait des amis. Son meilleur camarade, qui ne paraît pas avoir été très bien choisi, était un certain Fontanet, un jeune gaillard assez dégourdi, et beau parleur :

« Fontanet ne faisait jamais de sottises, mais volontiers, il en faisait faire aux autres »,

dit de lui son camarade France. Nous avons tous connu ce copain brillant, habile, prestigieux, hypocrite, et dont la faconde aisée et l'audace prudente nous ont étonné.

Le second de ses amis, Mouron, était d'une autre sorte. Le jeune France le dédaigna d'abord, mais le charmant Jacques Mouron, le jour d'un banquet de la Saint-Charlemagne, le seul banquet où le jeune France fut invité, lui fit sentir d'une manière spirituelle et délicate combien ce dédain était ridicule et le peinait. Mouron à table à côté de ce méprisant convive a fait une poupée avec sa serviette, et il lui parle, comme s'il s'entretenait avec lui-même :

— « Comment te portes-tu, mon pauvre petit Mouron?... Tu n'as personne à qui parler. C'est triste, mais console-toi. Nous allons causer ensemble et cela va bien nous amuser: je vais te conter une aventure extraordinaire qui est arrivée à l'élève Pierre Nozière. L'élève Pierre Nozière est venu au banquet de la Saint-Charlemagne sans son âme, car s'il y était venu avec son âme, il parlerait. Mais il ne dit rien parce que son âme n'est pas avec son corps. Où est-elle? Dans quel pays?... Sur la terre ou dans la lune? Je n'en sais rien. Et pendant qu'elle

se promène, Dieu sait où, tu fais un triste déjeuner, mon pauvre petit Mouron, à côté d'un corps sans âme, d'une statue de cire qui ne parle ni ne rit, puisque c'est une statue. Qu'est-ce que tu dis de cela, pauvre petit Mouron, pauvre petit Mouron-pour-les-petits-oiseaux?... »

Pierre Nozière-France, au début de cette minuscule comédie, s'est armé de dédain pour mieux résister aux avances de son voisin, mais la grâce de sa voix et de sa pensée, le charme de son âme douloureuse et douce opèrent sur le cœur du silencieux convive. Pierre Nozière sent soudain que Mouron l'emporte sur lui par les dons les plus rares et les plus précieux de l'esprit et du caractère. En une seconde ils deviennent des amis intimes.

Pierre Nozière a un autre ami, Tristan Desrais. Jacques Mouron est un enfant charmant, maladif et d'une intelligence fine. Tristan Desrais est un athlète, et ses mouvements sont empreints d'une élégance que fait sentir à Pierre Nozière la précoce habitude de la statuaire antique.

C'est que l'homme dont, après ses parents, Pierre Nozière-France semble avoir reçu la plus profonde influence, était un certain M. Dubois, vieillard issu du Directoire et qui, fidèle aux enthousiasmes de sa jeunesse si amoureuse des temps héroïques de la Grèce et de Rome, insuffle sa foi dans l'âme de l'enfant.

« M. Dubois était un grand vieillard de soixante-dix à soixante-douze ans qui portait haut la tête, saluait avec grâce et se montrait à la fois affable et distant. Un coiffure en coup de vent et de courtes pattes de lièvre, à la mode de de sa jeunesse, rehaussait son long visage glabre. Sa face était sévère, son sourire charmant. Il portait d'ordinaire une longue redingote vert bouteille, prisait dans une boîte d'écaille à médaillon, et se mouchait dans un foulard rouge... Si je n'avais pas entendu M. Dubois causer avec mon père, dont il ne partageait les opinions sur aucun sujet, si je ne l'avais vu rendre ses devoirs à ma mère qui était trop simple et trop timide pour encourager les belles manières, je n'aurais pas eu l'idée du point de perfection auquel un galant homme peut porter le bon ton, la réserve et la politesse. Issu de gros bourgeois de Paris, avocat, magistrat sous l'ancien régime, M. Dubois tenait par son éducation à la vieille société française... M. Dubois me témoignait une bienveillance d'autant plus précieuse qu'elle venait d'un vieillard qui n'aimait pas les jeunes gens. Je le gagnai à ce que je pense en l'écoutant avec attention, car il se plaisait à conter, et tout enfant que j'étais, ce qu'il disait m'intéressait toujours. Vers mes quatorze ans, je fus tout-à-fait dans ses bonnes grâces. Sans me flatter, il causait avec moi plus volontiers qu'avec mon père... A vingt ans, au début de l'Empire, il était entré dans l'armée, et avait fait, comme aide de camp du général D..., la campagne de 1812. Il avait eu les oreilles gelées à Smolensk. M. Dubois n'aimait pas Napoléon, à qui il reprochait avec une égale amertume d'avoir fait périr cinq cent mille hommes en Russie et de s'être coiffé, pendant la campagne, d'un bonnet à créneaux, fort séant, sans doute aux Magnats, mais qui lui donnait l'air d'une vieille femme... Bien jeune encore, M. Dubois dédia sa vie aux arts et aux lettres. Il apprit le grec pour lire Homère dans le texte et prit des leçons de l'illustre Clavier. Quand je le connus, il aimait avec feu l'art et la poésie antiques et s'appliquait à me les faire aimer... M. Dubois était un grammairien d'une force qui me faisait peur. Pour le sens et les rapports des termes, rien n'égalait sa justice sévère; au reste assez indifférent à l'orthographe qu'il ne mettait pas lui-même très exactement. Il disait ne pas comprendre que l'on perdît du temps à ces minuties... Et quand ma mère parlait devant le vieillard de cette règle des participes, son perpétuel soin, il la consternait en lui répondant que sur les participes, il n'en voulait pas savoir plus que Pascal et Racine qui n'en savaient rien...

Il était classique, mais avec beaucoup de critique et une philosophie qui lui dictait ses jugements. Il trouvait plus d'esprit à Saint-Evremond qu'à Pascal. Bossuet, selon lui, exprimait dans un style rocailleux de pauvres idées: son discours sur l'*Histoire universelle* était aussi sot, disait-il, que l'*Histoire* de Paul Orose dans laquelle il était copié : « — Corneille ne peut plaire à un esprit sage, puisque Napoléon l'admirait ». En effet sa tragédie d'*Horace* sent la boucherie.

M. Dubois tenait l'*Esprit des lois* et les *Essais sur les mœurs* pour les deux plus beaux monuments de la pensée humaine. Il avait du goût pour la tragédie de Voltaire, malgré la faiblesse du style. En fait de poète, à l'en croire, il n'y avait que les Grecs et les Romains. De ceux-là, il se délectait et gardait toujours dans sa poche un Théocrite ou un Catulle de petit format et bien imprimé, car il était bibliophile.

Il savait Virgile par cœur, et contait qu'ayant récité un jour avec le général Mullin le IV[e] Livre de l'*Enéide*, ils avaient tous deux fondu en larmes. La rime lui rendait les vers modernes insupportables. Il la trouvait barbare, bonne seulement à soutenir l'attention débile d'hommes grossiers et ignorants et à satisfaire des oreilles incultes en marquant pesamment la cadence. Il conjecturait que ce retour régulier des mêmes sons avait été à l'origine un moyen mnémotechnique pour des êtres qui, faute d'habitude, n'apprenaient pas facilement. Ce qui ne l'empêchait pas de goûter fort les vers de La Fontaine, de Voltaire et de Parny. Il s'en tenait là, ignorant totalement les poètes romantiques. De la prose contemporaine, il ne connaissait que ce qui traite de politique et d'histoire. Les *Mémoires d'Outre-Tombe*, mal reçus du public, déplurent particulièrement à M. Dubois qui reprochait à Châteaubriand l'outrance du langage et le vide de la pensée ».

Tel fut l'homme qui, dès la sortie de l'enfance du petit Nozière-France, sans lui apprendre « le bon langage, lui inspire l'amour des arts d'imitation et un ardent enthousiasme pour la beauté sensible ».

A côté de ce vieillard dillettante et aristocratique, le petit Nozière-France place son parrain Danguin, le paléontologue bourgeois lyonnais.

«...qui court et ventru, vêtu d'une longue redingote, le nez chaussé de lunettes d'or ainsi que M. Joseph Prudhomme, s'ornait ainsi que lui d'un faux-col dont les deux pointes lui montaient au-dessus des joues et d'une cravate de taffetas noir qui, faisait trois fois le tour de son cou »

Cet excellent M. Danguin...

«...consacrait à l'art de bien vivre toutes les heures qu'il n'accordait pas à la paléontologie. Il avait dans la tête une carte gastronomique de la France où ne manquaientt ni les pâtes de Chartres, d'Amiens et de Pithiviers, ni les foies gras de Strasbourg, ni les andouillettes de Troyes, ni le chapon de Mans, ni les rillettes de Tours, ni les prés salés du Cotentin.

Ainsi que tous les bourgeois de Paris à cette époque, il avait une bonne cave et soignait ses vins avec une sagesse vigilante. Cet honnête homme ne regardait pas comme au-dessous de lui d'acheter lui-même ses melons, alléguant qu'une femme est incapable de connaître un cantalou parvenu au moment fugitif de sa maturité savoureuse d'avec un autre encore vert ou déjà passé... Mon parrain découpait lui-même les grosses pièces et servait en faisant parvenir les parts à ses invités, vieil usage suivi autrefois dans les meilleures maisons. Le prince de Talleyrand, réputé pour le plus accompli des amphytrions, en usait de la sorte. Il découpait lui-même les viandes et en faisait passer une part à chacun en mesurant la civilité de l'offre au rang des convives. M. Amédée Pichot, le fondateur de la *Revue britannique*, a conté comment l'archichancelier envoyait du bœuf aux princes et aux ducs en déclarant que ce lui serait un très grand honneur de voir cette offre agréée, puis aux personnages de quelque distinction en les priant d'accepter ce bœuf, et enfin aux convives du bas bout, en frappant la table du manche de son couteau et en les interrogeant de ce seul mot : « bœuf ? »

Le parrain Danguin, tout au rebours de M. Dubois, était un esprit scientifique. Sa collection d'antiques remontait bien plus haut dans les âges que celle de M. Dubois. Il avait dans son salon :

« ...des armoires pleines de fossiles, ossements de reptiles et de poissons, empreintes de crustacés, de zoophytes, d'insectes et de plantes, coprolithes, mâchoires de grands reptiles, défenses de mammouth... »

Un soir, tandis que la jeunesse se concertait pour la contredanse, il montre au jeune Nozière-France un moulage de la fameuse mâchoire humaine découverte aux environs d'Abbeville par Boucher de Perthes.

« Et cet homme tranquille éclata tout à coup.
— Ils disent : « L'homme fossile n'existe pas. On leur montre les pointes de flèches qu'il a taillées dans les silex, les plaques d'ivoire et de schiste sur lesquelles il a tracé des figures d'animaux, et, sans rien entendre, sans rien voir, ils répètent : L'homme fossile n'existe pas ». Si ! messieurs, il existe, et le voilà ! »
Ces objurgations s'adressaient aux disciples de Cuvier qui dominaient dans l'Institut. Mon pauvre parrain avait été beaucoup insulté par les savants officiels, et il en souffrait, ne sachant pas qu'un homme ne s'élève à la gloire que sur un monceau d'injures, et que pour quiconque pense et agit, c'est mauvais signe de n'être point vilipendé, insulté, menacé. Il n'avait pas suffisamment observé que de tout temps, ceux qui honorèrent leur pays par leur génie ou leurs vertus subirent l'outrage, la persécution, la captivité, l'exil, quelquefois la mort... Et il élevait d'un geste triomphant la mâchoire trouvée à Moulin-Quignon par Boucher de Perthes, pensant n'avoir qu'à la montrer pour confondre ses ennemis. Car il avait l'âme simple et croyait à la puissance de la vérité, alors que, seul le mensonge est fort et s'impose aux hommes par ses charmes, sa diversité et son art de distraire, de flatter et de consoler ».

C'est chez le parrain Danguin que Pierre Nozière-France goûte les premières joies de la vie de société en compagnie de jeunes filles, les unes charmantes, les autres spirituelles, Mesdemoiselles Cray et Delarche, Mademoiselle Elise Cuernes, musicienne, élève du Conservatoire, mademoiselle Philippine Gobelin, la miniaturiste, Mademoiselle Marthe Bondois. Et nous avons le tableau de cette vie bourgeoise du Second Empire, tout pareille par ses coutumes à l'existence des bourgeois de Louis-Philippe, et probablement calquée sur la vie des bourgeois du XVIII^e^ siècle. Ce n'est que la profonde mêlée des classes de la III^e^ République, avec la grande spéculation du lendemain de 70 qui transforma la bourgeoisie, l'infiltra de bohème et d'aventuriers et lui imprima le goût d'imiter les mœurs des millionnaires que jusque-là les bourgeois, frayant exclusivement entre eux, avec beaucoup de dignité et de bon sens, n'avaient jamais cherché à prendre pour modèle. Le jeune Nozière-France, qui a de la peine à découvrir une carrière qui lui plût, s'occupe d'une publication d'art, et il pénètre dans un autre monde plus brillant, plus mouvementé. Il entrevoit la société de faubourg Saint-Germain, dans un salon très fermé, discrètement célèbre par son opposition à l'Empire, à l'Eglise :

« Cette superbe démocratie, qui dominait dans cette vieille demeure y introduisait des jeunes gens du peuple, dans l'espoir d'y découvrir et d'y former un nou-

veau Veuillot. Là fréquentaient d'anciens pairs de France, d'anciens députés à l'Assemblée nationale, des académiciens, de grands seigneurs qui, bien que naturellement hauts et distants, montraient dans leur accueil cette grâce discrète propre aux défenseurs des causes perdues. J'ai pris le thé debout, mon chapeau à la main, en écoutant sans sourire, malgré les coups de coude de Fontanet, un vieux polémiste célèbre qui, ayant combattu soixante ans, comme Lusignan, pour la gloire de Dieu, jeune encore d'éloquence et de passion, dénonçait aux générations nouvelles les crimes des Jacobins et les attentats de Bonaparte, avec une ardeur qui lui faisait vider sans s'en apercevoir sa tasse de thé dans son chapeau. Les femmes se tenaient assises dans un des salons et rangées comme au théâtre. Pour la plupart, autant que j'en pus juger, elles devaient à la vie de château un teint vif, quelque liberté d'allure et le verbe un peu haut... Mais je n'ai retrouvé dans aucun monde femmes si simples de manières et de langage que celles-ci, qui portaient les plus grands noms de France. Cette société m'inspira un grand respect. Elle ne me déplut pas, loin de là ! mais je m'y déplus et n'y reparus plus ».

Voilà l'ancienne aristocratie entrevue et rapidement et très justement appréciée telle qu'elle était par le jeune France, à qui sa pénétration naturelle, ce magnifique don de juger les choses et les gens, au-delà de leurs apparences superficielles permettait de saisir d'un coup les caractéristiques des milieux où des hasards heureux les conduisaient ou bien faisaient élargir son apprentissage de la vie.

La nouvelle société impériale, composée de banquiers, de brasseurs d'affaires, de promoteurs d'entreprises, venus de tous les pays du monde et spécialement de l'Orient, et d'artistes à la mode, le jeune Nozière-France l'a contemplée chez l'ingénieur Airiau, logé place Vendôme, dans un superbe appartement où il donnait des fêtes magnifiques, dans lesquelles la maîtresse de la maison, mince et pâle, non point aussi simple que les dames au verbe haut, entrevues dans les hôtels froids du faubourg, se rendait pourtant beaucoup plus agréable que les beautés de l'aristocratie.

« Airiau étudiait alors la gigantesque entreprise qui n'est pas encore réalisée aujourd'hui et qui changera l'axe de la civilisation : le chemin de fer de Bagdad. On le tenait pour un esprit très positif, un homme de résultat. Néanmoins, on le proclamait philanthrope et humanitaire. Des vieux Saint-Simoniens qui avaient formé son esprit, il gardait un idéalisme industriel, une sorte de mysticisme économique, un sentiment poétique de la banque qui imprimait à ses conceptions les plus mercantiles un caractère de générosité et eût communiqué au charlatanisme même l'onction de l'apostolat. Frappé, disait-il de l'élan qui emportait les nations vers l'unité, il considérait l'industrie et la banque comme les deux forces bienfaisantes qui, par l'association des peuples, établiront un jour la paix universelle. Mais Français et patriote, et se faisant de la paix une conception napoléonienne, il entendait que l'union des nations fût l'œuvre exclusive de la France et que la France présidât en souveraine les Etats-Unis du Monde.

Quand il traversait l'Asie Mineure, franchissait le Taurus et l'Armanus, l'Euphrate et longeait le Tigre, ce petit homme brun me remplissait d'admiration. Il remuait les millions et regardait aux centimes. Il y avait du Napoléon en lui par sa faculté de pénétrer dans tous les détails sans perdre de vue l'ensemble.

Ignorant et romantique, il se plaisait pourtant, comme Napoléon, à évoquer sur son passage, les grands noms de l'histoire. Babylone et Ninive, Alexandre, le sultan Aroun-al-Raschild. Et il était merveilleux, ce petit homme brun, à moustache cirée de sous-lieutenant, quand il parlait de réveiller par le sifflet de ses machines à vapeur les taureaux ailés du palais de Sargon. Napoléonien encore par sa foi dans son étoile, par un optimisme commmunicatif et par la profonde possession de cette idée qu'on ne perd définitivement une affaire que quand on la croit perdue. »

Cet Airiau, dans la vérité, c'est Mirès, c'est Lesseps, c'est Péreire, c'est un des adeptes de Saint Simon, un des affiliés du père Enfantin, comme les Talabot et les d'Eichtal, et cette pléiade d'ingénieurs, d'hommes d'affaires, de savants qui virent grand, furent les romantiques de l'industrie et de la banque, construisirent nos canaux et nos chemins de fer, et allaient placer la France à rang égal avec l'industrieuse Angleterre, lui donner la maîtrise de la Méditerrannée, quand vint l'Empire II^e^, et la corruption de son agiotage, son invasion cosmopolite, sa mesquinerie, cet esprit de boursicotier, qui faisait fallacieusement reposer la prospérité du pays sur l'épargne mise aux mains du banquier et non sur des entreprises, dans lesquelles se fussent développés l'industrie et le commerce français, mettant en œuvre les découvertes de nos inventeurs. Il n'y eut rien de plus funeste pour la grandeur du pays que ce gouvernement des agents de change, grâce auxquels la France qui, remise des guerres de l'Empire, cherchait à suivre le grand mouvement industriel où l'Angleterre l'avait devancée, se fit un pays de petits épargnants craintifs, cherchant l'affaire sûre, et pourtant toujours victimes du charlatan prometteur de gros dividendes.

Pierre Nozière-France était trop jeune pour saisir ces choses. Il avait une telle méfiance du romantisme et des individus qui manquent de mesure et voient énorme qu'il ne s'est peut-être pas aperçu à quel point les dirigeants de l'époque voyaient, eux, petit. Et il nous a donné simplement sans commentaire une description du salon Airiau qui nous rappelle (autre vision du Second Empire) le salon du *Nabab* de Daudet, place Vendôme également, où se pressent les mêmes individus, la même société mélangée que coudoya Nozière-France.

Après avoir eu un flirt très pur avec Mme Airiau, Nozière-France, dont la vie quotidienne et la vie sentimentale, par une rare chance, paraissent avoir passé par les épreuves particulières à la jeunesse de ce temps, entre en contact avec le charme russe.

La mode russe date du Second Empire, de Tourguénief qui introduisit la Russie dans les lettres françaises. On ne peut point dire que cette grâce asiatique et barbare ait le moindre rapport avec les élégances, si totalement dépourvues de maniérisme, des femmes du faubourg Saint-Germain, ni avec cette gentillesse, à la fois malicieuse et candide, des jeunes bourgeoises de bonne éducation, pas plus qu'avec les mélancolies, un peu artificielles, mais si séduisantes des belles dames à la mode d'alors, hautaines, réservées et protectrices ; mais elle avait, elle a encore le charme du mystère et de la sauvagerie, et l'attrait de l'intellectualité.

Celle que Nozière-France appelle dans ses mémoires la princesse Marie Bagration est une autre Marie Baskirtschef, une autre Feyghi-

ne. La princesse Bagration est sculpteur. Dès que Nozière-France l'aperçoit, il est bouleversé...

« ...mes yeux étaient troublés, je ne pus dire un mot. Je me sentis tout à coup le plus misérable des hommes. J'avais perdu en ce moment l'usage de mes sens, toute ma faculté de possession de moi-même, la raison à cause d'une femme dont je me sentais aussi éloigné que je pouvais l'être d'aucune autre créature humaine. Assez prompt d'ordinaire à saisir les détails d'une toilette, je vis seulement qu'elle était habillée de blanc et portait un collier de perles, qu'elle avait les bras nus, mais cela même ne m'était pas distinct. Son éclat très doux me la voilait. Peu à peu, je vis qu'elle avait les cheveux chatains assez foncés, les yeux noir et or, le teint égal et qu'elle était grande, d'une forme dégagée et pleine. Je frissonnai en entendant sa voix qui me caressait et me déchirait délicieusement, une voix étrange, un peu barbare, et qui chantait... Quand la princesse prit du thé, je m'approchai d'elle, je la voyais toujours dans un nimbe, pourtant avec cette fermeté de lignes qui était son principal caractère : ses mouvements étaient larges, libres et plus rythmés et plus musicaux que ceux des autres femmes. Ce qui me frappait d'une sorte d'effroi, c'était l'air d'indifférence imprimé sur ses traits : c'était un beau visage fermé comme un tombeau. S'il m'avait fallu définir alors le sentiment que j'éprouvais pour cette femme, je crois que j'aurais dit : c'est la haine, mais une haine désarmée, tranquille et belle comme son objet. Elle partit de bonne heure. J'éprouvai à son départ l'impression que je n'en étais pas séparé et que désormais où qu'elle fût, elle serait près de moi ».

Nozière-France est en proie à cette curieuse et forte passion qui saisit les hommes supérieurs aussi bien que les moins intelligents pour l'inconnu, la nouveauté, l'être sur lequel plane de l'incertitude, enfin pour ceux que l'on ne connaît pas et sur lesquels plane cette forme du désir, de la crainte et de l'admiration, la curiosité.

Ses chastes et troublantes amours pour la princesse Bagration, dont il est devenu un des familiers respectueux et qu'il visite souvent dans un atelier bizarre où fréquente une société d'artistes et d'exotiques, se terminent par la mort tragique de la belle et énigmatique Russe. La princesse se suicide sans que ses intimes eux-mêmes puissent attribuer un motif à cet acte de désespoir.

Et Nozière-France devant cette mort absurde et brutale, n'a pas un mot de regret, de douleur, du moins dans ses mémoires. Peut-être n'en a-t-il éprouvé aucun réel chagrin, et par un phénomène assez explicable, la disparition de cette femme qui lui était restée de toute façon inconnue, et étrangère, malgré l'intimité factice de leurs relations mondaines, ne lui apporta-t-elle aucune sensation nouvelle. Le mystère farouche qui avait toujours enveloppé aux yeux de Nozière-France cette créature énigmatique et inaccessible dès leur première rencontre, se refermait définitif sur elle. Dans la nuit, elle n'était pas moins séparée de lui que dans la vie. Peut-être Nozière-France ne put-il sentir cette vraie douleur, égoïste sans doute, mais lancinante, poignante, déchirante, celle qui représente surtout la secousse du brusque changement.

La mort de son ami M. Dubois semble avoir produit sur lui une autre impression.

A la fin de ce volume, auquel nous reprocherons des réticences sur

tout ce qui se rapporte à la génèse des sentiments, des idées, des goûts d'un homme comme Anatole France, choses d'un intérêt captivant, nous voyons le jeune homme au début de sa carrière. Il connaît la vie et les êtres, il a éprouvé l'amour, il s'est créé déjà sa philosophie. Il a compris que la modestie de sa condition était pour lui une grâce du ciel. Il le dit, avec un bon sens que devraient méditer bien des jeunes gens, bien des jeunes artistes en quête de la fortune que l'on acquiert si rarement dans l'exercice des arts et où l'on ne parvient le plus souvent qu'aux dépens de la vigueur et de la sincérité de l'inspiration, qui sauvent les médiocres et sont la puissance génératrice, la force de propagation des génies.

« ... ma condition, dont les inconvénients étaient fort apparents offrait des avantages qui passaient ces inconvénients. Je parle d'une condition médiocre comme était la mienne et non point d'une état de gêne qui brise les plus courageux. Le manque d'argent me privait d'une multitude de choses agréables que n'apprécient pas toujours ceux qui peuvent se les procurer et qui flattaient ma sensualité. Le désir est sans doute importun et parfois cruel, c'est ce que j'ai vu tout de suite. Mais ce dont je m'aperçus après une longue observation, c'est que le désir embellit les sujets sur lesquels il pose ses ailes de feu, que sa satisfaction, décevante le plus souvent, est la ruine de l'illusion, seul vrai bien des hommes : elle tue le désir qui fait le seul charme de la vie. Tous mes désirs étaient de beauté et je reconnus que cet amour de la beauté que peu d'hommes ressentent et dont j'étais transporté est une source jaillissante de plaisir et de joie. Les découvertes que je fis successivement furent pour moi d'un prix inexprimable. Elles me persuadèrent que ma nature et ma condition ne m'interdisaient point d'aspirer au bonheur ».

Et il dit plus loin :

« Ayant eu peu de part aux biens de ce monde, j'ai aimé la vie pour elle-même, je l'ai aimée sans voile, dans sa nudité tour à tour terrible ou charmante.

La pauvreté garde à ceux qu'elle aime le seul bien véritable qu'il y ait au monde, le don qui fait la beauté des êtres et des choses, qui répand son charme et ses parfums sur la nature, le Désir.

« Elle est tout entière douloureuse la vie des hommes, et il n'est pas de trêve à nos souffrances. Ainsi parle la nourrice de Phèdre et les soupirs de sa poitrine n'ont point été démentis. « Et pourtant, ajoute la vieille Crétoise, nous aimons cette vie, parce que ce qui suit n'est que ténèbres sur lesquelles on a semé des fables ». On aime aussi la vie, la douloureuse vie, parce qu'on aime la douleur. Et comment ne l'aimerait-on pas ? elle ressemble à la joie et parfois se confond avec elle ».

Ainsi nous comprenons pourquoi, sans amertume, Anatole France expliquait à ses amis et aux courtisans de sa célébrité les raisons pour lesquelles il lui avait été permis d'acquérir une grande érudition : « Parce que l'on ne songeait pas à l'inviter lorsqu'il était un obscur jeune homme. » Nous savons maintenant que sans avoir été un mondain, l'auteur de l'*Orme de Mail* a, au passage, effleuré des mondes très variés, et qu'il a pu y acquérir une véritable expérience. Nous voyons aussi que ces expériences ne lui ont pas fait détester la vie, mais qu'il l'a sentie chargée de douleurs, et qu'il n'a aimé surtout que l'illusion, l'art dont il est resté un des meilleurs et un des plus grands serviteurs.

Claude BERTON.

Les lettres russes

P. Ryss; l'*Expérience russe*; traduit par *R. Labry*, 1 vol. in 12°; 6 fr. Payot, Paris, 1922.

Le livre de M. P. Ryss se présente au public français sous le patronage de M. Raoul Labry, qui l'a traduit. On sait la compétence de M. Labry pour tout ce qui touche à la Russie présente, et aussi on se rappelle le service qu'il a rendu en traduisant la législation des Soviets. *L'Expérience russe* de M. P. Ryss méritait d'être traduite. C'est un volume un peu *construit*, et, par suite, où l'on fait un peu trop *cadrer*. Mais c'est là un défaut plutôt latin que slave, et, en l'espèce, il se présente plutôt comme une qualité. On ne peut en effet bien saisir l'évolution politique de la Russie contemporaine qu'en se plaçant à un point de vue qui ne soit pas uniquement descriptif. On trouvera donc, dans ce livre, au lieu des éternelles vitupérations vides, quelques idées personnelles. C'est chose assez rare pour qu'on en puisse féliciter l'auteur.

Après de copieuses préfaces et introductions, M. Ryss fait à grands traits l'histoire de la société russe depuis le début du siècle : c'est ce résumé très rapide qui est la partie la moins bonne du livre, parce qu'elle représente la Russie vue à travers le miroir déformant de la politique des Cadets, celui des partis politiques russes qui a eu le moins de contact réel avec le peuple russe, qui l'a vu le plus avec des idées préconçues.

Après cette entrée en matière, M. Ryss caractérise avec justesse la période révolutionnaire, puis la période bolchéviste, avec ses hommes de premier plan et quelques comparses; enfin, le travail des usurpateurs et les probabilités d'avenir. L'auteur, d'ailleurs, et il faut l'en louer, ne se laisse pas entraîner aux développements infinis si aimés des Russes, mais s'efforce d'atteindre la concision par de robustes concentrations de faits et d'idées.

Je voudrais citer quelques-uns des portraits, souvent très heureux, qui émaillent ce livre. Voici d'abord Kerenski, l'homme le plus coupable de cette période de fautes (p. 143) :

« Dépourvu de tout courage, et, par suite, se cachant invariablement à l'heure du danger, Kerenski, à ces moments tragiques pour la Russie, ne trouva pas en lui assez de force d'âme pour périr avec honneur. Cet homme, responsable du pays dont il était le chef nominal, qui se mettait toujours en avant, privant les autres ministres de toute influence, était absolument incapable, par la nature de son esprit et de son caractère, de se sacrifier héroïquement pour une cause. Craignant de tomber aux mains des bolchevistes, il fuit la capitale, abandonnant au hasard ses collègues et l'avenir de la patrie... »

Ailleurs, (p. 122), nous trouvons un intéressant portrait de Lénine :

« Lénine est l'homme des schémas : il esquisse des contours, trace des limites, mais à l'intérieur de ces limites, reste un vide immense, que chacun peut remplir à sa fantaisie. Ses raisonnements sont schématiques, et, par suite, peu probants, mais un grand don de logique lui permet de défendre avec succès ses schémas au point de vue formel, de sorte qu'ils paraissent logiquement inattaquables, bien qu'inopérants en réalité..... Comme la plupart de ses pareils, il est hautain, renfermé en lui-même, plein de mépris pour tout le monde. Les hommes n'existent pas réellement à ses yeux : ils ne sont que des abstractions, un des éléments dont il doit tenir compte dans la confection de son schéma. Ce qui importe avant tout, c'est l'idée et sa mise en pratique. Si des millions d'hommes meurent, si la Russie et le monde s'écroulent, ce n'est là qu'un phénomène secondaire, sans intérêt pour lui. Bien plus il est le type achevé de cet homme simplifié dont rêvait Tolstoï. Non pas par principe, mais par sa nature, Lénine est la simplification même. Avec sa forte intelligence logique, il est simpliste par instinct dans la vie de tous les jours. La vie cultivée lui est étrangère. Sans s'en apercevoir, il vit dans la saleté, et ne sent pas le besoin de vivre dans la propreté, comme tout Européen même de condition inférieure. Instinctivement, il se passe de ce qui représente la civilisation. Ses besoins sont d'un homme primitif : il mange n'importe quoi, seulement pour apaiser sa faim, il s'habille n'importe comment, seulement pour couvrir son corps, il dort n'importe où et n'importe comment... »

Trotski (p. 124) s'oppose à son collègue presque sur tous les points.

« Si Lénine est le chef du bolchévisme, Trotski devint rapidement le chef des Bolcheviks... C'est un sémite très caractérisé, chez qui les traits positifs et négatifs de la race apparaissent avec une rare perfection. De taille moyenne, voûté, avec un grand nez crochu, des lèvres épaisses et rouges, des cheveux noirs crépus, il semble présenter la caricature du Juif dessinée par un antisémite. Son grand et vigoureux tempérament d'homme des pays chauds est maîtrisé par une volonté puissante et concentrée. C'est un orateur remarquable, plein de verve caustique, mais dénué de pathétique véritable... » Toute la suite du portrait est à lire. Et plus loin, ce résumé :

« Chez Lénine, le despotisme est inconscient; chez Trotski, il est délibéré, exactement calculé. Trotski n'a jamais été bolchevik (en théorie, s'entend), mais il s'est fait l'organisateur de l'Etat bolchevik par désir de donner carrière à son immense ambition, d'étancher sa soif du pouvoir, d'exercer sa force de caractère ».

On voit que ces portraits sont d'un homme qui sait tenir la plume et observer les caractères. Toutefois, les portraits ne sont, dans l'*Expérience russe*, que des passages épisodiques. La doctrine de M. Ryss ne s'embarrasse pas volontiers d'inutile ballast. Son idée maîtresse est que le bolchevisme, « avec sa religiosité active et son mysticisme fondamen-

tal », est voisin et parent du catholicisme et de l'islamisme à leur période de conquête par les armes. Or, ce bolchevisme, que tant de penseurs croient importé artificiellement en Russie, aura rendu, affirme M. Ryss, un véritable service au pays qu'il aura ruiné, parce que, grâce à ses méthodes brutales, il aura accéléré le processus de rénovation de la Russie, en y préparant la possibilité d'une culture « intensive » au point de vue intellectuel et au point de vue matériel.

Ce sont des idées qui ne sont pas banales, et qu'il conviendra de peser. On peut donc recommander à tout homme qu'intéresse la portée et le sens de l'expérience bolchevique, de lire et de méditer le livre de M. Ryss.

Le lecteur, toutefois, devra prendre garde à un certain nombre d'erreurs de détail presque toutes logées dans le début du livre, dans la partie où l'auteur fait, à grands traits, l'exposé de l'histoire de la Russie durant les dernières années de paix et les années de guerre. Par exemple en discutant (p. 34 sq.) la loi de Stolypine sur la dissolution du *mir*, M. Ryss se fait l'écho de l'agitation du parti cadet contre cette mesure qui, prise plus tôt, aurait sauvé la Russie. Les bolcheviks ont en somme donné le coup de grâce à ce *mir*, et, par là, de l'aveu de tous, ils ont travaillé contre leur intérêt. Mais, quand c'était Stolypine qui tentait cette mesure, le parti cadet, imbu de souvenirs littéraires et nationalistes, lui faisait toute l'obstruction dont il était capable. Plus loin (pp. 40 et 54), M. Ryss affirme une chose *radicalement fausse*, quand il dit que l'intendance russe aurait été, durant la guerre, inférieure à sa tâche, et n'aurait assuré qu'un ravitaillement irrégulier, de sorte que l'armée subissait des défaites parce qu'elle avait faim : c'est là une de ces affirmations que les bourgeois de l'arrière se répétaient devant un verre de thé, sans s'informer auprès de qui que ce fût : elle est absolument contraire à la réalité. Croire (p. 42 sq.) que Nicolas II « jugeait parfaitement les hommes » et qu'il « cherchait l'oubli dans le vin », est également faux; le tsar défunt n'avait ni cette qualité ni ce défaut, péché mignon de tant de Russes. Ecrire, enfin, à propos du petit grand duc : « C'était l'héritier du pouvoir divin, malheureux enfant qui invectivait les ministres, frappait au visage ses compagnons de jeu, et disposait de tous en maître, à son gré », c'est propager une calomnie qui fait sourire : le grand duc héritier était un charmant enfant, primesautier, caressant, devenant l'égal de ses camarades, et trouvant seulement un plaisir rare, dans sa pauvre vie recluse, à faire des niches à quelque grand personnage gourmé. Voilà la vérité à côté de la légende propagée par M. Ryss. Il en est de même du récit manifestement faux rapporté d'après Raspoutine, menteur avéré, lequel, dans le cabinet de l'Empereur prétendait avoir été jeté à la porte par le grand duc Nicolas Nicolaévitch : M. Ryss ne devrait pas ignorer que, chez l'Empereur, un grand duc n'était rien. Il en est de même de l'expression

« folie orgiaque de la cour », et de quelques autres inexactitudes. On sent que, pendant la guerre, M. Ryss a fait de la critique d'après son sentiment, sans recourir aux sources. Mais, dès qu'il aborde l'exposition du bolchévisme, là où les menus faits importent peu, M. Ryss se débarrasse des scories qui déparaient les débuts de son livre, et on le lit avec le plus vif intérêt. C'est jusqu'ici un des meilleurs livres écrits par des Russes sur la matière.

* * *

Boris Mirski. **En exil** (*V Izgnanii*). 1 vol. 8°; 7 fr. Société anonyme de Publicité et d'Edition; 22, rue d'Anjou. Paris, 1922.

L'écrivain russe qui signe du pseudonyme de Boris Mirski a réuni en un petit volume diverses publications d'exil. Mais il ne s'agit pas là d'une simple réunion de sujets hétéroclites. En réalité, l'auteur suit un plan, et ce plan consiste à montrer que le parti politique démocratique, bien qu'il soit combattu par les bolcheviks et par les monarchistes, n'en a pas moins la plus claire compréhension de ce qui doit faire le bien de la Russie.

Ce livre est tout à fait attrayant, en dépit de son apparence sévère. Cela tient au talent d'écrivain de l'auteur qui sait conduire une idée et mettre en valeur les choses intéressantes. On trouve sous sa plume une foule de remarques justes et de récits captivants. J'appelle idée juste, par exemple celle-ci, que lorsque la puissance populaire est grande, un pays est puissant, « c'est pour cela que l'ancien régime russe a abouti à Moukden ou à Varsovie, tandis que la France a abouti à la Marne et à Verdun ». C'est une affirmation juste également, que soutenir que si les généraux russes qui ont lutté contre le bolchévisme ont échoué, c'est parce que « dans la guerre civile, ce n'est pas le canon, mais l'idée, qui a le dernier mot ».

Plus loin (p. 70 sq.) M. Mirski fait de copieuses citations d'un livre signé par M. G. Rakovski, et intitulé : « *La fin de l'armée blanche. Du Dniepr au Bosphore* ». C'est un triste tableau des excès des armées « blanches » opposées aux bolchéviks sous Denikine ou Wrangel. Comme j'ai vu la même chose parmi les armées de Koltchak, je n'ai pas de raison de douter de ce que raconte M. Rakovski. Le contre-espionnage dans l'armée de Wrangel était composé, de l'aveu même de son chef, pour les trois quarts, d'hommes dont le passé était chargé. Aussi n'est-il pas d'excès qu'ils n'aient commis. Tantôt ce sont les Juifs, tantôt ce sont les paysans qui sont molestés, pillés, brûlés : «L'armée de Crimée considérait la population des régions reconquises sur les Rouges comme celle d'une région ennemie conquise par les armes... Les paysans étaient, pour ainsi dire, en marge de la loi ». Et ceci : « Le comman-

dement s'organisa avec confort...; on fit la bombe;... on organisa des conseils de guerre,... on exécuta des gens... » Puis encore ce tableau :

« Le général Wrangel, ayant dîné chez Fostikof, revenait vers le port, tant soit peu « gai ». Vinnikof, faisant fonctions d'ataman du Kouban, veut lui faire son rapport sur la situation des Cosaques à Lemnos... Le général Wrangel, raconte Vinnikof, devint tout à coup rouge comme un coq, tapa du pied et s'écria : « Vous êtes un galérien! Avec moi, ce n'est pas long : tenez, avec ça ! Et le général frappa de la main sur son revolver placé dans la poche ad hoc ». « Je compris, continua Vinnikof que le commandant en chef n'était pas dans son assiette — et je m'éloignai ».

Ailleurs (p. 92), parlant de l'exposition russe à Riga, en 1921, M. Mirski, fait observer que, dans ce pays, où l'on ne mange pas à sa faim, où les gens sont en haillons, et n'ont pas de quoi se laver, ce que l'administration des Soviets trouve à exposer, ce sont des fourrures — un portrait de Karl Marx en fourrures — de la soie, de la porcelaine, du brocart et des dentelles !...

Ailleurs (p. 156), M. Mirski donne de joyeux extraits du *journal* du général Soukhomlinof, au temps où, en 1915, l'armée russe se défendait avec des bâtons, au cours d'une héroïque retraite :

« Ma femme est rentrée de Yalta... Vent du sud. Il fait chaud. Première pluie de l'été. *Nos armées ont abandonné Prémysl...* » Et : « Temps superbe. J'ai passé la nuit au club des pêcheurs, et j'ai pêché à la ligne... J'ai pris pas mal de poisson. Le soir, j'ai pris un sigue de 700 grammes, et un ombre de 1200 grammes... »

C'est une assez piquante constatation que celle des plaisirs favoris de ce ministre de la guerre de Nicolas II pendant la guerre.

M. Mirski raconte aussi une amusante histoire d'avant-guerre. On avait imprimé à l'étranger un recueil des discours de Nicolas II : or ce livre fut défendu par la censure russe !

Une des dernières études du livre est consacrée à une idée qui flatte depuis longtemps beaucoup de Russes, à savoir que ce qu'il faudrait à leur pays, c'est une constitution calquée sur la constitution anglaise. A cela, M. Mirski répond en substance, et on ne saurait mieux dire, que, pour que cela réussît, il faudrait d'abord transformer le peuple russe pour le faire semblable au peuple anglais. Ce rêve de constitution anglaise en Russie, surtout à l'heure actuelle semble une douce illusion.

Je ne me porte pas garant des idées politiques de M. Mirski, mais j'ai lu son livre avec plaisir et amusement. Je souhaiterais seulement que l'auteur prît soin, quand il fait une citation, de la faire avec indication de la page, ce qui ne lui arrive guère.

* * *

V. Gourko. « *Ce qu'il y a et ce qui manque dans les mémoires de S. Y. Witté* » En russe. Edition de la *Rouskaya Liélopiss*, Livre II. Paris 1922, 1 vol. in 4° 153 pp.

Cette étude approfondie de l'œuvre de Witté est ce que je connais de plus impartial et de plus sérieux sur cet intéressant sujet. M. Gourko, membre du Conseil de l'Empire, a vu de près les choses qu'il raconte et explique, et il est un guide des plus sûrs dans l'étude de cette période de l'ancienne Russie. Nous avons, dans cette Revue, si souvent parlé de l'œuvre du grand ministre, que nous ne saurions revenir ici en détail sur ce sujet.

Nous nous contenterons de signaler l'opinion de M. Gourko sur la traduction française des Mémoires, qu'il appelle « quelque chose de fantastique ». « Le traducteur savait évidemment assez peu la langue d'où il traduisait, et celle dans laquelle il traduisait. A côté des coq-à-l'âne venant de l'anglais, il y a ceux qui sont purement français, tels que : *transports de conserves* (pour transports de ravitaillement) »... D'ailleurs, la traduction française n'est pas entièrement conforme à l'édition (traduction) américaine des mémoires. Quant à l'édition russe, elle n'est conforme ni à l'édition anglaise ni à l'édition française des mémoires. Le tout semble n'être qu'en partie l'œuvre de Witté lui-même.

Colonel Rézanof. *La* 3e *Internationale*; *le Komintern*. 1 vol. in 12° ill. Edition Bossard. Paris, 1922; 3 fr. 90.

Le colonel Rézanof, ancien chef du contre-espionnage tsariste, a publié, au moment de la Conférence de Gênes, un petit volume de propagande destiné à montrer le danger de la 3e internationale, grâce à laquelle les bolcheviks font l'offensive contre les gouvernements capitalistes. Ce volume est curieux, çà et là; mais il est rédigé sans grand soin et sans beaucoup de goût. Une douzaine de photographies de bolcheviks notoires illustrent cette publication.

Jules LEGRAS.

VIE POLITIQUE

ALLEMAGNE.

Le conflit bavarois.

Les conflits entre la Bavière et le Reich deviennent périodiques : ils se terminent toujours par une réconciliation, qui n'est qu'un *modus vivendi* provisoire : car cette réconciliation résulte d'une nécessité impérieuse, non de la bonne volonté des deux parties; et l'on sent que les motifs de discorde subsistent, et qu'à l'occasion ils susciteront une nouvelle querelle.

Lorsqu'après la mort de Rathenau, le gouvernement de Berlin promulgua une loi pour la défense de la République ,il aurait pu se douter qu'elle serait mal accueillie en Bavière : chacun sait, en effet, que la Bavière n'est une république que de nom, et de par la contrainte de la Prusse. L'ex-prince régent habite toujours son palais et Munich, il paraît en grand uniforme dans les cérémonies officielles, la foule l'acclame et les ministres ne manquent jamais une occasion de célébrer en public les mérites de la famille royale. Situation paradoxale, et qui peut durer longtemps : on ne conçoit pas comment, dans le Reich républicain, il y aurait place pour un Etat monarchique; il faudrait donc que tout le Reich se replaçât sous un spectre impérial, pour que cette monarchie prît fin.

Si M. Wirth, en voulant imposer à la Bavière royaliste une loi de défense républicaine, ne témoigna pas d'une remarquable prévoyance, le gouvernement bavarois mit dans sa réplique une lourdeur, une imprudence qui rendaient le conflit inévitable. Quatre jours après le vote de la loi par le Reichstag, il promulguait une ordonnance qui débutait par ces mots : « A la place de la loi du Reich pour la protection de la République, les prescriptions suivantes s'appliqueront jusqu'à nouvel ordre pour la partie de la Bavière située sur la rive droite du Rhin ». Les principales dispositions de la loi étaient la création d'un tribunal exceptionnel pour les crimes et délits politiques, et l'institution d'une police d'Empire : l'ordonnance bavaroise décidait que les

crimes seraient jugés par la juridiction ordinaire, et interdisait « à des organes de police qui ne sont pas bavarois de procéder d'une manière indépendante, à des actes de service en Bavière ».

On ne pouvait renier plus délibérement l'autorité du Reich : s'il eût accepté l'ordonnance Lerchenfeld, il eût reconnu, en fait, l'indépendance de la Bavière. Berlin déclara « inconstitutionnelle et non valable l'ordonnance du gouvernement bavarois », ce qui obligea Munich à négocier.

Trois semaines de pourparlers conduisirent à un compromis, aux termes duquel l'ordonnance illégale était rapportée, mais le gouvernement du Reich s'engageait à ne pas employer sa police en Bavière et à créer un « Sénat de l'Allemagne du Sud », qui remplirait les fonctions du tribunal d'Empire pour la Bavière et les Etats voivins; en outre, le Reich promettait qu'à l'avenir, lorsque les circonstances le contraindraient à faire des lois empiétant sur les droits constitutionnels des Etats, il prendrait soin de les consulter.

* * *

Les démocrates et socialistes allemands se déclarèrent satisfaits, et chantèrent victoire, parce que la Bavière retirait son ordonnance : mais la satisfaction obtenue par le Reich était pour la forme; la Bavière, en réalité, s'est vu concéder tout ce qu'elle réclamait, sauf le tribunal, qui, au lieu d'être purement bavarois, sera commun aux Etats de l'Allemagne du Sud, Bade, Wurtemberg et Hesse (?).

Ce n'est pas sans raison que la presse communiste a crié au sabotage de la loi, et fait observer que le Chancelier et ses ministres n'avaient pas le droit d'éliminer, pratiquement, une loi votée par les deux tiers du Reichstag, sans que celui-ci eût été consulté.

Pourquoi cette longanimité à l'égard d'un Etat qui ne représente qu'une minorité infime : 6 millions d'habitants, 10% de la population totale de l'Allemagne? Il devait suffire au Reich de le mettre au pied du mur, de lui donner à choisir entre séparation ou soumission, pour qu'il capitulât.

La sécession ou soumission bavaroise est une quasi-impossibilité : la majorité ouvrière de Munich ne l'accepterait pas, et toute la partie nord de la Bavière, la Franconie, se séparerait de la Bavière, si la Bavière se séparait du Reich. Elle le fait savoir à Munich, chaque fois que l'occasion s'en présente : durant la dernière crise, les bourgmestres de Nüremberg et de quelques autres villes se rangèrent ouvertement aux côtés du gouvernement de Berlin.

On répète que la Bavière se sent forte de l'appui de toute la réaction allemande et que c'est la pression de celle-ci qui a conduit le Reich à céder. Cela n'est pas invraisemblable; mais il ne faudrait pas négliger

les restes de particularisme qui subsistent dans tous les partis allemands, même la social-démocratie. La Bavière, écrit le camarade Heilmann dans la *Sozialistische Korrespondenz*, a le droit d'avoir un gouvernement réactionnaire, si la majorité de sa population le désire ». Et lorsque le président Ebert, dans sa lettre au comte Lerchenfeld, affirmait que les lois d'Empire « ne peuvent à aucun degré, en leur application, porter atteinte au caractère des divers Etats allemands », ce n'était point là une simple formule de convenance. Les publicistes qui, à la suite de Harden, parlent de la «Vendée allemande », oublient que l'esprit unitaire dont nos conventionnels étaient animés n'existe pas en Allemagne, et que dans tous les camps le particularisme conserve des partisans.

La Constitution de Weimar a renforcé l'unité allemande; mais, si la Bavière n'avait pas compromis l'idée fédéraliste avec la monarchie, cette idée aurait une bien plus grande force dans toute l'étendue du Reich, et il ne serait pas impossible qu'un mouvement se produisît en faveur d'une plus grande autonomie des Etats, dans le sens réclamé par le démocrate Fôrster.

* * *

Cette année la presse française, instruite par l'expérience, s'exprime vis-à-vis du conflit Munich-Berlin, avec plus de prudence que l'an dernier. On ne vit plus aucune de nos feuilles caresser l'espoir d'une séparation entre la Bavière et le Reich. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, cette attitude n'a pas eu l'heur de plaire aux journaux de là-bas, qui voulurent y voir une ruse machiavélique. « La presse française, écrit la *Gazette Générale de l'Allemagne*, joue au désabusé; elle fait comme si les incidents bavarois n'avaient pas réveillé en France les anciens espoirs ». Et après avoir cité les *Débats*, l'*Action Francaise*, l'*Echo de Paris*, la Gazette conclut : « Ce sont-là, naturellement, des phrases hypocrites ».

Nous ne donnons cette citation qu'à titre d'exemple : elle montre à quel point l'accord entre l'opinion publique des deux pays est difficile. Si l'on fait preuve, d'un côté, d'incompréhension, l'autre côté proteste et s'indigne. Mais si l'on fait un effort pour comprendre, la partie adverse ne nous juge pas moins sévèrement : dans ce cas vous êtes des fourbes, et votre impartialité n'est qu'un masque qui dissimule les plus noirs desseins !

La défense de la République.

Le 18 septembre, le tribunal spécial institué après la mort de Rathenau s'est réuni pour la première fois à Leipzig : réunion purement formelle. Il faut attendre, pour pouvoir juger de son activité.

Cependant le gouvernement du Reich a déjà pris certaines mesures, parmi lesquelles la dissolution du *Jungdeutsche Orden* et l'interdiction de la *Gazette Générale de l'Allemagne*, organe de M. Stinnes. Le *Jungdeutscher Orden* est une de ces nombreuses sociétés secrètes qui complotent pour la restauration de la monarchie. On l'a condamnée pour avoir participé, indirectement, à l'assassinat de Rathenau, pour avoir caché des armes, pour avoir voulu disperser par la violence des manifestations républicaines. Mais pourquoi M. Balitz, ministre de l'Instruction publique de Prusse, tolérait-il sa propagande jusque dans les lycées? Ne faut-il pas craindre, d'ailleurs, qu'il renaisse demain sous un autre nom, comme toutes les associations du même ordre ?

L'interdiction du journal de M. Stinnes est un chapitre assez malheureux de la défense républicaine, parce qu'elle porte un cachet de rivalité personnelle. On sait en effet que MM. Stinnes et Wirth ne sont pas bons amis, que le grand industriel voudrait démolir le chancelier : la mesure prise par celui-ci revêtait de ce chef un caractère assez fâcheux, et ses amis eux-mêmes l'ont jugée sans indulgence.

La *Deutsche Allgemeine*, depuis qu'elle appartient à M. Stinnes, avait subi diverses vicissitudes : d'abord dirigée par le capitaine de frégate Humann, qui fut compromis dans le coup d'Etat de Kapp, elle s'était efforcée d'attirer dans sa rédaction quelques socialistes : August Müller, Winnig, et surtout Paul Lensch. Dernièrement le choix de celui-ci, professeur et membre connu de la Social-démocratie, comme rédacteur en chef, produisit une petite révolution. Une partie de la rédaction démissionna, et Lensch, traduit devant les assises de son parti, fut exclu. La manœuvre de M. Stinnes, qui visait évidemment à jouer un tour aux socialistes en apprivoisant un de leurs leaders, échouait : il n'avait pas prévu la réponse, qui fut immédiate.

M. Lensch, à peine installé, écrivit que le gouvernement du Reich ne jouissait d'aucun crédit à l'étranger, et qu'à l'intérieur du pays il avait perdu depuis longtemps son autorité; sur quoi M. Wirth l'interdit pour dix jours, sous prétexte qu'il « déshonorait des membres du gouvernement républicain ».

Cette décision fit l'effet d'un acte de censure plutôt maladroit. Elle ne gêna pas fort M. Stinnes et ses amis : justement la *Tägliche Rundschau*, organe de même nuance que la *Deutsche Allgemeine*, se trouvait alors dans l'embarras. M. Stinnes lui offrit l'hospitalité, et elle remplaça le journal interdit; depuis qu'il reparaît, elle en est en quelque sorte le double et l'écho.

Si la République allemande est en danger, il faudra que M. Wirth, pour la défendre, trouve autre chose.

* * *

Les étudiants républicains, réunis à Iéna, ont décidé la formation d'un cartel qui groupera toutes les associations universitaires rattachées aux partis centriste, démocrate et socialiste. Le centre de cette organisation (est-ce défi ou ironie?) sera à Munich. Elle se propose de contribuer « à la protection et au développement social de la république démocratique, de lutter contre la réaction, contre l'esprit de haine entre les peuples et la politique de violence militariste. »

Mais elle se présente aussi comme un organe de défense contre la majorité des professeurs : ce qui donne à supposer que sa tâche sera grande, et qu'il y a encore beaucoup à faire, pour républicaniser les universités allemandes.

Kœnigsberg, Hambourg et Leipzig.

L'Allemagne s'est livrée coup sur coup à trois manifestations de propagande commerciale et autres : la foire de Kœnigsberg, dénommée aussi foire de l'Est, a offert des produits allemands à la Russie et aux Etats limitrophes, Esthonie, Lettonie, Lithuanie; la traditionnelle foire de Leipzig a présenté aux étrangers venus de partout, en particulier de l'Europe centrale, une revue complète de l'industrie nationale; et entre les deux, la semaine transatlantique de Hambourg avait permis au grand port d'étaler son activité renaissante.

Les Allemands veulent faire de Kœnigsberg, capitale de ce qu'ils appellent l'« île allemande » (la Prusse orientale, isolée par le couloir de la Vistule), le point de départ de leur commerce avec la Russie. Beaucoup d'entreprises, en particulier de banques, y ont installé des succursales, et Kœnigsberg est la tête de ligne d'un service d'avions qui permet d'atteindre Moscou en une journée. La foire ne semble pas avoir donné de grands résultats pratiques : les Etats baltes ont des changes avariés, et sont pour le moment, de mauvais acheteurs. Quant aux Russes, qui avaient fait une maigre exposition de leurs produits, ils parurent, eux aussi, en curieux plutôt qu'en clients. Mais la « foire de l'Est » comme celle de Leipzig et de Francfort, sera périodique; et quand la Russie se relèvera, elle connaîtra des jours meilleurs.

La semaine transatlantique, patronnée par M. Cuno, successeur de Ballin à la Hamburg-América, permit aux visiteurs de constater que l'Allemagne n'était pas loin d'avoir reconstitué sa flotte de commerce. Le clou de cette manifestation fut un « congrès d'économie mondiale » où quelques docteurs ès sciences économiques et spécialistes de la reconstitution, entre autres M. Keynes, prononcèrent des discours. M. Keynes fut fort acclamé bien qu'il exprimât des vues pessimistes.

Il déclara que l'avenir de l'Allemagne lui paraissait assez sombre, que si l'emprunt international réussissait, il donnerait au plus un milliard de marks-or; que les réparations en nature n'étaient pas une solution pratique. Il proposa sa propre solution, consistant dans le paiement de 40 milliards de marks-or, échelonnés sur une vingtaine d'années après un moratorium dont il ne précise pas l'étendue. Mais il enthousiasma son auditoire en spécifiant que la condition préalable à tout paiement devait être l'évacuation de la rive gauche du Rhin.

A peine Hambourg avait-elle clôturé sa semaine, que Leipzig conviait le monde à venir admirer ses treize mille exposants : un record ! Malheureusement le chiffre d'affaires ne fut pas en rapport avec ce vaste déploiement de l'effort industriel de l'Allemagne : il fut inférieur à celui de la foire de printemps même à celui de la foire d'automne de l'an dernier. A l'ouverture les visiteurs étaient foule : ils achetèrent peu, et beaucoup partirent dès les premiers jours. C'est que les prix avaient subi, à la dernière minute, des hausses considérables, et l'on exigeait, presque partout, le paiement en devises étrangères, ce qui provoqua de vives protestations de la part des acheteurs indigènes.

Le dollar venait précisément de dépasser la cote 2.000; c'est cette chute vertigineuse du mark qui a troublé le marché, c'est elle qui menace la vie économique du Reich; c'est elle qui, depuis quelques semaines, est l'objet, là-bas, de toutes les inquiétudes, et l'on pourrait presque dire, de tous les entretiens.

La chute du mark.

Les dernières semaines, en particulier le mois d'août, ont vu la plus grande baisse du mark que l'on ait enregistrée jusqu'à ce jour : le dollar, qui cotait 4,19 marks en 1914, 186 le 1er janvier 1922, 399 le 1er juillet, 643 le 1er août, 1600 le 15, est monté à 2600 le 25, pour redescendre au cours de 1800, puis de 1500, aux environs duquel il a oscillé en septembre. En présence de cette chute vertigineuse, l'affolement s'est emparé de la population : non seulement les commerçants, mais les particuliers, hypnotisés par le cours du dollar, semblaient n'avoir d'autre souci que d'en suivre les fluctuations insensées. On n'ouvrait le journal que pour lire ces chiffres, qui s'étalaient en première page en grosses lettres; dans les grandes villes on téléphonait à la Bourse vingt fois par jour. Ces variations se traduisaient, pratiquement, par des changements d'étiquettes presque immédiats aux devantures des boutiques; quotidiennement les marchés haussaient leurs prix, et les ménagères constataient avec terreur qu'un litre de lait coûtait 40 marks ou une livre de margarine 200 marks.

La *Gazette de Francfort* vient d'annoncer qu'elle supprimait de sa première page la notation du cours du dollar, parce que les Allemands s'habituaient à faire fi de leur monnaie nationale et qu'il fallait réagir contre ce courant. L'intention est louable et relève d'une saine politique : comment espérer, en effet que le mark se relève, ou même se stabilise, si les Allemands sont les premiers à jeter aux quatre vents ce papier déprécié ? Mais l'aveu de la *Gazette de Francfort* est à retenir, au moment où la presse allemande, et M. Wirth lui-même polémiquent à l'envi au sujet des causes et des responsabilités de ce désastre.

Certes ces causes ne sont pas faciles à établir, et bien que tout le monde soit d'accord pour désigner quelques-unes d'entre elles, les journalistes, les hommes politiques, et même les financiers sont loin de s'entendre dès qu'il s'agit d'en fixer l'ordre d'importance : les effets et les causes s'entre-mêlent, à tel point qu'il devient impossible de dire si l'inflation détermine la chute du mark ou si c'est la chute du mark qui nécessite l'inflation. Il est probable que la devise allemande baisse, parce que l'Allemagne n'a pas de quoi faire face à ses engagements, vis-à-vis de l'étranger; mais pourquoi ne peut-elle y faire face ? Est-ce à cause des réparations, ou du déficit de sa balance commerciale, ou à cause de l'exportation de ses capitaux ? Ou pour tous ces motifs à la fois ?

Ce débat, qui paraît quelque peu académique, intéresse à tel point les Allemands, qu'au moment de la chute précipitée du mark, ils parurent avant tout soucieux de se disculper, et que les menaces de rétorsions ou d'occupation semblèrent les toucher beaucoup moins que l'accusation de travailleu rvolontairement à cette chute.

Nous reproduirons quelques-uns des arguments qui ont été présentés en Allemagne même, pour et contre cette thèse.

* * *

C'est d'abord le Chancelier Wirth, qui, dans une interview du *Daily Chronicle* et une longue déclaration aux représentants de la presse étrangère, a cru devoir imputer la chute du mark aux « notes menaçantes » de M. Poincaré. « Avant la première note du gouvernement français (26 juillet), dit-il, le dollar était encore à 450, par la suite il est monté à 800. Après la seconde note (5 août), il est monté à près de 900, et après la rupture sans résultat de la conférence de Londres, à 1.050. Ces étapes découvrent la véritable raison de la chute du mark ».

Chacun sait que la Bourse est sensible aux impressions de crainte ou d'espoir que suscitent les nouvelles politiques, même s'il ne s'agit pas d'un événement grave, mais d'une simple note ou d'un discours. Cependant quelques paroles d'un homme d'Etat étranger peuvent-elles provoquer un mouvement aussi rapide aussi prolongé que celui

auquel on assista en août ? N'est-il pas vraisemblable qu'il y eut d'autres causes, avant tout ce manque de « confiance » que M. Wirth lui-même a signalé ? C'est ce manque de confiance, comme le remarque justement la *Gazette de Francfort*, qui pousse les Allemands à abandonner leur propre devise, pour lui substituer, de plus en plus, le dollar, le franc suisse ou le florin.

Dès le mois d'avril M. Urbig, directeur de la Diskonto-Gesellschaft, affirmait dans une conférence publique : « Je ne crois pas me tromper en disant que la Hollande est le principal banquier de l'Allemagne. Les billets de banque hollandais servent à dissimuler des portions de fortunes considérables. D'autre part des capitaux industriels fuient également en Hollande ».

Lorsque le dollar, en juin et au début de juillet, monta de 250 à 450, la *Gazette de Francfort* écrivait : « La nouvelle chute du mark est partie de l'intérieur, ce n'est pas l'étranger qui a vendu du mark, c'est le marché intérieur, qui, dans un accès de pessimisme effréné, s'est arraché les devises étrangères ».

La *Woll Archiv* (Bulletin de la Laine) déclarait le 17 juillet : « La situation de l'industrie n'est pas éprouvée par la nouvelle chute du mark au point que l'on pourrait croire. Elle est adaptée depuis longtemps aux variations du change. Elle est pourvue de matières premières et de devises. Une baisse comme celle qui vient de se produire lui est même profitable, parce qu'elle réduit automatiquement les salaires ».

La Deutsche Konfektion du 12 juillet imprimait ceci : « Pour maintenir ses possibilités de gain actuelles, notre industrie n'a pas d'autre espoir que la chute du mark. C'est là son unique chance de salut ».

Enfin les Nouvelles de la Bourse de Knopf, à la date du 4 juillet, affirmaient que la hausse des devises n'avait plus aucune influence sur le cours des valeurs, parce que la spéculation se débarrassait de ses actions, même avec perte, pour acheter des devises ou des valeurs étrangères. Dans le *8 Uhr Abendblatt* du 2 août, August Müller évaluait à *2 milliards de dollars* l'exportation des capitaux allemands : ce chiffre, probablement inférieur à la vérité, n'a pu qu'augmenter depuis.

Ainsi tous les témoignages des intéressés eux-mêmes s'accordent pour reconnaître cet exode de la fortune allemande. On peut admettre avec M. Wirth que 2 milliards de dollars, voire le double de cette somme, ne représentent qu'une petite partie de cette fortune ; que d'autre part, le gouvernement du Reich, en présence de cette évasion de capitaux, est impuissant comme beaucoup d'autres le seraient à sa place. Mais qui rendra aux Allemands cette confiance qui leur fait défaut, s'ils ne veulent plus voir dans leur mark, comme dans la couronne autrichienne, qu'un chiffon de papier sans valeur ?

Nul homme d'Etat n'a adressé de menaces à l'Autriche ; elle n'a pas

payé de réparations: pourtant sa monnaie ne cesse de se déprécier, apparemment parce que ses hommes d'affaires n'en veulent plus, et y substituent des monnaies étrangères. L'Allemagne est hantée, depuis quelque temps, par l'exemple de l'Autriche : ses industriels, ses commerçants semblent tenir pour fatale, irrésistible, la pente où glisse leur mark, d'un vitesse accélérée. Ne serait-ce point là la cause essentielle de sa chute?

Il est certainement difficile de remonter la pente, et même, lorsqu'on y est lancé, d'arrêter son élan. L'avenir ne tardera pas à nous enseigner si les conseils de la *Gazette de Francfort* ont été écoutés en Allemagne..

L'accord Stinnes-Lubersac

L'accord Stinnes-Lubersac a rencontré, en Allemagne, un assez bon accueil auprès des modérés de droite et de gauche. Par contre les extrémistes le condamnent, à droite parce qu'il marque un pas dans la politique des réparations, à gauche parce qu'il va permettre au capitaliste Stinnes de faire d'énormes bénéfices.

C'est pour ce dernier motif que les socialistes majoritaires, que l'on ne peut ranger parmi les extrémistes, et qui ont toujours défendu la politique de réparations, jugent également cet accord avec la dernière rigueur. Le *Vorwârts* prétend qu'il va faire gagner à M. Stinnes la bagatelle de 45 milliards de marks. Aucune donnée n'autorise à fixer un tel chiffre. Mais il est clair qu'entre les 6 % que la société Stinnes aura le droit de prélever sur la marchandise fournie, le fait que cette marchandise sera évaluée au prix du marché français, lequel est très supérieur au prix allemand, procurera aux fournisseurs des profits considérables.

Dans toute cette affaire, M. Stinnes ne joue qu'un rôle d'intermédiaire. La société de construction (*A. G. für Hoch-und Tiefbauten*) qu'il met en jeu est d'importance médiocre : il s'est rendu maître, en juin dernier, de 20 millions d'actions nouvelles qu'elle a émises, et y a conquis de cette façon une place prépondérante. Le capital nominal ne dépasse pas 50 millions, ce qui, au cours du mark représente à peine 500.000 francs.

Il va sans dire qu'une pareille société ne peut fournir elle-même l'énorme quantité de livraisons en nature exigée par nos Coopératives de reconstruction, ni financer les fournisseurs; ce sera l'affaire de la Dresdner Bank, qui escomptera leurs factures en attendant qu'elles soient réglées par le Reich.

Celui-ci fera-t-il une bonne opération? C'est peu vraisemblable, si l'on en juge d'après cette appréciation du rédacteur financier de la *Gazette de Francfort* : « Les fournisseurs allemands feront peut-être une

affaire d'exportation au prix avantageux du marché extérieur, ils opteront, en vertu du paragraphe 8 du traité ,pour le prix français. Le Reich devra payer leurs créances, plus 6 % de provision pour Essen, plus les frais de banque pour Berlin, ce qui nécessitera des sommes énormes de marks-papier : économiquement, il n'aura pas d'autre satisfaction que de voir le fardeau des réparations s'alléger un peu plus vite que s'il achetait lui-même, bon marché, au prix du marché intérieur pour revendre plus cher à la France. Les relations directes entre contractants français et allemands peuvent être avantageuses au point de vue politique et économique : elles seront certainement plus coûteuses ».

Il n'est point douteux,en effet, que le contribuable allemand devra payer les bénéfices de M. Stinnes et de ses associés. D'autre part certains semblent craindre que ce contrat ne lui assure la maîtrise du marché de la construction. La *Deutsche Zeitung* (nationaliste) exprime des appréhensions à cet égard, ajoutant que la livraison de matériaux et de main d'œuvre à la France, à un prix plus avantageux que celui du marché intérieur allemand, risque d'interrompre l'activité du bâtiment en Allemagne. Déjà la récente chute du mark lui a porté un coup funeste, et la ville de Berlin, par exemple, vient de décider l'arrêt à peu près complet des constructions qu'elle avait entreprises.

La réconciliation socialiste

La rapprochement et la fusion des deux partis socialistes, dont il était question depuis plus d'un an, est aujourd'hui chose faite. Depuis la scission communiste, qui avait privé le parti indépendant de ses éléments les plus radicaux, il était visible que ce parti n'était plus séparé des majoritaires que par des nuances insignifiantes. Sans faire partie de la coalition sur laquelle s'appuie le ministère Wirth, il l'a soutenu constamment de ses votes; il a montré, en diverses circonstances, qu'il répugnait aux méthodes de violence chères aux communistes, et ses chefs les plus écoutés, tel Breitscheid, sont des hommes de gouvernement fort capables, sinon désireux de participer au pouvoir.

Le programme commun aux deux partis réconciliés ne contient plus que de faibles traces de marxisme : il n'y est question, ni de la dictature du prolétariat, ni de l'expropriation des possédants. Le nouveau parti socialiste allemand affirme sa volonté de défendre la république démocratique et réclame une transformation profonde de l'appareil judiciaire afin d'écarter la « justice de classe ». En matière fiscale, il ne se prononce plus contre les impôts indirects, mais pour le principe qui n'a rien de révolutionnaire, de la répartition des charges suivant la capacité de paiement ; il ne demande la suppression de l'hé-

ritage qu'en cas de parenté éloignée. Il se borne à la socialisation de quelques industries capitales, en particulier des mines. Il veut le perfectionnement de la législation sociale, le maintien de la loi de huit heures et l'unification des conditions du travail. Sa politique extérieure est basée sur le pacifisme et l'entente internationale, et il prône la reconstruction des régions dévastées.

Voilà un programme socialiste que certains jugeront singulièrement édulcoré, et dont bien des bourgeois ne s'épouvanteraient pas. La question qui se pose, cependant, est de savoir si le parti socialiste allemand, renforcé par cette unification, va collaborer avec les partis bourgeois, ou laisser le gouvernement à un cartel des partis non socialistes, et se retirer dans l'opposition. Il ne semble pas que le statu quo actuel puisse se prolonger longtemps. Les populistes, inspirés par Stinnes, et stimulés par leur leader, l'ambitieux Stresemann, brûlent de prendre part au gouvernement, et même d'y prendre la plus grosse part. Les démocrates, qui ne se distinguent plus d'eux que de nom, les appuient. Mais ils se sont heurtés, jusqu'à ce jour, à l'ostracisme socialiste.

Au congrès d'Augsbourg le vétéran Bernstein vient de mettre en garde ses camarades contre le rôle de croquemitaine qu'ils attribuent à Stinnes. Si la majorité socialiste se range à son opinion, nous verrons bientôt une vaste coalition gouvernementale embrassant tous les partis, sauf l'extrême-droite nationaliste et l'extrême-gauche communiste. Sinon, le bloc socialiste s'opposera au bloc bourgeois, momentanément le plus fort.

R. L.

AUTRICHE

Le voyage du Chancelier Seipel.

Après l'échec de la Conférence de Londres et le renvoi du problème autrichien devant la Société des Nations, les chances de salut semblent fortement diminuées pour la jeune république : M. Lloyd George, avec une franchise brutale, n'a-t-il pas avoué l'impossibilité pour les Alliés d'accorder un crédit au gouvernement de Vienne? Le recours à la Société des Nations ne sert-il pas à dissimuler ce refus et à débarrasser les grandes puissances occidentales d'une affaire gênante? La Société des Nations pourra-t-elle résoudre la question d'Autriche alors qu'en juin 1921 ses volumineux travaux à ce sujet n'ont abouti à aucune mesure pratique? Il semble donc que la situation soit plus grave que jamais et l'on comprend l'angoisse qui s'est emparée de l'opinion.

Tout en compliquant la crise autrichienne, la décision de Londres a modifié les données du « problème de l'Europe Centrale », selon le mot du chancelier Seipel. Jusqu'alors le sauvetage de l'Autriche devait s'effectuer par les efforts combinés de l'Autriche elle-même et de l'étranger, suivant le programme fixé l'an dernier par la S. D. N. : création d'une banque d'émission, emprunt intérieur, crédits étrangers. Les trois premières mesures ont été réalisées par le vote des projets fiscaux du Dr Seipel; la dernière incombait aux Alliés qui, en se dérobant, ont rendu les autres inefficaces et fait écrouler tout le système. Devant la carence des Alliés, le gouvernement autrichien, forcé d'agir vite, doit chercher une autre solution : ce fut la raison essentielle des voyages de son chef.

Le 19 août, le chancelier Seipel, ayant réuni les représentants alliés à Vienne, leur expose la détresse de l'Autriche après l'échec des négociations de Londres et leur annonce son prochain départ :

« Etant donnée la situation internationale, dit une note officielle, le problème autrichien ne semble plus être purement financier, mais surtout politique. Comme le gouvernement autrichien est d'avis que la question d'Europe Centrale se posera sans doute à bref délai, il s'est décidé à prendre contact personnellement avec les hommes d'Etat au pouvoir dans les trois pays voisins qui ont le plus d'importance pour la solution du problème d'Europe Centrale. Il est donc entré en relations avec Berlin, Rome et Prague ».

Ce vague communiqué n'en dit pas bien long sur les intentions du chancelier, mais confirme la nécessité de chercher sans les Alliés une solution du problème autrichien. Peu après, en se rendant à Prague, M. Seipel déclare à un correspondant de la *Neue Freie Presse* qu'il va demander aux dirigeants des pays voisins leur point de vue sur la question d'Europe Centrale et s'ils croient opportun de la poser, il s'efforcera aussi d'obtenir la suppression des barrières économiques et le retour à la liberté commerciale. Si nous suivons le chancelier à Prague, à Berlin et à Vérone, nous verrons bientôt apparaître les motifs et les véritables caractères de son voyage.

Arrivé à Prague dans la matinée du 21, Mgr Seipel a négocié toute la journée avec M. Benès et lui a posé les deux questions suivantes :

« 1° La discussion du problème autrichien par la Société des Nations permettra-t-elle à l'Autriche de recevoir finalement les garanties financières qui lui permettront de vivre?

« 2° L'Autriche doit-elle s'engager sur de nouvelles voies en cherchant un appui d'ordre politique ou économique auprès de l'un de ses voisins ou d'un groupe de puissances[1] ».

Après de longs débats auxquels prirent part spécialement les ministres des finances des deux pays, M. Benès promit d'appuyer les dé-

1. Cf. *Neue Freie Presse* du 22 août et *Gazette de Prague* du 23.

marches autrichiennes auprès de la Société des Nations et résuma ainsi son opinion sur la question d'Autriche :

« Le travail de la S. D. N. ne doit pas être sous-estimé. Il importe d'autant plus d'essayer ce dernier moyen que l'on peut compter sur l'intervention de certaines puissances dans cette question. M. Benès recommande de ne pas s'engager dans » de nouvelles voies, car le problème d'Europe Centrale ne peut être résolu immédiatement ni par des expériences, mais méthodiquement et par étapes ».

On examina enfin quelques questions économiques pendantes entre les deux pays et les modalités d'une coopération économique plus étroite à l'avenir, ainsi que les moyens de hâter le versement du reliquat du crédit tchèque. D'après un discours de Mgr Seipel [1], M. Benès a promis de garantir l'indépendance de l'Autriche et reconnu qu'elle ne pouvait pas adhérer à la Petite Entente. En somme, à travers les termes vagues des communiqués officiels, on constate que le chancelier a fait surtout un voyage d'information : il a voulu savoir s'il devait se fier à la S. D. N. et attendre ses décisions ou envisager bientôt le rattachement économique ou politique de l'Autriche à une puissance voisine. La question étant ainsi posée, la réponse de M. Benès apparaît très claire : la Société des Nations mérite confiance, et M. Benès interviendra auprès d'elle en faveur de l'Autriche; mais le rattachement de ce pays à un Etat voisin ne semble pas réalisable avant longtemps.

De Prague, le chancelier se rendit à Berlin; accueilli cordialement par M. Wirth en personne, il put constater les vives sympathies du Reich pour son pays, mais les résultats de ses négociations semblent assez minces. D'après une note officieuse de Berlin reproduite par les journaux viennois, Mgr Seipel exposa la situation de l'Autriche après l'échec de la Conférence de Londres et les graves conséquences d'un ajournement éventuel des crédits. D'un commun accord il fut reconnu qu'en attendant le décision de la S. D. N., l'Autriche devrait lutter contre les difficultés actuelles « par des mesures économiques pour lesquelles elle aurait besoin naturellement de l'appui de ses voisins ». On examina ensuite une série de « questions de détails » au sujet desquelles le gouvernement allemand se déclara prêt à aider le plus possible l'Autriche « dans la mesure de ses propres moyens »; des négociations vont se poursuivre à cet effet. Les pourparlers de Berlin ne semblent avoir servi qu'à mettre en lumière l'impuissance du Reich; le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne a dû être envisagé, mais l'impossibilité de sa réalisation actuelle apparaît si évidente que les communiqués officiels préfèrent n'en point parler. Ouverture de négociations entre experts et vague promesse d'une aide économique

1. Prononcé le 31 août à la Commission des Affaires Etrangères du Conseil National.

restreinte, tels sont les faibles résultats des conversations de Berlin.

De cette ville, Mgr Seipel devait se rendre à Rome, lorsqu'il fut informé que M. Schanzer désirait le rencontrer à Vérone. L'entrevue eut lieu le 25 et, à en juger par les nombreux commentaires de presse et par l'émotion qu'elle souleva à Prague et à Belgrade, ce fut la partie la plus importante du voyage. D'après un communiqué Stefani, le chancelier remercia M. Schanzer pour l'attitude bienveillante de l'Italie envers l'Autriche depuis la guerre, puis il exposa franchement la situation grave de son pays et la nécessité d'y trouver des remèdes :

« Il en indique quelques-unes de caractère exclusivement financier et d'autres de caractère politique, envisageant aussi la possibilité d'une union de l'Autriche avec d'autres Etats ».

M. Schanzer remercia M. Seipel pour ses déclarations en faveur de l'Italie et exposa les principes de la politique italienne envers l'Autriche :

« Cette politique est inspirée par l'observation scrupuleuse et stricte du traité de St-Germain, que l'Italie entend respecter rigoureusement, faisant son possible pour qu'il soit également respecté par les autres Etats. Pour ces raisons, l'Italie devra s'opposer formellement à toute modification du *statu quo* en Autriche.

Après que Mgr Seipel eut insisté pour obtenir une solution, M. Schanzer répondit qu'il reconnaissait la nécessité pour le gouvernement italien d'examiner sans délai des mesures pour la réorganisation de l'Autriche. Des propositions d'union économique entre les deux pays ayant été faites, M. Schanzer a promis que le gouvernement italien examinerait sans délai les propositions autrichiennes pour en apprécier les difficultés d'application ou les possibilités de réalisation rapide. Cependant il a déclaré au chancelier fédéral que les propositions définitives ne pourront être arrêtées par le gouvernement italien qu'après que la S. D. N. aura fait connaître sa décision sur la question renvoyée par la Conférence de Londres. Le ministre a terminé par la déclaration que l'Italie, comme elle l'a affirmé à maintes reprises, entendait agir seulement en accord avec les gouvernements étrangers intéressés ».

Enfin des négociations ont été ouvertes entre les deux ministres des finances pour le versement du crédit italien de 70 millions de lires.

D'après ce compte rendu des pourparlers, beaucoup plus complet et précis que les deux autres, on s'est trouvé à Vérone en présence d'un projet d'union économique entre les deux pays qui semble d'origine autrichienne et sur lequel M. Schanzer a réservé son avis. Les renseignements recueillis par Mgr Seipel sur la politique italienne envers l'Autriche peuvent se résumer ainsi : observation scrupuleuse du traité de St-Germain, pas de modifications au *statu quo*, examen immédiat du projet d'union économique, mais aucune décision sur ce point avant celle de la Société des Nations sur l'aide financière à l'Autriche. D'après les déclarations de M. Seipel au Conseil National, l'Italie est prête à garantir une action financière privée en faveur de l'Autriche si les autres puissances font de même. Cependant le projet d'union douanière prouve que l'Italie pourrait modifier cette politique si la S. D. N. échouait dans sa tentative de sauvetage.

Si l'on jette un coup d'œil général sur ces négociations on s'aperçoit que les résultats concrets et immédiats n'en sont pas considérables. Le chancelier autrichien n'a obtenu aucun nouveau crédit et n'a reçu que des promesses ou des conseils, mais il est possible que dans un avenir prochain l'utilité de ce voyage apparaisse plus grande. En effet la Société des Nations doit examiner en septembre le problème de l'aide financière à l'Autriche et les représentants des trois pays visités par M. Seipel ont été unanimes à lui conseiller d'attendre ses décisions; si elles sont favorables, le rattachement économique à un pays voisin envisagé par le chancelier deviendra inutile. Il est vrai que la S. D. N a déjà échoué en juin dernier, mais il semble que cette fois, grâce au voyage du prélat Seipel, l'Autriche ait plus de chances d'obtenir enfin des crédits internationaux : l'optimisme de M. Benès à ce sujet est significatif et il est certain que son intervention en faveur de l'Autriche aura une grande influence sur l'attitude des Alliés. La défiance du chancelier à l'égard de la S. D. N. a donc été dissipée au moins en partie par son voyage, tandis que les chances de succès de l'Autriche ont augmenté.

En outre, le chef du gouvernement de Vienne a réussi habilement à convaincre l'Italie et la Petite Entente, et probablement aussi les Alliés, de la gravité du problème autrichien. En montrant la ruine imminente de son pays et la possibilité de son rattachement au moins économique à un pays voisin, le chancelier a éveillé les sympathies, les inquiétudes ou même les appétits de ses voisins et attiré ainsi l'attention sur la jeune république: peut-être n'aurait-il pas obtenu ce résultat s'il s'était contenté d'appels, de cris de détresse et de demandes de crédits comme ses prédécesseurs. Les polémiques de presse entre la Petite Entente et l'Italie contribueront sans doute plus à la solution du problème autrichien que les innombrables enquêtes sur la détresse du nouvel Etat. Les Alliés eux-mêmes se sont émus du projet d'union douanière avec l'Italie et ils feront certainement un effort pour réparer à Genève la faute commise à Londres et pour éviter un conflit entre Rome et Prague.

Ainsi le voyage du chancelier nous apparaît sous son vrai jour : ce fut une enquête et une manœuvre. Profondément déçu par l'échec de Londres qui suivit le vote de son grand programme fiscal et n'ayant plus confiance dans les Alliés ni dans la S. D. N., Mgr Seipel a fait un voyage d'information pour connaître le point de vue des hommes d'Etat voisins sur les nouvelles solutions possibles du problème autrichien; à la politique passive d'attente des crédits il a tenté de substituer une politique active de collaboration avec un Etat voisin. Mais on peut se demander si le président du conseil autrichien désire sincèrement l'union économique ou politique de son pays avec l'Italie ou la Petite Entente : n'oublions pas qu'il est chef du parti chrétien-

social, c'est-à-dire de celui qui a fait les plus vigoureux efforts pour assurer la vitalité de l'Autriche nouvelle et sauvegarder son indépendance. Sans doute l'Autriche acculée à la ruine pourrait recourir à des mesures extrêmes et un acte de désespoir comme le rattachement à un voisin lui semblerait préférable à la catastrophe : mais tout semble indiquer que ce serait pour elle un pis-aller et qu'une aide financière internationale organisée par la S. D. N. serait plus conforme à ses désirs comme à ceux des grandes puissances. Aussi faut-il souhaiter que l'Assemblée de Genève aboutisse à des résultats efficaces; si elle échoue, deux solutions resteront possibles : l'aide financière des puissances voisines de l'Autriche ou l'entente directe de ce pays avec l'une d'entre elles sous une forme compatible avec les traités et avec l'indépendance de l'Autriche.

Emile DELAGE.

RUSSIE

Russie d'émigration et Russie des Soviets.

La période qui s'est écoulée depuis notre dernière chronique n'a pas été marquée par d'importants événements, mais on a pu voir s'y préciser aussi bien parmi les réfugiés russes que parmi les représentants de la Russie des Soviets, certaines tendances qu'il est utile de souligner.

Le parti le plus agité parmi ceux qui divisent malheureusement les Russes réfugiés, est le parti monarchiste. Sans doute, il y a plusieurs nuances dans ce parti. Mais le seul fait que l'on se dit monarchiste vous lie à une certaine catégorie de gens, dont peut-être, on n'approuve pas tous les actes. C'est ce parti monarchiste qui a tenté d'assassiner M. Milioukof et n'a réussi qu'à tuer M. Nabokof. C'est ce parti monarchiste qui, en liaison avec les monarchistes allemands, a publié à Munich un factum totalement dépourvu de talent, désordonné, mal écrit, mais qui ne dissimule pas sa sympathie pour l'Allemagne impériale et militariste, je veux parler des pauvretés signées par un certain ex-colonel Winberg, sous le titre de : *Le Chemin de la Croix* (*Kresiny pout*). C'est ce parti monarchiste qui a jusqu'ici fait échouer toutes les tentatives dirigées contre la dictature bolcheviste, car ses représentants, réfugiés dans les rangs des armées de Denikine, de Wrangel et de Koltchak, ont trop souvent fait tuer des camarades qui aimaient réellement leur patrie, et se sont contentés, pour leur part, de piller, de rançonner, de torturer leurs compatriotes paysans. Toutes les fautes commises par ce parti se sont trouvées renouvelées par ce grand duc

Cyrille Vladimirovitch, peu avantageusement connu en Russie, dans la Russie de jadis, et qui s'est distingué en conduisant, sous le drapeau rouge, une compagnie de marins vers le Gouvernement provisoire qui venait de détrôner le Tsar Nicolas II son cousin.

Nous avons annoncé précédemment que le grand duc Cyrille avait été proclamé tsar par une centaine de Russes réunis. Or voici qu'il a publié son « Manifeste ». C'est, ainsi qu'on a pu s'en convaincre, une pièce sans intérêt et sans importance. Cyrille Vladimirovitch déclare qu'il est le souverain de tous les Russes indistinctement, pour autant que la nouvelle de la mort de Nicolas II soit confirmée. Il se déclare plein d'amour de la paix, et pénétré de sentiments de douceur et de tolérance. Il condamne toute guerre civile et place au-dessus de tout l'amour de la patrie.

Tout cela est bel et bon, encore qu'on eût préféré voir un autre membre de la famille des Romanof se mettre à la tête d'un pareil mouvement. Tout cela, dis-je, est bel et bon, mais on se demande comment tous ces gens-là ne comprennent pas qu'ils ne font que fortifier la position des bolcheviks. Comment en effet ceux-ci ne diraient-ils pas à leurs concitoyens : « Voyez ce qui vous attend, si vous cessez de nous suivre : c'est la série des grands ducs — et vous savez ce qu'ils ont fait dans le pays; — c'est la série des officiers de la Garde — et vous n'ignorez pas comment ils ont travaillé, faisant la fête au lieu de se préparer à leur métier; — c'est la série de ces Russes hostiles à la révolution et que vous avez chassés... ». Voilà ce que diront les Bolcheviks. Comment ne pas comprendre que toute manifestation monarchiste est un atout dans leur jeu ?

Il me semble donc que le grand duc Cyrille Vladimirovitch a perdu une belle occasion de se taire et de jouir en paix de son exil doré. Il s'est trop pressé, et en se pressant, il a risqué de nuire à son parti, qui semble bien malade, et à son pays, qui l'est encore davantage.

Le concile ecclésiastique orthodoxe russe réuni à Karlovtsy a été mieux inspiré. Le patriarche Tikhon, qui est à Moscou, et qui connaît bien la situation, avait fait défense aux ecclésiastiques russes vivant à l'étranger, de prendre parti pour aucun candidat à l'administration future de la Russie, fût-il le successeur légitime du tsar défunt. Le clergé russe hésita fortement à obéir à cet ordre, d'autant que le patriarche Tikhon a été coffré par les Bolcheviks. Mais, finalement, dans une séance où il fut émis trois votes successifs, il fut décidé que le clergé russe à l'étranger se tiendrait, dans ses manifestations publiques, complètement à l'écart de la politique. C'est la sagesse même.

* * *

Si, du camp des réfugiés russes nous passons à la Russie des Soviets, nous apercevons que, là aussi, on n'est pas à l'abri des sottises.

Politiquement, la grande nouveauté de ces derniers temps est la tentative faite par les Soviets pour mettre la main sur l'Eglise orthodoxe. On sait qu'ils ont commencé en volant les trésors ecclésiastiques, et que cette opération a été l'occasion de la mise à mort d'une douzaine de prêtres et de quelques-uns des fidèles qui les avaient aidés dans leur résistance à la spoliation des églises. Maintenant, les Soviets ont décidé de créer une nouvelle hiérarchie ecclésiastique, et, à cet effet, ils ont organisé ce qu'ils appellent l'Eglise vivante (*jivaya tserkov*). Ils ont réuni un certain nombre de prêtres dont le passé n'est pas trop immaculé, et dont les scrupules sont légers, et ils les ont installés dans les charges de l'Eglise russe. L'opération a été probablement facilitée par deux circonstances qui remontent à la période tsarienne. La première est l'état des séminaires russes, et la seconde le degré de culture du clergé russe. Les séminaires ou *boursy* étaient en effet des foyers d'indiscipline et de rébellion. Le fait se comprend aisément. Les jeunes gens issus de familles ecclésiastiques, qui étaient admis dans ces séminaires, n'étaient guère que des paysans à peine dégrossis. Ils voyaient de près, sachant lire et étant admis à observer, ce qu'était la vie ecclésiastique ainsi que la vie urbaine qui les entourait. Ils savaient que les plaisirs de cette vie urbaine leur seraient refusés à jamais ; ils savaient que, fils de prêtres, ils seraient prêtres dans quelque fond de campagne où les attendait la médiocrité ou la misère. De là leur esprit inquiet, et la facilité avec laquelle ils s'abandonnèrent, aux moments graves, surtout depuis 1905, à tous les mouvements à tendance révolutionnaire qui se faisaient jour en Russie. On savait fort bien que les *boursy* ou séminaires étaient un lieu d'élection pour la propagande révolutionnaire, et les propagateurs d'idées subversives les soignaient à cet égard. De là les nombreux désordres qui ont signalé certains séminaires durant les dernières années du tsarisme. On ne saurait donc s'étonner qu'il se soit formé dans ces établissements une génération à idées avancées, jusqu'au bolchevisme, inclusivement.

D'autre part, le clergé russe, tout en offrant quelques exemples de haute vertu, dont le patriarche Tikhon a été l'exemple, a toujours été, dans l'ensemble, moralement, au-dessous de sa tâche. Composé de paysans mal dégrossis (je parle du clergé blanc, ou séculier), ne sachant que bien rarement donner à leurs ouailles l'exemple de vertus dont nul, sans doute, ne les avait jamais entretenus, n'ayant pas une formation suffisante qui leur permît d'entreprendre une direction des âmes, ils étaient, au milieu d'une population très attachée aux formes de la religion, les ministres de ces formes, et c'était tout, ou presque tout.

Par ces diverses raisons s'explique le fait que les bolcheviks ont pu sans trop de peine réunir des cadres pour leur *Vivante Eglise*. Mais cela ne prouve nullement que la population accorde à ces prélats de création artificielle la même valeur qu'ils attribuaient aux véritables dignitaires de leur Eglise.

Pourtant, le fait même que les Bolcheviks aient songé à s'appuyer sur une église qui fût à leur entière dévotion laisse à penser qu'ils ne se sentent pas très rassurés au milieu d'une population qui ne les supporte que par apathie.

En tout cas, la rupture des Soviets avec l'ancienne église est complète. On en voit la preuve dans ce qui s'est passé à Berlin. Les Allemands ont remis à leurs nouveaux alliés les bâtiments de l'ambassade russe. Or, il y avait, dans l'intérieur de l'ambassade, une chapelle de rite orthodoxe. Le premier soin de l'ambassadeur soviétique a été de faire main basse sur les objets du culte : il n'est pas impossible que les métaux précieux, s'il s'en est trouvé là, aient été envoyés à Moscou; mais on en serait plutôt surpris. En tout cas, la chapelle a été transformée... en bureaux.

En dehors de la lutte contre l'église orthodoxe et contre les socialistes, la politique récente des Soviets paraît avoir subi un certain nombre de transformations. De gré ou de force, honnêtement ou bien avec une arrière-pensée de suspension, ils ont accordé quelques libertés qui ont eu immédiatement un énorme retentissement. D'abord, ils ont laissé s'ouvrir à Moscou, à côté de la *Gosbank* ou banque d'Etat, une banque privée, dite Banque de crédit (*Kreditny bank*). On n'a pas encore de détails sur le genre d'opérations de cet établissement. Toutefois son ouverture semble caractéristique.

De même, le commerce que les Bolcheviks avaient cherché à tuer, bat son plein à Moscou. Ces rêveurs sanglants ne connaissaient guère leur propre nation. Ils ignoraient que le Russe est le plus commerçant des grands peuples, et n'est dépassé dans ce genre d'occupation que par les représentants des races du Levant. Aussi, quelles que fussent les défenses, le commerce, tout au moins celui d'échanges, n'a-t-il jamais cessé de se pratiquer en Russie. Maintenant qu'il est toléré, il se réinstalle dans les boutiques et magasins, comme dans les éventaires et sur les trottoirs, avec une fureur nouvelle. Tout se vend et tout s'achète. Une anecdote montrera d'ailleurs la vivacité de ces échanges. On cite un gamin, qui, au cours d'une soirée, a empoché 42 milliards de roubles en vendant des cigarettes. Sans doute, un million de roubles équivaut à peu près au rouble d'autrefois; mais 42 milliards, cela fait tout de même quarante-deux mille de ces anciens roubles, et c'est maintenant comme c'était jadis, un joli denier. Vraie ou fausse l'anecdote souligne l'extraordinaire fièvre de négoce qui s'est emparée de la population.

Seulement, il ne faut pas croire que ce sont les Russes d'autrefois qui encombrent ainsi les restaurants et lieux de plaisirs, et qui achètent dans les magasins : c'est la nouvelle classe, la nouvelle bourgeoisie soviétique, ce sont les fonctionnaires des organisations bolcheviques, leurs femmes, leurs enfants, leurs amis et leurs maîtresses, qui tiennent ainsi le haut du pavé. Il y a un complet retournement du sablier. —

Où est le mal? dira-t-on? — Le mal est que cette classe de population étant souvent sans instruction et toujours sans principes directeurs, ne songe qu'à jouir, qu'à profiter, sans produire. Le mal est qu'à ce jeu-là, les millions ou milliards de roubles peuvent bien passer de main en main, mais que, pendant ce temps, le malheureux pays s'appauvrit encore, se pénètre plus que jamais de mensonge et d'indifférence au mieux, à demain. Le mal est, enfin, qu'il n'y a là rien de stable et que nul, même bolchevik, n'est assuré contre la dénonciation d'un envieux ni la balle d'un bourreau de la Tchéka. Ce n'est pas encore par ce fébrile mouvement de commerce et de jouissance que la Russie manifestera son retour à l'équilibre. En attendant, les leaders bolcheviks se disputent...

Y. A. Bodry.

A TRAVERS LES REVUES

I. — QUESTIONS INTERNATIONALES

1. Les réparations.

La grande revue anglaise Round Table *étudie la situation générale et arrive à cette conclusion* :

Le point fondamental est de réhabiliter le crédit public de l'Allemagne en Allemagne et à l'étranger...

Pour cela plusieurs conditions sont nécessaires :

a) Fixer la somme totale des réparations à un chiffre qui soit reconnu par le monde entier et par l'Allemagne comme ne dépassant pas sa capacité. Ceci doit entraîner une réduction de plus de la moitié sur le total déjà fixé et l'abandon des pensions et autres charges discutables du chapitre des réparations.

b) Fixer les paiements annuels d'après une base similaire.

c) Le Gouvernement allemand devra prendre des mesures énergiques pour équilibrer son budget et éviter une plus grande dépréciation du papier, qui est un effet et non une cause. Ceci est impossible à moins que le paiement des réparations pour les premières années à venir soit suspendu totalement ou réduit dans de très grandes proportions.

d) Probablement contracter un emprunt soit en Allemagne, soit à l'étranger, pour constituer un fonds extérieur en devises étrangères, réserve aidant à la stabilisation du mark.

Il est vrai d'autre part que fixer la somme totale des réparations et même le chiffre des versements annuels présente de grandes difficultés, et, jusqu'ici, a été jugé impossible. L'Allemagne doit payer ce qu'elle peut, mais qui saurait dire *actuellement* ce qu'elle peut payer? Il serait désastreux de fixer un chiffre au-dessus de sa capacité et il serait injuste pour ses créanciers de le fixer au-dessous. L'autre alternative serait de mettre la main sur une source de revenus, — les douanes par exemple, — qui augmenterait avec la prospérité de l'Allema-

gne, ou peut-être de se fonder sur un pourcentage du commerce d'exportation. Ces possibilités doivent être examinées. Pourtant il est certain que si un emprunt national devait être contracté, les douanes seraient exigées comme garantie. Quel que soit le plan adopté, le point vital est que le monde reconnaisse que le fardeau doit être en proportion avec la capacité de l'Allemagne.

(*Round Table*, septembre 1922)

2. La collaboration américaine.

La Contemporary Review *adresse un appel au gouvernement des Etats-Unis.*

Les nations européennes sont dans une position telle qu'elles ne peuvent régler la question des réparations allemandes sans la collaboration américaine...

Tant que cet état de choses durera,les conférences européennes sur des questions économiques seront semblables à des réunions de créanciers où le principal créancier ne paraît pas, bien qu'il maintienne ses créances, de telle façon qu'un arrangement net entre les autres créanciers est rendu impossible. On ne peut prendre aucune décision qui n'offense pas les intérêts américains et aucune décision ne pourra vivre tant que durera la non-collaboration américaine. Si on doit contracter un emprunt international, il faut que l'Amérique prête son assistance, si les changes doivent être stabilisés, il faut qu'elle paraisse. En fait, elle est continuellement présente par l'intermédiaire de ses banquiers et de ses hommes d'affaires. C'est seulement son Gouvernement qui, par une fiction diplomatique, doit être traité comme absent et désintéressé. Il me paraît difficile que des relations de cet ordre puissent durer longtemps avec un peuple qui a un sentiment très fort de la réalité. Nulle part plus qu'en Amérique on n'a prêché la doctrine suivant laquelle le monde est une unité économique. Nulle part elle n'a été mieux comprise que dans les grands cercles financiers de New-York. En Amérique, comme ailleurs, toutes les autorités compétentes pensent que la liquidation des dettes internationales est une nécessité urgente et qu'une tentative pour obtenir le paiement des dettes à leur taux nominal serait injurieuse pour les créanciers comme pour les débiteurs. S'il ne faut pas attendre que les Gouvernements démocratiques s'en tiennent à l'avis des experts contre l'opinion populaire, ce n'est peut-être pas demander trop que de les inviter à délibérer ensemble sur un problème qu'aucun d'entre eux ne peut résoudre séparément.

A travers une suite d'épreuves et d'erreurs, chaque nation vérifiera par une expérience pénible ce que les autorités compétentes ont été una-

nimes à prédire. M. Poincaré découvrira par l'expérience s'il ne peut tirer de l'Allemagne ce qui n'y est pas. L'Amérique pourra découvrir par l'expérience s'il est de son intérêt de maintenir sa créance sur l'Europe. Nous pourrons voir nous-mêmes par le même moyen si nous servons notre intérêt en prenant la même attitude que les Américains à l'égard de nos alliés d'Europe. La perspective est celle d'un désastre économique dans un cercle toujours élargi. Les conversations de Londres nous ont montré l'inutilité, dans une pareille situation, d'une diplomatie qui ne pense qu'à rouler l'adversaire. En menaçant la France de lui réclamer ce qu'elle nous doit, nous avons provoqué une aigre rupture avec les Français et nous avons rendu impossible tout espoir de décisions modérées en Europe. D'autre part, l'opinion américaine devenait plus dure envers nous et nous perdions une bonne partie de ce que nous avions gagné lors de la Conférence de Washington. Toutes les nations sont à blâmer; elles doivent tirer de cette expérience une moralité : les faits économiques ne s'accommodent pas aux manœuvres politiques.

(J. A. Spender : *Contemporary Review* septembre 1922)

II. — LA FRANCE VUE DE L'ETRANGER

1. Une opinion anglaise

M. Dillon de la Fortnightly Review *se fait le porte-paroles de la fraction antifrançaise de l'opinion anglaise.*

Les plus novices en politique peuvent constater qu'entre la politique française et la politique anglaise, il existe un abîme sur lequel ni Poincaré, ni Briand, ni Caillaux lui-même, s'il était rappelé au pouvoir, n'auront le courage de jeter un pont. Pour aller vers la reconstruction de l'Europe... il faut reconnaître cela et le proclamer publiquement. Il nous reste bien peu de temps pour faire notre indispensable travail de propagande. Si, comme c'est probable, avant qu'une entente réelle puisse s'établir avec notre alliée, il doit y avoir un intervalle de séparation pénible, que cette séparation se produise le plus tôt possible ! L'isolement temporaire de la France est le seul moyen d'arriver à une entente réelle. Renoncer à notre créance sur la France peut devenir une nécessité, mais cela ne supprimera pas les maux de l'Europe. La meilleure garantie de la France contre la revanche allemande... est l'abandon de la politique de revanche française. Pour arriver à une amélioration, la première condition est que la France renonce aux clauses empoisonnées du Traité : et nous ne voyons aucun signe de cela...

Entre la France et l'Allemagne il existe cette différence entre autres, que le peuple français est riche et prospère et le gouvernement dans la gêne, tandis que dans le Reich la pauvreté est générale. Il n'y a pas de pays en Europe où les citoyens possèdent plus d'argent par tête qu'en France. Obtenir une partie de cette richesse doit être la tâche de l'Etat; l'impôt est la procédé classique. Mais l'impôt direct est un expédient odieux aux citoyens français et le tout-puissant paysan en particulier ne le supporte pas. Et comme le Gouvernement tient à son existence plus qu'au bonheur de la nation, la légèreté de l'impôt en France est devenue un scandale international...

Cinquante pour cent de la richesse de la France viennent de l'agriculture et un dixième seulement du revenu national est pris à cette source. Pour trouver un fait aussi étrange il faut aller jusqu'en Russie. En un certain sens, c'est un arrangement bolcheviste appliqué au peuple français. Les représentants des intérêts agricoles gouvernent la Chambre et empêchent qu'une partie équitable des taxes soit imposée au paysan. Ce bolchevisme empêche la France de collaborer pour sa part aux finances européennes et c'est l'un des éléments corrosifs de la situation européenne. Il explique l'ardeur de politiciens français qui voudraient que les contribuables anglais ou américains prissent à leur charge une partie du fardeau que le prospère paysan français refuse d'accepter. Les Français accusent sans cesse les Allemands de se dérober à l'impôt. Il est notoire que c'est le péché ordinaire du citoyen français...

Entre la France impérialiste et la Russie bolcheviste, il y a beaucoup de traits communs. La principale différence est dans les sphères d'action. Le bolchevisme de Lénine s'applique au peuple russe, celui de M. Poincaré s'applique à la communauté des nations. Cependant la ressemblance est frappante. En Russie, une seule partie de la population possède des droits et des privilèges; les autres n'ont que des devoirs et des obligations. Dans la Société des Nations, un seul membre est au-dessus des lois et des restrictions par lesquelles tous les autres membres restent liés. Tandis que le monde entier réclame le désarmement, la France a des armées plus formidables qu'avant la guerre. La Russie bolcheviste elle-même offre de dissoudre son armée si son exemple est suivi; Paris oppose son veto. La France et la Russie répudient leurs dettes envers les Etats étrangers; elles demandent que ces Etats leur payent leurs dettes jusqu'au dernier sou. Ici encore, la Russie bolcheviste est moins intransigeante que notre alliée, car elle accepte de reconnaître ses dettes sous certaines conditions, tandis que la France ne veut reconnaître les siennes à aucun prix et est résolue à demander tout ce que les Allemands lui doivent, à la pointe du glaive. La France et la Russie violent les traités et les promesses solennelles quand ils semblent aller contre leurs intérêts. Le traité relatif à la

Turquie a été ouvertement violé par notre alliée et sa promesse de placer Tanger sous un contrôle international a été répudiée. Cependant les deux gouvernements demandent aux pays dont ils ruinent les intérêts, dont ils foulent les droits aux pieds, les ressources nécessaires pour continuer leur nuisible politique. Les Français déclarent que la suppression des dettes n'est pas une faveur mais un droit, tandis que les Russes peuvent au moins rappeler les pertes qu'ils ont faites pour lutter contre l'intervention armée des Alliés. Les bolcheviks taxent les populations misérables et lèvent les taxes en employant la force militaire, tandis que le gouvernement français laisse ses paysans libre d'impôts et il aide les deux tiers des autres classes de la population à se soustraire à l'impôt. Ces façons de penser et d'agir constituent le bolchevisme, mais l'expression a été réservée jusqu'ici à la lointaine Russie. Nous n'avons pas encore osé l'étendre à d'autres nations.

E. J. Dillon, (*Fornighily Review*, septembre 1922).

2. Une opinion américaine.

Dans Current History *revue appartenant au* New-York Times, *M. Barker fait de la France un tableau qui se termine ainsi* :

La France a fait la plus grande guerre de son histoire pour obtenir une paix durable et non dans l'espoir de conquérir des territoires. Ayant été très souvent envahie, elle demanda la frontière du Rhin qui assurait sa sécurité, mais les Alliés s'y opposèrent. D'autre part, les Alliés ont réduit la somme totale des réparations payables par l'Allemagne et ont encouragé la résistance allemande par leur attitude. Le résultat a été que les Français ont douté de l'amitié des Anglais et des Italiens et ont commencé à croire que ces deux peuples travaillaient à la ruine de la France. Cette pensée et la résistance déterminée de l'Allemagne au sujet du désarmement et du paiement des réparations, la crainte de voir l'Allemagne et la Russie réunies écraser la Pologne et attaquer la France ont amené les Français à conserver de grandes forces militaires et navales.

En France, on croit de plus en plus fortement que l'Allemagne ne paiera les réparations que si elle y est forcée par la saisie de gages de valeur comme la Ruhr. D'autre part, il n'y a actuellement aucune garantie contre un retour monarchiste. La situation est trop confuse et trop dangereuse pour permettre à la France de désarmer. Elle ne veut pas être saisie à l'improviste surtout quand elle voit que l'Angleterre a réduit ses forces à un tel point qu'elle ne pourrait apporter, le cas échéant, qu'un aide bien faible.

(J. Ellis Barker : *Current History*, septembre 1922).

3. Le maréchal Joffre

A l'occasion du huitième anniversaire de la bataille de la Marne, M. Angelo Gatti étudie dans le Corriere della Sera, *la figure du maréchal Joffre.*

Il examine d'abord l'action du généralissime avant la guerre et son plan de campagne. A côté de grandes qualités, la préparation de Joffre présentait bien des défauts. Elle avait abouti à l'avance de l'armée allemande et à l'envahissement d'une grande partie du territoire français.

Ces pertes ne sont pas la ruine; la ruine serait advenue si les âmes françaises s'étaient divisés sous le choc, si l'armée en retraite se fût éparpillée sur toutes les routes de France, si le chef, hésitant entre plusieurs pensées, avait un moment relâché son étreinte. Mais le chef résista au choc; et même dans ces jours il devint un géant. L'homme lent dans ses décisions et solitaire, plein d'équilibre, robuste et obstiné, très fort de caractère, maître de soi, travailleur infatigable, connaissant l'armée dans sa structure entière, mais qui jusqu'alors s'était montré excellent citoyen et soldat plutôt qu'excellent général, eut soudain la rapidité, la plénitude, l'invention du génie. C'est à ce moment de sa vie qu'il faut étudier Joffre pour le juger.

La victoire avait brisé les ailes, mais l'âme française n'était pas brisée. L'invasion de vingt départements et l'abandon de Paris par le Gouvernement n'épouvantait pas le peuple. Les troupes qui avaient été battues sur la frontière, dans leur retour plein de fatigues, se retournaient vers l'ennemi et l'insultaient. La grande marche en arrière de toute la France devant l'envahisseur était concentrique. Chaque pas douloureux serrait les rangs. Sur le chemin, les hommes laissaient tomber tout ce qu'ils avaient en eux de trouble, d'incertain, de compliqué : la France avant tout ! Et la retraite de Charleroi était une transformation, non une fin. Mais tout ceci ne pouvait être qu'à une condition : il fallait que, au-dessus de la foule, le général Joffre, son chef, et qui était responsable de son sort, avant les autres et plus puissamment qu'eux tous, se transformât. La foule apportait des bras et un cœur nouveau; le chef devait donner une pensée et une volonté nouvelle. Cette pensée et cette volonté devaient être immédiates et pleines.

Or, l'événement admirable de la vie de Joffre eut lieu au moment nécessaire. La multitude continuait à reculer, et lui, à un certain moment, commença à marcher en avant, contre l'ennemi. Une pensée germa dans son esprit de chef, pensée énorme dans son énorme simplicité : il fallait rompre avec tout ce qui avait été, pour recommencer. Renoncer aux projets de guerre triomphante. Renoncer aux belles actions obstinément offensives. Renoncer à la guerre préparée, guerre

purement militaire, qui avait été le rêve de sa vie. Tout à refaire. Remettre tout en balance avec une conception nouvelle, des âmes nouvelles, des moyens nouveaux; sans regrets, sans demi-mesures, sans vouloir regagner en petit ce qu'on avait perdu en grand. Ne pas se soucier de ce que diraient les soldats, les généraux, le gouvernement; imposer sa volonté à tous sans pitié. Elargir démesurément la lutte, faire entrer dans le jeu de la guerre le territoire envahi comme terrain d'affût, compter pour la bataille aussi bien sur les citoyens déjà avancés en âge que sur les jeunes soldats, reformer l'armée, substituer à l'armée la nation. Et tout ceci, sous la pression de l'ennemi. La nation armée devait être la conséquence de la guerre mondiale; mais Joffre fut le premier qui, pressé par le besoin, l'appela. Peut-être cet homme qui touchait déjà à la vieillesse tira-t-il de sa grande âme de citoyen, plus que de son intelligence de général, sa conception magnifique et terrible. Il connaissait également la nation et l'armée. L'armée avait été vaincue, mais non pas la nation. A cette heure, armée et nation, confondues, devaient devenir une arme unique pour la destruction de l'envahisseur. Tout ce que le général Joffre fit ou écrivit, dès le moment où sa résolution fut prise jusqu'à la bataille de la Marne, eut une grande beauté d'inspiration militaire et de caractère moral.

M. Galli rappelle l'instruction du 25 août, envoyée au lendemain de Charleroi. « Il n'y a pas de doute, dit-il, la manœuvre de l'armée Maunoury hâtée avec tant d'intelligence par le général Galliéni gouverneur de Paris, fut donc préparée par Joffre. *Il cite la lettre au gouvernement*, claire et très noble déclaration par laquelle Joffre accepte, demande presque toute la responsabilité. S'il eût perdu la bataille, cette lettre eût été contre lui un terrible acte d'accusation. *Et enfin le fameux ordre du jour du 6 septembre.* Dans toutes les actions et les paroles de Joffre, pendant la période de la Marne, il y eut l'état de grâce du génie...

M. Galli étudie ensuite l'œuvre du généralissime jusqu'à son départ du grand quartier et arrive à cette conclusion.

C'est dans la bataille de la Marne que Joffre a donné la mesure de sa valeur. S'il fut une homme plus profond que divers et plus grand encore par le caractère que par l'intelligence, il fut capable d'une tension désespérée de toutes les forces vers un seul but, simplificateur inflexible de soi-même et des autres, tendant toujours à conduire les hommes et les événements vers l'unité de direction et d'action. Il fut vraiment un chef. Son être massif et impassible résista à toutes les attaques. Et au moment suprême, une magnifique parcimonie de pensées, d'actes et de paroles domina tout, les hommes et la fortune. Peut-être aucun autre général français n'aurait su faire ce qu'il fit en septembre 1914. Mais il était doué essentiellement des vertus qui apparaissent le moins chez les Français.

Peut-être ne sentit-il pas lui-même immédiatement l'étendue politique encore plus que militaire de l'inspiration qui le conduisit à la bataille de la Marne. Aucune grande action historique ne se manifeste immédiatement dans toute l'étendue de ses effets, de même qu'aucune œuvre d'art ne se révèle immédiatement dans toute sa beauté; le temps construit. Mais ceci n'enlève aucun mérite à l'homme et à l'œuvre. Il est presque certain que Ludendorff, grand commandant, s'il s'était trouvé placé dans les mêmes conditions que Joffre, aurait guidé l'armée tout autrement, tenant moins de compte des valeurs morales et obéissant davantage à l'orgueil militaire. Joffre fut, par sa vertu de citoyen et de général, le premier transformateur de la guerre des armées en guerre des nations.

(Angelo Gatti, *Corriere della Sera*, 6 septembre 1922).

4. La crise française de la natalité et la naturalisation des étrangers.

Une opinion italienne.

Dans un des derniers numéros du Mercure de France, *M. A. Got préconisait le vote de lois facilitant la naturalisation des étrangers résidant en France. Parmi ces étrangers,* 470.873 *sont Italiens.* M. *Concetto Pettinato, correspondant particulier de la* Stampa, *à Paris, s'inquiète du sort éventuel de ses compatrioles.*

Si l'on considère la question d'un point de vue objectif, je ne crois pas qu'on puisse refuser de reconnaître à un pays le droit d'exiger, — en échange des possibilités d'existence que les étrangers trouvent à l'intérieur de ses frontières — l'acceptation d'une partie des obligations et des charges des citoyens d'origine. Mais il y a, direz-vous, la question de sentiment. La question de sentiment, je vous l'abandonne. Je la respecte, mais elle ne m'intéresse pas. D'autre part, cette question est soulevée par ceux qui restent chez eux et non par ceux qui vont vivre chez les autres. Ces derniers, pratiquement, l'ont déjà surmontée. Il existe à mon avis une question beaucoup plus importante parce qu'elle est beaucoup plus large : il y a une grande utilité internationale à maintenir sans altération, à développer même toujours plus intensément les groupes allogènes au sein des Etats nationaux. L'assimilation des étrangers entraîne la destruction d'un des éléments les plus puissants d'internationalisme que les conditions de la vie moderne vont créant progressivement. Au contraire, la perpétuation ou mieux encore la culture de ces corps étrangers dans l'organisme des Nations donne la vie à une constellation de centres anti-nationaux d'une utilité inestimable aujourd'hui et peut-être décisive demain.

Les Allemands d'Amérique et les Italiens de Tunisie nous ont donné pendant la guerre un indice suffisant de ce que les allogènes pourraient devenir dans la mécanique des chocs mondiaux, si les Etats d'origine savaient les défendre sur la pente de la naturalisation. C'est là un des rares services que le nationalisme de notre temps pourrait rendre à son contraire. Il convient de ne pas perdre l'occasion d'en profiter.

En ce qui concerne la France et les Italiens qui l'habitent, la question peut heureusement être déjà considérée comme résolue, au moins s'il faut en croire la promesse contenue dans les déclarations faites à l'*Eclair* du 21 août par le représentant parisien des *Fasci* : « Nous voulons devenir ici un consulat et une ambassade d'Italie, plus énergiques et de vues plus larges que ceux du gouvernement de Rome », et, à l'occasion, « nous substituer à celui-ci dans son action vis-à-vis des autres Puissances ». Si la défense de la conscience nationale et l'attachement à l'Italie dans nos masses ouvrières émigrées sont renforcés par l'intervention de ces organismes indépendants, si la politique assimilatrice de la France est entravée, nous pourrons vraiment dire une fois encore que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes et que les plus mauvaises choses ont parfois du bon.

(Concetto Pettinato *Stampa*, 6 sept. 1922)

5. La naturalisation des étrangers

Une opinion espagnole

Les théories nationalistes, si larges, si généreuses lorsque c'est un Charles Maurras qui les développe, ont malheureusement provoqué la naissance d'une sorte de xénophobie qui permet par exemple à M. Antoine Banès de demander dans le *Figaro* l'exode de tous les étrangers. Et certes s'il est dans le monde un peuple qui n'a pas le droit de douter de l'affection qu'il inspire, c'est la France. Hier précisément, sur l'esplanade des Invalides, les légionnaires de la grande guerre passaient en revue leurs drapeaux pour célébrer l'anniversaire de leur enrôlement. Et parmi ces hommes l'univers entier était représenté, non comme dans le festin des jardins de Salammbô, mais avec l'orgueil désintéressé de ceux qui, par amour pour une cause, arrosèrent de leur sang une terre étrangère.

La cause du droit ?

Non. La cause du droit, l'Angleterre aussi l'incarnait et ce ne fut pas vers elle qu'accoururent les Espagnols, les Américains, les Scandinaves, les Grecs, les Chinois.

La cause de la liberté des peuples ?

Non plus. La cause française, simplement. C'est-à-dire la cause d'un pays qui par son idéalisme, sa poésie, son charme mystérieux, a su captiver le cœur de beaucoup d'hommes. A ce propos, je me souviens toujours d'un garçon de Séville que je rencontrai parmi les volontaires des Flandres et que le général Degoutte me présenta comme un de « ses enfants les plus braves ». Il me parla avec nostalgie du ciel andalou, puis il me dit :

« Savez-vous pourquoi je suis venu verser mon sang ici? Pour Victor Hugo... »

C'est pour cela que la plupart de ces étrangers sont venus : Pour l'image généreuse, chevaleresque et hospitalière de la France des poètes et des héros. Et peu importe que quelques adeptes d'un nationalisme qui n'a rien à voir avec celui des Maurras et des Barrès oublient cela. Le véritable peuple français ne l'oulie pas. Il y a ici près de 700.000 Italiens, plus 400.000 Belges et environ 300.000 Espagnols pour ne citer que les colonies les plus nombreuses. Demandez-leur s'ils se plaignent de l'hospitalité qu'ils reçoivent. Demandez-leur s'ils ne se trouvent pas comme chez eux. Demandez-leur s'ils voudraient s'en aller. Et, en même temps, demandez aux Français : « Voudriez-vous que s'effectuât l'exode rêvé par M. Banès? »

Nous trouvons la réponse à ces demandes dans les statistiques que finit de publier M. Ambroise Got et dans lesquelles on constate que peu d'étrangers quittent la France et que beaucoup y arrivent. A la veille de la guerre, en effet, les étrangers étaient à peine un million. Aujourd'hui ils dépassent un million et demi et le courant d'immigration augmente de jour en jour.Que faudrait-il pour arrêter l'immigration si on voyait en elle un danger? Une simple loi pareille à celle des Etats-Unis. Mais les Français savent que les hommes qui arrivent ici représentent non seulement une force de travail pour le présent, mais aussi une augmentation de la population nationale pour l'avenir. Aussi les accueillent-ils fraternellement.

De plus, l'expérience ethnique de l'Algérie constitue sur ce terrain un enseignement contre la xénophobie. Dans la province d'Oran, par exemple, il y a 352.000 Européens contre 953.000 indigènes, ce qui représente le record de la colonisation dans le monde entier. De ces Européens, les deux tiers sont Espagnols ou fils d'Espagnols. « Cette masse, dit M. Got, est arrivée à se fondre en un même moule d'où sort aujourd'hui une race méditerranéeenne de culture française ». Et il ajoute : « L'enseignement de l'Algérie ne nous permet pas de douter de l'efficacité de méthodes analogues sur le territoire français. Le Sénat est en train d'adopter un projet de loi relatif à la nationalisation sur le territoire ». Ce projet,facilite la naturalisation des étrangers mariés avec des Françaises et des fils d'étrangers nés en France et il supprime quelques-unes de difficultés que les étrangers résidant

depuis plusieurs années en France rencontraient jusqu'ici pour se faire naturaliser.

Comment les nationalistes extrêmes accepteront-ils la nouvelle loi ? Mal sans doute. Mais l'ensemble du pays — qui voit avec effroi le vide que les morts de la guerre ont laissé, et qui tremble devant les statistiques constatant la diminution des naissances — sait que, loin de constituer un péril, l'apport de l'immigration constaté aujourd'hui, est une promesse d'agrandissement : « Je ne suis pas assez naïf dit M. Got, pour croire que toute cette masse que la loi baptise française sera, dès les premiers temps, d'un patriotisme ardent et j'admets même qu'elle restera assez indifférente à nos grands problèmes. Ceci importe peu. C'est à l'avenir qu'il faut penser, aux millions de compatriotes que les étrangers nous auront donnés dans quelques générations et qui se fondront dans le creuset du peuple ». Cette théorie de prudence excessive, qui octroie les droits de cité en exigeant les devoirs, mais qui refuse la confiance fraternelle, me paraît humiliante pour ceux qui offrent leur sang et leur énergie. Si on accepte comme Français les hommes que l'on naturalise, il faut le faire sans arrière-pensée comme le fait la République Argentine. Et qu'on ne vienne pas dire qu'on ne peut confondre le cas d'un pays jeune, en pleine formation et d'une nation ancienne. L'élément venu du dehors est plus dangereux au contraire dans un milieu politique nouveau où il peut exercer facilement une influence, qu'en un pays de hautes traditions qui assimile subitement ceux qui s'approchent de lui.

Arrivé à ce point, je sais que les disciples de Maurras s'écrient : « N'avons-nous pas ici les Juifs nés sur notre sol, fils d'autres Juifs eux aussi nés en France, et qui, dans leur majorité, se montrent inassimilables ? »

Certes, mais le peuple d'Israël est unique au monde. Tel nous le vîmes dans l'empire du roi Assuérus, tel nous le découvrîmes plus tard à Rome, lorsque Cicéron l'accusait de former un Etat dans l'Etat, tel nous le rencontrons aujourd'hui sur les riches terres d'Amérique où, certes, aucune haine de caste ne s'oppose à son enracinement intellectuel, comme le démontre le fait que toutes les autres races ont pu se fondre harmonieusement. Il ne s'agit pas des Juifs, mais des Européens, des Italiens, des Espagnols, des Belges, d'êtres fraternels, élevés dans la même foi et dans la même idée du droit, de la loyauté civique, de la justice démocratique. A ces hommes, il serait peu équitable d'accorder tous les droits de cité sans leur accorder en même temps une confiance sans restrictions. Car si pour être Français, il fallait avoir comme l'établit la théorie de Banès, des racines historiques dans la terre et des aïeux parmi les morts, la logique serait de ne pas leur permettre de se naturaliser, afin de ne pas créer deux catégories différentes de citoyens.

(E. Gomez Carrillo, *A. B. C.*, 11 septembre 1922),

6. Joseph de Maistre.

M. Sergio Panunzio publie dans le Resto del Carlino *un article étrange, plein de vues originales sur le moment actuel et où il salue en Joseph de Maistre, le maître de l'heure* :

Parmi les écrivains de la Restauration : Bonald, Chateaubriand, Mazzini, Lamennais, Joseph de Maistre est le plus grand, le plus puissant.

M. Sergio Panunzio expose le système de Maistre, puis il arrive à ces considérations.

Aucun auteur n'est plus actuel que de Maistre. Certains disent : Mazzini. C'est la même chose. De Maistre regarde en arrière, Mazzini en avant. Le premier regarde vers la nécessité, le mal, le châtiment, la force, l'expiation. Le second regarde vers la liberté, le bien, l'insurrection, la rédemption. Tous les deux sont *dans* l'histoire... Le Nouveau Testament n'est pas la négation, mais la synthèse dialectique de l'Ancien

Il est faux que la guerre mondiale soit révolutionnaire lorqu'elle est au contraire — on pourrait répéter les paroles dites par Mazzini à propos de la Révolution Française — la conclusion d'une époque révolutionnaire, l'annonce, l'indication, le besoin d'une Restauration.

L'époque dans laquelle nous vivons est une époque de restauration, non de révolution. Malheur à nous si nous ne l'entendions pas. Tous les pays qui ont tenté des révolutions, procédant de *libérations*, l'ont compris et trop bien compris par suite des ruines qu'ils ont accumulées.

La Russie, écrivait dès juillet 1917 Benedetto Croce, a éprouvé toute la fausseté théorique du Marxisme.

Lénine, dit-on, tend aujourd'hui vers la droite, lui qui, follement, a voulu tout détruire. On a détruit beaucoup. Qu'a-t-on construit ? Il est plutôt difficile de répondre. Le problème actuel est : Ne pas détruire, ne pas construire, mais reconstruire. Après, si nous réussissons, si nous avons reconstruit, on verra. Après l'expiation nous retrouverons la grâce et la liberté.

Tout ce qui peut et qui doit être conservé doit l'être : la famille, l'autorité, la hiérarchie, la religion. Mettez ensemble de Maistre et Mazzini (Mazzini admet aussi en fait la mission historique de la Papauté et les siècles de l'Eglise) et vous aurez la philosophie théorique et pratique qui répond le mieux aux temps actuels et que déjà l'on respire dans l'air.

Par conséquent « conservation révolutionnaire » tel est l'épilogue de la catastrophe qui a éclaté en août 1914. Après tout, la conception est de Karl Marx. Marx, puissant dans la destruction autant que négatif dans la construction, enfonça d'une façon méphistophélique

dans l'histoire moderne les contradictions vives, aigres et irrémédiables qui sont la trame de son système et la matière de son œuvre, mais après avoir dépassé l'indépassable dans la critique de la société capitaliste, il ne nous a même pas donné une ligne de la Société nouvelle...

L'heure d'aujourd'hui est à de Maistre. On parle de Mazzini. Oui, mais Mazzini pourra venir plus tard. Le grand Exilé, — parcourons ses critiques prophétiques sur les systèmes matérialistes du socialisme — pourrait nous dire : Je vous l'avais dit que le Socialisme détruirait déciviliserait l'humanité au lieu de la civiliser. Il n'est pas vrai que Marx ait vaincu Mazzini, c'est Mazzini qui a vaincu Marx. Le socialisme, s'il renaît dans le monde entier — et malheur pour l'histoire idéale du genre humain s'il ne renaissait pas — sera certainement mazzinien, non marxiste, idéaliste et non matérialiste. Pour aujourd'hui, cependant, le sceptre est aux mains de Joseph de Maistre et dans toute l'Europe et ailleurs, sous des formes différentes, on revient en arrière. Nous sentons le souffle glacé de la Restauration.

(Sergio Panunzio : *Resto del Carlino*, 10 septembre 1922)

7. Colette

Le dernier livre de Colette est salué à l'étranger par de nombreux articles et par quelques études d'ensemble.

La faculté dominante de Colette est la sensibilité frénétique servie par une intelligence éveillée et prompte et un peu malfaisante. Absorber, se reprendre, se délivrer d'un coup sec, céder de nouveau, telle est la série de son développement. C'est un être instable, nerveux, d'une multiplicité inquiète de sensations. La fleur poussée sur le vieux tronc bourgeois se nourrit aux courants traditionnels, mais elle est placée dans une atmosphère viciée. Le mélange des vertus de la race avec les corruptions postiches est son originalité. Son art est la conséquence de ces prémisses. L'herbe qui se froisse et se plie, une feuille qui tombe, une chenille qui glisse, la rosée qui brille sous le soleil du matin, un ciel strié, une maison vieille et grise, un jardin humide et perlé d'eau, la contraction d'une joue, le frémissement qui allume le regard et blanchit les lèvres, tous les signes, tous les aspects de la nature saisissent et conquièrent Colette. Elle dispose de toutes les ressources de la langue et connaît le plaisir du travail littéraire, la joie profonde de tracer des mots sur le papier et de voir, de la phrase tourmentée surgir l'image parfaite. Son style est sans entrave, il n'imite, il ne rappelle aucun maître. Devant la vie elle ne souffre pas de réminiscences et elle s'acharne à la retracer, librement, soutenue par un admirable instinct. Entre l'objet et elle il n'y a pas une ombre.

Elle n'hésite pas devant l'expression, elle n'a pas de scrupules de noblesse ou de périphrases. Si le roman est la nature vue à travers un tempérament, le miroir est transparent, la correspondance entre la matière et l'artiste est absolue. Madame Colette devait « par décret nominatif de la Providence » créer le monde de ses œuvres et parce qu'elle ne s'est pas soustraite à sa vocation, parce qu'elle n'a pas cherché à la déformer, elle est admise à déployer librement ses excellentes qualités. Colette est grande parce qu'elle n'a pas voulu devenir Delphine.

M. Cajumi rappelle qu'il y a beaucoup d'immoralité dans les livres de Colette.

Nous avons montré que Colette ne pouvait s'appliquer qu'aux sujets qu'elle a choisis. C'est sa justification. Par bonheur, le contrepoids provincial a fini par l'emporter, les dons de l'artiste ont régné en souverains...

Elle a décrit la campagne et les animaux d'une manière inoubliable.

Il semble que Mme Colette, avant de passer à la corruption mondaine ait voulu s'imprégner de la poésie des êtres minuscules, mystérieux et divins dans leur animalité étonnée et que c'est seulement à contre-cœur qu'elle s'est décidée à devenir le Saint-Simon des alcôves modernes. Elle garde un regret intime et affectueux des créatures élémentaires et de leur monde qu'elle a négligés pour des décors équivoques. C'est son « eau de Jouvence », la source dans laquelle elle se renouvelle et se purifie, l'art par lequel elle rejaillit et resplendit, sûre et solide, dans le soleil.

A. Cajumi : *Stampa*, 10 septembre 1922)

III. — GRANDE BRETAGNE

1. Lord Northcliffe.

Parmi les nombreuses études parues au lendemain de la mort de Lord Northcliffe, nous relevons ces souvenirs intimes qui présentent le grand journaliste sous une lumière nouvelle.

Parmi les millions d'hommes qui habitent cette planète, je doute qu'il y ait jamais eu un être plus extraordinaire. Il était formidable ou charmant par des alternances incalculables. La sombre tragédie de sa fin apporte une grande douleur à tous ceux qui l'ont aimé. Si vous aviez ressenti une fois de l'affection pour lui, si vous connaissiez la douce fascination de ses meilleurs moments, vous ne pouviez plus échapper à son charme... Parfois, il fallait lui résister, mais bien peu

d'hommes étaient capables de lui résister, La postérité pourra-t-elle comprendre cette influence d'une façon plus précise qu'elle ne comprend par exemple le jeu d'acteur de Garrick, l'éloquence de Bolingbroke ? Quels étaient ses traits réels, son véritable caractère ?

Comme chez d'autres hommes d'esprit très vaste et très divers, ses défauts étaient aussi grands que ses qualités. A son égard les éloges généraux sont non seulement faux mais rapetissants... Une cataracte d'énergie humaine... un mélange de déroutantes contradictions. Quand il était dangereux, il l'était par son charme personnel aussi bien que par la masse des instruments dont il disposait. A ceux qui doutent de cela on peut répondre par la phrase célèbre : « Vous n'avez jamais été auprès du magicien »...

Son dévouement et sa tendresse pour sa mère étaient profonds et exquis. Il n'y a jamais eu de meilleur fils. Ce côté m'a toujours paru le plus beau de son caractère. Il s'alliait à un autre trait que personne, je pense, n'a jamais eu à un degré supérieur. Dans toutes les précieuses choses de l'amitié, légers témoignages, petits services, il était incomparable pour les trouvailles et l'invention... Il aurait découvert quel jour du calendrier était particulièrement cher à vous et aux vôtres. Après des intervalles assez longs pour vous faire supposer qu'il devait avoir oublié tel ou tel incident, il vous montrait un jour qu'il se souvenait, il vous disait le mot ailé. Il trouvait le temps de se souvenir de ces choses au milieu de ses plus graves responsabilités et de ses soucis...

(J. L. Garvin : *Observer*, 16 août 1922)

2. M. Lloyd George écrivain.

M. Lloyd George ayant annoncé qu'il publierait bientôt ses mémoires, la *Blackwood's Magazine* le prend plaisamment à partie.

Il est devenu un grand homme d'Etat sans étude et sans aptitude; il deviendra de même un grand écrivain...

Rien n'est plus facile. Il a la volonté, une machine à écrire; une demi-douzaine de secrétaires feront le reste. Si l'on en croit le journal du dimanche dont la tâche spéciale est de révéler au monde le grand homme et son génie, M. Lloyd George se placera d'un seul coup à la tête de tous les écrivains qui ont jamais été. A peine les éditeurs avaient-ils annoncé l'événement qu'ils prophétisaient à voix basse et en confidence le succès de leur héros. Naturellement, ils jugeaient le chef-d'œuvre à un simple point de vue; le profit immédiat qu'il rapporterait. Ils ont commencé par laisser entendre qu'ils ne seraient pas surpris si le génie du grand homme ne se contentait pas d'une somme de six chiffres; puis, au bout d'une semaine, ils déclaraient ouvertement et avec autorité que six chiffres avaient déjà été offerts et ac-

ceptés. C'est un triomphe pour vous ! M. Lloyd George qui était déjà le Pitt gallois va devenir le Shakespeare des Galles. Mais avec une différence : Shakespeare écrivit et travailla pendant de longues années et il n'atteignit jamais les six chiffres dans toute sa vie sans gloire.

Et comment se fait-il que M. Lloyd George peut arriver à un prix jusqu'ici inaccessible ? Il révélera (pour six chiffres) les secrets de la vie officielle. Il a découvert un chemin vers la littérature qui avait échappé à tous ses glorieux rivaux : Disraeli, Gladstone, Lord Balfour et Lord Rosebery. Ces ministres écrivaient dans leurs heures de loisir; mais ils écrivaient pour passer le temps et pour ajouter peu de chose à leurs revenus. La fiction, l'histoire, la philosophie qui étaient leurs dadas n'avaient rien à faire avec les faits dont ils avaient eu connaissance grâce à leur fonctions. Ils employaient les talents que Dieu leur avait donnés comme d'honnêtes citoyens ou comme des hommes d'études. Leurs œuvres n'étaient ni populaires, ni scandaleuses et aucun d'eux n'aspira jamais à six, ni même à cinq chiffres. M. Lloyd George avait d'abord eu une hésitation. Mais il est maintenant, comme disent ses amis, hors d'erreur. Il avait pensé dans un moment de folie, qu'il pourrait renvoyer ses mémoires après sa retraite. Mais il est revenu à une meilleure vision des choses... Il va employer ses quelques mois de vacances à dépasser en talent et en profit tous les auteurs qui ont jamais été. Cela ne lui demandera ni un trop long travail, ni un trop grand effort. A un si grand homme, il suffit d'un mois pour dépasser les plus grands historiens du monde — au moins par le chèque qu'il touchera.

(*Blackwood's Magazine*, septembre 1922).

3. Swinburne

Atalanta in Calydon *ayant été traduit récemment en vers italiens, M. Diego Angeli trace un nouveau portrait de Swinburne.*

Un jour du mois de mai 1863, Algemon Charles Swinburne, qui se trouvait dans l'atelier de son ami le peintre américain Whistler, tomba sur le plancher, frappé d'une attaque d'épilepsie. Tendrement secouru par cette Mme Whistler dont la douce image a été immortalisée par son fils en un tableau fameux, il put recouvrer très rapidement la santé. Mais les médecins avertirent sa douce infirmière ainsi que Dante-Gabriel Rossetti qui était alors son frère spirituel, qu'il était absolument nécessaire d'éloigner le convalescent de Londres et de donner à ses nerfs trop excités un long repos. Ce fut ainsi que Swinburne, abandonnant pour quelque temps ses amis préraphaélites, se retira au pays du roi Arthur, dans ce mystérieux Tintagel que les vieux romans chevaleresques avaient enveloppé comme dans un voile

de poésie. Et c'est là que, fendant les flots de ses bras dans de longues courses à la nage, chevauchant le long des plages sablonneuses de la vieille terre celtique, il recouvra entièrement sinon définitivement sa vigueur qu'un trop long travail avait ébranlée. Le soir, rentrant dans sa maison, il récitait à son compagnon de solitude, le paysagiste Inchbold, les vers qu'il avait imaginés pendant ses exercices sportifs : et ces vers étaient la première ébauche encore confuse de cette *Atalanta in Calydon* qu'il devait publier deux ans plus tard. Ainsi, en pleine terre romantique, était née la tragédie grecque, et la mer qui avait vu l'amour désespéré de Tristan accueillait maintenant l'image virginale d'Atalante « à l'âme de neige ».

Ces années-là étaient pour Swinburne des années d'incertitude et de combat; étudiant, il avait dû quitter l'Université d'Oxford à cause de ses idées rebelles et de son irréligiosité déclarée. Amoureux, on lui avait répondu par un éclat de rire irrésistible le jour où il avait trouvé le courage de déclarer son amour à la jeune fille de ses songes. Ecrivain, il avait subi la pire des humiliations lorsque, cinq ans plus tôt, publiant sa tragédie *Queen Mother* il n'avait même pas réussi à se faire remarquer des critiques ! Aujourd'hui, il tentait l'épreuve avec un nouvelle tragédie qui, de plus, était grecque de sujet et de conception. Cette fois le triomphe fut rapide et sûr. En cinq ans, le goût du public avait changé. La tyrannie de Tennyson commençait à lasser le public par cet *Enoch Arden* qui semblait la plus basse concession aux idées bourgeoises cela au moment où les préraphaélites commençaient à gagner leurs batailles et où la grande Christine Rossetti avait montré par son *Goblin Market* quelles sources de poésie pouvaient encore jaillir de la légende.

La publication d'*Atalanta in Calydon* vint donc au bon moment et la critique l'accueillit comme une révélation plutôt que comme une promesse. On dit que dans cette tragédie l'Angleterre avait entendu une nouvelle voix, une voix poétique si pleine, si pure et si vibrante que personne ne pouvait mettre en doute sa puissance. Rarement une œuvre de poésie réunit ainsi autour d'elle l'unanimité des jeunes gens et des vieillards, qui reconnurent en Swinburne le poète le plus frémissant et le plus plein d'imagination que l'Angleterre eût produit depuis Shelley. Une seule voix dissonante se fit entendre dans ce chœur de louanges. Ce fut celle de l'Américain Lowell, qui finit par affirmer qu'au fond, dans la tragédie du nouvel écrivain britannique, la richesse des images et la somptuosité du style ne servaient qu'à cacher la pauvreté de la pensée. Mais à cette époque Lowell était pris tout entier par son germanisme gœthéen et rien n'était plus éloigné de la littérature allemande que ce Swinburne qui adorait Victor Hugo comme un dieu et s'inclinait profondément devant Théophile Gautier et Baudelaire comme devant ses plus grands prophètes.

M. Diego Angeli étudie ensuite l'amour de Swinburne pour l'Italie.

Il appartenait à cette troupe d'hommes si nombreux et si nobles qui, pendant le XIX^e^ siècle, tournèrent les yeux vers l'Italie non avec la sympathie de l'archéologue et la nostalgie de l'artiste, mais avec ce vif amour de l'homme d'ation qui poussait George Byron à applaudir les Carbonari de Romagne, qui rajeunissait l'âme presque centenaire de Savage Laudor, qui faisait mourir de passion Elisabeth Barret-Browning à la pensée que la mort de Cavour pouvait retarder ou annuler la grande œuvre du Risorgimento italien. Dans cette noble troupe, Swinburne fut le plus passionné et le plus ardent. Enfant, il avait appris l'italien en même temps que l'anglais par les soins de sa mère, cette délicieuse lady Jane qui avait passé sa jeunesse à Florence avec son père, lord Ashburnham. Et il avait appris à connaître le *Roland furieux* alors qu'il ignorait encore l'existence de la *Fairy queen*.

Plus tard, jeune homme, étudiant du *Balliol College* à Oxford, il s'était pris d'un amour si intense pour Giuseppe Mazzini qu'il avait pendu son portrait à un mur de sa chambre, et, au grand scandale de ses *tutors* et de ses condisciples, c'était à lui qu'il adressait « ses prières » soir et matin. Il alla encore plus loin. Quand il lut la nouvelle de l'attentat de Felice Orsini, il acheta aussi le portrait du conspirateur, et, l'ayant placé à côté de celui du Maître, il l'unit à lui dans son étrange culte libertaire. Enfin, devenu homme, il dédia à l'Italie ses poèmes lyriques les plus puissants, et son volume le plus significatif : *The longs before somrise* à Giuseppe Mazzini, « tandis qu'était réuni au Vatican le concile œcuménique » dit la dédicace. Son amour ne s'affaiblit pas après que la brèche de la Porta Pia eut accompli le grand acte chevaleresque du peuple italien. Une de ses dernières œuvres, *Marino Faliero* est encore de sujet italien. Elle fut écrite en 1885 et elle est dédiée au triumvir romain Aurelio Saffi.

(Diego Angeli : *Giornale d'Italia*, 2 septembre 1922)

IV. — IRLANDE

La situation économique.

Ce sont les difficultés matérielles qui menacent d'augmenter. Une communauté industrielle se serait abîmée depuis longtemps sous la pression qui répand à travers l'Irlande une paralysie lente. L'Irlande s'appauvrit. Le crédit fait défaut. Les communications sont chaotiques. La voie la plus rapide entre Cork et Dublin est la voie de mer passant par Liverpool. En plusieurs régions, les fermiers ne peuvent plus vendre leurs produits. Dans certains districts de l'Ouest, on parle avec

conviction de la famine. Toutes ces fautes retombent sur les Irlandais. La Grande-Bretagne a célébré l'octroi de l'autonomie par le traité, en ouvrant son marché, le marché des fermiers irlandais, à la concurrence canadienne. C'est un geste malheureux qui risque de renverser la nouvelle situation de l'Irlande.

Cette accumulation de difficultés menace une société déjà sérieusement démoralisée et un gouvernement qui, dans l'ensemble, n'est qu'improvisé. Mais l'ancien et immuable pouvoir de reconstitution que l'Irlande tire de son sol est un facteur constant d'espoir. Le rétablissement du pays sera peut-être lent et certainement difficile, mais il dépend avant tout d'une condition : c'est que les troupes de l'Etat libre soient en état d'agir.

(*Round Table,* septembre 1922)

V. — ALLEMAGNE

1. Les rapports franco-allemands

Un nouveau tableau de Maximilien Harden

M. Poincaré n'a pas ressemblé jusqu'ici à un créateur et encore moins à un monstre. Il a souvent manqué de coup d'œil et de tact; mais les injures qu'on imprime chaque jour à son adresse sont de stupides mensonges. Il n'a pas marché sur Francfort comme Millerand, ni sur Dusseldorf et Ruhrort comme Briand, il n'a jamais été aussi grossier que le doux artiste Aristide. A Gênes, avant l'éclatement de la bombe puante de Rapallo, il voulait limiter étroitement l'occupation de la rive gauche du Rhin. Comme il l'a déclaré formellement à l'ambassadeur allemand, il comprenait que l'Allemagne pouvait payer seulement la reconstitution du Nord dévasté et non les pensions aux invalides et aux survivants (article 232, annexe I, 5); c'est pourquoi il avait accepté de rayer de la dette allemande, 70 milliards sur le programme de réparations destiné à la Conférence de Londres, ce qui n'est pas une bagatelle. Dans un pays de petits paysans, victorieux mais ébranlé dans ses finances, seul pouvait oser pareille chose un homme qui passe pour fort et qui montre en apparence de la raideur et de la dureté. Pourquoi passe-t-on ces faits sous silence alors qu'ils figurent nettement dans un rapport de l'ambassadeur Mayer? Parce que la terreur blanche, la peur de l'assassinat poussent le chancelier et sa séquelle à jeter sur tous les actes de la France, même raisonnables, l'ordure du mensonge monarchiste et parce que tous les incapables sans conscience s'efforcent de décharger leur responsabilité sur un bouc émis-

saire. Pourtant la banqueroute de l'économie nationale allemande, la chute du mark à zéro, le renchérissement sont autant de fautes des gouvernants allemands, des ministres et du parlement. Répéter à satiété que tout le mal vient du « traité infâme », de l'obligation de réparer et des notes froides et brutales de Paris est un mensonge d'une infamie aussi dangereuse que celui du coup de poignard asséné par le pays dans le dos de l'armée à la veille de la victoire finale. Tant que vous ne serez pas servis par des assassins plus adroits, je dirai la vérité. Si l'on écoute la haine, la rancune et l'esprit de dénigrement, on ne fera jamais de politique. Avec son langage souvent rude, la France n'a pas obtenu un franc des 90 milliards avancés au compte de l'Allemagne; avec son langage paternel et doux, l'Angleterre a obtenu tout ce qu'elle voulait : l'impuissance de l'Allemagne sur mer, dans les terres étrangères et presque dans le commerce international car, avec des salaires qui ne dépassent pas le quatorzième de ceux de l'Amérique du Nord, elle est incapable de vaincre dans la concurrence des produits. Ni un moratoire, ni un moment de répit, ni un emprunt petit ou gros ne peuvent nous procurer une guérison durable. Le seul remède est de reconnaître nos propres crimes et erreurs, de briser la pipe en terre d'où est sortie la bulle de savon de la « reconstruction » d'une brillante suprématie irrévocablement détruite par l'industrialisation de pays nouveaux; de nous restreindre simplement aux besoins de notre vie courante au lieu de commencer par produire à l'aveuglette, quitte à « créer des besoins » jusqu'aux pôles et à imposer par la force des armes ou par la menace l'achat de bibelots et de camelote; enfin de rechercher l'entente avec la France sans intermédiaire, cette entente que l'Angleterre s'efforce d'empêcher, mais que 90 Français sur cent désirent et qui doit avoir pour but de convaincre notre voisine que l'Allemagne ne veut ni revanche, ni retour à l'impérialisme, mais que, pour s'acquitter de son énorme dette il lui faudrait un immense supplément de travail auquel le créancier et son entourage ne résisteraient pas trois ans parce que, nécessairement, il paralyserait les industries nationales de tous les voisins, entraverait le commerce et ruinerait la capacité d'achat du débiteur-client. Le tort de la France est de n'avoir pas encore reconnu cette triste vérité. La faute de l'Allemagne est qu'au lieu de se résigner virilement à l'existence sans éclat d'un pauvre honorable, d'ouvrir le grand livre de l'Etat à toute personne autorisée et de tolérer un contrôle nullement humiliant de ses décisions économiques, elle s'est laissé avilir par des gouvernants d'une nullité ridicule et des administrateurs incapables juqu'au rôle du débiteur véreux qui gémit un jour et se pavane le lendemain, esquivant avec habileté toutes les prises, du banqueroutier qui fait insolemment la noce avec l'argent escroqué à autrui.

(Maximilien Harden, *Die Zukunft*, 2 sept. 1922).

2. La Conférence de Londres

A la Conférence de Londres, qui s'est terminée le 18 par une rupture des négociations, on a conservé jusqu'au dernier moment l'espoir de trouver un terrain d'entente. Mais cette fois il n'y eut pas moyen de concilier les deux thèses opposées, ce qui prouve combien la situation était grave. Les désaccords existaient déjà depuis longtemps, mais ils avaient un caractère plus intime et concernaient les hommes d'Etat au pouvoir. Leurs entrevues, comme l'a remarqué une personne spirituelle, avaient un peu le caractère d'une partie de poker où le gagnant est celui qui sait le mieux « bluffer ». Mais cette fois le cercle des questions en litige, sur lesquelles hommes d'Etat et diplomates auraient volontiers négocié à huis clos, s'était élargi. L'opinion publique s'était emparée de ces questions; c'était un juge que Poincaré avait à redouter comme Lloyd George et devant lequel tous deux s'inclinaient de bonne grâce. C'est pourquoi aucun d'eux ne pouvait s'engager dans la voie conduisant à une entente et l'on abandonna la partie bien que les délégués belge et italien, Theunis et Schanzer, se fussent efforcés d'amener un compromis. Schanzer, qui penchait vers la conception anglaise, s'est efforcé surtout de faire renoncer Poincaré à son attitude intransigeante, tandis que Theunis a essayé constamment de trouver une formule destinée à rendre les propositions françaises assez séduisantes aux Anglais pour que Lloyd George pût céder. Theunis non plus n'a pas été pleinement d'accord avec Poincaré, bien que la Belgique eût été en règle générale une alliée fidèle de la France dans les questions d'application du traité de Versailles. Mais Poincaré, en affirmant ses revendications d'une manière rigide, sans autre considération que celle du but à atteindre, n'avait pas été arrêté par les droits reconnus de la Belgique amie; aussi avait-on pu remarquer un certain isolement de la France.

Comme on l'a indiqué plus haut, l'opinion publique de France et d'Angleterre avait pris position plus nettement qu'auparavant dans la question essentielle de l'attitude envers l'Allemagne. Pour la France, cela signifiait simplement en fait le maintien de l'ancienne politique. Mais Lloyd George ne pouvait plus faire à la politique française autant de concessions qu'autrefois. Cette orientation plus précise de la politique anglaise envers la France n'avait rien à voir, il est vrai, avec un sentiment quelconque de bienveillance envers l'Allemagne. Au contraire, pour les Anglais aussi, il était certain que l'Allemagne, ayant perdu la guerre dont les effets se faisaient durement sentir, devait payer maintenant et assez largement pour ne pas revenir bientôt à sa grandeur et à sa prospérité d'avant-guerre. Mais précisément par-

ce que l'Angleterre voulait ces paiements, elle reconnaissait la nécessité de rétablir la santé économique de l'Allemagne juste assez pour la rendre de nouveau solvable. En partant de ce point de vue, elle n'avait naturellement aucune raison pour fermer les yeux devant ce fait que l'Allemagne ne peut pas actuellement remplir ses obligations si elle veut maintenir sa vitalité économique et préserver une grande partie de sa population de la famine et de la misère.

Mais justement la France ne veut pas reconnaître ce fait, car toute sa politique repose sur ce principe que seule la mauvaise volonté empêche l'Allemagne de payer. C'est le seul motif que la France puisse invoquer pour s'assurer à tout moment la liberté de recourir à des actes de violence dissimulés sous le nom de sanctions, rétorsions, etc...

Mais les Anglais s'en aperçoivent nettement et comprennent que leurs propres intérêts en Allemagne sont menacés. Ainsi en Angleterre, la mauvaise humeur produite par la politique française est complétée par la défiance et la crainte, car on sait ce que signifie pour l'Angleterre une France armée jusqu'aux dents et qui, n'ayant plus à craindre son voisin de l'Est, le tient enchaîné comme un esclave. C'est pourquoi toute tentative d'accord devait échouer cette fois devant l'intransigeance obstinée de la France à Londres.

Il ne restait donc plus qu'à renvoyer l'affaire à la Commission des Réparations, qui devra naturellement surmonter des difficultés encore plus grandes si elle veut prendre une décision à laquelle les Gouvernements eux-mêmes n'ont pu parvenir.

(Wilhelm von Massow, *Die Grenzboten*, 26 août 1922.)

3. La baisse du mark

Il y a des catastrophes dont aucune tablette de l'histoire ne parlera plus tard et qui sont cependant beaucoup plus graves pour un pays et un peuple que les journées historiques officielles. Une catastrophe de ce genre se produit lorsque le prix de la vie pour un peuple augmente d'une semaine à l'autre d'un tiers et même de la moitié. Nous ne sentons pas encore toute la gravité du désastre parce que nous avons encore des stocks nous permettant de subsister et parce que la taxation des loyers préserve les pauvres du danger d'être littéralement jetés à la rue. Mais sans aucun doute, la détresse économique des villes allemandes (les campagnes ne s'aperçoivent pas plus de cette catastrophe que de la famine pendant la guerre) est arrivée à un tel degré qu'elle fait redouter les plus graves explosions morales et politiques. Qu'arrivera-t-il ? D'abord l'ouvrier allemand depuis longtemps « prolétarisé » et qui parvenait jusqu'ici à s'assurer au moins son mini-

mum d'existence ne peut plus manger à sa faim après la nouvelle hausse extraordinaire des prix; en outre les patrons affirment, parfois avec raison, qu'ils n'ont pas les moyens d'adapter tout de suite les salaires aux prix, même d'une manière approximative. Si l'on n'arrive pas à de graves conflits pour les salaires, c'est simplement parce que les ouvriers ne sont plus capables de résister à quelques jours de grève.

La ruée dans les magasins semble difficilement compatible avec ces faits. Mais la crainte d'une nouvelle dépréciation du mark et de nouvelles hausses des prix a fait apparaître ce phénomène absurde que le public économise à l'excès sur ses repas pour acquérir encore une marchandise quelconque : singulière façon de suivre une « politique d'approvisionnement » lorsqu'on manque du nécessaire pour l'instant. Le résultat de cette folle « ruée sur les marchandises » est que les prix montent encore plus et que le pouvoir d'achat du public diminue de plus en plus.

Tandis que les petites gens s'attachent toujours à la valeur ancienne du mark et calculent avec mélancolie combien on pouvait acheter autrefois « pour la même somme », les gros personnages méprisent déjà nettement les chiffons de papier allemands et cherchent délibérément le rattachement à la monnaie étrangère. Les précurseurs dans cette voie dangereuse ont été encore une fois nos gros agrariens, qui s'efforcent depuis quelques temps déjà de se faire payer les produits agricoles en dollars après avoir rémunéré en marks-papier les principaux producteurs, les ouvriers. Mais l'exemple des cavaliers de la Ligue agricole a été rapidement imité.Les fabricants de textiles de Barmen et de Munchen-Gladbach facturent déjà bravement leurs produits en dollars et en livres et l'on ne reçoit rien si l'on ne dispose pas de ces devises précieuses ou si l'on ne se déclare pas prêt à assumer tout le risque du change jusqu'au jour très indéterminé de la livraison.Mais comme les finisseurs et les commerçants, malgré les hausses successives, ne disposent pas de la quantité de dollars nécessaire, les filatures sont obligées d'introduire des journées de chômage malgré la demande considérable sur le marché textile.

Ce système est compréhensible, mais il renferme les plus graves dangers pour l'économie nationale. En effet, si à l'immense besoin de devises que nous avons grâce aux réparations et à notre bilan économique passif, il s'en ajoute un autre pour satisfaire aux exigences intérieures, la crise monétaire deviendra de plus en plus aiguë.

Le problème du rattachement à la monnaie internationale, c'est-à-dire au dollar, ne peut être résolu par une classe de patrons avides de profit, mais seulement par l'Etat. Le Gouvernement, il est vrai, apparaît plus impuissant que jamais en présence de la chute du mark survenue dans ces dernières semaines. L'embarras et l'incohérence de

M. Hermès se reflètent fort bien dans la politique officielle de la presse en ces derniers temps. D'abord la situation extérieure est cause de tout; ensuite la panique de la Bourse est sans motif raisonnable; quelques jours plus tard la Commission des Réparations est de nouveau l'unique responsable de la chute du mark et lorsque le dollar monte à 2.400, le Cabinet se réunit et promet une fois de plus de prendre les mesures les plus sévères contre la spéculation sur les changes.

(Morus, *Die Weltbuhne*, 7 septembre 1922).

4. La question des réparations

La discussion du problème des réparations se ramène actuellement chez nous à de violentes injures contre Raymond Poincaré. Nous n'avons aucune tendance à mépriser les mérites personnels du premier ministre français de Cannes à Londres. M. Poincaré n'est certainement pas le monstre que présente chaque jour au lecteur inexpérimenté la presse allemande de Wulle jusqu'à Wolff. Mais il est déjà un homme dangereux et ses opinions militaristes ne sont malheureusement pas une invention du *Berliner Tageblatt*. Si l'on veut se renseigner sur ce point, qu'on lise la brochure que Poincaré a écrite avant la guerre comme Président de la République à l'usage du citoyen français. (*Comment la France est gouvernée*). Comparé à la littérature officieuse de l'Allemagne Impériale, c'est naturellement un bel ouvrage, sincèrement démocratique, intelligent et, malgré sa correction officielle, non dépourvu d'un souffle de cette grande passion révolutionnaire et libérale qui distingue le chauvinisme français de l'ambition bornée de la caste féodale prusso-allemande. C'est pour ainsi dire un militarisme civil : le militarisme d'une bourgeoisie consciente, qui ne se considère pas comme sujette mais comme maîtresse de l'armée et pour qui la soldatesque est toujours un moyen d'atteindre des buts politiques élevés et non son propre but à elle-même. Mais ce n'en est pas moins un militarisme. Tout homme civilisé a le devoir de le combattre, soit qu'il infeste Paris, Munich ou Moscou, soit qu'il prenne l'aspect du militarisme prussien de troupier ou du militarisme aristocratique-français.

Poincaré est militariste : c'est indiscutable et nous n'avons pas l'intention de dissimuler ce fait. Mais c'est une autre question de savoir si le militarisme de Poincaré ou celui de la majorité actuelle de la Chambre française est vraiment cause de la crise économique présente. Grâce à la propagande inlassable et énergique de la presse nationaliste, on s'est habitué peu à peu en Allemagne à considérer le traité de Versailles comme le point de départ de la misère européenne et l'on oublie que ce traité fut simplement une tentative pour liquider la

mauvaise affaire de la guerre mondiale. Sans doute l'œuvre de Clemenceau représente une tentative avec des moyens insuffisants, mais, surtout, ce fut une tentative dont le but était mal choisi. Qu'on imagine à la place du traité de Versailles un autre pacte de paix conforme aux projets de John Maynard Keynes ou de Francesco Nitti. Croit-on sérieusement que la crise économique eût été évitée, que le fléau de la guerre fût passé sans laisser de traces sur les peuples d'Europe? Les cent milliards de marks-or dépensés stupidement en fumée, le crime d'arracher pendant quatre ans au travail productif 70 millions d'hommes vigoureux, la destruction de territoires plus grands que l'Allemagne entière, tout cela aurait-il pu être supprimé par une paix « juste »? Il suffit de poser la question pour montrer l'absurdité de cette affirmation insensée que le traité de Versailles est cause de la crise économique d'après-guerre.

Les chiffres aussi prouvent facilement que les charges qui nous ont été imposées pour les réparations par le traité de Versailles ne peuvent pas être la cause dernière de la crise économique mondiale. Le bilan du commerce international a diminué de moitié par rapport à la période d'avant-guerre. En 1913, la part de l'Allemagne dans le commercè international s'élevait à 13 %. Maintenant, les importations et exportations allemandes sont tombées au quart du chiffre d'avant-guerre, soit environ 7 % du commerce international. La suppression des réparations augmenterait-elle la capacité d'achat de l'Allemagne au point de combler le déficit du commerce international?

Non, si l'on veut se faire une idée juste du problème des réparations il faut se libérer de cette idée fixe qu'une suppression ou une réduction importante des réparations allemandes conjureraient vraiment la crise économique mondiale et profiteraient à tous les peuples. Hélas, les choses n'ont pas la simplicité avec laquelle les publicistes allemands aiment à exposer ces questions. L'immense perte de substance causée par la guerre ne peut être réparée par des conférences ou des accords amiables, mais seulement par le travail de tous les peuples pendant plusieurs décades. Et par-dessus tout subsiste ce fait extrêmement regrettable mais indéniable que, dans la question des réparations, les intérêts de tous les peuples sont absolument les mêmes et que, par suite, la suppression des réparations allemandes ne profite pas aux autres pays.

Il est possible que la suppression du dumping monétaire allemand résultant nécessairement de la dépréciation croissante du mark soit favorable à la production anglo-américaine et que la suppression des réparations augmente la capacité d'achat et par suite d'importation du marché allemand. Mais on ne peut guère comprendre quelles conséquences favorables aurait pour la France une réduction des réparations. Sans doute, l'Allemagne représentait en 1921 presque le 1/8 de

l'importation française et, parmi les débouchés français, l'Allemagne venait au troisième rang après la Belgique et l'Angleterre avec 12 % des exportations totales. Mais l'épuisement économique de l'Allemagne ne paralyse pas directement la production française comme celle de l'Angleterre. Au contraire, si l'on ne veut pas falsifier volontairement la vérité, on est forcé d'avouer que la vie économique française d'après guerre a grand besoin des réparations allemandes. Le reproche souvent adressé en Allemagne que la France n'a pas besoin des livraisons allemandes en nature pour sa reconstruction et qu'elle se livre à un commerce intense avec les marchandises reçues d'Allemagne au compte des réparations ne résiste pas à un examen impartial. Sans doute il peut arriver parfois qu'un wagon de charbon allemand à bon marché pour les réparations, après un détour par la France et l'Angleterre, revienne en Allemagne au prix du marché mondial. Mais de telles irrégularités sont insignifiantes en comparaison du fait que la France a importé l'année dernière environ 220 millions de tonnes de houille, coke et briquettes et n'en a exporté que 23 millions. Comme le charbon des mines françaises du Midi et du Centre a toujours été dirigé en grande partie vers l'Espagne et vers l'Italie, il en résulte que la France ne vend pas le charbon destiné aux réparations mais le consomme elle-même.

La France est précisément le pays le plus atteint par la guerre. Sans doute le capitalisme français avide de bénéfices n'est pas étranger au retard de la reconstitution dans le nord de la France; sans doute, les gros profiteurs, comme chez nous, ne sont pas assez imposés. Cependant, un Colbert même serait incapable de réparer en un tour de main les pertes économiques de la France pendant la guerre et l'on comprend, au moins du point de vue psychologique, que le gouvernement français s'efforce de rejeter les charges sur l'Allemagne. A la fin de la guerre, la France avait presque 50 milliards de francs de dettes et elle doit encore aujourd'hui 12 milliards de francs or à l'Angleterre et 14 milliards à l'Amérique. Poincaré, il est vrai, affirme à tort que le déficit commercial allemand des dernières années, calculé en francs au cours moyen de 1919, 1920 et 1921, est inférieur de 28 milliards de francs au déficit français, car l'Allemagne avait dans la dernière année d'avant-guerre un bilan économique actif, le France un passif d'un milliard et demi de francs-or. La France ne vit pas mal. Le paysan français gagne aussi largement que le paysan allemand, le commerçant français n'est pas comme son collègue allemand livré sans défense aux caprices du change ni l'acheteur à la spéculation. L'ouvrier français a du travail et du pain. Mais, tandis que le revenu et le genre de vie des Français se maintiennent encore à peu près au niveau d'avant-guerre, il n'en reste pas moins une perte de substance que la fortune nationale a subie par suite de la guerre et le budget de l'Etat marche

peu à peu à la ruine : le déficit du budget français n'est pas de beaucoup inférieur à celui du budget allemand.

Cette partie de la Presse allemande qui trouve la Reichswehr beaucoup trop petite aime à montrer que la véritable source de toute la détresse économique française est le budget de la guerre. Cependant, ce que l'on entend dire plus rarement chez nous, la France a réduit son armée de 150.000 hommes par rapport aux effectifs de 1914 et ramené la durée du service de trois ans à dix-huit mois. Sans doute elle entretient dans les casernes encore beaucoup trop d'oisifs. Mais il faut malheureusement avouer que la crainte éprouvée par la France d'un militarisme allemand n'est que trop justifiée. Le jour où Sir John Bradbury et M. Mauclère sont arrivés à Berlin pour examiner encore une fois la demande allemande de moratorium, la Reichswehr Républicaine, malgré l'interdiction de Gessler, prit part à Munich à la manifestation monarchiste et militariste en l'honneur de Hindenburg et certains fonctionnaires de l'Etat libre de Bavière rouèrent de coups le pacifiste Dr Schutzinger. Si derrière ces malpropretés on ne trouvait qu'un petit groupe de réactionnaires nationalistes, cela n'aurait aucune importance pour la grande politique. Mais ne nous faisons pas d'illusion : une très grande partie du peuple allemand, loin d'être pacifiste, regrette la cour de la caserne et les cercles militaires de l'armée de Guillaume. Et tant que l'épidémie militariste ne sera pas enrayée en Allemagne, la France restera armée et devra fatalement le rester, l'esprit de Poincaré gouvernera à Paris et l'Amérique aura un prétexte commode pour se dérober à la tâche d'assainissement de l'Europe.

(Morus, *Die Weltbuhne*, 31 août 1922).

VI. — AUTRICHE.

1. La crise autrichienne et le voyage du chancelier Seipel.

Le destin de l'Autriche allemande est bien près de s'accomplir. Il y a longtemps, le chef du parti socialiste autrichien, Otto Bauer, a poussé son cri de détresse et présenté sa fameuse proposition de renonciation à la monnaie nationale et de rattachement financier à l'Allemagne. Celui qui a fait cette proposition n'était pas partisan à tout prix du rattachement : c'est le même homme d'Etat qui, à l'heure fatale de la ruine des institutions monarchiques dans les anciens empires centraux, s'unit au représentant du peuple Haase à Berlin pour empêcher par de simples scrupules l'exécution du rattachement et qui plus tard n'a jamais négligé ce qu'on dirait à Paris sur ce point. Son projet d'union

monétaire ne pouvait être sérieusement envisagé que comme un premier pas vers l'union politique. En effet une Autriche rattachée à l'Allemagne par sa monnaie aurait été forcée, en attendant son union politique avec le Reich, d'accepter d'humiliantes mesures de contrôle parce que le Reich ne peut pas laisser carte blanche à ceux qui ne sont pas soumis à ses propres lois. L'union monétaire est inconcevable et irréalisable sans union économique et l'union économique entre frères de race signifie inévitablement l'union politique.

L'obligation de tenir compte de Paris et de Prague empêcha à cette époque — c'était la Pentecôte — de suivre sérieusement l'idée de Bauer. Depuis ce moment Mgr Seipel, l'habile chef des chrétiens-sociaux, est chancelier fédéral d'Autriche. Sous sa direction le projet d'union monétaire fut abandonné et l'Autriche essaya une dernière fois de se tirer d'affaire par ses propres moyens et d'éviter la ruine en fondant une nouvelle banque d'émission à capital autrichien. Il apparut très vite que les seules forces du pays étaient insuffisantes. Si l'Entente voulait, selon le désir de la France, empêcher la seule mesure capable de sauver définitivement le pays, c'est-à-dire l'union financière et par suite politique avec l'Allemagne, elle aurait dû fournir à l'Autriche une aide financière suffisante et assez rapide pour rendre supportable sa situation. Mais on ne l'a pas fait et, après un dernier appel désespéré du gouvernement de Vienne, la Conférence alliée de Londres, avec un embarras visible, a renvoyé à la Société des Nations l'aide si souvent promise à l'Autriche et retardé ainsi l'affaire si urgente de la banque d'émission, à tel point que le chancelier Seipel s'est vu forcé de déclarer aux représentants alliés à Vienne : « Le problème autrichien ne peut plus être considéré comme financier étant donnée la situation internationale, il faut le considérer comme politique ».

Le gouvernement autrichien se trouve en présence des plus graves décisions. On a exprimé sérieusement et d'une manière très nette l'idée d'abandonner purement et simplement les rênes du gouvernement et de laisser retomber sur l'Entente la responsabilité de toutes les conséquences qui en résulteront. Mais avant de se résoudre à ce dernier acte de désespoir, on cherche encore une fois à prendre contact avec les principaux Etats voisins : l'Italie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Au moment où seront écrites ces lignes, le chancelier Seipel sera déjà à Prague ou peut-être même en route pour Berlin.

Dans cette détresse le ministre des finances italien Schanzer a recommandé comme moyen de salut l'union douanière, c'est-à-dire la solidarité économique avec l'Italie. Mais ce remède ne serait utile que s'il était complété par l'union monétaire et cela transformerait l'Autriche en satellite de l'Italie et même nécessairement en province italienne. Qu'en diraient la Yougoslavie et même Poincaré? De plus on peut bien se le demander puisque, d'après la parole de Wilson ga-

rantie par les Alliés, les peuples ou fractions de peuples ne doivent pas être maniés comme des pions sur un échiquier, qu'en disent le peuple autrichien et le Reich allemand qui constitue la partie esentielle du peuple allemand ?

Non, ni un partage de l'Autriche entre ses voisins étrangers, ni un rattachement à un pays étranger ne peuvent être envisagés sérieusement, mais seulement l'union avec son propre peuple dans le grand Etat voisin, du moins tant qu'il existera encore dans le monde un reste de loyauté, de foi et de raison.

(Wilhelm Heile, *Die Hilfe*, 25 août 1922).

2. Le voyage du chancelier.

Mgr Ignace Seipel, homme habile et craignant Dieu, n'épargne aucune peine pour mettre fin rapidement à la détresse de Vienne. Non seulement il va voir Reinhold Schunzel dans son atelier cinématographique pour augmenter l'activité industrielle, mais il fait un voyage à travers l'Europe pour préparer honorablement la vente aux enchères de l'Autriche allemande. Toutefois les créanciers européens ne sont pas très désireux d'acquérir les murs nus et de reconstruire la maison à leurs frais. Cependant la première offre d'achat alléchante est venue d'Amérique. Le globe-trotter Vanderlip fit l'excellente proposition d'attribuer tout simplement l'Autriche à un consortium de banques de New-York et l'on ne voit pas en fait pourquoi un honorable banquier de la cinquième avenue doit toujours acheter en Europe des Rembrandt et des diamants au lieu d'un petit pays alpestre de six à sept millions d'habitants.

Mais cette aimable proposition ne semble pas avoir été bien accueillie tant à Vienne qu'auprès des liquidateurs judiciaires de Paris et ainsi M. Seipel fut obligé de faire un voyage. Pour aller de Vienne à Berlin on doit, si l'on ne veut pas suivre une autre route, passer par Prague. M. Seipel visiblement, ne le voulait pas et il s'en fut chez M. Benès chercher une corbeille bien remplie de fleurs de rhétorique. Après avoir songé à Prague aux liens d'autrefois, on s'est souvenu à Berlin de la parenté du sang. Mais entre les aspirations du cœur il y a pour l'instant les traités de St-Germain et de Versailles et l'Allemagne, pour plus d'une raison, n'est pas aujourd'hui en état d'imposer le rattachement de l'Autriche. De Berlin, le prélat Seipel courut à Vérone et certainement il a trouvé la note juste même pour parler au Juif international Signor Schanzer. En tout cas c'est le voyage en Italie qui semble avoir le mieux réussi. Par retour du courrier arrivèrent de Rome des bruits d'union douanière et monétaire austro-italienne, autrement dit

d'annexion économique de l'Autriche par « l'ennemi héréditaire » italien et le protonotaire apostolique Seipel envoya dans la ville sainte son coadjuteur Schüller pour de nouvelles négociations.

La promesse italienne eut un grand retentissement auprès de la Grande et de la Petite Entente. A Belgrade et à Prague on proteste et la Société des Nations veut prendre une décision avant le 15 septembre sur les crédits refusés à l'Autriche par la Conférence de Londres. Mais le parti socialiste autrichien ne semble pas disposé à approuver tranquillement les affaires conclues par Seipel. Il veut rentrer dans le gouvernement qu'il a abandonné aux cléricaux depuis plus d'un an et il réclame, en plus des économies habituelles, la réorganisation du système d'impôts sur la base d'associations fiscales démocratiques de chaque industrie, projet qui fut aussi discuté chez nous l'an dernier et qui est propagé surtout par Gustave Stolper à Vienne. Mais ni impôts ni crédits ne peuvent sauver définitivement un Etat dont la charpente est vermoulue.

(Morus, *Die Weltbühne*, 7 septembre 1922).

VII. — TCHECO-SLOVAQUIE.

1. La crise économique.

La catastrophe monétaire allemande et autrichienne n'est pas restée sans graves conséquences économiques d'un autre côté. La Tchécoslovaquie est la plus atteinte, et cependant non seulement son change est monté rapidement par rapport à Vienne et à Berlin, mais encore il s'est amélioré sensiblement par comparaison avec la monnaie-or. La couronne tchèque, que l'on croyait à peu près stabilisée à 10 centimes suisses, est maintenant cotée 20 centimes à Zurich. C'est la reconnaissance de la position diplomatique conquise à son pays par Benès et en même temps un résultat de l'énergique politique économique de Prague, qui a réalisé avec la même audace le grand impôt sur la fortune, l'expropriation de la grande propriété foncière et la dévalorisation fiduciaire.

Mais l'industrie tchèque est tombée dans une grave dépression par suite de l'ascension rapide de la couronne. L'industrie sidérurgique de Slovaquie orientale a fermé la plupart de ses entreprises, la brasserie et la distillerie sont en pleine déroute, l'importante industrie de la porcelaine et du verre est gravement atteinte parce que les consommateurs allemands et autrichiens ne peuvent plus payer des prix si élevés. Les charbonnages de Prague et d'Ostrava traversent aussi une grave crise de débouchés et l'exportation de lignite en Allemagne est tombée

au tiers du chiffre d'avant-guerre. Le mouvement des prix en Tchécoslovaquie montre les tendances que nous connaissons bien : prompts à faire monter les prix lorsque le change baisse, fabricants et commerçants sont aussi lents à les diminuer lorsque leur propre monnaie s'améliore.

(Morus, *Die Weltbühne*, 7 septembre 1922.)

VIII. — LE SAINT-SIÈGE.

1. La question romaine.

M. Gaetano Salvemini expose la question romaine au public anglais; il étudie les possibilités d'accord entre le Saint-Siège et l'Italie et pense que l'accord ne saurait avoir une grande importance. M. Salvemini est peu favorable au point de vue catholique.

Au point de vue italien, un accord avec le Vatican reposant sur la reconnaissance de la souveraineté absolue du Pape sur les palais du Vatican ne semble pas être désavantageux pour la politique étrangère de l'Italie. Au contraire, il peut être utile bien qu'il ne puisse avoir les résultats considérables qu'en attendent les promoteurs enthousiastes de la réconciliation. En ce qui concerne la politique intérieure, l'accord amènerait sans doute à une fusion définitive entre les conservateurs-libéraux et les conservateurs-catholiques qui accentuerait l'influence catholique dans les rangs les plus sympathiques des partis traditionnellement nationaux, aux dépens du parti socialiste. Mais ici les espoirs du parti conciliateur pourront être désappointés. Depuis que le *non expedit* papal ne pèse plus sur les élections et que les catholiques sont libres de voter, leur influence s'est fait sentir dans la vie publique italienne.

Il semble qu'un accord entre le Vatican et l'Italie ne pourrait avoir aucune de ces profondes conséquences qu'on espère et que l'on redoute des deux côtés. Ces espoirs et ces craintes sont les restes des habitudes mentales qui se sont formées entre 1870 et 1900, lorsque l'état des choses en Italie et hors d'Italie était très différent de ce qu'il est aujourd'hui.

L'accord, si on le considère avec impartialité, ne doit être considéré ni comme indispensable, ni comme nuisible. C'est un fruit qui mûrit lentement et il est inutile de secouer l'arbre pour le faire tomber avant l'heure. Il est bon de ne pas exagérer l'utilité réelle de cet événement qui pourrait être payé trop cher au prix de la question beaucoup plus vitale des relations entre l'Eglise et l'Etat. Félicitons-nous cependant que l'unité nationale italienne ait été reconnue par le Vatican qui

l'avait autrefois considérée comme l'œuvre du démon. La hiérarchie ecclésiastique, après s'être tenue à l'écart pendant un demi-siècle, a maintenant reconnu l'inutilité d'une lutte stérile et sans espoir, et elle cherche des bases d'accord pouvant s'adapter aux nouvelles conditions intellectuelles et morales. Les hommes qui en 1870 furent condamnés comme sacrilèges, s'ils revenaient à la vie, n'en croiraient pas leurs yeux et goûteraient une joie inespérée en voyant combien sont solides et larges les résultats de leur œuvre depuis une période de cinquante ans.

(G. Salvemini : *Contemporary Review*, septembre 1922).

2. Le Saint-Siège et les protestants.

M. Buell signale le nouveau prestige du Saint-Siège et ses efforts pour catholiciser la Russie.

Il est peu probable que le Vatican arrive à catholiciser la Russie; mais les avantages qu'il a remporté de toutes parts au cours de ces dernières années lui rendent en grande partie le prestige dont il jouissait en Europe avant 1870. Pour remporter ces avantages le Vatican a été obligé d'abandonner certaines de ses anciennes aspirations. Il a accepté, au moins en apparence, la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans le monde... Il est certain que le Vatican a renoncé à son attachement historique pour le principe monarchique et qu'il a accepté le régime républicain. Ce changement de politique fait que Rome est beaucoup moins mêlée aux problèmes intérieurs que sous Pie IX et sous Léon XIII. Cependant l'activité intellectuelle du Saint-Siège dans une sphère plus spirituelle constitue un défi au protestantisme qu'il n'est pas permis d'ignorer.

(Raymond Leslie Buell : *Current History* septembre 1922.).

IX. — ITALIE.

1. La légalité et le coup d'Etat.

Le célèbre historien Guglielmo Ferrero met ses concitoyens en garde contre l'admiration de la force brutale, fasciste ou socialiste, toujours révolutionnaire.

Y a-t-il jamais eu une guerre et une victoire à la fois plus grandes et plus stérile que la guerre et la victoire de l'Entente? Tous les maux dont l'Europe souffrait en 1914 ne nous sembleraient-ils pas un lit

de roses à côté du gril rougi au feu auquel nous sommes attachés comme saint Laurent ? Et tous les maux qui soulevèrent le peuple russe contre le gouvernement des tsars ne sont-ils pas centuplés par la Révolution ? Ce qui ne veut pas dire que la guerre mondiale et la révolution ne devaient pas être faites. Certains événements de l'histoire ne dépendent pas des erreurs des hommes. Cela signifie que la société moderne sait détruire mais qu'elle ne sait pas construire sur les ruines; et elle ne sait pas construire sur les ruines parce qu'elle suit depuis quelque temps des directions fausses. Si elle veut se sauver, elle doit découvrir et corriger ces erreurs.

Des révolutions et des coups d'Etat fonderaient seulement des gouvernements illégitimes, et par conséquent tyranniques, qui se maintiendraient par la terreur et les confiscations comme le gouvernement russe. On a fait croire au monde que Lénine avait fondé une tyrannie parce qu'il voulait confisquer toute la propriété. Mais c'est le contraire qui est vrai. Lénine a dû confisquer la propriété parce qu'il avait fondé un gouvernement sans bases légitimes, parce que, vaincu aux élections de la Constituante, il a fait violence, par un coup d'Etat semblable à celui que certains désirent chez nous, au suffrage universel qui lui avait donné tort. Pour se soutenir sans titre, il a donné la terre aux paysans, les liant à sa tyrannie par la complicité d'un grand brigandage. Le coup d'Etat serait contraint en Italie d'imiter cet exemple.

Je le sais, les formes légales que la paix nous a laissées en héritage sont faibles et vieilles. Mais ce sont les seules qui puissent vivre et si nous les détruisons, nous devrons ensuite les reconstituer. Pour sauver l'Italie et l'Europe, il faut infuser dans ces formes une vie nouvelle plus pleine et plus riche, de façon que le gouvernement qui est aujourd'hui légitime devienne demain un gouvernement capable de gouverner.

Tel devrait être le but commun de tous ceux qui ont pu se préserver de la folie de présomption et d'ignorance qui sévit aujourd'hui. Tous les gouvernements légitimes inclinent à s'amollir et à se corrompre dans la sécurité du pouvoir : voilà pourquoi de temps à autre la révolution les renverse, promettant un gouvernement meilleur. Elle tient quelquefois sa promesse. Elle ne la tiendrait certainement pas aujourd'hui. Aussi, c'est une question de vie ou de mort, il faut sauver le gouvernement légal en soignant en même temps le ramollissement où il est tombé. Pour le guérir, il ne faut pas la violence, mais l'intelligence, le savoir, la ferveur de la volonté, le zèle civique, un peu de patriotisme sincère, pur, modeste, éclairé.

(Guglielmo Ferrero, *Secolo* 3 septembre 1922).

2. Les jeunes revues italiennes : *Il Convegno.*

Le *Convegno* est une des revues italiennes qui réussissent à intéresser le public bien qu'elle n'ait à soutenir aucun credo, aucune tendance philosophique particulière, aucun nouveau système de philosophie, bien qu'elle n'ait aucun groupe d'artistes nouveaux à lancer, aucun savant méconnu à imposer. Chaque écrivain y est accueilli sans être obligé à aucun compromis, avec une hospitalité large et cordiale, pourvu qu'il se montre digne, dans ses écrits, de l'honnête société qui l'accueille. Tel est le programme qui donna à Enzo Ferrieri l'impulsion initiale. Il était nécessaire au lendemain de l'armistice, parmi les exaltations, les épouvantes et les folies qui, comme de mauvaises rafales, troublaient l'âme de la nation, de créer un lieu de rendez-vous et presque d'asile pour la grande fugitive qui était la Poésie.

Là, les écrivains purent s'orienter, se rasséréner, reprendre haleine. Il en sortit quelque chose d'étrange et de tumultueux, un chœur à la vérité assez discordant comme il arrive dans les salles où des gens dissemblables se réunissent, chacun étant saisi par un souci particulier, bien que tous soient poussés par la nécessité commune.

Mais la clameur inégale donna dès la première heure une sensation joyeuse, la sensation d'une grande fête qui recommençait Et, au bout de quelques mesures, de cette discordance de voix jaillit une harmonie pleine et vive.

Cela se passait tandis qu'ailleurs quelques nouveaux groupements d'écrivains avaient le temps et la possibilité de lancer au public des valeurs nouvelles (la *Ronda*) et des théories littéraires et esthétiques qui peuvent être discutées, mais dont on ne peut méconnaître le profond sérieux.

De Pirandello à Soffici, de Rebora à Linati, de Carrà à Bastianelli, de Rosa à Raimondi, tous ceux dont les écrits ont un signe de grandeur et de distinction ou de pénétration, contiennent une promesse, défilèrent dans les pages du *Convegno* qui, aujourd'hui au bout de sa troisième année d'existence, représente peut-être le document le plus exact sur la littérature italienne de cette période.

Mais Ferrieri ne s'est pas contenté de cela. Une action plus vaste lui assure la reconnaissance des lettrés, car, dans son milieu commercial, il a réussi à organiser, à côté de sa revue, avec un programme plus digne d'un mécène que d'un directeur d'entreprise, une librairie importante et une maison d'édition qui a déjà lancé sur le marché des traductions d'œuvres étrangères et des œuvres originales.

(Bino Binazzi : *Resto del Carlino*, 12 septembre 1922).

X. — ESPAGNE.

1. Ame française et âme castillane.

Tout dans le paysage français manifeste un excès de sollicitude, une complaisance morose, une caresse prolongée. Il existe une rigoureuse correspondance entre ces champs et le reste de l'existence française. Le style de son agriculture est le même que celui de sa littérature, de sa sociabilité, de sa cuisine, de sa politique.

Cette coïncidence ne doit pas apparaître comme fortuite. Comme dans l'arbre tout est expansion d'une semence jetée en terre, dans l'homme tout est ramification d'une sensation ou d'un sentiment enraciné plus profondément que la vie. Ce sentiment vital est, chez le Français, l'amour de l'existence, l'amour de la jouissance. Chez le Castillan, au contraire, tout émerge d'un fond saturé de dédain pour la vie. Ces deux notes fondamentales servent de point de départ à deux grandes mélodies historiques dont le style s'oppose et qui sonnent en *forte* ou en *piano* dans le foyer traditionnel, dans les arêtes de l'édifice, sur la toile du peintre, dans l'assemblée politique, dans la musique du vers, au fond du paysage.

Le champ de Castille est aride, désertique, âpre; il a de plus en lui la marque de l'abandon. C'est un champ dédaigné. La terre de France n'est pas seulement humide, grasse, douce; c'est une glèbe travaillée, caressée et dont on jouit.

Le Castillan ressent une honte secrète quand il se plait à quelque chose. Pour le Français, au contraire, vivre c'est jouir de vivre. Cependant remarquons que jouir ne signifie pas une attitude purement passive. La jouissance est une activité énergique... Le geste de dégustation, le claquement de la langue sur le palais ne manque jamais dans les actes français et c'est précisément ce qui irrite le bon Castillan. L'homme voluptueux, satisfait, lui paraît pétulant et maniéré. Pour ceux qui dédaignent la vie, s'arrêter à la goûter est un manque de sérieux et de virilité. Il est curieux que notre peuple ait toujours mesuré le degré de virilité chez les individus non sur ce qu'ils sont capables de faire, mais sur ce qu'ils peuvent s'abstenir de faire, sur leur puissance de souffrance et de renoncement. Le triomphe l'ennuie presque, parce qu'avec le triomphe commence l'orgie. Aussi notre littérature s'est-elle habituée à préférer les héros en déroute. Le premier poème hispano-latin la *Pharsale* de Lucain chante un vaincu et notre livre symbolique, *Don Quichotte* est la triste épopée des vaincus dont la vie se définit comme un naufrage irrémédiable et une déroute essentielle.

Par un phénomène de même nature, les masses populaires espagnoles restent défiantes devant tout homme public qui a une attitude

de triomphateur de créateur et de jouisseur. Au contraire, elles ont un enthousiasme énigmatique pour des personnages dont la vertu consiste en de simples renoncements. La popularité de Pi y Margall, homme excellent, mais bien peu doué, se nourrissait des ridicules privations ascétiques auxquelles il avait coutume de se livrer. Comme si une vie misérable et le fait de ne recevoir qu'un faible salaire pour son travail étaient une garantie de l'honorabilité et du talent politique.

A première vue, ce peu d'amour pour les puissants, cette ferveur pour ceux qui renoncent, paraît sympathique. Mais si on analyse ces traits, si on se souvient que c'est un caractère des races faibles que la haine pour les tempéraments créateurs et la vénération pour les « santons », ces traits perdent de leur séduction. Le « santon » est un héros dont l'héroïsme, purement négatif, consiste à renoncer à vivre. L'être débilité, s'il cherche des règles d'héroïsme, préfère celle-là... Il est toujours plus facile de s'abstenir que d'agir. Aussi en Espagne les programmes d'abandon sont-ils toujours populaires, dans les affaires publiques comme dans les affaires privées.

L'histoire de France est l'histoire la plus jolie, parce que c'est celle d'un peuple qui s'amuse en vivant. Elle avance en *allegretto*; c'est le *mouvement* national qui s'impose aux individus, si mélancoliques qu'ils soient. La tristesse horrible, l'amertume de démont qui jaillissait dans l'âme de Pascal n'eut d'autre remède que d'accepter le compas jovial de l'expression française. Ses *Pensées* pirouettent, et, dans les *Provinciales*, la plus sèche théologie combat joyeusement.

Jouissance de vivre, dédain de vivre; ces deux façons extrêmes et opposées de sentir l'existence palpitent dans les paysages de deux nations voisines et pourtant très éloignées comme la France et l'Espagne. Tandis que la Renaissance française culmine en la figure de Pantagruel qui est, avant tout, un glouton, la Renaissance espagnole se complait dans l'image du *picaro* qui est, avant toutes choses, un famélique.

(José Ortega y Gasset : *Sol* 7 septembre 1922).

2. Canovas.

Certains politiciens actuels de l'Espagne regrettent le temps où Canovas dirigeait la politique de son pays. Le Sol *trace un portrait du célèbre ministre.*

Si l'on parle des partis, on fait allusion à l'époque de Canovas en particulier à la période de la Régence pendant laquelle ce système binaire arrive à la perfection. Bien que la distance poétise les paysages

et les événements, cette période n'est pas assez éloignée pour que nous puissions accepter la légende qui en fait un âge d'or.

Ce régime fut le résultat de la supériorité d'un homme et d'une psychologie de convalescence qui produisit un compromis tacite de quiétude. Canovas dépassait par l'ensemble de ses qualités les politiciens de son temps. Il était cultivé, bien que ses adversaires, parmi lesquels Gabriel Rodriguez, aient dit qu'il n'avait qu'une culture de revues. Mais il faut considérer que pour parler et se prononcer sur des matières, « le monstre » ne pouvait puiser toujours aux sources originales car un seul homme ne peut dominer à la fois la littérature ancienne et moderne, la sociologie, l'histoire et le droit. Plus encore que cultivé, Canovas était énergique, intelligent, doué d'une faculté d'interprétation très claire et d'un opportunisme qui l'éloignait des intransigeances. Si l'on ajoute à cela qu'il avait été le démiurge de la Restauration, on comprend facilement sa puissance. Démiurge et architecte du régime, il avait créé même le parti libéral qui eut toujours dans cette période une situation de dépendance, de répondant chargé de donner la réplique et de faire pendant. Mais c'était toujours Canovas qui chantait les grands airs. Sagasta avec son style terne, ses comptes ennuyeux ses grâces de salon de village, apparaissait comme le Sancho Pança de ce Don Quichotte sans illusions qui ne confondait pas les moulins à vent avec des géants, puisque l'interprétation la plus pénétrante de son temps se trouve dans certaines de ses pages historiques, comme celles de l'étude sur *El Solitario y su tiempo*.

Ce système répondait à une période de convalescence pendant laquelle une grande partie de l'opinion espagnole, fatiguée des discordes civiles de tout le siècle, et en particulier de l'intérim 1866-1874, demandait la paix et reçut l'assistance décidée du pouvoir modérateur qui, n'accordant le Gouvernement qu'à Canovas et à Sagasta, coupait les ailes aux dissidents...

Le caractère de cette période fut la stérilité; stérilité en hommes et en actes. En hommes puique toutes les grandes figures, à commencer par Canovas, s'étaient formées pendant les dernières années du règne d'Isabelle II et pendant l'intérim révolutionnaire qui fut la dernière époque plastique et stimulante de la vie espagnole jusqu'en 1898, date à laquelle se produisit une autre secousse, d'ailleurs plus faible. Pauvreté et stérilité en actes, car on peut voir la capacité de l'Etat et de la société qui avaient formé et manié à leur gré les prétendus grands partis, lorqu'éclata la guerre de Cuba. On apprécia alors ce qu'avaient été la politique internationale et la politique intérieure de cet âge d'or.

(E. Gomez de Baquero : *Sol* 13 septembre 1922.)

3. Les deux grands siècles littéraires espagnols.

Le célèbre critique Azorin énumère les défauts des écrivains du XIX^e^ siècle espagnol, notamment d'Alarcon :

Tout ceci suppose un défaut d'observation, de précision, de logique. Et surtout le défaut de précision est très grave chez les écrivains de 1840 à 1880. Que de belles qualités il y avait chez Alarcon ! Quelle finesse, quelle émotion, quelle tendresse en beaucoup de ses admirables récits ! Mais à côté de tant de qualités, quelle imprécision dans le maniement de la langue...

Certes Alarcon a raison lorsqu'il affirme que l'influence française en Espagne reste superficielle. Des causes politiques (l'émigration) ont pu faire que les écrivains et les orateurs de 1840 se sont mis en contact avec les littératures étrangères. Il y aurait lieu de déterminer avec exactitude ce point d'histoire littéraire. Mais si l'étranger a pu exercer une influence dans la première moitié du XIX^e^ siècle, il a eu bien peu d'action dans la période qui va de 1860 à 1880. *Madame Bovary* (1857) marque en France et en Europe l'apogée de la précision, de l'exactitude dans l'art littéraire. Que faisait-on en Espagne à cette époque ? En quel état se trouvait l'expression littéraire... ?

Voyons maintenant l'influence des classiques espagnols. Dans la préface d'une anthologie scolaire très lue dans les collèges (celle de Vidal Valenciano) nous lisons ceci : « Nous jugeons utile de donner à lire à de jeunes enfants des morceaux choisis de littérature contemporaine plutôt que les sublimes conceptions des grands écrivains du siècle d'or de notre littérature... Voilà l'erreur, l'erreur impardonnable, capitale.

Car si nous comparons les deux grands siècles littéraires le XVII^e^ et le XIX^e^ nous rencontrons au XIX^e^ : de grandes qualités : émotions, richesse de vocabulaire, lyrisme etc... mais au XVII^e^ (et au XVI^e^) nous trouvons par dessus tout : la précision. Et ce qu'il faut avant tout enseigner à un enfant c'est la précision, l'exactitude, le sentiment des proportions.

Il est un livre qui, avec *Don Quichotte*, est l'un des deux premiers livres de la littérature espagnole ; c'est le *Libro de la Oracion* de Fray Luis de Granada. Comme style, on ne saurait aller plus loin. Réaliste comme ne l'ont même pas été les romanciers du XVII^e^ siècle, réaliste avec un sentiment exact et profond de la réalité : c'est en même temps un livre d'un idéalisme délicat et d'une émotion inégalable. Or, lisez une page quelconque de l'anthologie de Vidal Valenciano, une page de Valera, de Galdos, de Pastor Diaz et comparez-les ensuite à une page du *Libro de la Oracion*. La différence saute aux yeux : par sa pré-

cision, son exactitude, son merveilleux équilibre, le livre de Fray Luis est le plus moderne.

Et à quoi les écrivains du XVII[e] siècle doivent-ils leur sens de la précision? Ceci est un autre problème, un autre grand problème. Ils le doivent à l'habitude et au besoin de l'analyse. La pensée espagnole de ce temps-là est dominée par la mystique. Et la mystique est une analyse lente, profonde et minutieuse. Les plus intimes replis de l'âme sont fouillés par les écrivains mystiques. Et pour cette analyse aiguë, il fallait, et les mystiques le créèrent, un instrument, le langage, d'une extraordinaire, d'une merveilleuse précision.

(Azorin, *A. B. C.* 16 septembre 1922.)

4. De Séville à la mer.

Assis à la proue du *San Telmo*, je regardais les eaux troubles du Guadalquivir et levant les yeux au-dessus des cheminées d'usines, je découvrais la Giralda forte et agile comme le vol d'un aigle. Deux siècles de grandeur flottaient tout autour. Dans les rues toutes proches de Triana restait le souvenir de ces foules que peignit Cervantes. Dans un coin s'étalait l'affiche rouge d'un théâtre. Serait-ce encore Lope de Rueda? Et ces soldats qui se groupent près du môle seraient-ce ceux qui préparent des émeutes pour demander la guerre contre le Flamand ou le Turc?... Un aveugle guidé par un *lazarillo* s'approcha du bateau, râcla sa guitare, commença une chanson nouvelle. N'était-ce pas cette chanson qui accompagnait Miguel de Cervantes lorsqu'en ses jeunes ans il promenait ses nobles pensées à l'ombre de la cathédrale? Alors le cœur espagnol était fier et vigoureux. Aujourd'hui il iest lourd de tristesse et malade de sensualité...

Le *San-Telmo* commença à se mouvoir, nous nous éloignâmes du môle et nous prîmes le milieu de la large voie fluviale. Nous allions vers les rives fleuries et vers l'embouchure lointaine. Nous allions à Sanlucar de Barrameda...

Sur les deux rives apparaissaient les maisons, les tours, les plantations d'arbres, les prairies vertes comme dans le Nord, les herbages drus comme à la Plata, les constructions qui s'élèvent capricieusement au-dessus d'une cheminée qui fume, autour d'une église qui bénit avec sa croix et ses cloches : San Juan de Aznal favrache...

Nous étions déjà loin de Séville. Dans ce pays sévillan, il est impossible de tomber dans la vulgarité courante. On raconte... qu'un voyageur catalan qui venait placer ici les produits de sa fabrique, finit en poète et passa le reste de sa vie sur les rives du Guadalquivir, une guitare à la main, objet de risée pour les enfants, mais non pour

moi, ni pour aucun esprit qui préfère le beau à l'utile. L'atmosphère sévillane bouleverse les âmes et les divinise.

Le bateau passe devant Gelves. Cent pages du romancero moresque se pressent devant moi, sonores et lumineuses. Les pâturages s'étendent sans fin. On voit paître les taureaux des ganaderias de Saltillo, Benjumea et autres, fameuses dans les arènes. Il y a là un jeune taureau qui peut-être deviendra fameux dans le combat. L'imagination construit rapidement la *plaza*. Les tambours et les trompettes sonnent. La multitude polychrome se presse sur les gradins Une vision tragique se présente à moi : Espartero avec sa petite *muleta* rouge, Joselito avec son manteau magique...

Nous passons devant Coria del Rio, village propre, d'agriculteurs et d'éleveurs qui nous invite au repos... Le fleuve s'élargit... C'est l'heure de déjeuner. Le garçon me prévient et me montre la table que j'ai choisie. Déjeuner charmant en douce compagnie. Une petite bouteille de manzanilla nous offre son exquise liqueur...

Au-dessus du bateau passent des vols d'oiseaux migrateurs. A quelque distance on entend les vibrations d'une guitare au son de laquelle deux petites filles s'agitent et dansent comme si des milliers de spectateurs les contemplaient. La chaude terre met en ces petites filles toute son énergie. Ce sont des grains de piment. Nymphes andalouses qui conservent depuis les temps primitifs l'art subtil de la danse admirée déjà aux temps de Jules César.

A droite, je découvre une magnifique scène des champs. Plusieurs bouviers à cheval, courent au galop, la pique en main, poussant des taureaux. C'est la corrida future de Jerez ou de Puerto de Santa Maria.

Ici, au milieu du Guadalquivir, l'essence andalouse s'élève comme un parfum enivrant. Le chant qui domine partout, dans les théâtres et les tavernes, le risque de mort qui agite la multitude accumulée dans les arènes, la joie parfois assombrie par des nuées tragiques, forment un ensemble indéchiffrable. Pour moi, je resterais ici volontiers sollicitant le mystère de ces terres uniques, de ces maisons blanches comme la neige, de ces mœurs tendres et valeureuses. Mais je ne puis. Il faut continuer. Le *San-Telmo* ne veut pas s'arrêter...

(J. Ortega Munilla *A. B. C.* 12 septembre 1922).

XI. — PORTUGAL

La rue à Lisbonne.

Petit tableau d'un fantaisiste espagnol.

Lisbonne est-elle une ville typiquement portugaise?... Le marquis de Pombal la construisit après le fameux tremblement de terre suivant

des préoccupations plus hygiéniques qu'artistiques. Ses places énormes... manquent totalement de caractère.

Quant aux Lisbonnais, qui sait où ils se cachent? Dans les rues on ne voit que des Espagnols qu'ont attiré les avantages du change, et des hommes de couleur. Des peaux noires, des peaux jaunes, des peaux olivâtres... Il y a des dames chargées de brillants qui se promènent languissamment, s'éventant avec d'horribles éventails auxquels le peuple a donné un nom précieux : *ventoinhas*. Sa bonne ventoinha à la main, tenant son coussin à air qu'elle gonflera quand elle voudra s'asseoir, ainsi va la créole, majestueuse et heureuse, à côté d'un cavalier à monocle, la fleur à la boutonnière, gilet fantaisie et col de celluloïd. Sous quelle latitude sommes-nous?... Elle est bien petite cette métropole pour des colonies si vastes...

Sans doute, plus nous nous éloignerons du Tage pour nous rapprocher du Minho, le Portugal s'épurera et deviendra plus portugais. Mais pour Lisbonne, qui est la capitale du Portugal, elle est la capitale d'un empire très divers et très grand : un Empire énorme, rayé de blanc, de noir, de jaune, d'olivâtre. Des hommes de toutes les couleurs portent des larges favoris : *tête féroce pour l'ennemi* et se réunissent dans les cafés pour prendre des carapinhadas et conspirer. Aujourd'hui, c'est la *Légion Rouge*, demain c'est la *Fourmi* ou la *Main qui étreint* qui fait une révolution... L'homme prudent pourra se diriger chez M. Fiol Arco, Bandiera 12 où, pour un prix modique, on contracte des « assurances contre les assauts et les tumultes ».

Des nègres, des métis, des quarterons. Des monocles. Des *ventoinhas*.. Certainement pour voir le Portugal, il faut sortir de la *Praça do Rocio*.

(Julio Camba, *Sol*, 16 septembre 1922)

XII. — ESTHONIE

D'un article d'ensemble sur l'Esthonie nous extrayons ce tableau :

La République d'Esthonie comprend un territoire aussi grand que celui de la Suisse, dont les frontières coïncident complètement avec le domaine linguistique de la race esthonienne. Ce territoire mesure 18.500 milles carrés; la population est de 1.700.000 habitants.

Avant la déclaration d'indépendance, l'élément allemand était économiquement prépondérant en Esthonie. Il se composait de 25.000 Baltes ou Saxons, c'est-à-dire 2,5 % de la population, 4.700 formaient la noblesse, 300 le clergé, les autres 20.000 tenaient en leurs mains la plus grande partie des affaires... c'est entre 500 et 700 après Jésus-Christ que les Esthoniens se sont établis dans leur territoire actuel, rivalisant avec les Scandinaves comme commerçants, libres marins et pirates. Ils forment une branche du groupe Finno-Ougrien (la divi-

sion occidentale du groupe Ouralo-Altaïque) qui s'est établie en Finlande, en Laponie, en Esthonie, dans certaines parties de la Courlande, en Hongrie, et dont on trouve des rameaux vigoureux en Russie, au sud du lac Onega, le long du cours moyen de la Volga et entre les monts Ourals et le fleuve Iénisséi dans la Sibérie occidentale...

La langue esthonienne est une très belle langue, riche en voyelles; elle n'est pas surchargée de gutturales et de palatales comme l'allemand : elle est faite pour l'expression musicale. L'esthonien ne diffère guère plus du finnois que le danois du suédois. La publication du grand poème finnois le *Kalavala* qui parut complètement pour la première fois en 1835, fut suivie 30 ans plus tard par le publication de l'épopée esthonienne le *Kalevipoeg*.

De bonne heure les Esthoniens voient leur pays convoité par leurs voisins Danois, Polonais ou Allemands. En 1228, *les chevaliers livoniens du glaive s'emparent de Reval qui devient bientôt un des grands ports hanséatiques. Le gouvernement des chevaliers teutoniques est si dur qu'en* 1343 *une révolte des paysans éclate. Ils sont vaincus et réduits en esclavage. Cependant les Danois, qui sont rentrés en possession de Reval, vendent la ville en* 1346 *aux chevaliers de l'Ordre teutonique.* « Cet ordre qui vivait d'une vie semi-monastique sous la règle augustinienne, dit le professeur Barker, commença comme une société de charité, devint une légion militaire et finit par être une sorte de compagnie à monopole exerçant des droits de souveraineté dans les marches troublées de la chrétienté ». *Sous des dominations étrangères diverses, les chevaliers et barons allemands continuèrent de gouverner le pays.*

Le roi de Pologne Etienne Bathory déclarait en 1562 qu'il ne connaissait pas de peuple au monde plus impitoyablement opprimé que les Esthoniens l'étaient par les Allemands. Les remontrances répétées du pape n'eurent aucun effet. Le seul rayon de clarté dans cette terrible misère apparut entre 1629 et 1710 au temps de la domination suédoise. Les droits de fermage et les impôts établis sur les terres étaient équitablement déterminés. Les rentes à payer aux propriétaires des châteaux entre lesquels les chevaliers allemands avaient partagé les terres cultivées et les forêts des Esthoniens furent fixés. Le droit de vie et de mort des chevaliers et des nobles allemands fut supprimé. Les barons féodaux allemands s'indignèrent de la perte de leurs « privilèges historiques ». En 1720, ils livrèrent l'Esthonie aux Russes. « Le bon vieux temps des Suédois » était fini. Pour une période de 200 ans, les Esthoniens redevenaient esclaves des Allemands sous les tsars russes.

Le baron Rosen, allemand balte et maréchal de la noblesse, écrivait en 1735 au gouvernement russe :

« 1° Les paysans sont la propriété du seigneur; ils lui appartiennent corps et âme.

« 2° Ils n'ont aucun droit de propriété. Ils peuvent seulement recevoir des propriétés de leur maître qui reste libre d'en disposer.

« 3e Le seigneur a sur ses paysans des pouvoirs illimités de contrôle et de taxation.

En 1816, les paysans furent officiellement déclarés libres du servage, mais toutes leurs propriétés meubles et immeubles étaient déclarées annexées par les barons.

En 1860 les Esthoniens acquièrent le droit de posséder. Mais en fait les Allemands restent les maîtres, maîtres des Universités, ayant seuls le droit d'entrer dans l'armée russe.

Un fait fera comprendre quel pouvoir gardaient encore les barons allemands sous le régime russe aux environs de 1880. Poussés au désespoir par les exactions des barons, les paysans esthoniens décidèrent d'envoyer une délégation présenter leurs doléances au tsar Alexandre. On les avait assurés de l'intérêt et de la bienveillance du tsar. La délégation partit à pied pour St-Pétersbourg, mais les barons réussirent à la saisir en route. Les délégués furent ramenés à Reval et ils furent fouettés publiquement devant le beffroi. Certains moururent, d'autres restèrent estropiés pour la vie. D'autres délégations, toujours à pied, essayèrent en vain d'arriver jusqu'au tsar. Enfin une délégation arriva à présenter la pétition. Mais une fois encore les bonnes intentions du tsar restèrent inefficaces...

Ce régime peut expliquer la confiscation des biens des barons que les Esthoniens ont faite à la faveur de la révolution... Il faut se rappeler qu'en 1914 les deux tiers de la terre de la plus grande Esthonie étaient possédés par les descendants des chevaliers teutoniques et par leurs compatriotes, que 59 pour 100 de l'Esthonie étaient la propriété de 1147 barons baltes qui en 1918 formaient encore le projet de coloniser l'Esthonie et la Lettonie par trois millions de petits fermiers venus d'Allemagne ou de Russie. C'était une question de vie ou de mort. On ne luttait pas contre les Allemands mais contre le vieux système fiscal. L'aide apportée aux Esthoniens par certains agriculteurs allemands qui ont combattu l'attitude méprisante de leurs frères plus favorisés contre les « Hottentots blancs », comme les junkers baltes appelaient les Esthoniens, n'a pas été oubliée. En aucun pays d'Europe les droits des minorités (Allemands, Russes, Suédois) ne sont peut-être aussi bien respectés qu'en Esthonie. Aujourd'hui encore, 50 pour 100 des professeurs de l'Université de Tartu sont d'origine allemande.

(Valentine J. O'Hara : *London Review of reviews*, septembre 1922).

XIII. — RUSSIE

La distribution des terres dans le mir.

Une des principales tâches de la commune est l'attribution de la terre aux différents habitants du village pour la culture. Cette distribution est toujours faite en prenant pour base le nombre des habitants de la commune, chaque membre recevant une part de terre proportionnée au nombre de personnes de sa famille. La date du renouvellement de la distribution est fixée par la commune elle-même. D'habitude, le lotissement de la terre est fait pour une année seulement, mais dans certains cas assez fréquents il est valable pour deux ou trois ans. Dans d'autre cas encore, la période est indéterminée, le lotissement restant en vigueur jusqu'à ce que la commune elle-même décide que la situation demande un nouveau lotissement. Quelquefois, le lotissement est fait par groupes si bien que si un certain nombre de familles le préfèrent, elles peuvent avoir leurs parts réunies en un groupe, mettre en commun leurs chevaux et leur matériel agricole et ainsi tirer de leur terre un meilleur rendement...

La direction reste donc toujours entre les mains de la commune. Les pâturages, les bois, les saulaies, les marécages, les tourbières sont aussi possédées par la commune qui a le droit de les distribuer ou de les exploiter elle-même. Récemment, le Gouvernement des Soviets recommanda aux communes de rendre tous les lotissements permanents, donnant ainsi à l'individu un certain titre à la possession de la terre ou plutôt le droit d'une occupation permanente; cette recommandation était bien près de reconnaître le droit à la propriété privée sur la terre et elle était au moins étrange venant d'un gouvernement socialiste. Autant que je sache, aucune commune n'a tenu compte de cette recommandation. Les paysans semblent préférer la vieille forme communale qui leur a été transmise par leurs aïeux et qui a survécu à la famine, à la peste, à la révolution.

Par suite de cette méthode de lotissement, il arrive que la terre d'un paysan soit éloignée de cinq ou six kilomètres de sa maison et, dans les grandes communes, elle est parfois à dix kilomètres...

Ce système rend la vie individuelle du fermier et la ferme semi-isolée, comme nous les voyons en Amérique, tout-à-fait impossibles en Russie. Je n'ai jamais vu dans la partie de la Russie rurale que j'ai traversée une maison de paysan isolée. Les maisons de ces gens, par la nature même de leurs accords communaux, sont nécessairement concentrées dans les villages. Il n'y a pas de droit de possession individuelle qui rende la construction des maisons pratique ou même possible en un autre endroit que le village ou le centre communal d'où rayonne la vie de la commune.

Très longtemps avant la révolution, les communes russes faisaient une grande partie de leurs affaires par l'intermédiaire de sociétés coopératives qui étaient très fortes en Russie et comptaient environ 8 millions de membres. Grâce à ces sociétés, le paysan russe vendait son excédent de denrées alimentaires et achetait ce dont il avait besoin Le désastreux écroulement économique de la Russie a fortement entravé l'activité de ces organisations, mais avec la reprise du commerce libre sous une politique nouvelle elles reprendront leur place d'autrefois dans la vie de la commune russe et elles deviendront un facteur important dans la construction de la République.

La commune exerce en outre certains droits dans le gouvernement de la province et de la république des Soviets. Chaque commune choisit un représentant à l'assemblée de province ou d'Etat et ces assemblées élisent à leur tour un représentant au conseil de toute la Russie ou Assemblée soviétique. Pour être membre de chacun de ces corps il suffit d'être ouvrier d'industrie ou paysan.

Aux premiers jours de la Révolution et pendant la guerre civile qui suivit, le Gouvernement des soviets intervint souvent dans l'élection des magistrats locaux et des représentants, recommandant l'élection de certains hommes. Il va sans dire que ces recommandations étaient presque toujours suivies. Cette intervention, à ce que l'on m'a rapporté, n'est plus pratiquée aussi directement et les communes, au moins en théorie, ont le droit de choisir leurs propres représentants. Il est évident, toutefois qu'aussi longtemps que les élections se feront à mains levées et non au scrutin secret, aussi longtemps que la Tchéka ou Commission extraordinaire continuera d'exister — sous quelque nom qu'elle cache son existence — tant qu'elle gardera une autorité illimitée sur les provinces, y compris le pouvoir de condamner à mort sans procès, les paysans hésiteront à voter contre le gouvernement de Moscou. Les révolutions peuvent aller et venir, la Russie est toujours la Russie. De nombreuses années passeront avant qu'elle ressemble à l'Amérique.

La commune a encore d'autres devoirs à remplir. Elle doit obéir aux réquisitions du Gouvernement, c'est-à-dire percevoir les taxes. Le Gouvernement des Soviets ne va pas lui-même dans les communes pour lever le tribut. Il trouve plus simple de décider que telle commune, qui a tant de déciatines de terre, doit payer une certaine taxe; cette taxe doit être payée en grains, en bois ou en d'autres produits. La commune a ensuite la tâche de répartir aussi équitablement que possible le fardeau entre ses membres.

(James P. Goodric, *Current History*, septembre 1922).

XIV. — ASIE

1. Les Grecs en Asie Mineure

Le Blackwood's Magazine *expose les difficultés rencontrées par les Grecs au comencement de leur occupation.*

Retranchés en face des lignes grecques étaient les Turcs irréguliers, les précurseurs des Kémalistes organisés d'aujourd'hui. On laissait ces irréguliers ou Chettehs attaquer les Grecs suivant leur bon plaisir, mais les Grecs n'avaient pas le droit d'attaquer les Chettehs; et même dans une contre-attaque les Grecs ne pouvaient dépasser deux kilomètres, si mes souvenirs sont précis, en avant de leur ligne.

En arrière de la ligne grecque, il avait une large organisation d'espionnage, de propagande anti-grecque et même d'enrôlement pour les Chettehs. Lorsqu'un délinquant était poursuivi, il n'avait qu'à se réfugier sur la voie ferrée qui, étant de propriété française, était considérée comme un territoire neutre. Le délinquant était en sécurité.

Les Italiens occupaient alors l'Anatolie du Sud et ils étaient bien disposés envers les Kemalistes. Ils faisaient beaucoup de commerce avec Angora où ils trouvaient un marché tout prêt pour leur matériel de guerre inutilisé. Le petit village de pêche d'Adalia devint un port florissant, le point d'aboutissement d'une voie ferrée légère et le centre de petits bateaux de commerce à moteur. Des banques furent ouvertes; l'influence italienne devint très marquée.

Les Grecs jugèrent que cette porte de côté ouverte sur l'ennemi leur était très nuisible et ils essayèrent en vain de la faire fermer. Ils eurent recours aux Alliés sans rien obtenir encore et les relations entre l'Italie et la Grèce devinrent très tendues.

(J. M. J. *Blackwood's Magazine*, septembre 1922)

2. La fiancée de Mustapha-Kemal.

Le journaliste italien Sirio rencontre dans un salon de Constantinople une jeune fille qu'on lui dit être la fiancée du maître d'Angora.

La jeune fille qui me parlait n'était pas physiquement très belle... La princesse, petite de taille, maigrelette, le nez un peu trop prononcé, le front, haut ce qui lui donnait un air très sérieux malgré sa jeunesse, possédait cependant une vivacité exceptionnelle chez une femme de sa race et surtout une culture et une intelligence supérieures. Elle portait un beau nom qui signifie « Intelligence », elle fumait à l'excès et

aimait un peu trop les cocktails. En somme, la très élégante et très raffinée princesse, héritière d'une grande fortune que ses amis évaluaient à plusieurs millions de livres turques, pouvait représenter effectivement pour un Turc de la grandeur de Mustapha Kemal la compagne capable de l'aider dans la grande tâche qu'il s'était proposée...

Je demandai à la princesse :

« En somme, Mustapha Kemal est-il au centre de vos pensées?

— Avec un homme de sa trempe, vous comprenez que parler d'amour serait hors de saison. D'abord, il a vingt ans de plus que moi, mais ceci ne signifierait rien. J'aurais désiré épouser un homme qui eût partagé pleinement mes idées sur l'émancipation de la musulmane et sur sa participation à toutes les activités nationales. Au contraire, Mustapha Kemal, bien qu'il ait à peine dépassé quarante ans, est un homme qui croit que le salut de la Turquie réside essentiellement dans le retour aux antiques traditions islamiques, et même turques, traditions sociales, morales ou religieuses. C'est un soldat — et quel soldat ! — et il dit que le Turc est essentiellement un soldat, et même le meilleur soldat du monde et que le métier de notre race est de faire la guerre, pendant toute la vie s'il le faut. Il ajoute qu'en cette époque de fatigue militaire générale de tous les peuples européens, les qualités belliqueuses de la nation, qui se sont révélées intactes, rendront à la Turquie son indépendance. Conscient de la force de l'islamisme, il n'aime pas voir s'infiltrer en lui les influences européennes qui, selon lui, tendent à l'affaiblir.

— Croyez-vous qu'il osera tout?

— Sûrement. Il ne fait pas la guerre pour s'arrêter à mi-chemin. Mustapha Kemal nous rendra une Turquie complètement différente de celle que l'Europe s'est habituée à considérer. Si vous croyez que ces grands vaisseaux anglais qui déshonorent le paysage du Bosphore et qui sont là depuis des années, comme des îlots hérissés de canon, l'arrêteront dans sa route, vous vous trompez...

— Ainsi le programme de Mustapha ne se bornerait pas à chasser les Grecs d'Asie?

— Pour jeter les Grecs à la mer, il suffirait d'un général bien inférieur à lui. C'est une question de temps. La grandeur de Mustapha est bien différente... Vous devez vous rappeler qu'au lendemain de la guerre, le prestige des Turcs dans le monde islamique était complètement détruit. Les Turcs et leur sultan étaient descendus plus bas que la dernière horde d'Asie. Le grand mérite de Mustapha Kemal a été de reconstruire dans son intégrité le prestige islamique de la nation. Les Européens savent à peine que notre langue, la langue que l'on parle à Constantinople est assez répandue en Asie pour arriver au cœur de la Mongolie. Les diplomates qui, à Sèvres, ont obligé les envoyés du Sultan à signer la paix, ignoraient que, à côté de l'organisation mili-

taire, il est une autre organisation qui a son centre à Angora et qui a réussi désormais à étendre son influence sur toute l'Asie, sur cette Asie qui en 1918 acceptait la chute de Constantinople aux mains des chrétiens comme un événement irrémédiable, mais qui aujourd'hui refuse de rentrer dans le calme tant que la Turquie n'aura pas au moins recouvré ses frontières d'avant-guerre. Tout cela est l'œuvre de Mustapha Kemal. Les délégations de l'Inde musulmane qui ont rédigé le memorandum pour la Turquie ne sont que des intermédiaires de notre généralissime. La paix humiliante que l'Afghanistan a dicté aux Anglais a été arrêtée à Angora. Toute l'insurrection persane est l'œuvre de Mustapha.

— Mais alors, après tant de grandes œuvres, comment serait-il possible que Mustapha le jour où il arrivera à Constantinople après avoir chassé les Grecs se contente de devenir une sorte de chef d'Etat-major? Ne sera-t-il pas le sultan de la nouvelle Turquie?

— Au point où en sont les choses, il est impossible de prévoir la destinée de Mustapha. Le fait positif aujourd'hui est que Mustapha Kemal est investi depuis trois ans de toute la dignité de sultan. Après une longue série de souverains qui se sont contentés d'être les chefs militaires purement nominaux de notre nation guerrière, il est l'homme qui s'est mis effectivement à la tête du peuple turc, l'a encouragé, armé et conduit à la victoire, agissant exactement à la façon des plus grands sultans de notre histoire...

— L'idée de devenir un jour sultane ne vous sourit pas?

— C'est précisément cette probabilité qui ne me permet pas de considérer celui qui m'a demandée en mariage avec sérénité. C'est un homme marqué par le destin et je pense parfois que son absolutisme, la violence de son caractère ultra-autoritaire, sa dureté de guerrier de race et son dessein de placer un fossé infranchissable entre la civilisation occidentale et la nôtre représentent des lois que nous devons subir aveuglément, nous autres Turcs, si nous voulons reconquérir notre place dans le monde. Je suis désormais ce que je suis, c'est-à-dire une femme qui ne saurait plus oublier ce que la civilisation occidentale a apporté de si profondément différent dans notre existence. Je crains donc de ne pas être heureuse avec lui...

— Et vous comptez pour rien votre pouvoir sur lui?

— Je ne me flatte pas d'en avoir jamais. Il a toujours désapprouvé mon système de vie et même l'abolition du voile sur le visage que j'ai été des premières à adopter. Vous ne devez pas croire pour cela que Mustapha Kemal soit un rétrograde. Loin de là ! Ses habitudes sont absolument occidentales mais il a une intolérance invincible pour tout ce qui est liberté féminine. Il la considère comme un signe de décadence et il la combat avec la violence et l'intransigeance de son caractère comme il a combattu la prostration et l'abandon de la nation au

lendemain de l'armistice. En ceci, à mon avis, il a tort. Je suis ardente patriote, une musulmane convaincue, une Turque au sens le plus complet du mot, mais je considère le passé de mes sœurs comme simplement honteux. De toute façon, quand Mustapha Kemal sera ici, nous verrons...

— Nous verrons quoi?

— S'il a changé d'opinion sur ce qui doit être notre vie à venir, la vie de la femme turque. Je n'y compte guère, pourtant il arrive tant de choses extraordinaires. Alors certes, je pourrais être heureuse avec lui.

(Sirio, *Stampa*, 15 septembre 1922).

3. Les Etats-Unis et les Turcs

L'amiral américain Chester, ancien ami de Théodore Roosevelt s'efforce d'attirer aux Turcs la sympathie de ses compatriotes.

Je veux dire l'ardeur avec laquelle la Turquie et Kemal regardent vers l'Amérique espérant que quelques hommes d'affaires d'ici pourront s'intéresser à eux (pour leur plus grand profit). Tout ce qu'on demande est un commerce loyal... J'ai entendu dire des centaines de fois en Turquie par des hommes qui comptent :

« Les Américains sont le seul peuple puissant de la terre qui ne cherche pas un avantage politique au détriment de la Turquie. Nous avons supporté des années d'exploitation amère par les Européens. Nous avons besoin que les Américains viennent chez nous. Nous voulons faire des affaires avec eux. ».

Le Turc a une qualité essentielle pour un homme d'affaires : son invariable honnêteté. En général, un Turc aimerait mieux mourir de faim dans un poste du Gouvernement que de gagner de l'argent par des affaires. C'est ce qui explique que les Turcs ont invité les hommes d'affaires étrangers de races plus industrieuses à venir diriger leurs entreprises commerciales et leurs banques. Les grandes populations grecques et arméniennes de la Turquie en ont profité; elles contrôlent presque toutes les branches des travaux publics de Turquie et presque tous les établissements industriels.

Les Turcs ont des conceptions étranges, au moins pour nous. Avant ka guerre, ils ne voulaient pas accepter d'intérêts des banques européennes dans lesquelles ils avaient des fonds : « Non, disaient-ils, vous prenez notre argent en dépôt, vous le mettez en sûreté pour nous, vous nous le rendez sur notre ordre. C'est un grand service que vous nous rendez. Nous devrions vous payer pour ce service. Nous ne pouvons accepter l'intérêt que vous nous offrez ». Ce n'est là qu'un exemple de l'esprit absolument anti-commercial des Turcs...

En la Turquie, les Etats-Unis pourraient trouver un splendide client. La Turquie a besoin de tout. Je suis un marin et je ne peux dresser la liste des marchandises qu'elle désirerait nous acheter... Je sais qu'elle a besoin de matériel agricole.. Avant tout cela, elle a besoin de chemins de fer, de télégraphes, de téléphones, d'installations électriques. Si nous fournissions tous ces produits nous devrions fournir aussi des ingénieurs pour la construction. Si des Américains allaient s'installer là-bas, ils n'auraient pas besoin de se défier de l'honnêteté de leurs clients turcs.

Les Turcs ne sont pas seulement honnêtes; ils sont très fiers. Je connaissais un homme, Hallil Bey, qui désirait mettre sa fille à l'école américaine, mais bien qu'il eût une grande place dans le Gouvernement il n'avait pas d'argent. Je l'appris et je me rendis à l'école pour demander une bourse en faveur de la jeune fille. Je l'obtins aussitôt. Mais quand je pensai à la manière suivant laquelle je pourrais offrir cette bourse à Hallil Bey sans froisser son orgueil et sans le mettre en défiance sur les motifs qui me poussaient, je sentis toute la difficulté. Il était impossible de lui offrir la bourse sans qu'on dît que c'était une corruption. Je ne trouvai jamais le moyen. La bourse n'a jamais été offerte et la jeune fille a grandi sans l'éducation américaine. Pour les choses de cette nature le Turc est excessivement chatouilleux.

(Amiral Colby M. Chester, *Current History*, septembre 1922).

4. Un nouveau schisme dans l'église orthodoxe.

Sous les auspices du gouvernement d'Angora, les orthodoxes de langue turque habitant l'Anatolie ont rejeté l'autorité du Phanar (1920), *ont constitué une communauté et élu un patriarche.*

Parmi les prisonniers politiques orthodoxes était le prêtre Euthymos, homme de langue turque résidant à Kiskin, qui est à 12 milles d'Angora. Il fit ouvertement sa paix avec les nationalistes, fut relâché et participa avec tos ses amis aux élections du Parlement ottoman. Le Phanar et Damad Ferid Pacha grand-vizir de Constantinople lui ordonnèrent de se rendre dans la capitale, mais il était hors de leurs atteintes. Ayant rompu avec le Phanar, il commença à parcourir les églises orthodoxes de langue turque. Bientôt 68 de ces églises envoyaient des télégrammes à Mustapha Kemal annonçant qu'elles rompaient avec le Phanar et demandant au Gouvernement de les reconnaître comme une communauté nouvelle sous le titre d'Eglise turque orthodoxe. L'Assemblée autorisa alors Rafid Chevket Bey, ministre de la Justice, à formuler un acte créant la nouvelle communauté, acte conçu selon les règles qui fixaient les rapports du Phanar et du ministère de la Justice à Constantinople, mais avec quelques modifica-

tions qui mettaient la nouvelle communauté en règle avec le Pacte national...

D'après cet acte, l'enseignement du grec dans les écoles religieuses est interdit et la communauté a dû fermer ses écoles le 1er mars 1922 et envoyer ses élèves aux écoles du gouvernement. Depuis le 1er mars, le Gouvernement d'Angora a donné 2.500 livres par mois à la nouvelle communauté et son Saint-Synode de Césarée accepte de soumettre son budget au ministre de la Justice. Suivant le vieux régime de Constantinople, le ministre de la Justice nomme le patriarche sur une liste de trois candidats qui lui est proposée par le Synode, mais dans la nouvelle communauté les Métropolitains qui composent les synodes doivent être capables de lire le turc et de l'écrire, être de race ottomane, résider en Turquie depuis cinq ans au moins, s'être abstenu de toute activité politique. D'autre part, dans la nouvelle communauté, les métropolitains accusés de crimes séculiers au lieu de ne pouvoir être emprisonnés qu'après avoir été dégradés et d'avoir droit à n'être emprisonnés que dans le patriarcat du Phanar, sont arrêtés et jugés comme tout autre sujet ottoman.

Naturellement, le Phanar considère avec raison le nouveau patriarche Euthymos, un petit homme de 37 ans, aux longs cheveux rattachés sous un kalpak turc, comme un instrument dans les mains du gouvernement d'Angora. Il faut cependant se rappeler que le Phanar en rompant avec la Porte en 1919 avait rendu impossible la situation des orthodoxes d'Anatolie. Ils devaient être pour le gouvernement d'Angora des ennemis et être traités comme tels ou bien rompre avec le Phanar et devenir amis de Mustapha. Il faut enfin insister sur le fait que s'ils ont rompu avec le Phanar, c'est sur une question politique : la résurrection de l'empire grec de 1453.

(Clair Price : *Current History*, septembre 1922)

5. Enver-Pacha dans l'Asie Centrale.

Les succès d'Enver-Pacha dans l'Asie centrale ont beaucoup gêné les Bolcheviks et les Turcs nationalistes d'Angora... De l'Asie centrale sont venues quelques-unes des plus grandes vagues de conquête dans l'histoire du monde, le district de Samarcande étant la patrie de Timour dont les armées envahirent l'Est et l'Ouest, renversant tous les obstacles. Pour soulever l'enthousiasme musulman... pour construire un grand Etat musulman, Enver-Pacha ne pouvait trouver une région plus favorable...

Enver-Pacha est d'abord apparu dans l'Asie Centrale comme émissaire des bolcheviks pour prendre le commandement d'une armée mu-

sulmane qui devait envahir l'Inde. Mais il supportait difficilement l'autocratique gouvernement des bolcheviks sur une population musulmane. A un moment critique, il fit volte face et se joignit avec des forces bien disciplinées à l'émir révolté de Boukhara. Par un brillant coup de main, il s'empara de la ville de Boukhara et vers la fin de mai il commença une double offensive vers Tachkend et dans la direction du nord-ouest, d'Hissar à Khokand. Depuis ce moment, il montra ses talents militaires en coupant et en battant tous les détachements bolchevils envoyéscontre lui et il finit par infliger une défaite écrasante à leur corps principal. Ceci le mit en possession de tout le pays au sud de Tachkend qui comprend les villes historiques de Yarkand, de Kachgar, de Samarcande et de Boukhara. On dit qu'il avait alors avec lui quelques anciens officiers du tsar et qu'il possédait une artillerie légère excellente; mais sa force principale était l'enthousiasme fanatique de la population musulmane pour qui son nom était devenu un symbole du triomphe de l'Islam.

A la suite de ses succès, Enver Pacha se fit proclamer Emir du Turkestan et il lança une proclamation qui invitait tous les musulmans à s'unir pour lutter contre les Russes dont l'hostilité envers les musulmans « est plus dangereuse que l'impérialisme britannique ». Vers la même époque il envoya des agents en Perse qui gagnèrent à sa cause Simko, le chef kurde en lui promettant l'appui complet d'Enver pour l'indépendance du Kurdistan. Il avertit aussi les Turcs nationalistes d'Angora et les bolcheviks d'avoir à évacuer la région transcaspienne. Aux dernières nouvelles, les bolcheviks s'efforcent de conclure la paix avec Enver Pacha en reconnaissant son autorité sur le Turkestan.

(*Current History* : septembre 1922)

6. Les Musulmans de l'Inde

Il est très intéressant d'étudier l'attitude des Musulmans de l'Inde qui commencent à se lasser du mouvement hindou, pour la forte raison que le *swaraï* et la propagande du Caliphat sont largement divergentes aussi bien en principe qu'en fait. Ceci ne s'applique pas à toute l'Inde musulmane, mais à sa plus grande partie, car il existe toujours des Musulmans extrémistes qui haïssent les Britanniques beaucoup plus qu'ils n'aiment l'Islam. Aucune modification du Traité de Sèvres ne pourra calmer ce groupe : en fait, il ne renoncerait pas à sa politique d'obstruction même si le Sultan de Turquie recevait la moitié de l'Europe. Au contraire, la partie la plus raisonnable et la plus nombreuse des Musulmans de l'Inde commencent à comprendre que le Gouvernement de l'Inde (si ce n'est le cabinet anglais) est un solide appui des

partisans du Califat et les concessions offertes dernièrement aux Turcs concordaient avec les sentiments de l'Inde.

Des événements récents ont eu aussi une influence salutaire sur l'opinion des Musulmans de l'Inde, notamment la réponse du vice-roi de l'Inde à l'adresse qui lui fut présentée à Pechaver, capitale de la province la plus musulmane de l'Inde. En soulignant avec soin la politique britannique envers les susceptibilités religieuses des musulmans, le comte de Reading a préparé la voie à une meilleure entente et il a atténué considérablement les craintes de musulmans touchant la suprématie religieuse du Sultan de Turquie. Il faut remarquer que le successeur en titre de Gandhi, Kakim Agimal Khan est un musulman du type le plus modéré qui est discrédité auprès des Musulmans extrémistes et qui est jugé trop faible par les Hindous.

(Maurice Joachim : *Current History*, septembre 1922)

7. La situation intérieure en Chine

La Chine traverse une période de grande transformation politique. Ses vieilles traditions monarchiques ont été renversées en 1911 sous l'influence de l'Occident. Depuis lors, elle s'efforce de s'adapter à quelque chose de nouveau qu'elle ne comprend que vaguement. Le jargon républicain a persisté à Pékin dans les onze ans qui ont suivi la Révolution, mais on trouve bien peu de république dans les formes de gouvernement ; on ne trouve à vrai dire aucune trace d'esprit républicain. A peine la Révolution avait-elle réussi, à peine la République était-elle proclamée que Yuan-Chi-Kaï bouleversait les fondations et se faisait lui-même dictateur. Si son ambition s'était arrêtée là, il pourrait être encore aujourd'hui le maître de la Chine. Mais il rêvait du trône du Dragon, il voulait être Empereur. A toute autre période de la longue histoire de Chine, il aurait réussi et la Chine serait entrée dans une ère nouvelle de somnolence. Mais le XX^e^ siècle n'est pas favorable à l'éclosion des monarchies et Yuan échoua.

Après sa mort, il y eut une brève restauration de la République sous son successeur Li-Yuan-Hung. La Chine retourna à son Parlement à sa Constitution, à la forme d'une république. Mais le mal que Yuan avait fait lui survécut. Il avait installé dans chaque province des chefs militaires connus sous le nom de Tuchuns. Ces généraux exerçaient dans leurs principautés une autorité illimitée, mais la forte personnalité de Yuan les tenait dans l'obéissance du gouvernement central. Après sa mort, ces chefs militaires n'entendirent pas obéir aux ordres d'un Parlement qu'ils méprisaient. Il n'était pas difficile de trouver un prétexte pour agir contre le Parlement. Bientôt le Parlement fut

dispersé aux quatre vents et le Président Li dut chercher un refuge dans les Légations étrangères. Un des Tuchuns, qui vivait encore dans le passé de la Chine, eut tant d'enthousiasme qu'il tenta de restaurer les Mandchous, mais il fut rapidement supprimé par ses associés. Le monarchisme était mort, mais le militarisme était maître absolu.

Les Tuchuns organisent un gouvernement républicain d'apparence. Ils forment un Parlement de leurs créatures, ils font élire un président. mais ils restent les seuls maîtres et pillent le trésor. Cependant le Sud s'insurge, chasse les Tuchuns et Sun-Yat-Sen organise la république à Canton.

Le Gouvernement de Canton avait été organisé depuis un an seulement lorsqu'arriva l'invitation du Président Harding à la Conférence de Washington. Pékin était encore le gouvernement reconnu et envoya une délégation. Canton demanda à envoyer aussi une délégation; on refusa... Canton crut nécessaire de montrer au monde que Pékin ne représentait pas la Chine. Sun-Yat-Sen annonça qu'une campagne allait être faite pour chasser de Pékin les usurpateurs militaires et rétablir l'ancien Parlement et la Constitution. Avec des forces absolument insuffisantes, il fit une démonstration. Elle montra la faiblesse du gouvernement de Pékin et les chefs du Sud commencèrent à penser qu'ils pourraient peut-être arriver à s'emparer de la capitale. Un pareil projet demandait de l'argent, des armes, des alliés. Le gouvernement de Canton essaya de les obtenir. Il se brisa.

A ce moment, les deux généraux qui se disputaient le gouvernement de Pékin étaient Chang-Tso-Lin et Wu-Peï-Fou. Chang était un ancien bandit qui avait été fait gouverneur de Mandchourie en récompense de ses exploits et avait formé dans le Nord une grande armée. Wu avait fait toute sa carrière dans l'armée et s'était révélé soldat remarquable. Il avait aussi acquis la réputation d'être libéral, bien que ses actions ne semblassent guère soutenir cette réputation. Les deux chefs entamèrent des négociations avec le Gouvernement du Sud et il sembla que Wu pourrait atteindre le but qu'il poursuivait en joignant ses forces avec celles de Canton. Cependant, il refusa de reconnaître le Gouvernement du Sud tandis que Chang-Tso-Lin finissait par accepter le programme de Canton pour le rétablissement de la Constitution et du Parlement. Les forces de Chang et de Wu se livrèrent bataille pendant l'été. Sun-Yat-Sen, cependant, désirait ardemment pousser son expédition vers le nord. Il était alors, sur les frontières de Hunan et faisait de la cause républicaine un facteur de la lutte. Mais la seule source de fonds pour un mouvement du sud était la province dont Chen-Chiung-Ming était gouverneur. Il refusa d'aider l'expédition et fut révoqué par Sun. Chen sortit de Canton, réunit une armée, revint au bout de quelques semaines et prit la ville. De nouveau, Sun-Yat-Sen était en fuite.

Cependant, dans le nord, Wu-Fei-Fou avait définitivement battu les troupes de Chang et les avait chassées au-delà de la grande Muraille. Wu était le maître à Pékin et le général Chen à Canton prit une attitude très amicale envers lui lorsqu'il sut que Wu avait l'intention de rétablir le gouvernement constitutionnel. La Chine était donc unie. Wu avait enfin la possibilité de substituer l'ordre au chaos qui avait presque toujours prévalu depuis le commencement de la République. Il pouvait utiliser sa suprématie militaire incontestée pour devenir le dictateur militaire d'un gouvernement esclave; il pouvait d'autre part, travailler à la restauration d'un gouvernement constitutionnel.

Il semble avoir choisi la seconde alternative. L'ancien Parlement a été invité à reprendre ses séances à Pékin. La Constitution a été reconnue comme la loi suprême du pays. Le président mannequin choisi par les *Tuchuns* de 1918 a été forcé à démissionner. Ces trois actes ont arrêté tout mouvement révolutionnaire s'appuyant sur les principes de Canton, puisqu'ils représentent le triomphe de ces principes. Li-Yuan-Hung a été réinstallé comme Président provisoire. La situation a donc été ramenée autant que possible à ce qu'elle était en 1917, à la veille du renversement du Parlement par les Tuchuns. La Chine est de nouveau dans la voie de la République. Mais en Orient cette voie est pleine de difficultés. La Chine pourra-t-elle la parcourir? L'avenir seul nous le dira.

(Henry Kittredge Norton, *Contemporary Review*, septembre 1922)

8. Le baron Kato Premier ministre du Japon.

L'arrivée au pouvoir du baron Kato qui présidait la délégation japonaise à la Conférence de Washington montre que le Japon est pleinement décidé à tenir ses engagements.

C'est un marin de profession. Il est arrivé au plus haut grade de la marine après une longue carrière où l'habileté professionnelle unie à la force de caractère lui attirèrent le respect de ses camarades. Il y a neuf ans environ, quelque temps avant la grande guerre, un scandale éclata dans la flotte japonaise : des officiers de grade très élevé étaient compromis dans une affaire de corruption financière. Pour dénouer cette crise où étaient en jeu l'honneur de la flotte et le sentiment du peuple japonais à son égard, il était nécessaire de trouver un amiral qui eut assez d'autorité pour rétablir la régularité dans le service et pour avoir la confiance du public; on choisit le baron Kato. Il devint ministre de la marine en 1915 et, pendant sept ans (la force de sa position personnelle lui permit de survivre à trois ministères) il

se consacra tout entier à la construction d'une flotte nouvelle. Il y réussit parfaitement.... et l'on put dire dans le monde que seul le Japon avait une flotte moderne. Au moment où le Président Harding lança ses invitations pour Washington, le Japon construisait la grande flotte d'« après-Jutland ». (On entend par là une flotte construite après la bataille du Jutland et suivant les enseignements de la bataille). Le Japon avait, soit déjà construits, soit en chantier, soit en projet, seize grands vaisseaux d'après-Jutland. La Grande-Bretagne n'avait pas construit un vaisseau depuis la bataille et les constructions américaines d'après-Jutland étaient très inférieures à celles du Japon.

Cette grande flotte nouvelle du Japon était l'œuvre du baron Kato. Elle était le couronnement de sa carrière. On imagine facilement qu'elle était son orgueil professionnel et personnel et l'orgueil de ses camarades de la flotte par lesquels il avait été choisi et devant qui il était responsable.

Aussi, lorsque le baron Kato vint à la Conférence de Washington comme représentant du Japon, lorsqu'il accepta le projet anglais, lorsqu'il promit d'arrêter toutes les constructions de gros vaisseaux d'après-Jutland et de détruire la plupart des vaisseaux d'après-Jutland il accomplit un acte d'abnégation personnelle, professionnelle et nationale que seul un grand homme pouvait accomplir avec sérénité. Pour accomplir cet acte il fallait un homme assez sûr de sa situation dans le pays et dans la flotte pour attendre avec confiance les reproches de ses camarades dont la carrière était brisée. L'éclipse de la puissance navale japonaise promise par le baron Kato était si complète qu'on désigna pendant quelque temps dans les cercles navals le baron Kato et la flotte sous le nom de « la chandelle éteinte ».

Le baron Kato après avoir accompli ce grand acte a gardé assez de prestige pour rester dans le ministère, pour devenir Président du Conseil. C'est la meilleure preuve de la puissance du baron Kato; cela prouve aussi que le Japon est décidé à s'en tenir au programme auquel à Washington le baron Kato a souscrit.

(Mark Sullivan, *World's Work*, septembre 1922).

XV. — AFRIQUE.

1. Raisouli et le protectorat espagnol.

Raisouli a fait à un journaliste espagnol les déclarations suivantes :

« Je comprends que le Protectorat est quelque chose comme un frère aîné qui conseille les plus petits et leur sert de tuteur en leur don-

nant l'éducation et les éléments matériels nécessaires pour qu'ils puissent devenir des hommes indépendants et guider eux-mêmes leur vie. Telle est, en substance, la véritable action tutélaire d'un Protectorat. Or, je dois avouer que jusqu'ici l'Espagne a fait tout le contraire, car elle a commis l'erreur d'engager son action dans les mauvais chemins de la conquête.

Quand on signa le pacte d'Algésiras pour résoudre le problème d'Afrique, j'insistai pour que ce fût l'Espagne qui vînt au Maroc exercer cette noble mission, car je croyais fermement que l'Espagne allait réaliser une œuvre véritable de Protectorat. J'agissais ainsi poussé par l'affinité de race, principe fondamental pour que l'Espagne et non une autre nation fût chargée d'entreprendre cette œuvre. Malheureusement je me suis trompé. Jamais je n'aurais cru que l'Espagne était une nation assez forte pour imposer la force; mais j'espérais que, une fois unis aux Espagnols, nous pourrions faire de l'Espagne une nation forte et faire venir au Maroc toutes les richesses inexploitées.

L'Espagne devait accomplir dès l'origine une œuvre de protectorat, une action tutélaire positive. Elle devait et elle doit employer son argent à construire des routes et à ouvrir des artères commerciales dans toute la zone.

Quant aux forces que l'Espagne devra maintenir au Maroc, une fois la situation redevenue normale, je crois qu'il suffira de 25.000 hommes. Nous devons nous gouverner nous-mêmes, tandis que l'Espagne entretiendra des soldats sur des points stratégiques afin de pouvoir intervenir dans le cas probable où le gouvernement marocain ne pourra soumettre les tribus révoltées sans les troupes du protectorat. Quand une de ces tribus n'obéira pas.... je suis d'avis qu'on lui applique le châtiment maximum, le désarmement, lui enlevant ses chevaux s'il le faut, employant la razzia....

Ce qui ne peut continuer dérénavant, c'est que vous veniez défaire les tribus à coups de canons, parce que nous ne voulons pas reconnaître des lois que nous ignorons dans leur essence et qui ne s'accordent pas avec nos principes religieux que nous entendons voir respectés....

Quant au Protectorat civil dont on parle et qu'on veut implanter sans véritable préparation, il me semble une erreur, au moins actuellement, étant donnée la situation du Rif.

Le Maroc est comme un corps dans lequel le poison a pénétré. Ce n'est pas parce que le poison n'est pas arrivé encore à une extrémité de ce corps que nous devons croire cette partie à l'abri du toxique. Aujourd'hui-même des tribus soumises qui semblent très dévouées restent de cœur avec nous plus qu'aux côtés de l'Espagne comme le prouvent les hommages qu'elles m'envoient.»

(Lopez Rienda : *Sol*, 2 septembre 1922).

2. Les mines d'or du Rand

La révolte sanguinaire des mines du Transvaal, révolte qui a eu une fin si malheureuse, a attiré l'attention de l'Empire sur les conditions du travail à Johannesburg et aux environs et aussi sur le danger qui menace toujours : une lutte sociale prolongée. Johannesburg, le centre du Rand, a toujours été un centre de mécontentement, et l'entrée du bolchevisme comme nouveau facteur dans les querelles ouvrières ne saurait surprendre. Le germe pernicieux du bolchevisme prend son plus grand développement dans les cercles déjà mécontents. Heureusement pour l'Afrique du Sud, les tentatives faites pour établir un nouveau régime léniniste ont été promptement étouffées; cependant la cause de la grève subsiste et c'est l'éternelle question des salaires.

Bien que pendant de longues années les mines du Rand aient eu à leur service les meilleurs ingénieurs du monde, elles n'ont jamais été dans une situation économique satisfaisante. C'est que l'or est en très petite quantité dans chaque tonne tonne de minerai. Le Reef ne donne guère plus de trente shillings d'or pour chaque tonne de minerai sortie à la surface, brisée et traitée. Tous les efforts avaient porté, au cours des dernières années, sur la réduction du prix du travail, par l'introduction de méthodes modernes pour extraire l'or du minerai. Chaque année qui s'est écoulée après la guerre du Transvaal a vu le prix du travail diminuer et, dans certaines mines, on est arrivé à réduire à 11 shillings le prix du travail par tonne. Le chiffre moyen pour le Rand avant 1914 était environ de 17 à 18 shillings par tonne tandis que la somme d'or extraite était d'environ 30 shillings par tonne. Les salaires, en particulier ceux des blancs, formaient la plus grosse part du prix de revient.

Comme dans les autres pays du monde, la guerre a fait monter dans l'Afrique du Sud les salaires des ouvriers.... Le prix de revient de la tonne s'éleva à 25 shillings.

Le prix artificiel de l'or montait aussi (à un moment il s'éleva de 50 pour cent au dessus des prix de 1914). Aussi les mines purent-elles continuer à vivre.... Mais maintenant que le prix de l'or redescend et qu'il revient au taux d'avant guerre, on s'aperçoit de la mauvaise situation économique des mines. Les entreprises ont alors demandé une réduction des salaires et une modification du règlement concernant les gens de couleur. L'Union des mineurs a repoussé cette demande.

Le règlement concernant les gens de couleur leur interdit d'empiéter sur le domaine des ouvriers blancs. Il faut se rappeler que les blancs ne sont pas des mineurs au vrai sens du mot. Ils sont surveillants. L'indigène travaille avec le marteau ou avec la foreuse mécanique.

(A. Loton Ridher, *Fortnigthtly Review*, septembre 1922.

XVI. — ETATS-UNIS.

1. L'instruction publique.

A New-York les chiffres du recensement de 1920 montrent qu'il y a 4.294.629 étrangers et seulement 1.164.834 Américains de naissance. Il y a plus de Russes et de Polonais à New-York qu'à Varsovie, le total s'élevant à 994.556, soit près d'un million. La population italienne de New-York dépasse de 100.000 âmes celle de Naples. Il y a en outre à New-York un million d'Allemands et d'Austro-Hongrois, et la paix est souvent troublée par la présence de 697.744 Irlandais. Rapidement les étrangers apprennent l'anglais pour leurs affaires; pourtant le recensement indique que 11 pour 100 ne parlent encore que leur langue d'origine. Ce n'est pas seulement par la langue que ces gens sont étrangers. Ils sont divisés par les coutumes, les mœurs, les règles de morale, les lois religieuses, les traditions nationales. C'est une œuvre difficile que de faire des citoyens américains avec cette matière, œuvre rendue plus ardue par la diversité de la matière, en profondeur comme en surface....

Les Américains y réussissent pourtant, notamment par leur système d'instruction.

Les Américains ont reconnu que l'éducation est à la base du bien-être de la société et ils ont décidé que toute l'instruction serait libre et dépendrait uniquement des capacités de l'enfant. Et ce n'est pas par une étroite échelle que les écoliers se glissent l'un derrrière l'autre jusqu'au savoir. Ils suivent une large route, avançant épaule contre épaule depuis les écoles élémentaires jusqu'aux Universités. Je n'ai ni l'expérience, ni les capacités nécessaires pour parler du niveau de l'enseignement et de la culture dans les Universités américaines, mais le nombre de jeunes gens qui font des études entre 17 et 21 ans, à l'âge où les études sont si profitables donne beaucoup à réfléchir et nous amène à nous demander si en Angleterre nous avons raison de réserver la plus haute éducation aux classes riches. Le méthode du libre choix des matières qui est si largement appliquée dans les écoles primaires et secondaires des Etats-Unis a eu certainement une grande influence sur l'ardeur des jeunes gens pour l'étude. Grâce à elle ils s'intéressent fortement à leur développement intellectuel et ils désirent connaître profondément les matières qu'ils ont eux-mêmes choisies....

En Amérique, il y a 110 millions d'habitants et 349 Universités En Angleterre il y a 47 millions d'habitants et 20 Universités. Je ne donnerai que quelques chiffres : je prendrai les trois plus anciennes Universités, Yale et Harvard, un exemple à New-York, un autre en

Californie, un autre dans le Middle West. Voici le nombre des étudiants qui fréquentent ces Universités :

Yale	3.820.
Harvard	7.445.
Columbia (New-York)	27.087.
Berkeley (Californie)	10.871.
Chicago	11.365.

En Angleterre, Oxford a un peu plus de 3.000 étudiants, Cambridge un peu moins de 4.000. Beaucoup d'étudiants américains gagnent leur vie pendant les vacances.... Les facilités données aux adultes pour leur développement intellectuel sont innombrables et très instructives dans leur simplicité audacieuse, dans leur dédain des méthodes périmées, leur acceptation des nouveaux systèmes d'enseignement. Les Universités américaines sont dominées par l'idée démocratique que les professeurs et les élèves sont des camarades dans leur contribution au sujet étudié.

(Henrietta O. Barnett, *Contemporary Review* septembre 1922).

2. Le mouvement pour l'agriculture

Aux Etats-Unis, une croisade moderne apporte la connaissanc de l'agriculture scientifique dans tous les centres ruraux et plante la semence d'une renaissance de la vie agricole américaine. Plus d'un million de fermiers américains sont engagés dans cette croisade et ils font de l'histoire aussi sûrement que les croisés d'autrefois. La renaissance de l'agriculture américaine peut avoir dans l'histoire des Etats-Unis une place aussi grande que la Première Renaissance dans l'histoire de l'Europe.

M. J. R. Howard, président de l'« American Farm Bureau Federation » est le Richard Cœur-de-Lion de cette croisade organisée. Quinze cents « bureaux » sont à la base du mouvement. Là, les fermiers, leurs femmes et leurs enfants reçoivent une éducation nouvelle. Le « County Agent » d'habitude un diplômé d'une école d'agriculture, représentant l'Ecole d'Agriculture de l'Etat et le Département Fédéral d'Agriculture, ayant à sa disposition les connaissances et les moyens de réalisation de ces deux fondations, enseigne aux fermiers comment on peut obtenir des récoltes plus abondantes et de meilleure qualité, un bétail plus beau, et comment il faut combattre les insectes et les maladies; en outre, il met en contact entre eux les fermiers de la région pour une assistance mutuelle. Puis l'« agent du foyer » enseigne

aux femmes des fermiers comment on rend la ferme attrayante et comment il faut la conduire. Enfin le « Professeur des Garçons et des Filles » rend des services très importants : il intéresse les garçons et les filles aux soins de la ferme... et leur montre que l'agriculture est une science digne de l'étude des meilleurs esprits et qui produit des résultats proportionnés à l'intelligence et non à la force musculaire qu'on lui consacre.

En connexion avec cette œuvre les « bureaux d'agriculture » ont été organisés dans quarante-six Etats. Ces bureaux se sont unis en « organisations d'Etat » pour pouvoir servir leurs membres au-delà du terrain strictement local. Les organisations d'Etat ont formé à leur tour la Fédération des Bureaux fermiers américains qui traitera les affaires nationales.

La base de tout le mouvement est pourtant le bureau de la région où des services personnels sont rendus au fermier et à sa famille, où l'on forme des fermiers. Les organisations d'Etat et l'organisation fédérale pourraient s'égarer; les bureaux de région les surveillent: si c'était nécessaire, ils enverraient des représentants nouveaux servant mieux les intérêts des fermiers.

(John K. Barnes : *World's Work*, septembre 1922).

3. L'Amérique aux Américains

Commercialement, ethniquement, socialement aussi, l'Amérique du Sud est plus près de l'Europe et de l'Afrique que des Etats-Unis. Nous formons deux communautés d'intérêt séparées et indépendantes.

De nouvelles conditions économiques surgissent qui pourraient apporter quelques changements dans cette situation. La consommation toujours grandissante de nos ressources minérales pourrait mettre bientôt les nations des zones tempérées en face du problème vital du combustible pour moteurs. Le stock de charbon, de gaz et de pétrole approchant de la fin, nous devons chercher âprement ce que nous pourrions lui substituer. Dans les régions tropicales... la Nature produit une quantité considérable de végétaux... Nous pourrions en tirer chaque année une grande quantité d'alcool... Il serait bon pour les Etats-Unis de se rappeler l'histoire des vierges folles et des vierges sages et de veiller à temps à l'huile de leurs lampes.

L'Afrique est la plus grande des terres tropicales. Les nations européennes s'en sont emparées... Nous devons naturellement nous tourner vers l'Amérique tropicale. Autour des Indes occidentales, la région caraïbe de l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et le Mexique sont la sphère d'influence naturelle, logique et nécessaire des Etats-Unis...

Et puisque l'Europe est en possession de l'Afrique tropicale... ce ne serait pas demander trop sans doute que l'Amérique pour les Américains. Les Guyanes anglaise, hollandaise, française, par suite d'un échange diplomatique et financier, pourraient être placées sous l'influence ou le contrôle des Etats-Unis pour le bénéfice de tous et sans injustice pour personne.

(Gilbert P. Chaze : *Current History*, septembre 1922)

4. L'occupation de Haïti

Pendant les sept dernières années, les Etats-Unis ont été à Haïti la puissance dominante. L'occupation a montré les avantages et les défauts de l'intervention. Au point de vue pratique, il est hors de doute que le peuple de Haïti a joui d'une prospérité, d'une sécurité plus grande, qu'il a été plus heureux sous le gouvernement des Etats-Unis que sous les gouvernements indigènes. Une commission du Sénat présidée par le Sénateur Merrill Mac Cormick a récemment publié son rapport sur l'occupation. L'histoire qu'elle rapporte ressemble un peu à l'histoire de l'occupation américaine des Philippines, mais il est certain que la situation de Haïti, quand les Américains en prirent possession en 1915, était beaucoup plus mauvaise que celle des Philippines lors de l'annexion en 1899. Le rapport appelle Haïti « la république sans routes » et ceci suffit à peindre toute l'histoire de Haïti.

Non seulement il n'existait pas de chemin de fer, mais il n'y avait même pas de grand'route. Plus de la moitié des belles routes qui avaient été construites par les Français avant 1800 étaient devenues hors d'usage; l'agriculture s'était pratiquement éteinte, la masse du peuple haïtien avait vécu dans une terreur constante des déprédations commises par les coteries politiques, et beaucoup avaient été forcés de se cacher dans les bois des collines. Cette histoire est bien connue et il est inutile d'entrer dans les détails. Avec l'occupation américaine, la situation changea radicalement. Pour la première fois depuis plusieurs générations, la justice et la paix prévalurent. De nombreuses routes furent construites. Le fait est que les grandes routes qui sont praticables aujourd'hui à Haïti ont été ouvertes depuis 1915. Les paysans haïtiens sont sortis de leurs cachettes au fond des collines et se sont remis à cultiver leurs champs. L'occupation a déplu à certains organes radicaux aux Etats-Unis, mais elle semble avoir fait l'impression la plus favorable sur la masse du peuple haïtien lui-même.

D'autre part, il y a eu évidemment certains abus; et ces abus sont malheureusement inévitables dans les contacts d'une civilisation supérieure avec une civilisation inférieure. De même que certains officiers

de l'armée américaine ont commis des excès à l'égard du peuple des Philippines, de même que l'armée britannique a commis certains actes répréhensibles dansses rapports avec les peuplesd'Orient, de même certaines actions malheureuses des marins américains pèsent du mauvais côté de la balance. Il était bien difficile de fixer la vétité; la Commission Mac-Cormick s'est abstenue de tout jugement définifif sur les accusations qui ont été portées; et il est évident que ces accusations ont été grandement exagérées. En réalité, tout ce qu'on dit des crimes, s'il y eut des crimes, se rapporte aux tentatives faites par les marins pour maîtriser la révolution des « Cocos » qui commettaient toutes sortes de crimes non seulement contre les Américains, mais aussi contre les indigènes. On a prétendu qu'il y avait eu des meurtres d'indigènes, que des Haïtiens avaient été torturés par les Américains, que certains habitants paisibles avaient été tués pendant les opérations contre les bandits. Ceci ne résiste pas à un sérieux examen. Le rapport retient que deux prisonniers ont été exécutés sans procès, et qu'il est probable que huit autres exécutions du même genre ont eu lieu. La Commission blâme ces infractions à la loi, mais elle refuse de croire que ces faits suffisent pour faire condamner l'intervention des Etats-Unis.

Il y a beaucoup à faire encore à Haïti avant qu'on puisse estimer que le peuple haïtien est prêt à se gouverner lui-même. Actuellement, 98 pour 100 de la population est complètement illettré. La première nécessité est donc un système complet d'instruction primaire. Les naturels n'ont aucune notion d'agriculture. La Commission Mac-Cormick a constaté qu'ils ignorent l'usage de la pelle ou de la charrue... Le Gouvernement américian avait envoyé dans l'Ile un lot de brouettes. « Un officier de marine envoya le contre-maître, un Haïtien, avec soixante hommes pour porter les brouettes aux chantiers de construction de la route. Au bout d'un moment, il regarda si les hommes poussaient les brouettes. Il les vit portant les brouettes sur leurs têtes au lieu de les faire rouler... La classe paysanne n'a jamais vu de pelle et naturellement ne sait pas s'en servir. La première fois qu'on leur donna des pelles, ils voulaient les porter à côté du tas de gravier, prendre le gravier dans leurs mains et le placer sur les pelles, puis prenant la pelle, porter le gravier là où il devait être placé ». Il est évident que des gens aussi primitifs ont besoin d'une préparation pour exercer les fonctions élémentaires de gouvernement. Est-il vraisemblable que le peuple de Haïti continuera l'œuvre que les Etats-Unis ont commencé? La perspective n'est pas rassurante.

(*World's Work*, septembre 1922)

Le Gérant : A. Bière.

Bordeaux. — Impr. J. Bière, 18-20-22, rue du Peugue.

LIVRES NOUVEAUX

Marcel Granet, *La Religion des Chinois*, Paris. Gauthier-Villars.

M. Granet étudie avec une grâce savante, un peu ironique lorsqu'elle craint d'être émue, l'évolution de cet édifice singulier et compliqué qu'est la religion chinoise. Il en montre les racines dans la religion paysanne d'abord, et rien n'est plus gracieux que les pages consacrées aux lieux saints et aux fêtes paysannes. Puis s'édifie la religion féodale qui introduit de l'ordre, mais enlève beaucoup de poésie à la religion purement champêtre. C'est là que se fixe le culte des ancêtres. Enfin la religion officielle, avec ses tendances métaphysiques. Pour terminer, deux jolis chapitres sur le renouveau religieux en Chine par le Taoïsme et le Boudhisme. Une conclusion doucement sceptique nous montre une Chine semodernisant dans l'indifférence aux terreurs religieuses d'autrefois. Un livre charmant et doux.

Alexandre Arnoux, *Le Poème du Cid Campeador* (Piazza).

Dans les légendes primitives le cœur d'un peuple se révèle. Rien ne donne une image aussi saisissante de la Castille que ce poème du Cid où pourtant le trait est sobre, la psychologie sans nuances. Ce Cid est loin encore du beau héros d'amour de Guillem de Castro et de Corneille. C'est le formidable batailleur descendu de la vieille Castille et qui met les Mores en déroutes. Quelques traits forment toute son âme : un courage surhumain, un orgueil sans bornes qui le fait se redresser devant son roi, même devant son père, un désir ardent de la bataille et du sang, un amour chrétien et presque mystique des souffrants (qui se révèle dans le fameux épisode du lépreux), le respect absolu de la parole jurée. Quant à l'amour, à l'amour-passion du moins, il semble l'ignorer. Jeune, c'est un soudard qui lance ses faucons sur les colombes de Chimène, qui l'insulte publiquement, qui la menace de forcer ses suivantes. Il se marie sur l'ordre du roi et n'aperçoit la beauté de sa femme que le jour des noces, lorsqu'il la conduit par la main. Son amour de mari est une bonne tendresse qui ne lui fait pas oublier son devoir, et Chimène se plaint au roi que sa couche est souvent vide. Une fois seulement il est troublé. C'est le jour où, du haut des remparts de Zamora, Dona Urraca, l'Infante, lui révèle qu'elle aurait pu l'aimer.

Première expression de l'héroïsme espagnol, type en qui se résument les qualités du peuple de fer qui reconquit le sol, ce Cid a déjà cet amour de la grandeur et de la gloire, qui, déformé plus tard, déséquilibré, aboutira à la sublime folie de Don Quichotte.

Legouis, *Chaucer* (Renaissance du Livre).

C'est au contraire, l'âme anglaise qui apparaît dans ces contes de Chaucer dont M. Legouis donne des extraits délicatement traduits. L'humour anglais, l'esprit de l'« old merry England » apparaissent dans les portraits immortels des pèlerins de Cantorbéry, dans le poème de Troïlus et Cressida qui devait inspirer Shakespeare. Et on découvre aussi l'individu Chaucer, un Anglais qui a connu le sourire de l'Italie, qui a compris l'art de Boccace, mais s'est servi de ces leçons étrangères pour exprimer le génie national.

Louis Madelin, *La France du Directoire* (Plon).

M. Madelin a réuni en volume les cinq conférences sur le Directoire qu'il a faites l'hiver dernier dans la salle de la Société de Géographie. C'est un livre brillant, de lecture amusante. M. Madelin tire de ces événements passés une leçon pouvant servir aux jours présents. Cette leçon est parfois discutable.

Georges Grappe, *A l'ombre du feuillage classique* (La Renaissance du Livre).

Une série d'articles sur les grands écrivains de notre littérature depuis Charles d'Orléans jusqu'à Chateaubriand. M. Grappe s'efforce moins d'étudier des œuvres que de faire revivre des hommes. Son livre est léger, délicat, nuancé. La langue est souple et vive. Ce sont, sur des sujets anciens, des études très modernes.

Francis Jammes, *L'Amour, les Muses et la Chasse* (Plon).

Le plus charmant de nos poètes continue à publier ses mémoires. Ce sont des pages ingénues dont l'ingénuité laisse parfois sentir un peu d'affectation. Les scènes sont vives, les silhouettes fermement tracées. La phrase surtout est délicieuse et d'une simplicité très raffinée. Une grande poétesse déclarait un jour qu'elle préférait la rosée de Jammes à son eau bénite. Jammes sait trop que sa rosée est exquise. Mais dans ce livre, il a mis beaucoup de rosée.

Imprimerie BIÈRE
18-20-22, rue du Pougue
BORDEAUX

P
Fr.Lit.
V

Vie des Peuples
t.8,no.30(1922)

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY